

Société anonyme au capital de 5 019 319 328 euros
Siège social : 30, avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris
542 044 524 RCS Paris

ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE 2015 ET RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Document de référence et rapport financier annuel déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 10 mars 2016 sous le numéro D.16-0127.

Actualisation déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 août 2016 sous le numéro D.16-0127-A01.



La présente actualisation du Document de référence 2015 a été déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 août 2016 conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Elle pourra être utilisée à l'appui d'une opération financière si elle est complétée d'une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

SOMMAIRE

ACTUALISATION PAR CHAPITRE DU DOCUMENT DE REFERENCE 2015

| | | |
|------------|--|--------------|
| I | PRÉSENTATION DE NATIXIS | p.3 |
| 1.1 | Communiqués de presse postérieurs au dépôt du document de référence | p.3 |
| 1.2 | Résultats au 30 juin 2016 : communiqué de presse du 28 juillet 2016 | p.6 |
| 1.3 | Résultats au 30 juin 2016 : présentation | p.22 |
| II | CHAPITRE 2 : GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE | p.47 |
| 2.1 | Gouvernance de Natixis au 31 juillet 2016 | p.47 |
| 2.2 | Informations complémentaires sur les mandataires sociaux | p.54 |
| 2.3 | Direction et contrôle de la gouvernance d'entreprise | p.56 |
| 2.4 | Politique de rémunération de Natixis | p.59 |
| III | CHAPITRE 3 : RISQUES ET ADÉQUATION DES FONDS PROPRES | p.60 |
| 3.1 | Introduction | p.60 |
| 3.3 | Gestion du capital et adéquation des fonds propres | p.60 |
| 3.4 | Risques de crédit et de contrepartie | p.68 |
| 3.6 | Risques de marché | p.78 |
| 3.8 | Risques de liquidité et stratégie de refinancement | p.82 |
| 3.9 | Risques juridiques | p.85 |
| 3.10 | Autres risques | p.85 |
| 3.11 | Expositions sensibles selon les recommandations du FSF | p.90 |
| IV | CHAPITRE 4 : COMMENTAIRES SUR L'EXERCICE | p.92 |
| 4.1 | Rapport d'activité semestriel au 30 juin 2016 | p.92 |
| 4.2 | Refinancement | p.112 |
| V | CHAPITRE 5 : ÉLÉMENTS FINANCIERS | p.114 |
| 5.1 | Éléments financiers (comptes semestriels consolidés et notes annexes) | p.114 |
| 5.2 | Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière consolidée résumée | p.178 |
| VI | CHAPITRE 7 : ÉLÉMENTS JURIDIQUES | p.180 |
| 7.1 | Statuts de Natixis | p.180 |
| 7.2 | Renseignements de caractère général concernant le capital de Natixis | p.180 |
| 7.3 | Répartition du capital et des droits de vote | p.180 |
| VII | CHAPITRE 8 : INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES | p.182 |
| 8.1 | Attestation du responsable de l'actualisation du document de référence | p.182 |
| 8.2 | Documents accessibles au public | p.182 |
| 8.3 | Table de concordance du document de référence | p.183 |
| 8.4 | Table de concordance du rapport financier semestriel | p.186 |
| 8.5 | Responsables du contrôle des comptes | p.187 |

I CHAPITRE 1 : PRESENTATION DE NATIXIS

1.1 Communiqués de presse postérieurs au dépôt du document de référence

1.1.1 Communiqué de presse du 9 juin 2016

Natixis finalise l'acquisition d'une participation majoritaire dans Peter J. Solomon Company

Peter J. Solomon Company (PJSC) est une société basée à New-York (États-Unis) spécialisée en conseils indépendants en fusions-acquisitions, opérations de haut de bilan et restructurations, à destination d'entreprises cotées et non cotées. Elle compte une cinquantaine de banquiers et a conseillé plus de 500 transactions depuis sa création en 1989.

L'acquisition de 51 % de PJSC concrétise une étape significative dans le déploiement du plan New Frontier de Natixis, centré notamment sur le renforcement du dialogue stratégique avec les clients, l'accélération de l'internationalisation des métiers cœurs et le développement des activités asset-light. Cette opération étend l'activité de fusions-acquisitions de Natixis aux États-Unis, après les acquisitions de Leonardo & Co. en France (devenue Natixis Partners) et de 360 Corporate en Espagne (devenue Natixis Partners España).

1.1.2 Communiqué de presse du 4 juillet 2016 - COFACE

Constatant que la sinistralité sur les pays émergents est plus élevée qu'anticipée, Coface poursuit l'adaptation de sa politique de gestion des risques et prévoit un ratio de sinistralité net de 63% à 66% sur l'exercice 2016

Le Conseil d'Administration de Coface SA s'est réuni le 4 juillet 2016 et a pris connaissance d'éléments financiers préliminaires non audités.

Ces éléments font ressortir un ratio de sinistralité net de l'ordre de 67% pour le 2^e trimestre 2016 reflétant :

- le développement des sinistres sur les pays émergents à un niveau plus important qu'escompté, affectant également la sinistralité des entreprises exportatrices situées dans les pays matures ;
- le constat d'un coût moyen des sinistres plus élevé combiné à un allongement des délais de recouvrement dans ces régions émergentes.

Coface a décidé d'en tirer les conséquences dans sa politique de gestion des risques et de provisionnement et anticipe ainsi un ratio de sinistralité net de 63% à 66% pour l'ensemble de l'année, contre 52,5% pour 2015.

Xavier Durand, directeur général de Coface, a déclaré :

«Nous faisons face à une hausse des risques plus forte qu'anticipée sur les pays émergents. Dans ce contexte, le Groupe a d'ores et déjà pris des mesures fortes d'ajustement de la politique de gestion des risques sur ces régions et continue de renforcer ses équipes en conséquence. Ce constat rejoint les travaux en cours sur le plan stratégique qui visera notamment à adapter la politique de croissance et de coûts à cet environnement plus difficile. Comme annoncé, les grandes lignes en seront communiquées fin juillet».

Les comptes du premier semestre 2016 seront publiés le 27 juillet 2016.

1.1.3 Communiqué de presse du 26 juillet 2016

Résultat de l'augmentation de capital réservée aux salariés adhérents des plans d'épargne salariale de Natixis dénommée « Mauve 2016 »

Pour la quatrième année consécutive, Natixis a proposé une opération d'actionnariat salarié dénommée « Mauve 2016 » du 8 avril au 4 mai 2016 inclus.

L'opération a été proposée aux collaborateurs de huit pays (Allemagne, France, Emirats Arabes Unis, Espagne, Italie, Hong-Kong, Luxembourg et Royaume-Uni).

« Mauve 2016 » a été suivie par près de 4 700 salariés, soit un taux de souscription global de 32.4%. Le montant souscrit s'élève à 26 M€ * et correspond à l'émission de 7 989 447 actions nouvelles, au prix de souscription unitaire de 3,276 €.

Les principales caractéristiques de l'offre Mauve 2016 ont été décrites dans le communiqué de presse du 10 mars 2016.

* L'augmentation de capital de 26 173 428,38 € se décompose en 12 783 115,20 € de nominal et 13 390 313,18 € de prime d'émission.

1.1.4 Communiqué de presse du 28 juillet 2016

Attribution gratuite d'actions au directeur général de Natixis Décision du conseil d'administration du 28 juillet 2016

Après le recueil de l'avis positif du Comité des Rémunérations, et comme autorisé par l'assemblée générale des actionnaires de Natixis en date du 24 mai 2016 dans sa 19^{ème} résolution, le conseil d'administration de Natixis lors de sa séance du 28 juillet 2016 a procédé à l'attribution gratuite d'actions de performance au bénéfice des membres du comité de direction générale de Natixis, dont 47 463 au profit du directeur général de Natixis.

Cette attribution vise à renforcer l'alignement dans le temps des intérêts des actionnaires et de ceux des dirigeants.

Il est précisé que l'acquisition de ces actions ne sera définitive qu'à l'issue d'une période de 4 ans et sous réserve du respect de conditions de présence et de performance, les conditions de performance ayant été définies en référence à la performance relative de l'action Natixis mesurée par le « Total Shareholder Return » par rapport à celle des autres établissements bancaires composant l'indice Euro Stoxx Banks.

En outre, 30% des actions qui seront livrées au dirigeant mandataire social à l'échéance de la période d'acquisition seront soumises à une obligation de conservation jusqu'à la cessation de son mandat social de directeur général de Natixis.

D'autre part, comme autorisé par l'assemblée générale des actionnaires de Natixis en date du 24 mai 2016 dans sa 20^{ème} résolution, le conseil d'administration de Natixis lors de sa séance du 28 juillet 2016 a procédé pour certaines catégories de collaborateurs à l'attribution gratuite d'actions comme quote-part de la rémunération variable annuelle accordée au titre de 2015, dont 86 265 actions au profit du directeur général de Natixis, pour lesquelles il est précisé que l'acquisition ne sera définitive pour 28 755 titres qu'en mars 2018 et pour 57 510 titres qu'en mars 2019, sous réserve du respect de condition de présence et de condition de performance, et assortie d'une période de conservation de 6 mois. En outre, 30% des actions qui seront livrées au dirigeant mandataire social à l'échéance de la période d'Acquisition seront soumises à une obligation de conservation jusqu'à la cessation de son mandat social de directeur général de Natixis.

1.1.5 Communiqué de presse du 29 juillet 2016

Natixis et La Banque Postale annoncent la signature des accords en vue d'un rapprochement d'AEW Europe et de Ciloger

Les discussions initiées en début d'année entre les deux établissements ont abouti et les accords ont été signés le 21 juillet.

La mise en œuvre de ce projet doit renforcer la position du nouvel ensemble comme l'un des leaders européens de la gestion d'actifs immobiliers en Europe avec des encours combinés dépassant 24 milliards d'euros. Le nouveau groupe deviendrait également le troisième acteur du marché grand public français.

La plateforme française pour la gestion de fonds immobiliers destinés à la clientèle des particuliers (SCPI et OPCV grand public) disposerait ainsi d'une capacité d'investissement européenne pour servir l'ensemble des réseaux de banques de détail et assurance du Groupe BPCE et de La Banque Postale ainsi que la clientèle externe, en particulier les Conseillers en Gestion de Patrimoine Indépendants (CGPI).

Pour Natixis Global Asset Management, ce partenariat stratégique avec La Banque Postale renforce AEW Europe et sa gamme d'expertise sur les actifs réels et s'inscrit pleinement dans sa stratégie multi-affiliés.

Dans le cadre de l'opération, Natixis Global Asset Management a acquis la participation détenue par la CDC au capital d'AEW Europe (40%) et détient ainsi 100% du capital et des droits de votes de AEW Europe.

La réalisation de l'opération est sous condition suspensive des autorisations réglementaires.

L'objectif serait de la finaliser avant la fin de l'année 2016.

A l'issue de l'opération, le capital d'AEW Europe serait détenu à 60% par Natixis Global Asset Management et à 40% par La Banque Postale.

1.2 Résultats au 30 juin 2016 : communiqué de presse du 28 juillet 2016

Résultats du 2T16 et 1S16

PROGRESSION DU PNB DE 2% au 2T16, GRÂCE A UNE BONNE DYNAMIQUE DES METIERS CŒURS
RESULTAT NET publié de 381 M€ au 2T16

METIERS CŒURS : FORTE DYNAMIQUE DANS LA BANQUE DE GRANDE CLIENTELE AU 2T16

- **Epargne : résilience de la Gestion d'actifs et poursuite du déploiement de l'offre d'assurances dans les Caisses d'Epargne**
Gestion d'actifs : 787 Md€ d'actifs sous gestion au 30 juin 2016, en hausse de 10 Md€ vs. fin mars 2016 avec une décollecte nette limitée à 2 Md€
Assurances : dynamique portée par tous les segments avec un CA global en croissance de 12% vs. 2T15 à 1,7 Md€, hors traité de réassurance avec CNP
- **Banque de Grande Clientèle : forte reprise de l'activité dans les marchés de capitaux**
Marchés de capitaux : excellentes performances de FIC-T (PNB +35%/2T15) et poursuite de la croissance des Equities (PNB +4%/2T15)
Financements structurés : poids des commissions dans les revenus encore accru à 39% au 2T16 (37% en 2015)
- **Services Financiers spécialisés : très bonnes performances des Financements spécialisés**
Production nouvelle dynamique **du Crédit-bail** (+7% vs. 2T15), et progression de 22% du **chiffre d'affaires affacturé** sur un an

FORTE PROGRESSION DU ROTE^(1,2) AU 2T16 A 11,7% (+70PB SUR UN AN)

- **PNB de Natixis : plus de 2,2 Md€ au 2T16, en hausse de 2% vs. 2T15 et de 7% vs. 1T16.** Hausse contenue des charges (hors IFRIC 21) de 3% vs. 1T16
- **PNB des Métiers cœurs : près de 2,1 Md€ en hausse de 2% vs. 2T15 et de 6% vs. 1T16**
- **RNPG retraité (hors impact IFRIC 21) en hausse de 5% à 400 M€ au 2T16.** RNPG publié à 381 M€ au 2T16 intégrant notamment une dépréciation sur écarts d'acquisition de Coface (-31 M€)
- **Sur le 1S16, le RNPG retraité (hors impact IFRIC 21) est quasi stable sur un an à 711 M€, illustrant la très forte résilience du business model dans un environnement difficile**

SOLVABILITE RENFORCEE ET POLITIQUE DE DIVIDENDE CONFIRMEE

- **Ratio CET1 de 11,3%⁽³⁾ fin juin 2016** avant prise en compte du dividende
- **Maintien d'un ratio de levier⁽¹⁾ supérieur à 4% à fin juin 2016**
- **Génération de 65pb de ratio CET1 depuis début 2016, soit 730 M€ (24 cts par action) dont 440 M€ au-delà de la distribution minimale de 50%, distribuable en l'absence de croissance externe**

(1) Voir note méthodologique (2) hors impact IFRIC 21 (3) Sur la base des règles CRR-CRD4 publiées le 26 juin 2013, y compris compromis danois – sans mesures transitoires - sauf IDA sur pertes reportables et pro forma du phasage additionnel du stock d'IDA conformément au règlement 2016/445

Le Conseil d'administration a examiné le 28 juillet 2016 les comptes de Natixis au titre du 2^{ème} trimestre 2016.

Pour Natixis, le 2^{ème} trimestre s'est notamment caractérisé par⁽¹⁾ :

- une **hausse du PNB de Natixis et du PNB des métiers cœurs de 2% vs. 2T15 à respectivement 2 224 M€ et 2 060 M€.**

Au sein du pôle Épargne, la Gestion d'actifs enregistre sur le trimestre une décollecte nette limitée de 2 Md€ et une progression de 10 Md€ des encours gérés vs. fin mars 2016 grâce notamment à un effet change positif.

Dans l'Assurance, la dynamique est restée soutenue sur tous les segments et l'offre d'assurance-vie est déployée dans la moitié du réseau des Caisses d'Épargne à fin juin 2016. Le chiffre d'affaires global de l'Assurance (hors traité de réassurance avec la CNP) progresse de 12% vs. 2T15.

Dans la Banque de Grande Clientèle, la production nouvelle des Financements structurés s'élève à 7,5 Md€, générée notamment par les activités Real Estate Finance en Europe, Acquisitions & Strategic Finance et GEC Trade (Global Energy & Commodities). Le trimestre est principalement marqué pour les Marchés de capitaux par une croissance significative sur un an des revenus Taux et Change et la poursuite du développement du M&A.

Dans les Services Financiers Spécialisés, les performances commerciales notamment en Crédit-bail et Affacturage se traduisent par une croissance de 4% du PNB des Financements spécialisés.

- des **charges**, hors contribution complémentaire au FRU de 35 M€ sur le trimestre, en hausse de 4% sur un an,
- un **coût du risque** de 88 M€ marqué par la fin de l'effort de provisionnement sur le secteur Pétrole et Gaz
- un **résultat net pdg retraité** et hors impact IFRIC 21 à 400 M€, en hausse de 5% sur un an,
- un **résultat net pdg publié** de 381 M€, intégrant une dépréciation de l'écart d'acquisition sur Coface (impact : -31 M€),
- un **ratio de levier⁽¹⁾ de 4,1%** à fin juin 2016,
- un **ratio CET1⁽²⁾ de 11,0%** au 30 juin 2016.

Laurent Mignon, Directeur général de Natixis, a déclaré : « Grace à notre business model équilibré et à la formidable mobilisation de nos équipes, nos trois métiers cœurs continuent à se développer en parfaite cohérence avec les axes stratégiques ce qui nous permet de confirmer notre capacité à atteindre les objectifs de rentabilité du plan New Frontier. Pour accélérer la transformation du business model de Natixis, nous allons continuer à développer les métiers de l'Épargne, approfondir les synergies avec les réseaux du Groupe BPCE et adapter notre modèle Asset Light dans la banque de grande clientèle en adoptant une organisation plus transversale destinée à accroître nos capacités d'origination. Par ailleurs, pour prendre en compte les changements structurels issus des nouvelles technologies dans l'ensemble de nos métiers et dans tous nos process, nous travaillons à un projet de transformation et d'excellence opérationnelle qui sera présenté en novembre prochain. »

(1) Voir note méthodologique

(2) Sur la base des règles CRR-CRD4 publiées le 26 juin 2013, y compris compromis danois – sans mesures transitoires - sauf IDA sur pertes reportables et pro forma du phasage additionnel du stock d'IDA conformément au règlement 2016/445

1 - RÉSULTATS NATIXIS DU 2T16 ET DU 1S16

1.1 ÉLÉMENTS EXCEPTIONNELS⁽¹⁾

| <i>En M€</i> | 2T16 | 2T15 | 1S16 | 1S15 |
|--|------------|-----------|------------|-----------|
| Réévaluation de la dette senior propre <i>Hors pôle (PNB)</i> | -20 | 125 | -26 | 130 |
| Retraitement de la variation de change des TSS en devises <i>Hors pôle (PNB)</i> | 8 | -11 | -7 | 24 |
| Dépréciation sur écarts d'acquisition Coface <i>Participations financières (variation de valeur écarts d'acquisition)</i> | -75 | | -75 | |
| Cession d'une entité Corporate Data Solutions (Kompass International) <i>Participations financières (Gains ou pertes sur autres actifs)</i> | | -30 | | -30 |
| Impact en impôt | 4 | -39 | 11 | -53 |
| Impact en intérêts minoritaires | 44 | | 44 | |
| Impact en RNPG | -39 | 45 | -53 | 72 |

(1) Voir note méthodologique

1.2 RÉSULTATS DU 2T16

| <i>Pro forma</i> ⁽¹⁾ et hors éléments exceptionnels en M€ | 2T16 | 2T15 | 2T16 vs. 2T15 |
|---|--------------|--------------|------------------|
| Produit net bancaire | 2 224 | 2 187 | 2% |
| <i>dont métiers cœurs</i> | 2 060 | 2 023 | 2% |
| Charges | -1 522 | -1 431 | 6% |
| Résultat brut d'exploitation | 702 | 756 | -7% |
| Coût du risque | -88 | -64 | 38% |
| Résultat avant impôt | 651 | 705 | -8% |
| Impôt | -215 | -273 | -21% |
| Intérêts minoritaires | -16 | -27 | -41% |
| Résultat net – pdg - retraité | 420 | 405 | 4% |

| en M€ | 2T16 | 2T15 | 2T16 vs. 2T15 |
|--|------------|------------|------------------|
| Retraitement de l'impact IFRIC 21 | -20 | -26 | |
| Résultat net – pdg – retraité hors impact IFRIC | 400 | 379 | 5% |
| ROTE hors impact IFRIC 21 | 11,7% | 11,0% | |

| en M€ | 2T16 | 2T15 | 2T16 vs. 2T15 |
|------------------------------------|------------|------------|------------------|
| Eléments exceptionnels | -39 | 45 | |
| Réintégration de l'impact IFRIC 21 | 20 | 26 | |
| Résultat net – pdg – publié | 381 | 450 | -15% |

(1) Voir note méthodologique

Sauf indication contraire, les commentaires qui suivent se rapportent aux résultats pro forma et hors éléments exceptionnels détaillés en page 3.

Au 2T16, le PNB de Natixis s'établit à 2 224 M€, en hausse de 2% vs. 2T15. Le PNB des métiers cœurs progresse également de 2% sur la même période.

Le PNB du pôle **Épargne** s'établit à 832 M€, incluant un recul limité de 2% vs. 2T15 des revenus en Gestion d'actifs et une stabilité des revenus de l'Assurance. Grâce notamment à une excellente dynamique des Marchés de capitaux, la **Banque de Grande Clientèle** enregistre une hausse de 5% vs. 2T15 de son PNB à 887 M€ (+1% hors desk de CVA/DVA). Le PNB des **Services Financiers Spécialisés** progresse de 2% vs. 2T15, portés par les bonnes performances des activités des Financements spécialisés dont le PNB croît de 4% sur la même période.

Le PNB des **Participations Financières** est en baisse de 21% vs. 2T15, incluant la contraction de 17% des revenus de Coface et de 54% des activités non stratégiques Corporate Data Solutions.

Les **charges d'exploitation** atteignent 1 522 M€ au 2T16, en hausse de 6% vs. 2T15. En retraitant de la contribution complémentaire au Fonds de Résolution Unique enregistrée au 2T16 (35 M€), elles augmentent de 4% sur un an.

Le **résultat brut d'exploitation** ressort à 702 M€ vs. 756 M€ au 2T15.

Le **coût du risque** s'établit à 88 M€, en hausse de 38% sur un an.

Le **résultat avant impôt** à 651 M€, affiche un retrait de 8% sur un an découlant principalement de la dégradation des comptes de Coface (Participations financières), affectés par la hausse de la sinistralité dans les pays émergents, et le complément de la contribution au FRU enregistré dans le Hors pôles métiers.

Sur la même période, le résultat avant impôts des métiers cœurs progresse de 2%.

Le résultat net retraité de l'impact d'IFRIC 21 et hors éléments exceptionnels s'élève à 400 M€ au 2T16, en hausse de 5% sur un an.

En intégrant les éléments exceptionnels (-39 M€ net d'impôt au 2T16 vs. +45 M€ au 2T15) et l'impact IFRIC 21 (+20 M€ au 2T16 vs. +26 M€ au 2T15), le **résultat net part du groupe publié** au 2T16 s'établit à 381 M€ vs. 450 M€ au 2T15.

1.3 RÉSULTATS DU 1S16

| <i>Pro forma⁽¹⁾ et hors éléments exceptionnels en M€</i> | 1S16 | 1S15 | 1S16 vs. 1S15 |
|---|--------------|--------------|--------------------------|
| Produit net bancaire | 4 307 | 4 336 | -1% |
| <i>dont métiers cœurs</i> | <i>4 009</i> | <i>3 976</i> | <i>1%</i> |
| Charges | -3 127 | -2 984 | 5% |
| Résultat brut d'exploitation | 1 180 | 1 352 | -13% |
| Coût du risque | -176 | -141 | 25% |
| Résultat avant impôt | 1 078 | 1 232 | -13% |
| Impôt | -395 | -498 | -21% |
| Intérêts minoritaires | -50 | -69 | -27% |
| Résultat net- pdg - retraité | 633 | 665 | -5% |

| <i>en M€</i> | 1S16 | 1S15 | 1S16 vs. 1S15 |
|--|-------------|-------------|--------------------------|
| Retraitement de l'impact IFRIC 21 | 78 | 52 | 51% |
| Résultat net – pdg – retraité hors impact IFRIC | 711 | 717 | -1% |
| ROTE hors impact IFRIC 21 | 10,4% | 10,4% | |

| <i>en M€</i> | 1S16 | 1S15 | 1S16 vs. 1S15 |
|------------------------------------|-------------|-------------|--------------------------|
| Eléments exceptionnels | -53 | 72 | |
| Réintégration de l'impact IFRIC 21 | -78 | -52 | 51% |
| Résultat net – pdg – publié | 581 | 737 | -21% |

(1) Voir note méthodologique

Sauf indication contraire, les commentaires qui suivent se rapportent aux résultats pro forma et hors éléments exceptionnels détaillés en page 3.

Au 1S16, malgré un début d'année 2016 difficile, le **PNB des métiers cœurs** progresse de 1% sur un an et atteint 4 009 M€, tiré principalement par les activités de Marchés de capitaux, l'Assurance et les Financements spécialisés.

Le PNB de Natixis s'établit à 4 307 M€, en léger retrait vs. 1S15.

Le pôle **Épargne** dégage un PNB de 1 656 M€, incluant une baisse modérée (-2%) des revenus de la Gestion d'actifs et une progression de 9% des revenus de l'Assurance.

Le PNB de la **Banque de Grande Clientèle** à 1 668 M€ est porté par un niveau d'activité élevé dans les métiers Fixed Income et une bonne diversification du portefeuille d'activités.

Les **Services Financiers Spécialisés** enregistrent une progression de 4% de leur PNB à 684 M€, soutenue par la croissance de 8% du PNB des Financements spécialisés sur la même période.

Le PNB des **Participations Financières**, à 338 M€, inclut la contraction de 17% des revenus de Coface vs. 1S15 et de 40% des activités non stratégiques Corporate Data Solutions.

Les **charges d'exploitation** s'établissent au 1S16 à 3 127 M€, vs. 2 984 M€ au 1S15. Retraitées de la contribution au Fonds de Résolution Unique (114 M€ au 1S16 vs. 48 M€ au 1S15), elles augmentent de 3% sur un an. Le **résultat brut d'exploitation** se contracte de 13% au 1S16 vs. 1S15, à 1 180 M€.

Le **coût du risque** ressort à 176 M€, en hausse vs. 1S15 sous l'effet principalement des dotations enregistrées sur le secteur de Pétrole et Gaz pour 72 M€.

Le **résultat avant impôt** s'élève à 1 078 M€, en baisse de 13% sur un an. Pour les métiers cœurs, il s'établit à 1 308 M€, quasi-stable sur un an.

Le résultat net retraité de l'impact d'IFRIC 21 et hors éléments exceptionnels, s'élève à 711 M€ au 1S16, quasi stable sur un an malgré la forte croissance de la charge du FRU.

En intégrant les éléments exceptionnels (-53 M€ net d'impôt au 1S16 vs. +72 M€ au 1S15) et l'impact IFRIC 21 (-78 M€ au 1S16 vs. -52 M€ au 1S15), le **résultat net part du groupe publié** au 1S16 s'établit à 581 M€ vs. 737 M€ au 1S15.

2 – STRUCTURE FINANCIÈRE

Au 30 juin 2016, le ratio CET1 Bâle 3⁽¹⁾ de Natixis atteint 11,0%.

Sur la base d'un ratio CET1 Bâle 3⁽¹⁾ pro forma de 10,8% au 31 mars 2016, les impacts au 2^{ème} trimestre 2016 se décomposent comme suit :

- effet de mise en réserve du résultat net part du groupe du 2T16 hors dividende : +34pb,
- dividende ordinaire prévu au 2T16 : -17pb,
- effets RWA, change et autres : +2pb.

Les fonds propres et actifs pondérés en Bâle 3⁽¹⁾ s'élèvent à respectivement 12,4 Md€ et 112,9 Md€ au 30 juin 2016.

CAPITAUX PROPRES – FONDS PROPRES – ACTIF NET PAR ACTION

Les **capitaux propres part du groupe** s'élèvent à 18,8 Md€ au 30 juin 2016, dont 1,68 Md€ de titres hybrides (TSS) inscrits en capitaux propres à la juste valeur.

Les **fonds propres Core Tier 1 (Bâle 3 – phase-in)** s'établissent à 12,5 Md€ et les **fonds propres Tier 1 (Bâle 3 - phase-in)** s'élèvent à 14,3 Md€.

Les **actifs pondérés** de Natixis s'élèvent à 112,9 Md€ au 30 juin 2016, en Bâle 3 - phase-in. Ils se décomposent en :

- risque de crédit : 75,8 Md€
- risque de contrepartie : 8,7 Md€
- risque de CVA : 3,7 Md€
- risque de marché : 12,0 Md€
- risque opérationnel : 12,7 Md€

En Bâle 3 (phase-in), au 30 juin 2016, le **ratio CET1** ressort à 11,1%, le **ratio Tier 1** s'établit à 12,6% et le **ratio global** à 15,0%.

L'actif net comptable par action au 30 juin 2016, ressort à 5,40 euros pour un nombre d'actions, hors actions détenues en propre, égal à 3 126 429 212 (le nombre total d'actions est de 3 129 085 133). **L'actif net tangible par action** (déduction des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles) s'établit à 4,25 euros.

RATIO DE LEVIER⁽²⁾

Le ratio de levier s'établit à 4,1% au 30 juin 2016.

RATIO GLOBAL D'ADÉQUATION DES FONDS PROPRES

Au 30 juin 2016, l'excédent en fonds propres du conglomérat financier est estimé à près de 6 Md€.

(1) Sur la base des règles CRR-CRD4 publiées le 26 juin 2013, y compris compromis danois - sans mesures transitoires - sauf IDA sur pertes reportables et pro forma du phasage additionnel du stock d'IDA conformément au règlement 2016/445

(2) Voir note méthodologique

3 – RÉSULTATS DES MÉTIERS

Épargne

| en M€ | 2T16 | 2T15 | 2T16 vs. 2T15 | 1S16 | 1S16 vs. 1S15 | 1S16 vs. 1S15 change constant |
|-------------------------------------|------------|------------|------------------|--------------|------------------|--|
| Produit net bancaire | 832 | 846 | -2% | 1 656 | -1% | -1% |
| <i>dont Gestion d'actifs</i> | 623 | 633 | -2% | 1 249 | -2% | -2% |
| <i>dont Assurances</i> | 156 | 156 | stable | 322 | 9% | |
| <i>dont Banque Privée</i> | 33 | 36 | -8% | 67 | -3% | |
| Charges | -579 | -576 | 1% | -1 169 | 1% | 1% |
| Résultat brut d'exploitation | 253 | 270 | -6% | 487 | -4% | -5% |
| Coût du risque | 0 | 0 | | 0 | | |
| Gain ou pertes sur autres actifs | -1 | 0 | | 19 | | |
| Résultat avant impôt | 253 | 275 | -8% | 509 | -2% | -2% |

| | | | | | |
|---|-------|-------|--------|-------|--------|
| Coefficient d'exploitation ⁽¹⁾ | 70,0% | 68,5% | +1,5pp | 70,1% | +1,1pp |
| ROE après impôt ⁽¹⁾ | 13,8% | 17,0% | -3,2pp | 14,2% | -2,2pp |

(1) Voir note méthodologique et hors impact IFRIC 21

Le PNB du **pôle Épargne** s'élève au 2T16 à 832 M€ et au 1S16 à 1 656 M€ en contraction de respectivement 2% et 1%. En Gestion d'actifs, la très bonne tenue des revenus en Europe (+15% au 1S16) compense pratiquement le ralentissement aux États-Unis (revenus en baisse de 8% au 1S16). L'Assurance affiche une bonne dynamique commerciale sur tous les segments et poursuit son déploiement dans les Caisses d'Épargne avec 2 300 agences équipées à fin juin 2016.

Les charges d'exploitation sont quasi-stables au 2T16 comme au 1S16, à respectivement 579 M€ et 1 169 M€. Le coefficient d'exploitation hors impact de l'application d'IFRIC 21 s'établit à 70,0% au 2T16, en hausse de 1,5pp sur un an.

Le résultat brut d'exploitation ressort à 253 M€ au 2T16, en baisse de 6% vs. 2T15.

Le résultat avant impôt s'établit également à 253 M€ au 2T16 vs. 275 M€ au 2T15.

Le ROE après impôt hors impact de l'application d'IFRIC 21 atteint 13,8% au 2T16 et 14,2% au 1S16, en baisse de respectivement 3,2pp et 2,2pp sur un an.

La **Gestion d'actifs** enregistre au 2T16 une collecte nette légèrement positive (hors fonds monétaires) en Europe et une décollecte de 1,6 Md€ aux États-Unis qui se concentre principalement sur les produits actions de Harris. Au 2T16, Loomis Sayles a collecté sur les produits de taux (+3,1 Md€) et maintenu une bonne dynamique sur les actions (+1,3 Md€).

Les actifs sous gestion augmentent de 10 Md€ au 2T16 et atteignent 787 Md€ au 30 juin 2016. La croissance des encours gérés sur le 2T16 découle des effets marché et change positifs pour respectivement 5 Md€ et 10 Md€, d'un effet périmètre négatif lié à la fermeture d'Aurora pour 3 Md€ et de la décollecte nette globale pour 2 Md€.

Les revenus ressortent à 623 M€ au 2T16, en baisse de 2% sur un an. Cette contraction résulte principalement de la diminution des encours gérés aux États-Unis (-10% sur un an).

Le chiffre d'affaires global (hors traité de réassurance avec la CNP) de l'**Assurance**, progresse de 16% au 1S16 vs. 1S15 et atteint 3,5 Md€.

En assurance-vie, hors traité de réassurance avec la CNP, la collecte nette s'élève à plus de 1 Md€ au 1S16 vs. 0,7 Md€ au 1S15, avec une quote-part des contrats en unité de compte de 37%. Les encours gérés s'élèvent à 45,5 Md€ fin juin 2016, en hausse de 5% sur un an.

L'assurance dommages affiche un chiffre d'affaires en hausse de 8% au 1S16, la Prévoyance et l'ADE de 9%.

Banque de Grande Clientèle

| en M€ | 2T16 | 2T15 | 2T16 vs. 2T15 | 1S16 | 1S16 vs. 1S15 |
|-------------------------------------|------------|------------|------------------|--------------|------------------|
| Produit net bancaire | 887 | 842 | 5% | 1 668 | 1% |
| PNB hors desk CVA/DVA | 854 | 845 | 1% | 1 642 | stable |
| dont Banque commerciale | 82 | 100 | -18% | 163 | -14% |
| dont Financements structurés | 293 | 305 | -4% | 551 | -6% |
| dont Marchés de capitaux | 539 | 410 | 31% | 969 | 10% |
| Charges | -482 | -459 | 5% | -994 | 4% |
| Résultat brut d'exploitation | 405 | 383 | 6% | 675 | -3% |
| Coût du risque | -53 | -40 | 32% | -124 | 18% |
| Résultat avant impôt | 356 | 348 | 2% | 558 | -7% |

| | | | | | |
|---|-------|-------|--------|-------|--------|
| Coefficient d'exploitation ⁽¹⁾ | 55,5% | 55,8% | -0,3pp | 58,3% | +1,9pp |
| ROE après impôt ⁽¹⁾ | 13,8% | 11,6% | +2,2pp | 11,4% | +0,4pp |

(1) Voir note méthodologique et hors impact IFRIC 21

Le PNB de la **Banque de Grande Clientèle** croît de 5% au 2T16 et de 1% au 1S16 vs. respectivement 2T15 et 1S15.

Grâce à la forte reprise de l'activité des Marchés de capitaux et des Financements structurés au 2T16 vs. 1T16, la **Banque de Grande Clientèle** affiche une croissance de 8% de son PNB hors desk CVA/DVA entre ces deux périodes.

La hausse des charges d'exploitation de 5% au 2T16 et 4% au 1S16, découle de la transformation du modèle et de la poursuite de la montée en puissance des plateformes internationales.

Au 2T16, le résultat brut d'exploitation ressort en hausse de 6% à 405 M€.

Le coût du risque s'établit à 53 M€ au 2T16. Il inclut la fin de l'effort de provisionnement sur le secteur Pétrole et Gaz pour 26 M€.

Au 2T16, le résultat avant impôt à 356 M€ croît de 2% sur un an.

Les bonnes performances des activités de marché et la stricte allocation de capital induite par le modèle Originate to Distribute conduisent à une progression marquée de 2,2pp au 2T16 du ROE après impôt hors impact d'IFRIC 21 à 13,8%.

Le PNB des activités de **Financements** s'établit à 375 M€ au 2T16 contre 405 M€ au 2T15 et 339 M€ au 1T16.

Les Financements structurés génèrent au 2T16 un PNB de 293 M€, en retrait de 4% vs. 2T15 mais en hausse de 13% vs. 1T16 avec une production nouvelle qui atteint 7,5 Md€ au 2T16 contre 4,5 Md€ sur les trois premiers mois de l'année 2016. Les métiers Acquisition & Strategic Finance, Real Estate Finance en Europe et GEC Trade Finance sont les principaux contributeurs sur ce trimestre.

Dans la Banque commerciale, la production nouvelle ressort en baisse de 23% au 1S16 et atteint 6,2 Md€.

Les **Marchés de capitaux** enregistrent une croissance forte de leur PNB au 2T16 (+ 31% vs. 2T15), portés par la hausse de 35% du PNB hors desk CVA/DVA de FIC-T à 330 M€. La croissance des revenus est notable pour les activités Taux et Change (+64% au 2T16 vs. 2T15) et GSCS (+14% au 2T16 vs. 2T15).

Les métiers Actions affichent une hausse de 4% de leur PNB au 2T16 vs. 2T15 à 176 M€, le développement des Dérivés actions se poursuit et le M&A affiche une forte dynamique grâce à Natixis Partners.

Services Financiers Spécialisés

| en M€ | 2T16 | 2T15 | 2T16 vs. 2T15 | 1S16 | 1S16 vs. 1S15 |
|-------------------------------------|------------|------------|------------------|------------|------------------|
| Produit net bancaire | 341 | 335 | 2% | 684 | 4% |
| <i>Financements spécialisés</i> | 211 | 203 | 4% | 425 | 8% |
| <i>Services financiers</i> | 130 | 133 | -2% | 258 | -2% |
| Charges | -220 | -211 | 5% | -446 | 4% |
| Résultat brut d'exploitation | 121 | 125 | -3% | 238 | 4% |
| Coût du risque | -17 | -20 | -16% | -29 | -13% |
| Gains ou pertes sur autres actifs | 31 | 0 | | 31 | |
| Résultat avant impôt | 135 | 105 | 29% | 240 | 22% |

| | | | | | |
|---|-------|-------|--------|-------|--------|
| Coefficient d'exploitation ⁽¹⁾ | 65,4% | 63,7% | +1,7pp | 64,4% | +0,2pp |
| ROE après impôt ⁽¹⁾⁽²⁾ | 16,3% | 15,4% | +0,9pp | 17,3% | +2,0pp |

(1) Voir note méthodologique et hors impact IFRIC 21

(2) Hors plus-value de cession immobilière de CEGC au 2T16

Le PNB des **Services Financiers Spécialisés** s'élève à 341 M€ et progresse de 2% au 2T16 vs. 2T15 porté par les solides performances des Financements spécialisés dont le PNB croît de 4% sur la même période.

Les charges ressortent à 220 M€, en hausse de 5% sur un an et le coefficient d'exploitation hors impact IFRIC 21 s'établit à 65,4% au 2T16. Le résultat brut d'exploitation atteint 121 M€ vs. 125 M€, en retrait de 3%.

Le coût du risque se contracte de 16% sur un an, il s'établit à 17 M€ au 2T16 contre 20 M€ au 2T15.

Au 2T16, le résultat avant impôt affiche une progression de 29% vs. 2T15, après constatation en gains ou pertes sur autres actifs d'une plus-value de cession sur un immeuble de 31 M€.

Retraité de cette plus-value, le ROE après impôt hors impact IFRIC 21 ressort à 16,3% au 2T16 et 17,3% au 1S16.

Au sein des **Financements spécialisés**, la production nouvelle au 2T16 en Crédit-bail augmente de 7% sur un an grâce à la bonne dynamique des réseaux du Groupe BPCE sur le Crédit-bail mobilier. Dans l'Affacturage, la hausse au 2T16 de 22% du chiffre d'affaires affacturé sur un an est notamment portée par le segment grands comptes.

Dans les **Services financiers**, l'Ingénierie sociale affiche une croissance soutenue des émissions de Chèque de Table au 2T16 (+9%) comme au 1S16 (+7%) et les activités Paiements enregistrent une progression de 8% du nombre de transactions monétiques sur le trimestre.

Participations FinancièresDonnées présentées hors éléments exceptionnels ⁽¹⁾

| <i>en M€</i> | 2T16 | 2T15 | 2T16 vs. 2T15 | 1S16 | 1S16 vs. 1S15 |
|-------------------------------------|------------|------------|------------------|------------|------------------|
| Produit net bancaire | 155 | 197 | -21% | 338 | -20% |
| <i>Coface</i> | 133 | 161 | -17% | 289 | -17% |
| <i>Corporate Data Solutions</i> | 9 | 20 | -54% | 24 | -40% |
| <i>Autres</i> | 12 | 16 | -22% | 25 | -32% |
| Charges | -153 | -167 | -8% | -315 | -9% |
| Résultat brut d'exploitation | 1 | 30 | -95% | 23 | -71% |
| Coût du risque | -18 | -4 | | -24 | |
| Résultat avant impôt | -16 | 26 | | 10 | -86% |

(1) Voir note méthodologique

A change constant, le chiffre d'affaires de **Coface** s'élève à 362 M€ au 2T16, en baisse de 2% vs. 2T15. En courant, il atteint 352 M€ et se contracte de 5% sur la même période.

Au 2T16, le ratio combiné net de réassurance s'établit à 97,7% vs. 86,4% au 2T15, se composant d'un cost ratio à 30,8% et d'un loss ratio à 66,9% qui se comparent respectivement à 32,1% et 54,3% au 2T15.

Au 2T16, le PNB des **Participations Financières** baisse de 21% sur un an incluant les activités non stratégiques Corporate Data Solutions.

Le résultat brut d'exploitation s'élève à 1 M€ au 2T16, en nette baisse vs. 2T15.

Annexes

Précisions méthodologiques :

Les résultats au 30/06/2016 ont été examinés par le conseil d'administration du 28/07/2016.

Les éléments financiers au 30/06/2016 sont présentés conformément aux normes IAS/IFRS et interprétations IFRIC telles qu'adoptées dans l'Union européenne et applicables à cette date.

Les comptes 2015 sont présentés pro forma :

- (1) Du reclassement en résultat courant de la contribution au Fonds de Résolution Unique (classé en éléments exceptionnels précédemment). La contribution est comptabilisée dans les charges du Hors Pôle. Les séries 2015 ont été recalculées en conséquence.
- (2) Du transfert de charges du Hors pôle vers le pôle SFS. Les séries 2015 ont été recalculées en conséquence.

Changements de normes à compter du 1^{er} janvier 2016 :

Précédemment affecté au Hors Pôle, le coût de subordination des dettes Tier 2 émises est désormais réalloué aux métiers sur la base de leurs fonds propres normatifs. Au niveau du pôle Epargne, prise en compte de l'impact du changement de traitement comptable intervenu courant 2015 lié à la reconnaissance d'un impôt différé passif relatif à un écart d'acquisition se traduisant par une augmentation du taux d'impôt normatif et, à l'opposé, une réduction des fonds propres normatifs alloués au pôle.

Performances des métiers mesurées en Bâle 3 :

- Les performances des métiers de Natixis sont présentées dans un cadre réglementaire Bâle 3. Les actifs pondérés Bâle 3 sont appréciés sur la base des règles CRR-CRD4 publiées le 26 juin 2013 (y compris traitement en compromis danois pour les entités éligibles).
- **Le ROTE de Natixis** est calculé en considérant au numérateur le résultat net part du groupe duquel sont déduits les coupons sur les TSS nets d'impôt. Les capitaux propres retenus sont les capitaux propres part du groupe moyens en IFRS, après distribution des dividendes, dont sont exclus les dettes hybrides moyennes, les immobilisations incorporelles moyennes et les écarts d'acquisition moyens.
- **ROE de Natixis** : le résultat pris en compte est le résultat net part du groupe duquel sont déduits les coupons sur les TSS nets d'impôt. Les capitaux propres retenus sont les capitaux propres part du groupe moyens en IFRS, après distribution des dividendes, dont sont exclus les dettes hybrides moyennes et en neutralisant les gains et pertes latents ou différés enregistrés en capitaux propres.
- **Le ROE des pôles métiers** est calculé sur la base des fonds propres normatifs auxquels sont ajoutés les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles relatives au pôle. L'allocation de capital aux métiers de Natixis s'effectue sur la base de 10 % de leurs actifs pondérés moyens en Bâle 3. Les métiers bénéficient de la rémunération des fonds propres normatifs qui leurs sont alloués. Par convention, le taux de rémunération des fonds propres normatifs est maintenu à 3 %.
- **Actif net comptable** : calculé en considérant les capitaux propres part du Groupe, retraité des hybrides et de la plus-value liée au reclassement des hybrides en capitaux propres. L'actif net comptable tangible est corrigé des immobilisations incorporelles et écarts d'acquisitions retraités ci-après :

| <i>en M€</i> | 30/06/2016 |
|---|-------------------|
| Immobilisations incorporelles | 756 |
| Retraitement minoritaires Coface | -39 |
| Immobilisations incorporelles retraitées | 716 |

| <i>en M€</i> | 30/06/2016 |
|--|-------------------|
| Ecart d'acquisition | 3 524 |
| Retraitement minoritaires Coface | -165 |
| Retraitement impôt différé passif du pôle Epargne | -504 |
| Ecart d'acquisition retraités | 2 855 |

Réévaluation de la dette senior propre : composante « risque de crédit émetteur » valorisée à partir d'une méthode approchée d'actualisation des cash flows futurs, contrat par contrat, utilisant des paramètres tels que courbe des taux de swaps et spread de réévaluation (basé sur la courbe reoffer BPCE).

Ratio de levier : le calcul s'effectue selon les règles de l'acte délégué, sans mesures transitoires sauf pour les IDA sur pertes reportables, avec hypothèse de renouvellement des émissions subordonnées non éligibles en Bâle 3 par des instruments éligibles. Les opérations de financement sur titres traitées avec des chambres de compensation sont compensées en application des principes posés par IAS32, sans prise en compte des critères de maturité et devises.

Eléments exceptionnels : les données et commentaires de cette présentation sont basés sur les comptes de résultats de Natixis et de ses métiers retraités des éléments comptables exceptionnels détaillés en page 3 de cette présentation. Les comptes de résultats de Natixis et de ses métiers incluant ces éléments sont en annexes de cette présentation.

Retraitement de l'impact IFRIC 21 : Retraitement de l'impact IFRIC 21 : le coefficient d'exploitation et le ROE hors impact IFRIC 21 se calculent en prenant en compte au 30 juin 2016, la moitié du montant des taxes et cotisations annuelles soumises à cette nouvelle norme de comptabilisation. L'impact au trimestre est calculé par différence avec le trimestre précédent.

Capacité bénéficiaire : résultat net part du groupe retraité des éléments exceptionnels, et de l'impact IFRIC 21.

1.3 Résultats au 30 juin 2016 : présentation



Résultats du 2^e trimestre 2016

28 juillet 2016

Avertissement

Cette présentation peut comporter des objectifs et des commentaires relatifs aux objectifs et à la stratégie de Natixis. Par nature, ces objectifs reposent sur des hypothèses, des considérations relatives à des projets, des objectifs et des attentes en lien avec des événements, des opérations, des produits et des services futurs et non certains, et sur des suppositions en termes de performances et de synergies futures.

Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de ces objectifs qui sont notamment soumis à des risques inhérents, des incertitudes et des hypothèses relatives à Natixis, ses filiales et ses investissements, au développement des activités de Natixis et de ses filiales, aux tendances du secteur, aux futurs investissements et acquisitions, à l'évolution de la conjoncture économique, ou à celle relative aux principaux marchés locaux de Natixis, à la concurrence et à la réglementation. La réalisation de ces événements est incertaine, leur issue pourrait se révéler différente de celle envisagée aujourd'hui, ce qui est susceptible d'affecter significativement les résultats attendus. Les résultats réels pourraient différer significativement de ceux qui sont impliqués dans les objectifs.

Les informations contenues dans cette présentation, dans la mesure où elles sont relatives à d'autres parties que Natixis, ou sont issues de sources externes, n'ont pas fait l'objet de vérifications indépendantes et aucune déclaration ni aucun engagement ne sont donnés à leur égard, et aucune certitude ne doit être accordée sur l'exactitude, la sincérité, la précision et l'exhaustivité des informations ou opinions contenues dans cette présentation. Ni Natixis ni ses représentants ne peuvent voir leur responsabilité engagée pour une quelconque négligence ou pour tout préjudice pouvant résulter de l'utilisation de cette présentation ou de son contenu ou de tout ce qui leur est relatif ou de tout document ou information auxquels elle pourrait faire référence.

Les chiffres figurant dans cette présentation ne sont pas audités.

Fort rebond de l'activité au 2T16 grâce à un business model équilibré préservant la profitabilité des métiers cœurs

EPARGNE

- **Gestion d'actifs** : 787 Md€ d'AuM au 30 juin 2016, en hausse de 10 Md€ vs. fin mars 2016 avec une décollecte limitée à 2 Md€ au 2T16. Amélioration des marges hors perf. fees au 1S16 vs. 1S15 aux États-Unis et en Europe

- **Assurances** : dynamique portée par tous les segments avec un CA global en croissance de 12% vs. 2T15 à 1,7 Md€, hors traité de réassurance avec CNP

BGC

- **Activités de marchés** : excellentes performances de FIC-T au 2T16 (PNB +35%/2T15) et poursuite de la croissance des Equities (PNB +4%/2T15)

- **Financements structurés** : poids des commissions dans les revenus encore accru à 39% au 2T16 (37% en 2015)

SFS

- **Performance notable des Financements spécialisés** : production nouvelle dynamique du Crédit bail (+7% vs. 2T15) et progression de 22% du chiffre d'affaires affacturé sur un an

NATIXIS

2T16 et 1S16⁽¹⁾

- **PNB de Natixis en hausse de 7%** au 2T16 vs. 1T16 à plus de 2,2 Md€ (+2% vs. 2T15) porté principalement par l'ensemble des activités de la BGC. Progression contenue des charges (hors IFRIC 21) de 3% vs. 1T16

- **Capacité bénéficiaire du trimestre en hausse de 5% à 400 M€**. RNPG publié à 381 M€ au 2T16 intégrant une dépréciation sur écarts d'acquisition de Coface (impact : -31 M€)

- **Génération de 65pb de ratio CET1 depuis début 2016, soit 730 M€ (24 cts par action) dont 440 M€ au-delà de la distribution minimale de 50%**, distribuable en l'absence de croissance externe

ROTE 2T16⁽²⁾

11,7% (+70pb yoy)

CET1⁽³⁾

11,0%

Levier⁽¹⁾

4,1%

BPA 1S16

0,17€

3 | 28 juillet 2016

 NATIXIS

(1) Voir note méthodologique (2) Voir note méthodologique et hors impact IFRIC 21 (3) Sur la base des règles CRR-CRD4 publiées le 26 juin 2013, y compris compromis danois - sans mesures transitoires - sauf IDA sur pertes reportables et pro forma du phasage additionnel du stock d'IDA conformément au règlement 2016/445

Sommaire

1. Résultats du 2T16 et du 1S16

2. Résultats des métiers

3. Conclusion

4 | 28 juillet 2016

 NATIXIS

Eléments exceptionnels⁽¹⁾

| En M€ | 2T16 | 2T15 | 1S16 | 1S15 |
|---|------------|-----------|------------|-----------|
| Réévaluation de la dette senior propre Hors pôle (PNB) | -20 | 125 | -26 | 130 |
| Retraitement de la variation de change des TSS en devises Hors pôle (PNB) | 8 | -11 | -7 | 24 |
| Dépréciation sur écarts d'acquisition Coface Participations financières (variation de valeur écarts d'acquisition) | -75 | | -75 | |
| Cession d'une entité Corporate Data Solutions (Kompass International) Participations financières (Gains ou pertes sur autres actifs) | | -30 | | -30 |
| Impact en impôt | 4 | -39 | 11 | -53 |
| Impact en intérêts minoritaires | 44 | | 44 | |
| Impact en RNPG | -39 | 45 | -53 | 72 |

5 | 28 juillet 2016



(1) Voir note méthodologique

Forte progression du ROTE⁽²⁾ au 2T16 à 11,7% (+70pb)

• Net rebond du PNB (+7%) vs. 1T16 tiré principalement par la BGC alors que les charges ne progressent que de 3% hors IFRIC 21 sur la même période

• PNB de Natixis et de ses métiers cœurs en croissance de 2% sur un an portés par les activités de marché de la BGC et les Financements spécialisés

• Charges en hausse sur un an de 4% hors complément au FRU de 35 M€ enregistré au 2T16

• Résultat avant impôt des métiers cœurs en hausse de 2% sur un an au 2T16

• ROTE⁽²⁾ du 2T16 en progression de 70pb vs. 2T15 à 11,7%

| Pro forma et hors éléments exceptionnels ⁽¹⁾ en M€ | 2T16 | 2T15 | 2T16 vs. 2T15 |
|--|--------------|--------------|------------------|
| Produit net bancaire | 2 224 | 2 187 | 2% |
| dont métiers cœurs | 2 060 | 2 023 | 2% |
| Charges | -1 522 | -1 431 | 6% |
| Résultat brut d'exploitation | 702 | 756 | -7% |
| Coût du risque | -88 | -64 | 38% |
| Résultat avant impôt | 651 | 705 | -8% |
| Impôt | -215 | -273 | -21% |
| Intérêts minoritaires | -16 | -27 | -41% |
| Résultat net – pdg – retraité | 420 | 405 | 4% |

| en M€ | 2T16 | 2T15 | 2T16 vs. 2T15 |
|--|------------|------------|------------------|
| Retraitement de l'impact IFRIC 21 | -20 | -26 | |
| Résultat net – pdg – retraité hors impact IFRIC | 400 | 379 | 5% |
| ROTE hors impact IFRIC 21 | 11,7% | 11,0% | |

| en M€ | 2T16 | 2T15 | 2T16 vs. 2T15 |
|------------------------------------|------------|------------|------------------|
| Eléments exceptionnels | -39 | 45 | |
| Réintégration de l'impact IFRIC 21 | 20 | 26 | |
| Résultat net – pdg – publié | 381 | 450 | -15% |

6 | 28 juillet 2016



(1) Voir note méthodologique

(2) Voir note méthodologique et hors impact IFRIC 21

Bonne résistance de l'activité des métiers cœurs au 1S16

• Malgré un début d'année 2016 difficile, PNB des métiers cœurs en croissance de 1% sur un an porté principalement par les Marchés de capitaux, l'Assurance et les Financements spécialisés

• Charges en hausse de 3% vs. 1S15, hors contribution au FRU (114 M€ au 1S16 vs. 48 M€ au 1S15)

• Coût du risque principalement impacté par l'effort de provisionnement sur le secteur Pétrole & Gaz pour 72 M€

• Résultat avant impôt des métiers cœurs à 1,3 Md€ au 1S16, quasi stable sur un an

• Capacité bénéficiaire quasi stable à 711 M€ et maintien du ROTE⁽²⁾ à 10,4% malgré la forte croissance de la charge du FRU

• ROE⁽²⁾ des métiers cœurs en progression de 20pb vs. 1S15 à 13,4%

| Pro forma et hors éléments exceptionnels ⁽¹⁾ en M€ | 1S16 | 1S15 | 1S16 vs. 1S15 |
|--|--------------|--------------|------------------|
| Produit net bancaire | 4 307 | 4 336 | -1% |
| <i>dont métiers cœurs</i> | <i>4 009</i> | <i>3 976</i> | <i>1%</i> |
| Charges | -3 127 | -2 984 | 5% |
| Résultat brut d'exploitation | 1 180 | 1 352 | -13% |
| Coût du risque | -176 | -141 | 25% |
| Résultat avant impôt | 1 078 | 1 232 | -13% |
| Impôt | -395 | -498 | -21% |
| Intérêts minoritaires | -50 | -69 | -27% |
| Résultat net- pdg - retraité | 633 | 665 | -5% |

| en M€ | 1S16 | 1S15 | 1S16 vs. 1S15 |
|--|------------|------------|------------------|
| Retraitement de l'impact IFRIC 21 | 78 | 52 | 51% |
| Résultat net - pdg - retraité hors impact IFRIC | 711 | 717 | -1% |
| ROTE hors impact IFRIC 21 | 10,4% | 10,4% | |

| en M€ | 1S16 | 1S15 | 1S16 vs. 1S15 |
|------------------------------------|------------|------------|------------------|
| Éléments exceptionnels | -53 | 72 | |
| Réintégration de l'impact IFRIC 21 | -78 | -52 | 51% |
| Résultat net - pdg - publié | 581 | 737 | -21% |

7 | 28 juillet 2016



(1) Voir note méthodologique

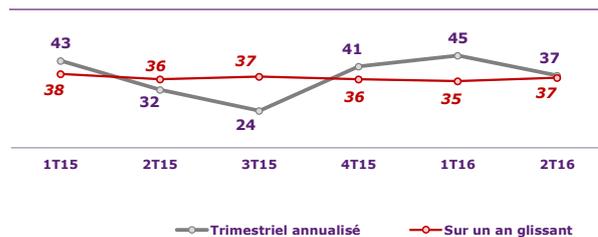
(2) Voir note méthodologique et hors impact IFRIC 21

Stabilité du coût du risque des métiers cœurs sur un an glissant au 2T16

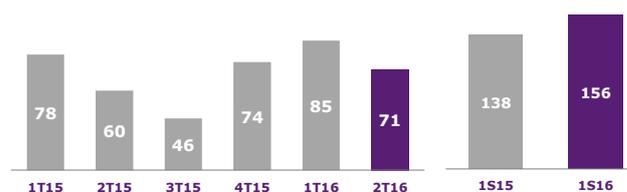
• Coût du risque⁽¹⁾ des métiers cœurs à 37pb au 2T16 en nette amélioration vs. 1T16

• Hors secteur Pétrole & Gaz, coût du risque des métiers cœurs en baisse de 17% au 1S16 à 84 M€, confirmant l'amélioration sous-jacente dans l'ensemble des métiers

Coût du risque⁽¹⁾ des métiers cœurs en points de base des encours de crédit



Coût du risque des métiers cœurs, en M€



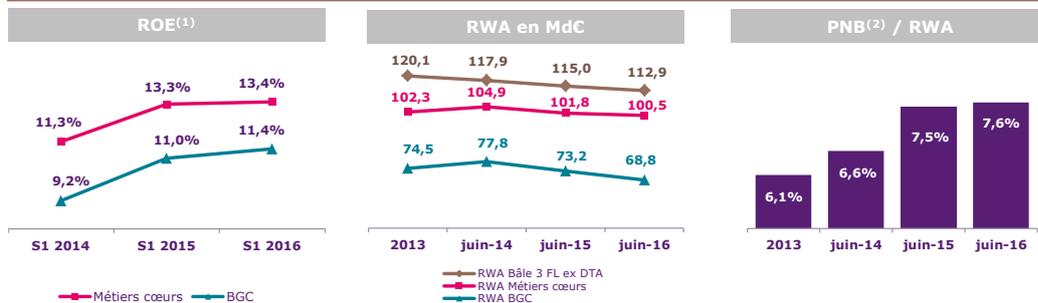
• Confirmation d'un coût du risque moyenne de cycle sur la durée du plan New Frontier de 30/35pb

8 | 28 juillet 2016

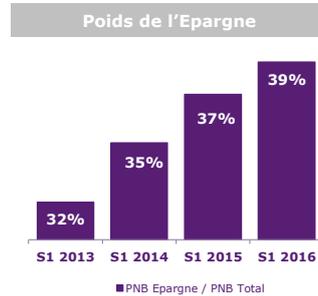


(1) Coût du risque trimestriel annualisé sur un montant total d'encours de crédit à la clientèle des métiers cœurs (hors établissements de crédit), début de période

Accélération de la transformation du business model de Natixis



- ✓ Lancement du modèle Asset Light dès fin 2013 dans le cadre du plan stratégique New Frontier, avec le renforcement du poids de l'Épargne et un strict contrôle des ressources rares
- ✓ Accélération de la transformation de la BGC avec de récentes acquisitions dans le conseil (Natixis Partners France et Espagne, PJSC) et la réorganisation des métiers avec la création de deux nouvelles divisions Global Finance et Investment Banking au 3T16
- ✓ Présentation détaillée au 3T16 du projet de transformation et d'excellence opérationnelle

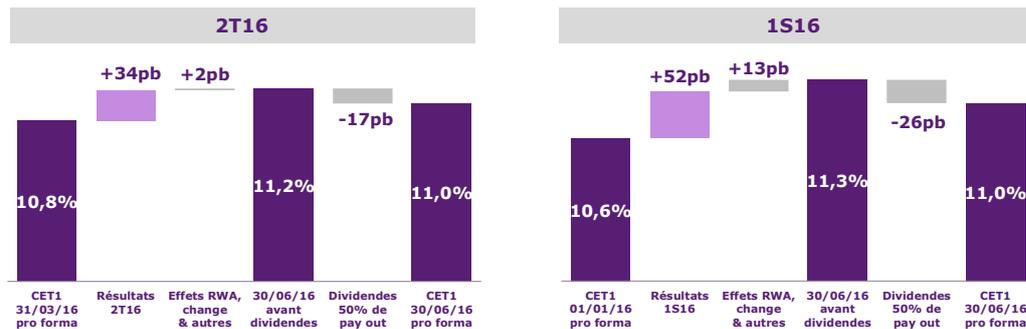


9 | 28 juillet 2016



(1) Voir note méthodologique et hors impact IFRIC 21
 (2) Pro forma et hors éléments exceptionnels

Renforcement de la solvabilité avec un ratio CET1⁽¹⁾ pro forma de 11,3% avant dividendes



- 36pb de génération de ratio CET1⁽¹⁾ au 2T16 et 65pb depuis début 2016 dont 52pb liés aux résultats
- Fonds propres et actifs pondérés en Bâle 3⁽¹⁾ de respectivement 12,4 MdC et 112,9 MdC à fin juin 2016. Poursuite de la maîtrise des actifs pondérés (-2% sur un an et stables depuis le début de l'année)
- Ratio CET1 FL de 10,2% fin juin 2016 vs. 9,9% fin mars 2016
- Ratio de levier supérieur à 4%⁽²⁾ fin juin 2016

10 | 28 juillet 2016



(1) Sur la base des règles CRR-CRD4 publiées le 26 juin 2013, y compris compromis danois - sans mesures transitoires - sauf IDA sur pertes reportables et pro forma du phasage additionnel du stock d'IDA conformément au règlement 2016/445 (2) Voir note méthodologique

Sommaire

1. Résultats du 2T16 et du 1S16

2. Résultats des métiers

3. Conclusion

11 | 28 juillet 2016



Résilience de la Gestion d'actifs et poursuite du déploiement de l'offre d'assurances dans les Caisses d'Épargne

Épargne

• PNB du 1S16 à près de 1,7 Md€ avec :

- ✓ Une bonne tenue des revenus en Europe dans la Gestion d'actifs grâce au développement du modèle multi-affiliés contrebalançant le ralentissement aux États-Unis
- ✓ La diversification des activités et de la politique d'allocation d'actifs en Assurances afin de limiter l'impact des taux bas

Assurances

- **Chiffre d'affaires global de 3,5 Md€ au 1S16 : +16% vs. 1S15 (hors traité de réassurance avec CNP)**
- **Assurance-vie (hors traité de réassurance avec CNP) :**
 - ✓ Déploiement de l'offre sur la moitié du réseau Caisses d'Épargne (2 300 agences) avec une collecte nette de 344 M€ au 1S16
 - ✓ Hausse de 19% du CA vie au 1S16 vs. 1S15
 - ✓ Encours gérés de 45,5 Md€ fin juin 2016 (+5% sur un an) dont 18% en UC
 - ✓ Collecte nette supérieure à 1 Md€ au 1S16 vs. 0,7 Md€ au 1S15
 - ✓ Quote-part des UC dans la collecte nette à 39% au 2T16 (37% au 1S16)
- **Domages :**
 - ✓ Croissance de 8% du CA au 1S16 vs. 1S15
 - ✓ Ratio combiné 92,8% au 1S16
- **Prévoyance et ADE :**
 - ✓ Hausse du CA de 9% au 1S16 vs. 1S15

| en M€ | 2T16 | 2T15 | 2T16 vs. 2T15 | 1S16 | 1S16 vs. 1S15 | 1S16 vs. 1S15 change constant |
|-------------------------------------|------------|------------|---------------|--------------|---------------|-------------------------------|
| Produit net bancaire | 832 | 846 | -2% | 1 656 | -1% | -1% |
| dont Gestion d'actifs | 623 | 633 | -2% | 1 249 | -2% | -2% |
| dont Assurances | 156 | 156 | stable | 322 | 9% | |
| dont Banque Privée | 33 | 36 | -8% | 67 | -3% | |
| Charges | -579 | -576 | 1% | -1 169 | 1% | 1% |
| Résultat brut d'exploitation | 253 | 270 | -6% | 487 | -4% | -5% |
| Coût du risque | 0 | 0 | | 0 | | |
| Gain ou pertes sur autres actifs | -1 | 0 | | 19 | | |
| Résultat avant impôt | 253 | 275 | -8% | 509 | -2% | -2% |

| | | | | | |
|---|-------|-------|--------|-------|--------|
| Coefficient d'exploitation ⁽¹⁾ | 70,0% | 68,5% | +1,5pp | 70,1% | +1,1pp |
| ROE après impôt ⁽¹⁾ | 13,8% | 17,0% | -3,2pp | 14,2% | -2,2pp |

12 | 28 juillet 2016



(1) Voir note méthodologique et hors impact IFRIC 21

Epargne

Gestion d'actifs : progression du RAI de 3% au 1S16

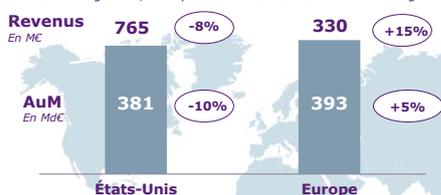
- **PNB en baisse limitée au 2T16 et au 1S16** malgré une diminution des AuM aux États-Unis (-10% yoy). Hausse des perf. fees à 30 M€ au 2T16 vs. 20 M€ au 2T15
- **Europe : collecte nette légèrement négative** au 2T16 de 0,9 Md€ due à la décollecte sur les MMF. **Collecte nette de près de 7 Md€ au 1S16**. Faible exposition d'AEW Europe à l'immobilier commercial au UK avec deux fonds dédiés (350 M€ d'AuM au 30/06)
- **États-Unis : décollecte** de 1,6 Md€ au 2T16 **principalement centrée sur les produits actions de Harris** (-5,1 Md€). **Reprise de la collecte** au 2T16 chez **Loomis Sayles** sur les produits de taux de (+3,1 Md€) et maintien de la dynamique sur les actions (+1,3 Md€)
- Amélioration des marges hors perf. fees au 1S16 vs. 1S15 aux États-Unis (cession du MMF en 2015) et en Europe (intégration de DNCA)

Gestion d'actifs

| en M€ | 2T16 | 2T15 | 2T16 vs. 2T15 | 1S16 | 1S16 vs. 1S15 | 1S16 vs. 1S15 change constant |
|-------------------------------------|------------|------------|---------------|--------------|---------------|-------------------------------|
| Produit net bancaire | 623 | 633 | -2% | 1 249 | -2% | -2% |
| Charges | -456 | -464 | -2% | -909 | -2% | -2% |
| Résultat brut d'exploitation | 167 | 169 | -1% | 339 | -2% | -2% |
| Coût du risque | 0 | 0 | | 0 | | |
| Gain ou pertes sur autres actifs | -1 | 0 | | 19 | | |
| Résultat avant impôt | 166 | 170 | -2% | 358 | 3% | 2% |

Evolution par zone géographique

Par société de gestion, hors plateforme de distribution et Holding



Revenus au 1S16 et AuM à fin juin 2016 (x%) 1S16 vs. 1S15

13 | 28 juillet 2016

(1) Fermeture de Aurora

Actifs sous gestion, en Md€



NATIXIS

Gestion d'actifs : renforcement en Real Estate

Epargne

Finalisation de la restructuration d'AEW Europe :

- ✓ **Rachat de la participation de la Caisse des Dépôts et Consignation (40%)**
- ✓ **Apport par la Banque Postale des activités de Ciloger (5,2 Md€ d'encours à fin juin 2016) à AEW Europe :**
 - Création d'un nouveau leader de la pierre papier en France (#3 sur le Grand Public - 4.6 Md€ d'encours combinés⁽²⁾) avec une capacité d'investissement européenne et un adossement à trois grands réseaux de distribution : Caisses d'Épargne, Banque Populaire et La Banque Postale
 - Le capital d'AEW Europe sera détenu à 60% par NGAM et 40% par La Banque Postale.
 - L'opération reste conditionnée à l'obtention des autorisations réglementaires prévue pour fin 2016

Poursuite de la dynamique de développement sur l'immobilier :

- ✓ **Reprise des levés de fonds en Europe avec une collecte nette de près de 1 Md€ au 1S16**
- ✓ **Lancement de nouveaux fonds :**
 - Fonds de dette immobilière
 - Fonds résidentiel

→ Une dynamique organique et une opération de croissance externe assurant à AEW une entrée dans le Top 10 des acteurs mondiaux

Real Estate Manager by AuM

Dec 2015 in Bn\$ - Willis Tower Watson Survey 2016

| # | Real Estate Manager | AuM |
|----|--------------------------|-------------|
| 1 | Blackstone RE | 93,9 |
| 2 | CBRE Global Investors | 79,8 |
| 3 | UBS AM Real Estate | 72,9 |
| 4 | TIAA RE | 72,0 |
| 5 | JP Morgan AM RE | 57,1 |
| 6 | LaSalle IM | 55,1 |
| 7 | Principal | 53,4 |
| 8 | AXA IM RE | 52,8 |
| 9 | Brookfield AM | 49,8 |
| 10 | AEW⁽¹⁾ | 47,8 |
| 11 | Hines RE | 47,6 |
| 12 | Aviva Investors | 45,8 |
| 13 | Deutsche Bank RE | 45,4 |
| 14 | Cornerstone | 45,1 |
| 15 | Credit Suisse AM | 43,3 |

14 | 28 juillet 2016

(1) AEW Capital Management (48% des AuM) + AEW Europe & Ciloger (52% des AuM)
(2) SCPI + OPCVI Grand public, Aspim IEIF fin 2015

NATIXIS

ROE du 2T16 à 13,8% (+220pb sur un an) grâce à O2D et aux activités de marché

Banque de Grande Clientèle

- Forte reprise des Marchés de capitaux et des Financements structurés au 2T16 vs. 1T16 avec un PNB de la BGC en progression de 8% (hors desk CVA/DVA)
- Malgré un contexte plus difficile début 2016, PNB stable au 1S16 (hors desk CVA/DVA) grâce à une excellente performance du Fixed income et une bonne diversification du portefeuille d'activités
- Maintien d'une excellente dynamique en Asie, avec une progression des revenus de 13% au 1S16/1S15
- Hausse des charges de 4% sur un an au 1S16 liée à la transformation du modèle et à la montée en puissance des plateformes internationales
- Coût du risque en hausse à 53 M€ au 2T16 incluant la fin de l'effort de provisionnement sur le secteur Pétrole & Gaz pour 26 M€
- Stratégie O2D : amélioration de la rentabilité des RWA avec un ratio PNB/RWA⁽²⁾ de 4,9% au 1S16 vs. 4,5% au 1S15

| en M€ | 2T16 | 2T15 | 2T16 vs. 2T15 | 1S16 | 1S16 vs. 1S15 |
|------------------------------|------|------|---------------|-------|---------------|
| Produit net bancaire | 887 | 842 | 5% | 1 668 | 1% |
| PNB hors desk CVA/DVA | 854 | 845 | 1% | 1 642 | stable |
| Charges | -482 | -459 | 5% | -994 | 4% |
| Résultat brut d'exploitation | 405 | 383 | 6% | 675 | -3% |
| Coût du risque | -53 | -40 | 32% | -124 | 18% |
| Résultat avant impôt | 356 | 348 | 2% | 558 | -7% |

| | | | | | |
|---|-------|-------|--------|-------|--------|
| Coefficient d'exploitation ⁽¹⁾ | 55,5% | 55,8% | -0,3pp | 58,3% | +1,9pp |
| ROE après impôt ⁽¹⁾ | 13,8% | 11,6% | +2,2pp | 11,4% | +0,4pp |

15 | 28 juillet 2016

NATIXIS

(1) Voir note méthodologique et hors impact IFRIC 21

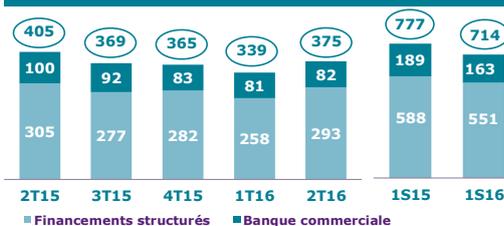
(2) PNB du semestre annualisé sur encours pondérés fin de période. Hors desk CVA/DVA : 4,8% au 1S16 et 4,5% au 1S15

Excellente dynamique des Marchés de capitaux depuis début 2016

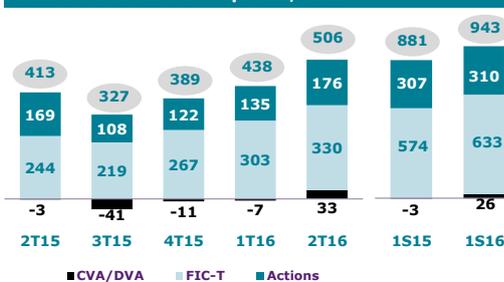
Banque de Grande Clientèle

- PNB des Financements structurés en baisse de 4% sur un an au 2T16 et de 6% au 1S16
 - ✓ Contraction de 7% de la production nouvelle au 2T16 à 7,5 Md€ par rapport à un 2T15 très élevé sur AEI
 - ✓ Bonne résistance de Global Energy & Commodities (GEC) au 2T16 grâce au Trade finance et activité dynamique d'Acquisition & Strategic Finance (ASF) et de Real Estate Finance en Europe
 - ✓ Augmentation continue du poids des commissions dans les revenus : 39% au 2T16 vs. 37% au 1T16
- Banque commerciale : production nouvelle au 1S16 en contraction de 23% à 6,2 Md€
- FIC-T : forte croissance du PNB au 2T16 (+35%/2T15) et au 1S16 (+10%/1S15), hors desk CVA/DVA
 - ✓ Activité très soutenue des métiers Fixed income, notamment sur Taux et Change (+64% 2T16/2T15 et +27% 1S16/1S15)
 - ✓ Niveau d'activité toujours élevé pour GSCS (revenus +14% 2T16/2T15)
- Actions : progression du PNB de 4% au 2T16 vs. 2T15 et de 1% au 1S16/1S15
 - ✓ Poursuite du développement des Dérivés actions avec des revenus en hausse de 1% au 1S16 portés par l'activité Solutions
 - ✓ Forte dynamique du M&A grâce à Natixis Partners
 - ✓ 3^e conseil en fusions et acquisitions en France en nombre d'opérations conclues au 1S16 (Dealogic)

PNB des Financements, en M€



PNB des Marchés de capitaux, en M€



X PNB des Marchés de capitaux hors desk CVA/DVA

16 | 28 juillet 2016

NATIXIS

SFS

Très bonnes performances des Financements spécialisés

• ROE⁽¹⁾ du 1S16 à 17,3% en hausse de 200pb sur un an, hors plus-value immobilière de CEGC :

- ✓ Revenus du semestre portés principalement par le Crédit bail (+12%), Cautions & garanties (+12%) et l'Affacturage (+10%)
- ✓ Coût du risque bien maîtrisé avec un repli de 13% sur un an à 29 M€
- ✓ Capital alloué en diminution de 4% sur un an

Financements spécialisés

✓ **Crédit bail** : production nouvelle encore très dynamique au 2T16 (+7% vs. 2T15 après +72% au 1T16/1T15) principalement avec les réseaux du Groupe BPCE sur le Crédit bail mobilier

✓ **Affacturage** : hausse du chiffre d'affaires affacturé de 22% sur un an au 2T16 et de 17% au 1S16 porté notamment par le segment grands comptes

Services financiers

✓ **Ingénierie sociale** : croissance soutenue des émissions de Chèque de Table® émis au 2T16 (+9%) et au 1S16 (+7%). Pdm ~16% à fin juin 2016

✓ **Paiements** : hausse du nombre de transactions monétiques de 8% sur le trimestre et de 9% sur le semestre

| en M€ | 2T16 | 2T15 | 2T16 vs. 2T15 | 1S16 | 1S16 vs. 1S15 |
|---|------------|------------|---------------|------------|---------------|
| Produit net bancaire | 341 | 335 | 2% | 684 | 4% |
| Financements spécialisés | 211 | 203 | 4% | 425 | 8% |
| Services financiers | 130 | 133 | -2% | 258 | -2% |
| Charges | -220 | -211 | 5% | -446 | 4% |
| Résultat brut d'exploitation | 121 | 125 | -3% | 238 | 4% |
| Coût du risque | -17 | -20 | -16% | -29 | -13% |
| Gains ou pertes sur autres actifs | 31 | 0 | | 31 | |
| Résultat avant impôt | 135 | 105 | 29% | 240 | 22% |
| Coefficient d'exploitation ⁽¹⁾ | 65,4% | 63,7% | +1,7pp | 64,4% | +0,2pp |
| ROE après impôt ⁽¹⁾⁽²⁾ | 16,3% | 15,4% | +0,9pp | 17,3% | +2,0pp |

17 | 28 juillet 2016

NATIXIS

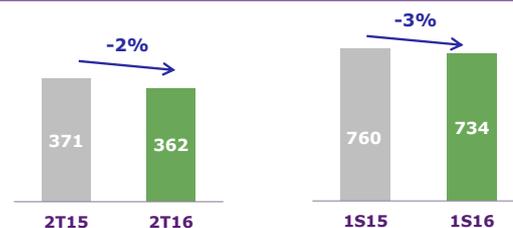
(1) Voir note méthodologique et hors impact IFRIC 21
(2) Hors plus-value de cession immobilière de CEGC au 2T16

Adaptation engagée du business model dans un environnement difficile

coface

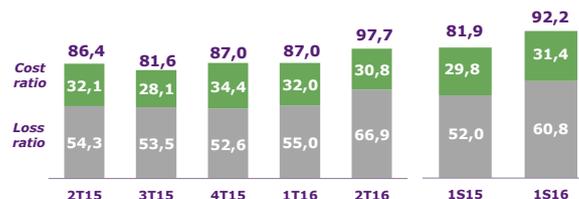
Chiffre d'affaires⁽¹⁾, en M€

- Chiffre d'affaires⁽¹⁾ en contraction de 2% vs. 2T15
- Revenus⁽¹⁾ en baisse de 16% sur un an, à 135 M€ au 2T16
- Stabilité des charges au 1S16 vs. 1S15⁽¹⁾ à 277 M€



- Amélioration du cost ratio à 30,8% au 2T16 vs. 32% au 1T16 et 32,1% au 2T15
- Loss ratio impacté au 2T16 par une hausse des risques sur les émergents. Poursuite de l'adaptation de la politique de gestion des risques et prévision d'un ratio de sinistralité net de 63% à 66% sur 2016

Assurance-crédit, ratios - net de réassurance, en %



18 | 28 juillet 2016

NATIXIS

(1) À change constant

Sommaire

1. Résultats du 2T16 et du 1S16

2. Résultats des métiers

3. Conclusion

19 | 28 juillet 2016



Conclusion

Très bonne résistance des métiers cœurs (ROE de 13,4% au 1S16, +20pb/1S15) dans un environnement économique difficile

- ✓ Net rebond de la BGC au 2T16 vs. 1T16 avec un PNB en hausse de 8%⁽¹⁾
- ✓ Ralentissement marqué de la décollecte aux États-Unis dans l'AM au 2T16 et collecte nette de 16 Md€ en Europe sur un an
- ✓ Fort développement des activités d'Assurances conformément à New Frontier (revenus +9%/1S15)
- ✓ Dynamique des synergies avec les réseaux du Groupe BPCE soutenant la croissance des Financements spécialisés (PNB +8%/1S15)

Capacité à atteindre les objectifs de ROE du plan New Frontier

- ✓ Maîtrise du coût du risque des métiers cœurs à 37pb sur un an glissant en dépit de l'effort de provisionnement sur le secteur Pétrole & Gaz
- ✓ Accélération de la mise en place du modèle Asset Light avec notamment des actifs pondérés en Bâle 3 en contraction de 2% sur un an et stables depuis fin 2015
- ✓ Capacité bénéficiaire de Natixis à 711 M€ (quasi stable vs. 1S15) et ROTE⁽²⁾ stable sur un an à 10,4% malgré une charge du FRU qui a plus que doublée (114 M€ au 1S16 vs. 48 M€ au 1S15)

Politique de versement de dividende confirmée

- ✓ Génération de 65pb de ratio CET1 depuis début 2016, soit 730 M€ (24 cts par action) dont 440 M€ au-delà de la distribution minimale de 50%, distribuable en l'absence de croissance externe

20 | 28 juillet 2016



(1) Hors desk de CVA/DVA

(2) Voir note méthodologique et hors impact IFRIC 21

A

Annexe – Résultats détaillés (2T16)

21 | 28 juillet 2016



Sommaire

| | | | |
|---|-----------|--|--------------|
| Focus exposition Pétrole & Gaz | 23 | Structure financière et bilan | |
| | | Capital réglementaire et structure financière – Bâle 3 | 34 |
| | | Ratio de levier | 35 |
| Compte de résultat de Natixis | | Allocation de capital | 36 |
| Comptes de résultat 2T16 : passage des données hors éléments exceptionnels aux données publiées | 24 | ROE & ROTE Natixis | 37 |
| Comptes de résultat 1S16 : passage des données hors éléments exceptionnels aux données publiées | 25 | Bilan comptable | 38 |
| Natixis – Consolidé | 26 | | |
| Natixis – Contribution par pôle | 27 | | |
| Impacts IFRIC 21 par pôle | 28 | | |
| | | Risques | |
| Compte de résultat par pôle | | EAD | 39 |
| Epargne | 29 | VaR | 40 |
| Banque de Grande Clientèle | 30 | Encours douteux | 41 |
| Services Financiers Spécialisés | 31 | | |
| Participations Financières | 32 | Informations spécifiques sur les expositions (Recommandation FSF) | 42-46 |
| Hors Pôles | 33 | | |
| | | Rappels méthodologiques | 47-48 |

22 | 28 juillet 2016



Expositions limitées aux contreparties fortement sensibles à l'évolution des prix du pétrole et du gaz

Ventilation des 12,5 Md€ d'Exposure at Default (EAD) par type de contreparties chez SAF⁽¹⁾

| | | | |
|---|---|------------|--|
| Négociants | Le financement des négociants est par nature à très court terme (< 90 jours). Les opérations actuellement en portefeuille ont donc été originées avec des prix du pétrole qui avaient déjà lourdement chuté. Les lignes de crédit sont non confirmées et donnent à Natixis la possibilité de refuser certaines opérations. Les négociants se couvrent <u>systématiquement</u> contre les variations de prix. La banque n'est pas exposée à l'évolution des prix | 47% | 53% des financements non exposés au prix du pétrole |
| Midstream | Transport (oléoduc, gazoduc), stockage et distribution de pétrole brut, de produits pétroliers et de gaz. Un des segments les plus solides, les revenus des clients étant essentiellement liés aux volumes transportés sans indexation sur les prix du pétrole | 6% | |
| Raffinage /Pétrochimie | Opérations largement sécurisées (Asset Back Facilities) avec des raffineurs aux US, bénéficiant d'un contexte favorable sur leurs marges de raffinage | 5% | 25% des financements non exposés directement au prix du pétrole ou ayant une faible sensibilité aux variations de prix |
| GNL | Principalement des contrats LT avec des Majors sur une base "Take or Pay" ou de "Tolling" | 3% | |
| Majors & NOCs | Sociétés pétrolières nationales et internationales intégrées disposant d'une structure bilancielle solide et/ou acteurs stratégiques pour les pays producteurs | 17% | |
| Infrastructure offshore | Principalement des plateformes offshore en production avec des contreparties de type Majors, sociétés pétrolières nationales et sociétés Investment Grade dans le cadre d'opérations sécurisées | 4% | Capacité d'absorption de la baisse des prix |
| Indépendants et sociétés de services | <i>Mitigants</i> forts sur les producteurs indépendants US avec : i) un collatéral basé sur réserves prouvées, ii) des opérations de couverture significatives, iii) des revues semi-annuelles des borrowing base. Financements sécurisés senior (RBL) avec coussin de dette junior et d'Equity très significatif Sociétés de services actives dans le forage, l'assistance à la production, pose de pipelines, etc. Forte réduction de l'activité de Natixis aux US depuis 2011 (37 contreparties vs. 3 actuellement) | 18% | Capacité d'absorption de la baisse des prix plus limitée |

23 | 28 juillet 2016



(1) Source : données métiers

Comptes de résultat 2T16 : passage des données hors éléments exceptionnels⁽¹⁾ aux données publiées

| en M€ | 2T16 hors éléments exceptionnels | Réévaluation de la dette senior propre | Variation de change des TSS en devises | Dépréciation sur écarts d'acquisition Coface | 2T16 publié |
|--|----------------------------------|--|--|--|--------------|
| Produit Net Bancaire | 2 224 | -20 | 8 | | 2 211 |
| Charges | -1 522 | | | | -1 522 |
| Résultat Brut d'Exploitation | 702 | -20 | 8 | | 689 |
| Coût du risque | -88 | | | | -88 |
| Mises en équivalence | 7 | | | | 7 |
| Gain ou pertes sur autres actifs | 31 | | | | 31 |
| Variation de valeur écarts d'acquisition | 0 | | | -75 | -75 |
| Résultat avant impôt | 651 | -20 | 8 | -75 | 564 |
| Impôt | -215 | 7 | -3 | | -211 |
| Intérêts minoritaires | -16 | | | 44 | 28 |
| Résultat net part du groupe | 420 | -13 | 5 | -31 | 381 |

24 | 28 juillet 2016



(1) Voir note méthodologique

Comptes de résultat 1S16 : passage des données hors éléments exceptionnels⁽¹⁾ aux données publiées

| en M€ | 1S16 hors éléments exceptionnels | Réévaluation de la dette senior propre | Variation de change des TSS en devises | Dépréciation sur écarts d'acquisition Coface | 1S6 publié |
|--|----------------------------------|--|--|--|--------------|
| Produit Net Bancaire | 4 307 | -26 | -7 | | 4 274 |
| Charges | -3 127 | | | | -3 127 |
| Résultat Brut d'Exploitation | 1 180 | -26 | -7 | | 1 147 |
| Coût du risque | -176 | | | | -176 |
| Mises en équivalence | 14 | | | | 14 |
| Gain ou pertes sur autres actifs | 60 | | | | 60 |
| Variation de valeur écarts d'acquisition | 0 | | | -75 | -75 |
| Résultat avant impôt | 1 078 | -26 | -7 | -75 | 970 |
| Impôt | -395 | 9 | 2 | | -383 |
| Intérêts minoritaires | -50 | | | 44 | -6 |
| Résultat net part du groupe | 633 | -17 | -5 | -31 | 581 |

25 | 28 juillet 2016



(1) Voir note méthodologique

Natixis – Consolidé

| en M€ | 1T15 | 2T15 | 3T15 | 4T15 | 1T16 | 2T16 | 2T16 vs. 2T15 | 1S15 | 1S16 | 1S16 vs. 1S15 |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|--------------|--------------|---------------|
| Produit Net Bancaire | 2 190 | 2 301 | 1 969 | 2 244 | 2 063 | 2 211 | - 4 % | 4 491 | 4 274 | - 5 % |
| Charges | -1 553 | -1 431 | -1 393 | -1 578 | -1 605 | -1 522 | + 6 % | -2 984 | -3 127 | + 5 % |
| Résultat Brut d'Exploitation | 637 | 870 | 576 | 666 | 458 | 689 | - 21 % | 1 507 | 1 147 | - 24 % |
| Coût du risque | -78 | -64 | -83 | -66 | -88 | -88 | + 38 % | -141 | -176 | + 25 % |
| Mises en équivalence | 9 | 13 | 8 | 16 | 8 | 7 | - 49 % | 22 | 14 | - 36 % |
| Gains ou pertes sur autres actifs | 0 | -30 | 2 | -3 | 29 | 31 | | -30 | 60 | |
| Variation de valeur écarts d'acquisition | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -75 | | 0 | -75 | |
| Résultat avant impôt | 568 | 789 | 502 | 614 | 407 | 564 | - 29 % | 1 357 | 970 | - 29 % |
| Impôt | -239 | -312 | -190 | -230 | -172 | -211 | - 32 % | -551 | -383 | - 30 % |
| Intérêts minoritaires | -42 | -27 | -20 | -68 | -34 | 28 | | -69 | -6 | - 91 % |
| Résultat net part du groupe | 287 | 450 | 291 | 316 | 200 | 381 | - 15 % | 737 | 581 | - 21 % |

26 | 28 juillet 2016



Natixis – Contribution par pôle

| 2T16 | | | | | | |
|-------------------------------------|------------|------------|------------|-------------------------------|-----------------------|-------------------|
| <i>en M€</i> | Épargne | BGC | SFS | Participations Financières | Hors Pôles | Natixis publié |
| Produit Net Bancaire | 832 | 887 | 341 | 155 | -3 | 2 211 |
| Charges | -579 | -482 | -220 | -153 | -87 | -1 522 |
| Résultat Brut d'Exploitation | 253 | 405 | 121 | 1 | -91 | 689 |
| Coût du risque | 0 | -53 | -17 | -18 | 0 | -88 |
| Résultat Net d'Exploitation | 253 | 352 | 104 | -17 | -91 | 601 |
| Mises en équivalence | 2 | 4 | 0 | 0 | 0 | 7 |
| Autres | -2 | 0 | 31 | -75 | 2 | -44 |
| Résultat avant impôt | 253 | 356 | 135 | -91 | -89 | 564 |
| | | | | | Impôt | -211 |
| | | | | | Intérêts minoritaires | 28 |
| | | | | | RNPG | 381 |

27 | 28 juillet 2016



Impacts IFRIC 21 par pôle

| Impact sur les charges | | | | | | | | |
|----------------------------|------------|-----------|-----------|-----------|-------------|-----------|------------|------------|
| <i>en M€</i> | 1T15 | 2T15 | 3T15 | 4T15 | 1T16 | 2T16 | 1S15 | 1S16 |
| Épargne | -10 | 3 | 3 | 3 | -11 | 4 | -7 | -8 |
| BGC | -33 | 11 | 11 | 11 | -31 | 10 | -22 | -21 |
| SFS | -7 | 2 | 2 | 2 | -7 | 2 | -5 | -5 |
| Participations financières | -2 | 1 | 1 | 1 | -2 | 1 | -1 | -1 |
| Hors pôles métiers | -33 | 11 | 11 | 11 | -57 | 1 | -22 | -55 |
| Total Natixis | -86 | 29 | 29 | 29 | -107 | 18 | -57 | -89 |

| Impact sur le PNB | | | | | | | | |
|----------------------|-----------|----------|----------|----------|-----------|----------|-----------|-----------|
| <i>en M€</i> | 1T15 | 2T15 | 3T15 | 4T15 | 1T16 | 2T16 | 1S15 | 1S16 |
| SFS (Crédit-bail) | -2 | 1 | 1 | 1 | -2 | 1 | -1 | -1 |
| Total Natixis | -2 | 1 | 1 | 1 | -2 | 1 | -1 | -1 |

28 | 28 juillet 2016



Epargne

| en M€ | 1T15 | 2T15 | 3T15 | 4T15 | 1T16 | 2T16 | 2T16 vs. 2T15 | 1S15 | 1S16 | 1S16 vs. 1S15 |
|---|------------|------------|------------|--------------|------------|------------|------------------|--------------|--------------|------------------|
| Produit Net Bancaire | 823 | 846 | 840 | 1 006 | 825 | 832 | - 2 % | 1 669 | 1 656 | - 1 % |
| <i>Gestion d'actifs</i> | 639 | 633 | 666 | 817 | 626 | 623 | - 2 % | 1 272 | 1 249 | - 2 % |
| <i>Banque Privée</i> | 34 | 36 | 34 | 41 | 34 | 33 | - 8 % | 70 | 67 | - 3 % |
| <i>Assurances</i> | 140 | 156 | 141 | 146 | 167 | 156 | stable | 296 | 322 | + 9 % |
| Charges | -583 | -576 | -569 | -648 | -590 | -579 | + 1 % | -1 159 | -1 169 | + 1 % |
| Résultat brut d'exploitation | 240 | 270 | 271 | 357 | 234 | 253 | - 6 % | 510 | 487 | - 4 % |
| Coût du risque | -1 | 0 | 3 | 1 | 0 | 0 | | -1 | 0 | |
| Résultat Net d'Exploitation | 239 | 270 | 274 | 358 | 234 | 253 | - 6 % | 510 | 487 | - 4 % |
| Mises en équivalence | 5 | 7 | 4 | 6 | 4 | 2 | - 69 % | 12 | 6 | - 49 % |
| Autres | -2 | -2 | -2 | -2 | 18 | -2 | + 23 % | -4 | 16 | |
| Résultat avant impôt | 242 | 275 | 276 | 362 | 256 | 253 | - 8 % | 518 | 509 | - 2 % |
| Coefficient d'exploitation | 70,8 % | 68,1 % | 67,7 % | 64,5 % | 71,6 % | 69,6 % | | 69,4 % | 70,6 % | |
| Coefficient d'exploitation hors impact IFRIC 21 | 69,6 % | 68,5 % | 68,1 % | 64,8 % | 70,2 % | 70,0 % | | 69,0 % | 70,1 % | |
| RWA (Bâle 3 - en Md€) | 14,7 | 14,3 | 14,4 | 15,3 | 16,4 | 17,0 | + 19 % | 14,3 | 17,0 | + 19 % |
| Fonds propres normatifs (en Bâle 3) | 3 899 | 4 170 | 4 666 | 4 672 | 4 350 | 4 381 | + 5 % | 4 034 | 4 366 | + 8 % |
| ROE après impôt ⁽¹⁾ (en Bâle 3) | 15,1 % | 17,2 % | 14,4 % | 16,6 % | 13,9 % | 14,0 % | | 16,2 % | 13,9 % | |
| ROE après impôt ⁽¹⁾ (en Bâle 3) hors impact IFRIC 21 | 15,8 % | 17,0 % | 14,2 % | 16,4 % | 14,5 % | 13,8 % | | 16,4 % | 14,2 % | |

29 | 28 juillet 2016



(1) Méthodologie d'allocation normative de capital sur la base de 10% des actifs pondérés moyens - y compris goodwill et immobilisations incorporelles

Banque de Grande Clientèle

| en M€ | 1T15 | 2T15 | 3T15 | 4T15 | 1T16 | 2T16 | 2T16 vs. 2T15 | 1S15 | 1S16 | 1S16 vs. 1S15 |
|---|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------------|--------------|--------------|------------------|
| Produit Net Bancaire | 806 | 842 | 665 | 742 | 782 | 887 | + 5 % | 1 648 | 1 668 | + 1 % |
| <i>Banque commerciale</i> | 89 | 100 | 92 | 83 | 81 | 82 | - 18 % | 189 | 163 | - 14 % |
| <i>Financements structurés</i> | 284 | 305 | 277 | 282 | 258 | 293 | - 4 % | 588 | 551 | - 6 % |
| <i>Marchés de capitaux</i> | 468 | 410 | 286 | 378 | 430 | 539 | + 31 % | 878 | 969 | + 10 % |
| FIC-T | 331 | 241 | 178 | 256 | 296 | 363 | + 51 % | 571 | 659 | + 15 % |
| Actions | 138 | 169 | 108 | 122 | 135 | 176 | + 4 % | 307 | 310 | + 1 % |
| <i>Divers</i> | -35 | 27 | 11 | -1 | 12 | -26 | | -7 | -14 | + 90 % |
| Charges | -492 | -459 | -416 | -494 | -512 | -482 | + 5 % | -951 | -994 | + 4 % |
| Résultat Brut d'Exploitation | 314 | 383 | 250 | 248 | 270 | 405 | + 6 % | 697 | 675 | - 3 % |
| Coût du risque | -65 | -40 | -36 | -57 | -71 | -53 | + 32 % | -105 | -124 | + 18 % |
| Résultat Net d'Exploitation | 249 | 343 | 214 | 191 | 198 | 352 | + 3 % | 591 | 550 | - 7 % |
| Mises en équivalence | 4 | 5 | 3 | 14 | 3 | 4 | - 24 % | 10 | 8 | - 21 % |
| Autres | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - 98 % | 0 | 0 | - 98 % |
| Résultat avant impôt | 253 | 348 | 217 | 205 | 202 | 356 | + 2 % | 601 | 558 | - 7 % |
| Coefficient d'exploitation | 61,0 % | 54,5 % | 62,5 % | 66,6 % | 65,5 % | 54,4 % | | 57,7 % | 59,6 % | |
| Coefficient d'exploitation hors impact IFRIC 21 | 57,0 % | 55,8 % | 64,1 % | 68,1 % | 61,5 % | 55,5 % | | 56,4 % | 58,3 % | |
| RWA (Bâle 3 - en Md€) | 76,1 | 73,2 | 70,9 | 69,4 | 67,0 | 68,8 | - 6 % | 73,2 | 68,8 | - 6 % |
| Fonds propres normatifs (en Bâle 3) | 7 318 | 7 712 | 7 426 | 7 195 | 6 935 | 6 772 | - 12 % | 7 515 | 6 854 | - 9 % |
| ROE après impôt ⁽¹⁾ (en Bâle 3) | 9,2 % | 12,0 % | 7,8 % | 7,8 % | 7,9 % | 14,2 % | | 10,6 % | 11,0 % | |
| ROE après impôt ⁽¹⁾ (en Bâle 3) hors impact IFRIC 21 | 10,4 % | 11,6 % | 7,4 % | 7,4 % | 9,1 % | 13,8 % | | 11,0 % | 11,4 % | |

30 | 28 juillet 2016



(1) Méthodologie d'allocation normative de capital sur la base de 10% des actifs pondérés moyens - y compris goodwill et immobilisations incorporelles

Services Financiers Spécialisés

| en M€ | 1T15 | 2T15 | 3T15 | 4T15 | 1T16 | 2T16 | 2T16 vs. 2T15 | 1S15 | 1S16 | 1S16 vs. 1S15 |
|---|------------|------------|------------|------------|------------|------------|---------------|------------|------------|---------------|
| Produit Net Bancaire | 324 | 335 | 315 | 334 | 343 | 341 | + 2 % | 659 | 684 | + 4 % |
| Financements spécialisés | 193 | 203 | 191 | 206 | 214 | 211 | + 4 % | 395 | 425 | + 8 % |
| Affacturation | 35 | 35 | 35 | 38 | 38 | 39 | + 9 % | 70 | 77 | + 10 % |
| Cautions et garanties financières | 40 | 47 | 35 | 37 | 55 | 43 | - 9 % | 87 | 98 | + 12 % |
| Crédit-bail | 48 | 49 | 51 | 60 | 51 | 58 | + 18 % | 97 | 109 | + 12 % |
| Crédit consommation | 65 | 66 | 65 | 65 | 65 | 66 | stable | 131 | 131 | stable |
| Financement du cinéma | 4 | 5 | 5 | 5 | 5 | 6 | + 11 % | 9 | 11 | + 14 % |
| Services financiers | 131 | 133 | 124 | 128 | 129 | 130 | - 2 % | 264 | 258 | - 2 % |
| Ingénierie sociale | 32 | 35 | 28 | 33 | 33 | 35 | - 2 % | 67 | 67 | stable |
| Paievements | 72 | 72 | 72 | 71 | 72 | 72 | - 1 % | 145 | 144 | stable |
| Titres | 27 | 25 | 24 | 25 | 24 | 23 | - 6 % | 52 | 47 | - 9 % |
| Charges | -218 | -211 | -209 | -218 | -225 | -220 | + 5 % | -429 | -446 | + 4 % |
| Résultat Brut d'Exploitation | 105 | 125 | 107 | 116 | 118 | 121 | - 3 % | 230 | 238 | + 4 % |
| Coût du risque | -14 | -20 | -15 | -10 | -13 | -17 | - 16 % | -34 | -29 | - 13 % |
| Résultat Net d'Exploitation | 91 | 105 | 92 | 106 | 105 | 104 | - 1 % | 196 | 209 | + 6 % |
| Mises en équivalence | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 0 | 0 | |
| Autres | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 31 | | 0 | 31 | |
| Résultat avant impôt | 91 | 105 | 92 | 105 | 105 | 135 | + 29 % | 196 | 240 | + 22 % |
| Coefficient d'exploitation | 67,5 % | 62,8 % | 66,2 % | 65,4 % | 65,7 % | 64,6 % | | 65,1 % | 65,2 % | |
| Coefficient d'exploitation hors impact IFRIC 21 | 64,7 % | 63,7 % | 67,1 % | 66,3 % | 63,4 % | 65,4 % | | 64,2 % | 64,4 % | |
| RWA (Bâle 3 - en Md€) | 14,4 | 14,3 | 13,0 | 13,6 | 13,7 | 14,8 | + 3 % | 14,3 | 14,8 | + 3 % |
| Fonds propres normatifs (en Bâle 3) | 1 692 | 1 689 | 1 680 | 1 551 | 1 629 | 1 626 | - 4 % | 1 691 | 1 628 | - 4 % |
| ROE après impôt ⁽¹⁾ (en Bâle 3) | 13,8 % | 15,9 % | 14,0 % | 17,3 % | 16,9 % | 21,8 % | | 14,9 % | 19,3 % | |
| ROE après impôt ⁽¹⁾ (en Bâle 3) hors impact IFRIC 21 | 15,2 % | 15,4 % | 13,5 % | 16,7 % | 18,3 % | 21,3 % | | 15,3 % | 19,8 % | |

31 | 28 juillet 2016



(1) Méthodologie d'allocation normative de capital sur la base de 10% des actifs pondérés moyens - y compris goodwill et immobilisations incorporelles

Participations Financières

| en M€ | 1T15 | 2T15 | 3T15 | 4T15 | 1T16 | 2T16 | 2T16 vs. 2T15 | 1S15 | 1S16 | 1S16 vs. 1S15 |
|-------------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|---------------|------------|------------|---------------|
| Produit Net Bancaire | 227 | 197 | 215 | 190 | 183 | 155 | - 21 % | 423 | 338 | - 20 % |
| Coface | 187 | 161 | 173 | 160 | 156 | 133 | - 17 % | 347 | 289 | - 17 % |
| Corporate Data Solutions | 20 | 20 | 23 | 19 | 15 | 9 | - 54 % | 40 | 24 | - 40 % |
| Autres | 20 | 16 | 19 | 10 | 12 | 12 | - 22 % | 36 | 25 | - 32 % |
| Charges | -178 | -167 | -171 | -165 | -162 | -153 | - 8 % | -345 | -315 | - 9 % |
| Résultat Brut d'Exploitation | 48 | 30 | 44 | 24 | 21 | 1 | - 95 % | 78 | 23 | - 71 % |
| Coût du risque | -3 | -4 | -6 | -5 | -6 | -18 | | -7 | -24 | |
| Résultat Net d'Exploitation | 46 | 26 | 38 | 19 | 15 | -17 | | 71 | -2 | |
| Mises en équivalence | 0 | 1 | 0 | -4 | 0 | 0 | - 35 % | 1 | 1 | - 1 % |
| Autres | 0 | -30 | 2 | -1 | 11 | -75 | | -30 | -64 | |
| Résultat avant impôt | 46 | -3 | 40 | 15 | 27 | -91 | | 43 | -65 | |

32 | 28 juillet 2016



Hors Pôles

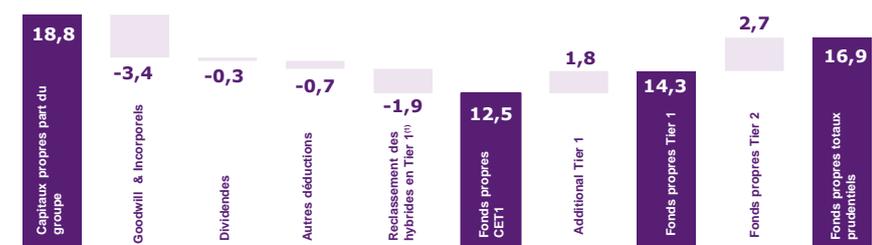
| en M€ | 1T15 | 2T15 | 3T15 | 4T15 | 1T16 | 2T16 | 2T16 vs. 2T15 | 1S15 | 1S16 | 1S16 vs. 1S15 |
|-------------------------------------|------------|-----------|-------------|------------|-------------|------------|------------------|-----------|-------------|------------------|
| Produit Net Bancaire | 10 | 82 | -67 | -27 | -69 | -3 | | 91 | -72 | |
| Charges | -81 | -19 | -29 | -52 | -116 | -87 | | -100 | -204 | |
| Résultat Brut d'Exploitation | -71 | 63 | -96 | -79 | -185 | -91 | | -8 | -276 | |
| Coût du risque | 5 | 0 | -30 | 5 | 2 | 0 | - 40 % | 5 | 2 | - 65 % |
| Résultat Net d'Exploitation | -66 | 62 | -125 | -74 | -183 | -91 | | -4 | -274 | |
| Mises en équivalence | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - 34 % | 0 | 0 | - 24 % |
| Autres | 2 | 2 | 2 | 1 | 0 | 2 | - 19 % | 4 | 2 | - 56 % |
| Résultat avant impôt | -64 | 64 | -124 | -73 | -183 | -89 | | 0 | -272 | |

33 | 28 juillet 2016

NATIXIS

Capital réglementaire au 2T16 et structure financière – Bâle 3

Reporting réglementaire, en Md€



| en Md€ | 2T15 CRD4 phasé | 3T15 CRD4 phasé | 4T15 CRD4 phasé | 1T16 CRD4 phasé | 2T16 CRD4 phasé |
|----------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Ratio CET1 | 10,8% | 11,0% | 11,0% | 11,1% | 11,1% |
| Ratio Tier 1 | 11,5% | 12,1% | 12,1% | 12,6% | 12,6% |
| Ratio de solvabilité | 12,9% | 14,4% | 14,3% | 15,1% | 15,0% |
| Fonds propres Tier 1 | 13,2 | 13,9 | 13,7 | 14,1 | 14,3 |
| Risques pondérés | 115,1 | 114,4 | 113,3 | 111,4 | 112,9 |

| en Md€ | 2T15 | 3T15 | 4T15 | 1T16 | 2T16 |
|----------------------------|------|------|------|------|------|
| Capitaux propres (pdg) | 18,3 | 18,6 | 19,2 | 19,5 | 18,8 |
| Total actif ⁽²⁾ | 512 | 513 | 500 | 514 | 535 |

Composition des risques pondérés (RWA) 30/06/2016

| en Md€ | 30/06/2016 |
|--|--------------|
| Risque de crédit | 75,8 |
| Approche interne | 64,8 |
| Approche standard | 11,0 |
| Risque de contrepartie | 8,7 |
| Approche interne | 7,9 |
| Approche standard | 0,8 |
| Risque de marché | 12,0 |
| Approche interne | 6,7 |
| Approche standard | 5,3 |
| CVA | 3,7 |
| Risque opérationnel (Approche standard) | 12,7 |
| Risques pondérés totaux | 112,9 |

34 | 28 juillet 2016

NATIXIS

(1) Incluant la plus-value liée au reclassement des hybrides en capitaux propres
(2) Bilan statutaire

Ratio de levier

Selon les règles de l'Acte délégué publié par la Commission Européenne le 10 octobre 2014

| Md€ | 30/06/2016 |
|---|--------------|
| Fonds propres Tier 1⁽¹⁾ | 14,6 |
| Total bilan prudentiel | 452,7 |
| Ajustements au titre des expositions sur dérivés ⁽²⁾ | -62,5 |
| Ajustements au titre des opérations de financement sur titres ⁽²⁾⁽³⁾ | -25,7 |
| Autres opérations avec les affiliés | -42,0 |
| Engagements donnés ⁽²⁾ | 36,0 |
| Ajustements réglementaires | -3,9 |
| Total exposition levier | 354,6 |
| Ratio de levier | 4,1% |

35 | 28 juillet 2016

NATIXIS

(1) Sans phase-in sauf IDA sur pertes reportables - avec hypothèse de remplacement des émissions subordonnées devenues non éligibles (2) Y compris effet de l'annulation des opérations avec les affiliés (3) Opérations de financement sur titres traitées avec des chambres de compensation compensées en application des principes posés par la norme IAS32, sans prise en compte des critères de maturité et devises

Allocation des fonds propres normatifs

Répartition des fonds propres normatifs et RWA à fin juin 2016 - en Bâle 3

| en Md€ | RWA (fin de période) | En % du total | Écarts d'acquisition & immobilisations incorporelles moyens | Fonds propres alloués moyens début de période | ROE après impôt au 1S16 |
|--------------------------------|-------------------------|------------------|--|---|-------------------------------|
| BGC | 68,8 | 65% | 0,1 | 6,9 | 11,0% |
| Epargne | 17,0 | 16% | 2,8 | 4,4 | 13,9% |
| SFS | 14,8 | 14% | 0,3 | 1,6 | 19,3% |
| Participations Financières | 5,5 | 5% | 0,2 | 0,7 | |
| TOTAL (excl. Hors Pôle) | 106,0 | 100% | 3,4 | 13,6 | |

Actif net comptable au 30 juin 2016

| en Md€ | 30/06/2016 |
|---|-------------|
| Capitaux propres part du groupe | 18,8 |
| Retraitement des hybrides | -1,6 |
| Retraitement des plus-values des TSS | -0,3 |
| Actif net comptable | 16,9 |
| Immobilisations incorporelles retraitées ⁽³⁾ | 0,7 |
| Écarts d'acquisition retraités ⁽³⁾ | 2,9 |
| Actif net comptable tangible⁽¹⁾ | 13,3 |

en €

| | |
|---|-------------|
| Actif net comptable par action⁽²⁾ | 5,40 |
| Actif net comptable tangible par actions⁽²⁾ | 4,25 |

Bénéfice par action au 1S16

| en M€ | 30/06/2016 |
|--|---------------|
| Résultat net - part du groupe | 581 |
| Coupons sur TSS net d'impôts | -37 |
| Résultat net attribuable aux actionnaires | 544 |
| Nombre moyen d'actions (hors autocontrôle) | 3 126 170 760 |
| Bénéfice par action (€) | 0,17 |

36 | 28 juillet 2016

NATIXIS

(1) Actif net comptable tangible = actif net comptable - écarts d'acquisition - immobilisations incorporelles
(2) Calculé sur la base de 3 126 429 212 actions fin de période
(3) Voir note méthodologique

ROE & ROTE Natixis⁽¹⁾

Résultat net attribuable aux actionnaires

| en M€ | 2T16 | 1S16 |
|--|------------|------------|
| Résultat net - part du groupe | 381 | 581 |
| Coupons sur TSS net d'impôts | - 20 | - 37 |
| Numérateur ROE & ROTE Natixis | 361 | 544 |

| en M€ | ROTE | 30/06/2016 |
|--|------|--------------|
| Capitaux propres part du groupe | | 18 764 |
| Neutralisation des TSS | | - 1 868 |
| Distribution ⁽²⁾ provisionnée | | - 280 |
| Immobilisations incorporelles retraitées | | - 716 |
| Écarts d'acquisition | | - 2 882 |
| Fonds propres ROTE fin de période | | 13 018 |
| Fonds propres ROTE moyens au 2T16 | | 12 976 |
| ROTE 2T16 annualisé | | 11,1% |
| Fonds propres ROTE moyens au 1S16 | | 12 962 |
| ROTE 1S16 annualisé | | 8,4% |

| en M€ | ROE | 30/06/2016 |
|---|-----|-------------|
| Capitaux propres part du groupe | | 18 764 |
| Neutralisation des TSS | | - 1 868 |
| Distribution ⁽²⁾ provisionnée | | - 280 |
| Neutralisation des gains & pertes latents ou différés enregistrés en capitaux propres | | - 250 |
| Fonds propres ROE fin de période | | 16 365 |
| Fonds propres ROE moyens au 2T16 | | 16 317 |
| ROE 2T16 annualisé | | 8,8% |
| Fonds propres ROE moyens au 1S16 | | 16 332 |
| ROE 1S16 annualisé | | 6,7% |

37 | 28 juillet 2016



(1) Voir note méthodologique

(2) Distribution sur base 50% du résultat net attribuable aux actionnaires après retraitement de l'impact du spread émetteur

Bilan comptable

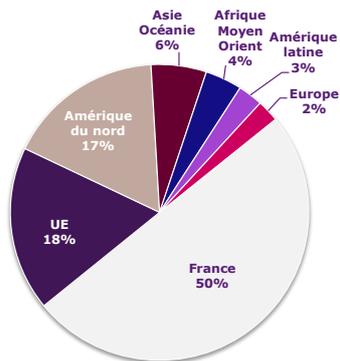
| Actif (M€C) | 30/06/2016 | 31/12/2015 | Passif (M€C) | 30/06/2016 | 31/12/2015 |
|--|--------------|--------------|---|--------------|--------------|
| Caisse, banques centrales, CCP | 27,9 | 21,2 | Banques centrales, CCP | 0,0 | 0,0 |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 192,1 | 191,6 | Passifs financiers à la juste valeur par résultat | 164,8 | 159,0 |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 55,3 | 52,7 | Dettes envers les EC et la clientèle | 191,2 | 177,8 |
| Prêts et créances | 198,4 | 178,7 | Dettes représentées par un titre | 35,5 | 40,4 |
| Actifs financiers détenus jusqu'à échéance | 2,2 | 2,3 | Comptes de régularisation et passifs divers | 49,2 | 43,1 |
| Comptes de régularisation et actifs divers | 52,2 | 46,7 | Provisions techniques des contrats d'assurance | 67,3 | 52,9 |
| Participations dans les entreprises mises en équivalence | 0,7 | 0,7 | Provisions pour risques et charges | 1,7 | 1,7 |
| Valeurs immobilisées | 2,6 | 2,8 | Dettes subordonnées | 5,2 | 4,9 |
| Ecart d'acquisition | 3,5 | 3,6 | Capitaux propres | 18,8 | 19,2 |
| Total | 534,9 | 500,3 | Intérêts minoritaires | 1,2 | 1,3 |
| | | | Total | 534,9 | 500,3 |

38 | 28 juillet 2016

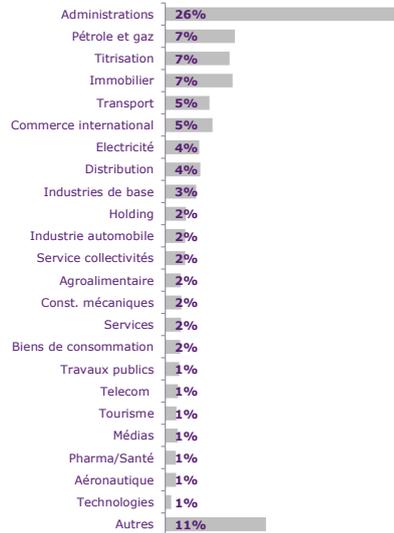


EAD (Exposure at Default) au 30 juin 2016

Répartition géographique⁽¹⁾



Répartition sectorielle⁽²⁾

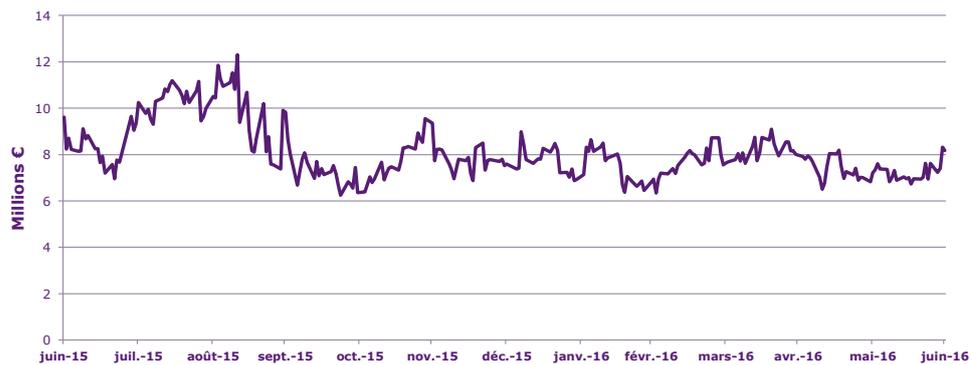


39 | 28 juillet 2016



(1) Encours : 295 Md€
 (2) Encours hors Finance : 178 Md€

VaR⁽¹⁾



• VaR moyenne au 2T16 de 7,6 M€ stable vs. 1T16

40 | 28 juillet 2016



(1) Après prise en compte de la garantie BPCE

Encours douteux (yc établissements de crédit)

| <i>en Md€</i> | 2T15 | 3T15 | 4T15 | 1T16 | 2T16 |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Encours douteux ⁽¹⁾ | 4,2 | 4,1 | 4,0 | 3,8 | 4,1 |
| Sûretés relatives aux encours dépréciés ⁽¹⁾ | -1,5 | -1,5 | -1,3 | -1,3 | -1,4 |
| Engagements provisionnables ⁽¹⁾ | 2,7 | 2,7 | 2,7 | 2,6 | 2,6 |
| Provisions individuelles ⁽¹⁾ | -1,8 | -1,8 | -1,8 | -1,7 | -1,7 |
| Provisions collectives ⁽¹⁾ | -0,4 | -0,4 | -0,4 | -0,4 | -0,4 |
| <i>Engagements provisionnables⁽¹⁾/Créances brutes</i> | <i>2,1%</i> | <i>2,2%</i> | <i>1,9%</i> | <i>1,9%</i> | <i>2,0%</i> |
| <i>Provisions individuelles/Engagements provisionnables⁽¹⁾</i> | <i>67%</i> | <i>67%</i> | <i>65%</i> | <i>64%</i> | <i>64%</i> |
| Provisions totales/Engagements provisionnables⁽¹⁾ | 81% | 82% | 79% | 79% | 80% |

(1) Hors titres et repos

B Annexe – Informations spécifiques sur les expositions (Recommandation FSF)

Protections

Protections auprès de monoline

| en Md€ | Notionnel couvert | Exposition avant ajustement 30/06/2016 | Exposition avant ajustement 31/12/2015 |
|--|-------------------|--|--|
| Protections sur CLO | 0,1 | 0,0 | 0,0 |
| Protections sur RMBS | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Autres risques | 2,1 | 0,4 | 0,4 |
| TOTAL | 2,2 | 0,4 | 0,4 |
| Ajustement de valeur | | -0,1 | -0,1 |
| Exposition résiduelle au risque de contrepartie | | 0,3 | 0,3 |
| Taux de décote | | 26% | 24% |

Exposition résiduelle au risque de contrepartie monoline au 30/06/2016



Protections acquises auprès de CDPC

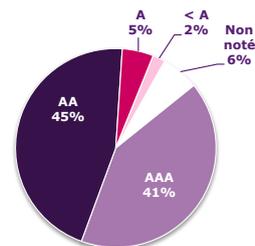
- Exposition brute : non significative au 30/06/2016
- Exposition nette nulle au 30/06/2016
- Montant notionnel brut : 3,4 Md€

Autres CDO et Mortgage Back Securities non couverts

CDO non exposés au marché résidentiel US

- Ajustement de valeur au 1S16 : ns
- Exposition résiduelle : 1,0 Md€

Exposition résiduelle

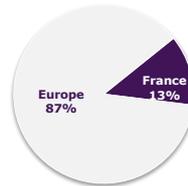
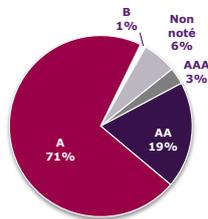


Mortgage Backed Securities non couverts

- Exposition brute : non significative au 30/06/2016
- Ajustement de valeur au 1S16 : ns

Conduit sponsorisé

| MAGENTA – conduits sponsorisés par Natixis, en MdC | | | |
|--|--------|---------------------------|-----|
| Pays d'émission | France | Prêts automobiles | 19% |
| Montant des actifs financés | 1,5 | Créances commerciales | 67% |
| Lignes de liquidité accordées | 1,9 | Mortgage loans | 6% |
| Maturité des actifs : | | Crédits à la consommation | 7% |
| 0 – 6 mois | 30% | RMBS non US | |
| 6 – 12 mois | 27% | CDO | |
| > à 12 mois | 44% | Autres | 1% |



45 | 28 juillet 2016

NATIXIS

Monoline Hypothèses de valorisation

Monoline

Juste valeur de la protection avant ajustements de valeur

- L'exposition économique des CDO d'ABS contenant du subprime a été déterminée en utilisant la méthode détaillée précédemment
- L'exposition économique des autres types d'actifs a été déterminée en utilisant soit le Mark-to-Market soit le Mark-to-Model

Ajustements de valeur

- Le modèle de valorisation des réfections sur opérations avec les monolines conclues sous forme de CDS a évolué au 31 décembre 2015
- La méthode utilise les flux d'amortissement actualisés afin de permettre une meilleure discrimination des différentes expositions en termes de maturité et de profil d'amortissement
- Les flux projetés sont pondérés par les probabilités de défaut des différents monolines déduites des spread de CDS, avec l'utilisation de courbe proxy quand le spread n'est pas disponible
- Un taux de recouvrement de marché est utilisé

46 | 28 juillet 2016

NATIXIS

Précisions méthodologiques (1/2)

Les résultats au 30/06/2016 ont été examinés par le conseil d'administration du 28/07/2016.

Les éléments financiers au 30/06/2016 sont présentés conformément aux normes IAS/IFRS et interprétations IFRIC telles qu'adoptées dans l'Union européenne et applicables à cette date.

Les comptes 2015 sont présentés pro forma :

- (1) Du reclassement en résultat courant de la contribution au Fonds de Résolution Unique (classé en éléments exceptionnels précédemment). La contribution est comptabilisée dans les charges du Hors Pôle. Les séries 2015 ont été recalculées en conséquence.
- (2) Du transfert de charges du Hors pôle vers le pôle SFS. Les séries 2015 ont été recalculées en conséquence.

Changements de normes à compter du 1^{er} janvier 2016 :

Précédemment affecté au Hors Pôle, le coût de subordination des dettes Tier 2 émises est désormais réalloué aux métiers sur la base de leurs fonds propres normatifs. Au niveau du pôle Epargne, prise en compte de l'impact du changement de traitement comptable intervenu courant 2015 lié à la reconnaissance d'un impôt différé passif relatif à un écart d'acquisition se traduisant par une augmentation du taux d'impôt normatif et, à l'opposé, une réduction des fonds propres normatifs alloués au pôle.

Performances des métiers mesurées en Bâle 3 :

- Les performances des métiers de Natixis sont présentées dans un cadre réglementaire Bâle 3. Les actifs pondérés Bâle 3 sont appréciés sur la base des règles CRR-CRD4 publiées le 26 juin 2013 (y compris traitement en compromis danois pour les entités éligibles).
- **Le ROTE de Natixis** est calculé en considérant au numérateur le résultat net part du groupe duquel sont déduits les coupons sur les TSS nets d'impôt. Les capitaux propres retenus sont les capitaux propres part du groupe moyens en IFRS, après distribution des dividendes, dont sont exclus les dettes hybrides moyennes, les immobilisations incorporelles moyennes et les écarts d'acquisition moyens.
- **ROE de Natixis** : le résultat pris en compte est le résultat net part du groupe duquel sont déduits les coupons sur les TSS nets d'impôt. Les capitaux propres retenus sont les capitaux propres part du groupe moyens en IFRS, après distribution des dividendes, dont sont exclus les dettes hybrides moyennes et en neutralisant les gains et pertes latents ou différés enregistrés en capitaux propres.
- **Le ROE des pôles métiers** est calculé sur la base des fonds propres normatifs auxquels sont ajoutés les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles relatives au pôle. L'allocation de capital aux métiers de Natixis s'effectue sur la base de 10% de leurs actifs pondérés moyens en Bâle 3. Les métiers bénéficient de la rémunération des fonds propres normatifs qui leurs sont alloués. Par convention, le taux de rémunération des fonds propres normatifs est maintenu à 3%.

47 | 28 juillet 2016



Précisions méthodologiques (2/2)

Actif net comptable : calculé en considérant les capitaux propres part du Groupe, retraité des hybrides et de la plus-value liée au reclassement des hybrides en capitaux propres. L'actif net comptable tangible est corrigé des immobilisations incorporelles et écarts d'acquisitions retraités ci-après :

| en M€ | 30/06/2016 | en M€ | 30/06/2016 |
|---|------------|---|--------------|
| Immobilisations incorporelles | 756 | Ecart d'acquisition | 3 524 |
| Retraitement minoritaires Coface | -39 | Retraitement minoritaires Coface | -165 |
| Immobilisations incorporelles retraitées | 716 | Retraitement impôt différé passif du pôle Epargne | -504 |
| | | Ecarts d'acquisition retraités | 2 855 |

Réévaluation de la dette senior propre : composante « risque de crédit émetteur » valorisée à partir d'une méthode approchée d'actualisation des cash flows futurs, contrat par contrat, utilisant des paramètres tels que courbe des taux de swaps et spread de réévaluation (basé sur la courbe reoffer BPCE).

Ratio de levier : le calcul s'effectue selon les règles de l'acte délégué, sans mesures transitoires sauf pour les IDA sur pertes reportables, avec hypothèse de renouvellement des émissions subordonnées non éligibles en Bâle 3 par des instruments éligibles. Les opérations de financement sur titres traitées avec des chambres de compensation sont compensées en application des principes posés par IAS32, sans prise en compte des critères de maturité et devises.

Éléments exceptionnels : les données et commentaires de cette présentation sont basés sur les comptes de résultats de Natixis et de ses métiers retraités des éléments comptables exceptionnels détaillés en page 5 de cette présentation. Les comptes de résultats de Natixis et de ses métiers incluant ces éléments sont en annexes de cette présentation.

Retraitement de l'impact IFRIC 21 : le coefficient d'exploitation et le ROE hors impact IFRIC 21 se calculent en prenant en compte au 30 juin 2016, ½ du montant des taxes et cotisations annuelles soumises à cette nouvelle norme de comptabilisation. L'impact au trimestre est calculé par différence avec le trimestre précédent.

Capacité bénéficiaire : résultat net part du groupe retraité des éléments exceptionnels, et de l'impact IFRIC 21.

48 | 28 juillet 2016



AUTRES INFORMATIONS**Notations long terme (situation au 4 août 2016)****Standard & Poors's** : A (perspective stable)**Moody's** : A2 (perspective stable)**Fitch Ratings** : A (perspective stable)**Calendrier financier 2016/2017**

| | |
|---|---|
| 10 mai 2016 Avant Bourse | Résultats du premier trimestre 2016 |
| 24 mai 2016 | Assemblée générale des actionnaires (statuant sur les comptes de l'exercice 2015) |
| 28 juillet 2016 Après Bourse | Résultats du deuxième trimestre 2016 |
| 8 novembre 2016 Après Bourse (sous réserve de modification) | Résultats du troisième trimestre 2016 |
| 9 février 2017 Après Bourse (sous réserve de modification) | Résultats annuels 2016 |

II CHAPITRE 2 : GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

2.1 Gouvernance de Natixis au 31 juillet 2016

2.1.1 Composition du conseil d'administration

| Nom et prénom du membre | Fonction principale exercée dans la société ^(a) | Fonction principale exercée en dehors de la société |
|--|---|---|
| M. François Pérol | Président du conseil d'administration | Président du directoire de BPCE |
| Date de naissance : 06/11/1963 | Date de 1 ^{re} nomination : AGM du 30/04/2009 | 50, avenue Pierre Mendès-France |
| Nationalité : Française | (Président du CA depuis le CA du 30/04/2009) | 75201 Paris Cedex 13 |
| Nombre d'actions Natixis : 60 000 | Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b) | |
| | Membre du comité stratégique | |
| | Date de 1 ^{re} nomination : CA du 11/05/2011 | |
| | Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b) | |
| BPCE | Administrateur | Membre du directoire de BPCE |
| Nombre d'actions Natixis : 2 227 221 174 | Représentant permanent : Mme Marguerite Bérard-Andrieu | Directeur général en charge des Finances, des risques et des opérations |
| | Date de naissance : 31/12/1977 | 50, avenue Pierre Mendès France |
| | Date de 1 ^{re} nomination de BPCE : Cooptée par CA du 25/08/2009 et ratifiée par AGM du 27/05/2010 | 75201 Paris Cedex 13 |
| | Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b) | |
| | Membre du comité d'audit | |
| | Date de 1 ^{re} nomination : CA du 09/05/2016 | |
| | Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b) | |
| | Membre du comité des risques | |
| | Date de 1 ^{re} nomination : CA du 09/05/2016 | |
| | Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b) | |
| | Membre du comité stratégique | |
| | Date de 1 ^{re} nomination : CA du 09/05/2016 | |
| | Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b) | |
| M. Thierry Cahn | Administrateur | Président du conseil d'administration de Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne |
| Date de naissance : 25/09/1956 | Date de 1 ^{re} nomination : Coopté par CA du 28/01/2013 et ratifié par AGM du 21/05/2013 | Immeuble le Concorde |
| Nationalité : Française | Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b) | 4, quai Kléber |
| Nombre d'actions Natixis : 1 000 | Membre du comité stratégique | BP 10401 |
| | Date de 1 ^{re} nomination : CA du 28/01/2013 | 67000 Strasbourg Cedex |
| | Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b) | |

| Nom et prénom du membre | Fonction principale exercée dans la société ^(a) | Fonction principale exercée en dehors de la société | | |
|---|---|--|---|---|
| M. Alain Condaminas Date de naissance : 06/04/1957 Nationalité : Française Nombre d'actions Natixis : 1 000 | Administrateur Date de 1 ^{re} nomination : AGO du 29/05/2012 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2020 ^(c) | Directeur général de la Banque Populaire Occitane 33-43, avenue Georges Pompidou 31135 Balma Cedex | | |
| | Membre du comité des rémunérations Date de 1 ^{re} nomination : CA du 29/05/2012 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2020 ^(c) | | | |
| | Membre du comité des nominations Date de 1 ^{re} nomination : CA du 17/12/2014 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2020 ^(c) | | | |
| | Membre du comité stratégique Date de 1 ^{re} nomination : CA du 29/05/2012 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2020 ^(c) | | | |
| | <hr/> | | | |
| | Mme Laurence Debroux Date de naissance : 25/07/1969 Nationalité : Française Nombre d'actions Natixis : 1 000 | | Administrateur indépendant Date de 1 ^{re} nomination : Coptée par CA du 01/04/2010 et ratifiée par AGM du 27/05/2010 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b) | Membre du Directoire de Heineken NV Directeur Financier Tweede Weteringplantsoen 21, 1017 ZD Amsterdam P.O. Box 28, 1000 AA Amsterdam, The Netherlands |
| | Membre du comité d'audit Date de 1 ^{re} nomination : CA du 01/04/2010 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b) | | | |
| | Membre du comité des risques Date de 1 ^{re} nomination : CA du 17/12/2014 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b) | | | |
| | Membre du comité stratégique Date de 1 ^{re} nomination : CA du 11/05/2011 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b) | | | |
| | <hr/> | | | |
| M. Alain Denizot Date de naissance : 01/10/1960 Nationalité : Française Nombre d'actions Natixis : 1 001 | Administrateur Date de 1 ^{ère} nomination : AGM du 19/05/2015 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b) | Président du directoire de la Caisse d'Epargne Nord France Europe (CENFE) 135 Pont de Flandres 59777 EURALILLE | | |
| Membre – Comité des rémunérations Date de 1 ^{ère} nomination : CA du 19/05/2015 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b) | | | | |
| Membre – Comité des nominations Date de 1 ^{ère} nomination : CA du 19/05/2015 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b) | | | | |
| Membre – Comité stratégique Date de 1 ^{ère} nomination : CA du 19/05/2015 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b) | | | | |

| Nom et prénom du membre | Fonction principale exercée dans la société ^(a) | Fonction principale exercée en dehors de la société |
|--|---|---|
| <p>Mme Sylvie Garcelon</p> <p>Date de naissance : 14/04/1965</p> <p>Nationalité Française</p> <p>Nombre d'actions Natixis : 26*</p> | <p>Administrateur</p> <p>Date de 1^{re} nomination : cooptée par le CA du 10/02/2016</p> <p>Et ratifiée par AG du 24/05/2016</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2020 ^(c)</p> <p>Membre du comité d'audit</p> <p>Date de 1^{re} nomination : CA du 10/02/2016</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2020 ^(c)</p> <p>Membre du comité des risques</p> <p>Date de 1^{re} nomination : CA du 10/02/2016</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2020 ^(c)</p> <p>Membre du comité stratégique</p> <p>Date de 1^{re} nomination : CA du 10/02/2016</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2020 ^(c)</p> | <p>Directeur général de CASDEN Banque Populaire</p> <p>91, cours des Roches - Noisiel</p> <p>77424 Marne-La-Vallée Cedex 2</p> |
| <p>M. Michel Grass</p> <p>Date de naissance : 12/11/1957</p> <p>Nationalité : Française</p> <p>Nombre d'actions Natixis : 189*</p> | <p>Administrateur</p> <p>Date de 1^{re} nomination : Coopté par CA du 19/02/2014</p> <p>et ratifié par AGO du 20/05/2014</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)</p> <p>Membre du comité stratégique</p> <p>Date de 1^{re} nomination : CA du 19/02/2014</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)</p> | <p>Président du conseil d'administration de Banque Populaire Bourgogne Franche Comté</p> <p>5, avenue de Bourgogne BP63</p> <p>21802 Quétigny cedex</p> |
| <p>Mme Anne Lalou</p> <p>Date de naissance : 06/12/1963</p> <p>Nationalité : Française</p> <p>Nombre d'actions Natixis : 1 000</p> | <p>Administrateur indépendant</p> <p>Date de 1^{re} nomination : cooptée par CA du 18/02/2015</p> <p>Et ratifié par AGO du 19/05/2015</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)</p> <p>Membre du comité des rémunérations</p> <p>Date de 1^{re} nomination : CA du 18/02/2015</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)</p> <p>Membre du comité des nominations</p> <p>Date de 1^{re} nomination : CA du 18/02/2015</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)</p> <p>Présidente du comité stratégique^(e)</p> <p>Date de 1^{re} nomination : CA du 18/02/2015</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b)</p> | <p>Directeur général de la Web School Factory et Directeur général de l'Innovation Factory</p> <p>59, rue Nationale</p> <p>75013 Paris</p> |

| Nom et prénom du membre | Fonction principale exercée dans la société ^(a) | Fonction principale exercée en dehors de la société |
|--|---|---|
| <p>Mme Françoise Lemalle</p> <p>Date de naissance : 15/01/1965</p> <p>Nationalité : Française</p> <p>Nombre d'actions Natixis : 1 000</p> | <p>Administrateur</p> <p>Date de 1^{re} nomination : Cooptée par CA du 30/07/2015</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019^(b)</p> <p>Membre du comité stratégique</p> <p>Date de 1^{ère} nomination : CA du 30/07/2015</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle de 2019^(b)</p> | <p>Président du Conseil d'orientation et de Surveillance de la Caisse d'Epargne Côte d'Azur (CECAZ)</p> <p>455, promenade des Anglais</p> <p>06200 Nice</p> |
| <p>M. Bernard Oppetit</p> <p>Date de naissance : 05/08/1956</p> <p>Nationalité : Française</p> <p>Nombre d'actions Natixis : 1 000</p> | <p>Administrateur Indépendant</p> <p>Date de 1^{re} nomination : Coopté par CA du 12/11/2009 et ratifié par AGM du 27/05/2010</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019^(b)</p> <p>Président du comité d'audit</p> <p>Date de 1^{re} nomination : CA du 17/12/2009</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019^(b)</p> <p>Président du comité des risques</p> <p>Date de 1^{re} nomination : CA du 17/12/2014</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019^(b)</p> <p>Membre du comité stratégique</p> <p>Date de 1^{re} nomination : CA du 11/05/2011</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019^(b)</p> | <p>Président de Centaurus Capital</p> <p>33 Cavendish Square</p> <p>London W1G0PW</p> |
| <p>Mme Stéphanie Paix</p> <p>Date de naissance : 16/03/1965</p> <p>Nationalité : Française</p> <p>Nombre d'actions Natixis : 1 093</p> | <p>Administrateur</p> <p>Date de 1^{re} nomination : AGO du 29/05/2012</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2020^(c)</p> <p>Membre du comité d'audit</p> <p>Date de 1^{re} nomination : CA du 14/11/2012</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2020^(c)</p> <p>Membre du comité des risques</p> <p>Date de 1^{re} nomination : CA du 17/12/2014</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2020^(c)</p> <p>Membre du comité stratégique</p> <p>Date de 1^{re} nomination : CA du 14/11/2012</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2020^(c)</p> | <p>Président du directoire de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes</p> <p>42, bd Eugène Deruelle BP 3276</p> <p>69404 Lyon Cedex 03</p> |
| <p>M. Henri Proglio</p> <p>Date de naissance : 29/06/1949</p> <p>Nationalité : Française</p> <p>Nombre d'actions Natixis : 1 000</p> | <p>Administrateur Indépendant</p> <p>Date de 1^{re} nomination : AGM du 30/04/2009</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019^(b)</p> <p>Président du comité des nominations</p> <p>Date de 1^{re} nomination : CA du 17/12/2014</p> <p>Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019^(b)</p> <p>Membre du comité des rémunérations</p> <p>Date de 1^{re} nomination : CA du 30/04/2009</p> | <p>Président de la SAS Henri Proglio Consulting</p> <p>2151, boulevard Haussmann</p> <p>75008 Paris</p> |

| Nom et prénom du membre | Fonction principale exercée dans la société ^(a) | Fonction principale exercée en dehors de la société |
|---|--|---|
| | Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b) Membre du comité stratégique Date de 1 ^{re} nomination : CA du 11/05/2011 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b) | |
| M. Philippe Sueur Date de naissance : 04/07/1946 Nationalité : Française Nombre d'actions Natixis : 4 000 | Administrateur Date de 1 ^{re} nomination : AGM du 30/04/2009 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b) Membre du comité des rémunérations Date de 1 ^{re} nomination : CA du 17/12/2009 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b) Membre du comité des nominations Date de 1 ^{re} nomination : CA du 17/12/2014 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b) Membre du comité stratégique Date de 1 ^{re} nomination : CA du 11/05/2011 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2019 ^(b) | Président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Île-de-France 57, rue du Général-de-Gaulle 95880 Enghien-Les-Bains |
| M. Nicolas de Tavernost Date de naissance : 22/08/1950 Nationalité : Française Nombre d'actions Natixis : 1 000 | Administrateur indépendant Date de 1 ^{re} nomination : AGO du 31/07/2013 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2017 ^(d) Président du comité des rémunérations Date de 1 ^{re} nomination : CA du 06/08/2013 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2017 ^(d) Membre du comité des nominations Date de 1 ^{re} nomination : CA du 17/12/2014 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2017 ^(d) Membre du comité stratégique Date de 1 ^{re} nomination : CA du 06/08/2013 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2017 ^(d) | Président du directoire du groupe M6 89, avenue Charles de Gaulle 92575 Neuilly sur Seine cedex |

(*) En cours d'acquisition
(a) Un bref curriculum vitae de chacun des mandataires sociaux de Natixis ainsi que la liste des mandats sociaux qu'ils ont exercés au cours de l'année 2015 et des années précédentes figurent au paragraphe 2.2. du document de référence Natixis 2015
(b) Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2018
(c) Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2019
(d) Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2016
(e) Depuis le 10 février 2016

2.1.2 COMITÉ DE DIRECTION GÉNÉRALE ET COMITÉ EXÉCUTIF

2.1.2.1. Direction générale au 31 juillet 2016

| Nom et prénom du mandataire social | Fonction principale exercée dans la société | Fonction principale exercée en dehors de la société |
|---|--|---|
| M. Laurent Mignon Date de naissance : 28/12/1963 Nationalité : Française Nombre d'actions Natixis : 1 090 | Directeur général Date de 1 ^{re} nomination : CA du 30/04/2009 avec date d'effet au 14 mai 2009 Date de renouvellement : CA du 18/02/2015 Date d'échéance du mandat : AG 2019 | Membre du directoire de BPCE ^(a) |

(a) La liste des mandats sociaux exercés au cours de l'année 2015 et des années précédentes par le directeur général figure au paragraphe 2.2. du document de référence Natixis 2015.

2.1.2.2. Comité de direction générale et comité exécutif

■ MEMBRES DU COMITE DE DIRECTION GENERALE (CDG) AU 31 JUILLET 2016

| | | | |
|--|---|---|---|
| M. Laurent Mignon Directeur général Président du comité | M. Gils Berrous Services Financiers Spécialisés | M. Jean Cheval Finances et risques | M. Norbert Cron Opérations et systèmes d'information |
| Mme Anne Lebel Ressources humaines | M. Jean-François Lequoy Épargne - Assurance | M. André-Jean Olivier Secrétariat général | M. Olivier Perquel Executive Vice-President - Chantiers stratégiques transversaux |
| M. François Riahi Banque de Grande Clientèle- Financements et solutions de marché (FSM) | M. Pierre Servant Épargne – Gestion d'actifs et Banque privée | M. Marc Vincent Banque de Grande Clientèle – Relations clients et conseil (RCC) | |

■ MEMBRES DU COMITE EXECUTIF (COMEX) AU 31 JUILLET 2016

| | | | |
|---|--|---|---|
| M. Laurent Mignon Directeur général | M. Stéphane About FSM - Amériques | Mme Carine André Opérations et systèmes d'information - Opérations | M. Patrick Artus Chef économiste |
| M. Franck Bernay Opérations et systèmes d'information – Systèmes d'information | M. Gils Berrous Services Financiers Spécialisés | Mme Nathalie Bricker Finances et Risques – Comptabilité et Ratios | Mme Nathalie Broutèle Assurance – Natixis Assurances |
| M. Stéphane Caminati SFS – Natixis Interépargne | M. Christophe Carles SFS – Natixis Factor | M. Marc Cattelin SFS – EuroTitres | M. Jean Cheval Finances et risques |
| M. Norbert Cron Opérations et systèmes d'information | Mme Elisabeth de Gaulle Communication et RSE | M. Georges-Eric de La Brunière Gestion d'actifs et Banque Privée – Banque Privée 1818 | M. Guillaume de Saint-Seine RCC - Coverage |
| M. Pierre Debray FSM – Financements structurés | Mme Anne-Cécile Delas FSM – Global Transaction Banking | M. Pierre-Henri Denain FSM – EMEA (Europe, Moyen-Orient, Afrique) hors France | M. Matthieu Duncan Gestion d'actifs et Banque Privée – Natixis Asset Management |
| M. Christophe Eglizeau Transformation et excellence opérationnelle | Mme Catherine Fournier SFS – Natixis Payment Solutions | M. Luc François FSM – Solutions de marché | M. Alain Gallois BGC – Asie/Pacifique |
| M. John Hailer Gestion d'actifs et Banque privée – Natixis Global Asset Management États-Unis et Asie | M. Hervé Housse Inspection générale | M. Philippe Jeanne Finances et Risques – Gestion financière | M. Mohamed Kallala BGC – Projet Investment Banking |
| M. Christophe Lanne Risques | Mme Anne Lebel Ressources Humaines | M. Christian Le Hir Secrétariat général – Juridique | M. Jean-François Lequoy Épargne - Assurances |

| | | | |
|--|---|---|---|
| M. Stéphane Morin Secrétariat général - Compliance | M. Nicolas Namias Stratégie | M. André-Jean Olivier Secrétariat général | M. Olivier Perquel Executive Vice-President - Chantiers stratégiques transversaux |
| M. Tanguy Pincemin Chief Digital Officer | M. François Riahi Banque de Grande Clientèle- Financements et solutions de marché (FSM) | M. Dominique Sabassier Epargne – Gestion d'actifs et Banque Privée – Natixis Private Equity | Mme Anne Sallé Mongauze SFS – Compagnie Européenne de Garanties et Cautions |
| M. Pierre Servant Épargne – Gestion d'actifs et Banque privée | M. Jérôme Terpereau SFS – Natixis Financement | Mme Cécile Tricon-Bossard Ressources humaines | M. Didier Trupin SFS – Natixis Lease |

| |
|---|
| M. Marc Vincent Banque de Grande Clientèle – Relations clients et conseil (RCC) |
|---|

2.2 Informations complémentaires sur les mandataires sociaux

BPCE – Représentant permanent Marguerite Bérard-Andrieu (depuis le 1^{er} mai 2016)
Membre du directoire du Groupe BPCE - directeur général en charge des pôles Finances, Stratégie, Affaires juridiques et Secrétariat général des instances



Date de naissance : 31/12/1977

Nationalité : Française

Nombre d'actions Natixis : 0

Adresse :

50 avenue Pierre Mendès France
75013 Paris**Administrateur**Date de 1^{ère} nomination de BPCE : cooptée par le CA du 25/08/2009

Et ratifiée par l'AGM du 27/05/2010

Date d'échéance du mandat : AG 2019

Membre – Comité d'auditDate de 1^{ère} nomination : CA du 09/05/2016**Membre – Comité des risques**Date de 1^{ère} nomination : CA du 09/05/2016**Membre – Comité stratégique**Date de 1^{ère} nomination : CA du 09/05/2016

Taux de présence aux instances sociales en 2015 Conseil d'administration : N/A Comité stratégique : N/A

Diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Université de Princeton, ancienne élève de l'ENA, Marguerite Bérard-Andrieu débute sa carrière en 2004 à l'Inspection générale des finances.

De 2007 à 2010, elle est conseiller technique puis conseiller à la présidence de la République, chargée des questions d'emploi et de protection sociale. Elle dirige ensuite, de novembre 2010 à mai 2012, le cabinet du ministre du travail, de l'emploi et de la santé.

De juillet 2012 à mai 2016, elle a été, au sein du comité de direction générale de BPCE, en charge de la Stratégie, des Affaires juridiques, du Secrétariat général des instances et de la Conformité.

Depuis mai 2016, elle est membre du Directoire de BPCE et directeur général en charge des pôles Finances, Stratégie, Affaires juridiques et Secrétariat général des instances.

Expertises utiles au conseil : expertise en stratégie bancaire et M&A, gouvernement d'entreprise, affaires légales et politique économique et sociale.

Autres mandats exercés en 2016 :**Au sein du groupe BPCE**

- Membre du directoire de BPCE, directeur général en charge des pôles Finances, Stratégie, Affaires juridiques et Secrétariat général des instances
- Représentant permanent de BCPE, administrateur de Crédit Foncier de France (depuis le 1^{er} mai 2016)
- Représentant permanent de BCPE, administrateur de Coface SA
- Président du conseil d'administration de S-Money
- Directeur Général adjoint et représentant permanent de BPCE, administrateur de CE Holding Promotion (depuis le 3 mai 2016)
- Représentant permanent de BPCE, administrateur de Banque Palatine (fin le 24 mai 2016)
- Administrateur de BPCE IOM (fin le 25 mai 2016)
- Administrateur de Natixis Coficiné (fin le 11 mai 2016)
- Président du conseil d'administration de la SAS ISSORIA (fin le 10 mai 2016)

Hors groupe BPCE

- Administrateur de SCOR SE
- Administrateur de Havas SA (depuis le 10 mai 2016)
- Administrateur de Maison France Confort (fin le 11 mai 2016)

Conformité aux règles de cumul des mandats Code AFEP-Medef : conforme Code monétaire et financier : conforme

| Mandats au cours des exercices précédents | | | |
|--|--|---|--|
| 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
| . Administrateur de BPCE IOM | | | ▶ |
| . Président de la SAS S-MONEY, puis président du conseil d'administration | | | ▶ |
| . Représentant permanent de BPCE, administrateur de Banque Palatine | | | ▶ |
| . Administrateur de Natixis Coficiné | | | ▶ |
| . Représentant permanent de BPCE, administrateur de Coface | | | ▶ |
| . Représentant permanent de CE Holding Promotion, administrateur de Nexity ^{(a) (b)} | | | ▶ (fin le 14/09/2015) |
| . Représentant permanent de BPCE, membre du conseil de surveillance de FLCP ^(b) | (fin le 30/09/2013) | | |
| . Président du conseil d'administration de Meilleurtaux ^(b) | (fin le 16/04/2013) | | |
| . Président de OTEROM HOLDING SAS | (fin le 04/12/2013) | | |
| . Représentant permanent de GCE Participations, administrateur de Demain SA ^(b) | (fin le 09/04/2013) | | |
| . Représentant permanent de BPCE président de la SAS et du Conseil d'administration de BPCE DOMAINES | (fin en 2013) | | |
| . Représentant permanent de BPCE, Président de la SAS Issoria | (fin le 31 /07/2013) puis, Président de la SAS Issoria | et, Président du Conseil d'administration de la SAS (du 30/06/2014 au 03/10/2014) | ▶ |
| . Représentant permanent de BPCE, président de la SAS Issoria International Trading | (fin le 31/07/2013) puis, Président de la SAS | | ▶ (fin le 10/06/2015) |
| | . Administrateur de Maison France Confort ^(b) | | ▶ |
| | | | . Administrateur de Scor ^{(a)(b)} |

(a) Société cotée. (b) Société hors groupe.

2.3 Direction et contrôle de la gouvernance d'entreprise

2.3.1 Le conseil d'administration

2.3.1.1 Organisation

- Changements intervenus dans la composition du conseil depuis le 10 mars 2016 :

Le 1^{er} mai 2016, Mme Marguerite Bérard-Andrieu a été désignée en qualité de représentant permanent de BPCE au conseil d'administration de Natixis.

Le 24 mai 2016, l'assemblée générale mixte de Natixis a renouvelé, pour une durée de quatre ans, les mandats des trois administrateurs suivants :

- Mme Sylvie Garcelon,
- Mme Stéphanie Paix,
- M. Alain Condaminas.

- Au regard du principe de représentation équilibrée homme/femme au sein du conseil d'administration tel qu'introduit par la loi du 27 janvier 2011, Natixis compte, à l'issue de son assemblée générale mixte du 24 mai 2016, six femmes au sein de son conseil sur un total de quinze membres, soit un taux de mixité de 40 %.

Natixis est donc en règle avec les dispositions de la loi Copé Zimmermann d'une part, et les recommandations du Code AFEP-Medef d'autre part.

2.3.1.2 Rôle et pouvoir du conseil d'administration

Le 28 juillet 2016, le conseil d'administration a décidé de modifier la Charte de déontologie des membres du conseil d'administration afin de la mettre en conformité avec le Règlement 596/2014 du Parlement européen et du Conseil (le « Règlement MAR ») complété par les règlements 2016/522 et 2016/523 (ensemble la « Réglementation MAR ») qui fait obligation aux personnes exerçant des responsabilités dirigeantes au sein d'un émetteur et aux personnes qui leurs sont étroitement liées de déclarer à l'émetteur concerné et à l'autorité compétente le détail des transactions effectuées pour leur compte propre dès lors que ces transactions portent sur tout instrument de dette ou de capital émis par l'émetteur.

Les articles 6 et 7 de la Charte ont été modifiés comme suit :

« Article 6 : Prévention du délit d'initié

a) Information privilégiée

Aux termes du Règlement 596/2014 du Parlement Européen et du Conseil (ensemble avec ses règlements délégués et d'exécution la « Réglementation MAR ») :

« Une information privilégiée est une information à caractère précis qui n'a pas été rendue publique, qui concerne, directement ou indirectement, un ou plusieurs émetteurs, ou un ou plusieurs instruments financiers ou un ou plusieurs instruments financiers, et qui, si elle était rendue publique, serait susceptible d'influencer de façon sensible le cours des instruments financiers concernés ou le cours d'instruments financiers dérivés qui leur sont liés. »

Si le Conseil d'administration a reçu une information privilégiée sur Natixis, les administrateurs ainsi que toute personne assistant aux séances du conseil d'administration ou des comités doivent s'abstenir :

- d'effectuer ou tenter d'effectuer des opérations d'initiés (les opérations d'initiés recouvrent notamment le fait pour une personne, détenant une information privilégiée, d'en faire usage en acquérant ou en cédant, pour son compte ou pour le compte d'un tiers, directement ou indirectement des instruments financiers auxquels cette information se rapporte et le fait d'utiliser les recommandations ou incitations formulées par une personne détenant une information privilégiée si la personne sait, ou devrait savoir, que celle-ci est fondée sur des informations privilégiées) ;
- de recommander à une autre personne d'effectuer des opérations d'initiés ou d'inciter une autre personne à effectuer des opérations d'initiés ; ou
- de divulguer illicitement des informations privilégiées.

Ce devoir d'abstention concerne les actions et toutes les valeurs mobilières émises ou à émettre par Natixis, ainsi que les droits qui pourraient être détachés de ces titres (droit préférentiel de souscription par exemple) et tout instrument dérivé ayant pour sous-jacent les droits ou titres émis par Natixis.

L'obligation d'abstention s'applique également en cas de détention d'une information privilégiée concernant les titres des sociétés cotées dans lesquelles Natixis détient ou viendrait à détenir une participation.

Ces mêmes prescriptions valent pour toutes sociétés cotées sur laquelle l'administrateur viendrait à recevoir une information privilégiée dans le cadre des travaux du conseil.

L'attention des administrateurs est attirée sur le risque que représente la réalisation de transactions sur le titre Natixis par les personnes qui leur sont proches, notamment les personnes étroitement liées, à savoir :

- le conjoint ou partenaire considéré comme l'équivalent du conjoint conformément au droit national ;
- l'enfant à charge conformément au droit national ;
- un parent qui appartient au même ménage depuis au moins un an à la date de la transaction considérée ;
- une personne morale, un trust ou une fiducie ou un partenariat :
 - o dont les responsabilités dirigeantes sont exercées par un dirigeant ou par une personne étroitement liée,
 - o qui est directement ou indirectement contrôlée par cette personne,
 - o qui a été constituée au bénéfice de cette personne, ou
 - o dont les intérêts économiques sont substantiellement équivalents à ceux de cette personne.

Les sanctions encourues sont administratives et pénales.

b) Initiés permanents

En application de la Réglementation MAR, Natixis inscrit les administrateurs sur la liste des initiés permanents tenue à la disposition de l'AMF. Un initié permanent est une personne physique ou morale qui, compte tenu de la nature de ses fonctions ou de sa position au sein d'un émetteur a en permanence accès à des informations privilégiées détenues par ledit émetteur sur lui-même. Les administrateurs sont informés individuellement de leur inscription sur cette liste par lettre du directeur de la Compliance avec avis de réception.

L'absence de mention d'une personne sur cette liste ne l'exonère en aucune manière du respect des dispositions légales et réglementaires et ne préjuge en rien sa qualité éventuelle d'initié.

Pour toute transaction se rapportant aux actions ou à des titres de créance de Natixis, ou à d'autres instruments dérivés ou à d'autres instruments financiers qui leurs sont liés, l'administrateur s'engage à observer et respecter strictement les dispositions du Recueil des grands principes de Conformité de Natixis SA.

En particulier, l'administrateur s'abstient de réaliser toute transaction pendant les périodes d'arrêt (aussi appelées « fenêtres négatives »), débutant 30 jours calendaires avant les dates de publication des résultats trimestriels, semestriels et annuels et se terminant à la date de publication de ces comptes.

c) Obligations déclaratives

Chaque administrateur est tenu de déclarer à Natixis et à l'AMF le détail des transactions qu'il effectue sur les titres de Natixis dans les trois jours ouvrables suivant la date de la transaction et dans les conditions prévues par la Réglementation MAR.

Cette obligation de déclaration est également applicable aux personnes qui lui sont étroitement liées au sens de la Réglementation MAR.

L'administrateur informe également Natixis du nombre de titres qu'il détient, au 31 décembre de chaque année et lors de toute opération financière, pour permettre la diffusion de cette information par la Société.

Natixis peut en outre demander à chaque administrateur de fournir toutes les informations, relatives notamment à des opérations sur des titres de sociétés cotées, qui lui sont nécessaires pour satisfaire à ses obligations de déclaration à toutes autorités, notamment boursières, en France et à l'étranger.

Article 7 : Indépendance et Conflits d'intérêts

L'administrateur veille à préserver en toute circonstance son indépendance de jugement, de décision et d'action. Il s'interdit d'être influencé par tout élément étranger à l'intérêt social de Natixis qu'il a pour mission de défendre.

Les administrateurs doivent s'abstenir d'agir en conflit d'intérêt avec Natixis ou les sociétés qu'elle contrôle. Notamment, lorsqu'il existe un projet de transaction ou de relation d'affaires auquel un administrateur ou un censeur est directement ou indirectement intéressé (par exemple lorsqu'un administrateur est affilié : à la banque conseil ou à la banque de financement du vendeur, à la banque conseil ou à la banque de financement d'un concurrent de Natixis pour la transaction en question ; ou lorsqu'un Administrateur, notamment indépendant, est affilié à une entité initiant une nouvelle relation d'affaires avec le groupe Natixis) l'administrateur ou le censeur concerné est tenu d'informer le Président du Conseil d'administration [ou le Secrétaire général de Natixis] dès qu'il a connaissance d'un tel projet, et de lui signaler qu'il est directement ou indirectement intéressé et à quel titre.

Dans le cas où cette transaction ou relation d'affaires serait soumise au Conseil d'administration, l'administrateur ou le censeur concerné est tenu de s'abstenir de participer à la partie de la séance du Conseil d'administration ou d'un de ses comités concernant le projet en question. En conséquence, il ne participe pas aux délibérations du conseil ni au vote relatif au projet en question et la partie du procès-verbal de la séance relative au projet en question ne lui est pas soumise. »

2.3.1.4 Évaluation des travaux du conseil en 2015

Conformément au code de gouvernance AFEP-Medef, Natixis procède chaque année à une évaluation des travaux de son conseil et de ses comités spécialisés.

Pour l'exercice 2015, Natixis a procédé à une évaluation interne sur la base d'entretiens individuels formalisés autour d'un questionnaire. Quatre thématiques ont été abordées : le point sur l'organisation, le fonctionnement et la composition du Conseil, la vérification que les questions importantes sont convenablement préparées et les sujets débattus, l'appréciation des relations des administrateurs avec la direction générale, et l'évaluation des travaux des comités spécialisés.

L'appréciation d'ensemble est très positive et en constante amélioration. Tous les administrateurs considèrent que la performance générale du conseil est satisfaisante ou très satisfaisante et estiment que le fonctionnement du conseil et des comités spécialisés s'est amélioré par rapport à la dernière évaluation, qui était elle-même en progrès par rapport à l'année précédente.

Par ailleurs, 85 % des administrateurs estiment que le Conseil de Natixis performe mieux que les autres conseils où ils siègent, et 15 % le trouvent équivalent.

S'agissant des travaux des comités spécialisés, les administrateurs sont satisfaits du rôle, de la composition et de la fréquence de leurs comités, même s'ils estiment que leur multiplication n'a pas permis de mieux appréhender les sujets traités. Le comité stratégique est jugé très utile et permet aux administrateurs de débattre de manière plus approfondie avec l'équipe dirigeante.

Des suggestions ont été formulées par les administrateurs en vue d'améliorer encore le fonctionnement du conseil. La mise en œuvre de certaines suggestions a déjà débuté.

2.3.2 Les comités spécialisés : des émanations du conseil d'administration

Le 9 mai 2016, le conseil d'administration a décidé à l'unanimité de nommer Mme Marguerite Bérard-Andrieu comme membre du comité d'audit et membre du comité des risques.

Par ailleurs, comme indiqué précédemment, l'assemblée générale de Natixis a renouvelé trois administrateurs. A l'issue de l'assemblée générale, le conseil d'administration a donc procédé au

renouvellement desdits administrateurs dans leurs fonctions au sein des comités spécialisés du conseil d'administration : Mmes Garcelon et Paix en qualité de membres du comité d'audit et du comité des risques, M. Condaminas en qualité de membre du comité des nominations et du comité des rémunérations.

2.3.2.1 Le comité d'audit

A Organisation

À la date du 31 juillet 2016, le comité d'audit est composé de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-----------|
| Bernard Oppetit | Président |
| Marguerite Bérard-Andrieu | Membre |
| Laurence Debroux | Membre |
| Sylvie Garcelon | Membre |
| Stéphanie Paix | Membre |

B Rôle et pouvoirs

Il est précisé que, dans le cadre de l'étude des comptes annuels, les engagements hors bilan sont inclus dans les documents financiers examinés par le comité d'audit.

2.3.2.2 Le comité des risques

A Organisation

À la date du 31 juillet 2016, le comité des risques est composé de la manière suivante :

| | |
|---------------------------|-----------|
| Bernard Oppetit | Président |
| Marguerite Bérard-Andrieu | Membre |
| Laurence Debroux | Membre |
| Sylvie Garcelon | Membre |
| Stéphanie Paix | Membre |

Conformément à la réglementation Dodd-Frank Act qui impose à Natixis la mise en place d'un dispositif de gouvernance globale de ses risques sur ses activités US, le comité des risques se réunit, depuis le 1^{er} juillet 2016, au moins une fois par trimestre sous la formation d'un US Risk Committee. Le règlement intérieur de l'US Risk Committee a été approuvé par le comité des risques du 24 juin 2016 et ratifié par le conseil d'administration du 28 juillet 2016.

2.4 Politique de rémunération de Natixis

Les éléments requis au titre de la politique de rémunération par le règlement UE 575-2013 (CRR) sont exposés dans le chapitre 2 du Document de référence 2015 (pages 78 à 92) et sur le site internet de Natixis – Rubrique /Communication financière/Information réglementée/Autres informations.

III CHAPITRE 3 : RISQUES ET ADÉQUATION DES FONDS PROPRES

3.1.2 Facteurs de risques

3.1.2.1 Risques liés aux conditions macroéconomiques et à la crise financière

Le résultat du référendum sur le maintien (« in ») ou la sortie (« out ») du Royaume-Uni de l'Union européenne, le 23 juin 2016, a été en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne ("Brexit").

Les conséquences du Brexit sont incertaines, en ce qui concerne le processus d'intégration à l'Union européenne, la relation entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, et l'impact sur l'économie et les affaires européennes. Par conséquent, il ne peut y avoir aucune assurance que les résultats de Natixis, les activités et la situation financière ne seront pas affectés par l'évolution du marché.

Les autres facteurs de risques n'ont pas, concernant Natixis, subi d'évolutions significatives par rapport à la situation décrite dans le document de référence 2015 de Natixis (chapitre 3, pp. 108-113).

3.3 Gestion du capital et adéquation des fonds propres

3.3.2 Périmètre de consolidation prudentiel

En application de l'article 19 du CRR, le périmètre de consolidation prudentiel est établi selon les principes suivants :

Les entités, hors sociétés d'assurance, consolidées en intégration globale ou par mise en équivalence dans le périmètre statutaire sont incluses dans le périmètre prudentiel ; les sociétés d'assurance du groupe font l'objet d'un traitement par mise en équivalence dans le périmètre prudentiel.

Les deux tableaux ci-dessous présentent le passage, pour l'actif comme pour le passif, de la vision du bilan comptable consolidé à la vision du bilan prudentiel.

La principale différence entre ces deux visions est le retraitement des sociétés d'assurance, ainsi qu'évoqué ci-dessus.

Risques et adéquation des fonds propres

3

Gestion du capital et adéquation des fonds propres

TABLEAU DE PASSAGE DU BILAN FINANCIER AU BILAN PRUDENTIEL AU 30 JUIN 2016

(en millions d'euros)

| | Bilan financier | Retraitement des entités d'assurances | Bilan prudentiel |
|--|-----------------|---------------------------------------|------------------|
| ACTIF | | | |
| Caisse, Banques Centrales | 27 911 | 0 | 27 911 |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 192 073 | -12 912 | 179 161 |
| Instruments dérivés de couverture | 2 138 | -2 | 2 137 |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 55 318 | -44 440 | 10 878 |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 54 108 | -1 575 | 52 533 |
| Prêts et créances sur la clientèle | 144 267 | -11 308 | 132 959 |
| Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux | 0 | 0 | 0 |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 2 232 | -2 232 | 0 |
| Actifs d'impôts courant | 356 | -60 | 295 |
| Actifs d'impôts différés | 2 196 | 33 | 2 229 |
| Comptes de régularisation et actifs divers | 47 467 | -11 116 | 36 350 |
| Actifs non courants destinés à être cédés | 0 | 0 | 0 |
| Participation aux bénéfices différée | 0 | 0 | 0 |
| Participations dans les entreprises mises en équivalence | 678 | 3 193 | 3 871 |
| Immeubles de placement | 1 168 | -1 047 | 121 |
| Immobilisations corporelles | 691 | -69 | 622 |
| Immobilisations incorporelles | 756 | -246 | 510 |
| Ecarts d'acquisition | 3 524 | -387 | 3 137 |
| TOTAL ACTIF | 534 883 | -82 169 | 452 714 |

(en millions d'euros)

| | Bilan financier | Retraitement des entités d'assurances | Bilan prudentiel |
|--|-----------------|---------------------------------------|------------------|
| PASSIF | | | |
| Banques centrales | 0 | 0 | 0 |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | 164 785 | -724 | 164 061 |
| Instruments dérivés de couverture | 3 786 | 0 | 3 786 |
| Dettes envers les établissements de crédit | 106 472 | -2 609 | 103 862 |
| Dettes envers la clientèle | 84 710 | 185 | 84 894 |
| Dettes représentées par un titre | 35 526 | -493 | 35 032 |
| Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux | 291 | 0 | 291 |
| Passifs d'impôt courant | 387 | -65 | 322 |
| Passifs d'impôts différés | 538 | -226 | 312 |
| Comptes de régularisation et passifs divers | 44 243 | -8 961 | 35 281 |
| Dettes sur actifs non courants destinés à être cédés | 0 | 0 | 0 |
| Provisions techniques des contrats d'assurance | 67 322 | -67 322 | 0 |
| Provisions pour risques et charges | 1 651 | -156 | 1 495 |
| Dettes subordonnées | 5 191 | -635 | 4 556 |
| Capitaux propres part du groupe: | 18 764 | 0 | 18 764 |
| Capital et réserves liées | 10 869 | 0 | 10 869 |
| Réserves consolidées | 6 509 | 0 | 6 509 |
| Gains ou pertes latents ou différés | 919 | 0 | 919 |
| Autres gains ou pertes à caractère définitif | -114 | 0 | -114 |
| Résultat de l'exercice | 581 | 0 | 581 |
| Intérêts minoritaires | 1 219 | -1 161 | 57 |
| TOTAL PASSIF | 534 883 | -82 169 | 452 714 |

3.3.3 Composition des fonds propres

Au 30 juin 2016, le passage des capitaux propres comptables aux fonds propres prudentiels CET1, Tier one et totaux après application des dispositions transitoires est présenté, de façon synthétique, dans le tableau ci-dessous.

TABLEAU DE PASSAGE DES CAPITAUX PROPRES COMPTABLES AUX FONDS PROPRES PRUDENTIELS APRES APPLICATION DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES

| | 31/12/2015 | 30/06/2016 |
|---|---------------|---------------|
| <i>(en millions d'euros)</i> | | |
| Capitaux propres comptables | | |
| Capital | 5 005 | 5 007 |
| Prime d'émission | 4 197 | 4 197 |
| Résultats non distribués | 6 497 | 6 564 |
| Actions propres détenues | -12 | 0 |
| Autres, dont éléments du résultat global accumulé | 916 | 805 |
| Autres instruments à reclasser en fonds propres additionnels de catégorie 1 | 1 213 | 1 611 |
| Résultat de l'exercice | 1 344 | 581 |
| Total des capitaux propres comptables - part du groupe | 19 160 | 18 764 |
| Reclassement en fonds propres additionnels de catégorie 1 | -1 213 | -1 611 |
| Ecart de conversion au cours d'arrêté | -77 | -70 |
| Retraitement distribution prévue (dividende sur exercice précédent) | 0 | 0 |
| Filtres prudentiels après dispositions transitoires | | |
| Risque de crédit propre : Plus-value reclassement des hybrides | -259 | -257 |
| Risque de crédit propre : dettes et dérivés net d'impôts différés | -100 | -67 |
| Ajustement pour évaluation prudente | -290 | -286 |
| Gains et pertes non réalisés | -5 | 99 |
| Total des filtres prudentiels | -654 | -510 |
| Déductions après dispositions transitoires | | |
| Distribution prévue dividende exercice en cours et charges accessoires | -1 127 | -290 |
| Ecart d'acquisition | | |
| Montant base comptable prudentiel | -3 097 | -3 137 |
| Montant impôt différé passif associé | 483 | 504 |
| Montant inclus dans la valeur des participations mises en équivalence | -290 | -251 |
| Immobilisations incorporelles | | |
| Montant base comptable prudentiel | -522 | -510 |
| Intérêts minoritaires | | |
| Montant base comptable prudentiel | 116 | 57 |
| Ajustement prudentiel incluant les dispositions transitoires | -100 | -48 |
| Impôts différés d'actifs (déficits reportables) | | |
| Montant base comptable prudentiel | -2 369 | -2 229 |
| Dont part hors déficits reportables et effet de compensation | 582 | 642 |
| Ajustement prudentiel incluant les dispositions transitoires | 1 608 | 1 270 |
| Insuffisance des provisions sur pertes attendues | 0 | 0 |
| Investissements dans le capital d'entités du secteur financier | 0 | 0 |
| Autres ajustements prudentiels incluant les dispositions transitoires | -69 | -76 |
| Total déductions | -4 784 | -4 068 |
| Total Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) | 12 432 | 12 505 |

Risques et adéquation des fonds propres

3

Gestion du capital et adéquation des fonds propres

| | | |
|---|---------------|---------------|
| Instruments hybrides de capital | | |
| Montant base comptable prudentiel | | |
| Autres instruments de capitaux propres | 1 213 | 1 611 |
| Plus-value résiduelle de reclassement en capitaux propres | 259 | 257 |
| Ajustement de la valeur nominale au cours d'arrêté | 99 | 90 |
| Rachat anticipé par exercice de call | 0 | 0 |
| Ecrêtage dû à la limite Grandfathering | 0 | 0 |
| Total instruments hybrides | 1 571 | 1 957 |
| Déductions | -40 | -62 |
| Autres ajustements prudentiels incluant les dispositions transitoires | -229 | -140 |
| Total Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) | 1 302 | 1 756 |
| Total Fonds propres de catégorie 1 (Tier1) | 13 733 | 14 261 |
| Instruments de dettes subordonnées | | |
| Montant base comptable prudentiel | 4 241 | 4 537 |
| Ajustement réglementaire | -1 221 | -1 369 |
| Transfert écrêtage Grandfathering instruments hybrides de capital | 0 | 0 |
| Total instruments Tier2 | 3 020 | 3 169 |
| Excédent des provisions sur pertes attendues | 58 | 127 |
| Déductions | -789 | -764 |
| Autres ajustements prudentiels incluant les dispositions transitoires | 222 | 140 |
| Total Fonds propres de catégorie 2 (Tier2) | 2 512 | 2 671 |
| Total Fonds propres prudentiels | 16 245 | 16 932 |

Le détail des instruments de dettes reconnus en fonds propres additionnels de catégorie 1 et le détail des instruments de dettes reconnus en fonds propres de catégorie 2, ainsi que leurs caractéristiques, telles que requises par le règlement d'exécution no 1423/2013 sont publiés à l'adresse suivante : <http://www.natixis.com / Rubrique Communication financière >> Information réglementée >> Publications réglementaires et prudentielles>.

Risques et adéquation des fonds propres

3

Gestion du capital et adéquation des fonds propres

3.3.4 Evolution des fonds propres, exigences en fonds propres et ratios au 30 juin 2016

L'évolution des fonds propres prudentiels, en référentiel Bâle 3/CRR, sur le premier semestre 2016 est présentée ci-après :

TABLEAU D'EVOLUTION DU CAPITAL PRUDENTIEL APRES APPLICATION DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES SUR LA PERIODE

| <i>(en millions d'euros)</i> | 1^{er} semestre 2016 |
|---|-------------------------------------|
| Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) | |
| Montant au début de la période | 12 432 |
| Instruments nouveaux émis (y compris les primes d'émission) | 2 |
| Instruments remboursés | 0 |
| Résultats non distribués sur exercices antérieurs | -139 |
| Résultat de la période | 581 |
| Distribution brute prévue | -290 |
| Distribution faite sous forme d'actions nouvelles | 0 |
| Mouvements sur Autre résultat accumulé | |
| Ecart de conversion | -156 |
| Actifs disponibles à la vente | 143 |
| Couverture de CFH | -62 |
| Autres | -35 |
| Autres | -4 |
| Intérêts minoritaires | 0 |
| Filtres et déductions non soumises aux dispositions transitoires | |
| Ecart d'acquisition et Immobilisations incorporelles | 32 |
| Risque de crédit propre | 36 |
| Autre résultat accumulé CFH | 62 |
| Ajustement pour évaluation prudente | 4 |
| Autre | -1 |
| Autres, incluant ajustements prudentiels et dispositions transitoires | |
| Impôts différés d'actifs reposant sur des résultats futurs (hors différences temporelles) | 200 |
| Déductions au titre des dépassements des seuils de fonds propres | 0 |
| Autres | 12 |
| Effets des dispositions transitoires | -311 |
| dont effet de la variation du taux de phasing | -88 |
| dont effet de la variation de l'assiette soumise aux dispositions transitoires | -222 |
| Montant des fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) fin de période | 12 505 |
| Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) | |
| Montant au début de la période | 1 302 |
| Instruments éligibles nouveaux émis | 400 |
| Rachat de la période | -4 |
| Autres, incluant les ajustements prudentiels et les dispositions transitoires | 59 |
| dont effet de la variation du taux de phasing | 76 |
| dont autre effet des variations d'assiette | -18 |
| Montant des fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) fin de période | 1 756 |
| Fonds propres de catégorie 1 (Tier1) | 14 261 |
| Fonds propres de catégorie 2 (Tier2) | |
| Montant au début de la période | 2 512 |
| Instruments éligibles nouveaux émis | 300 |
| Rachat de la période | 0 |
| Autres, incluant les ajustements prudentiels et les dispositions transitoires | -140 |
| dont effet de la variation du taux de phasing | -74 |
| dont autre effet des variations d'assiette | -66 |
| Montant des fonds propres de catégorie 2 (Tier2) fin de période | 2 671 |
| Total des fonds propres prudentiels | 16 932 |

Risques et adéquation des fonds propres

3

Gestion du capital et adéquation des fonds propres

Sur le premier semestre 2016, les fonds propres prudentiels Bâle 3/CRR après application des dispositions transitoires évoluent de la façon suivante :

Les fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) s'établissent à 12,5 milliards d'euros au 30 juin 2016, en légère progression de + 0,1 milliard d'euros sur le semestre.

La baisse de - 0,4 milliard d'euros des capitaux propres comptables part du groupe résulte essentiellement de la distribution de dividendes au titre de l'exercice 2015 intervenue au cours de la période pour - 1,1 milliard d'euros et d'un effet conversion défavorable de - 0,2 milliard d'euros compensés par le bénéfice semestriel de + 0,6 milliard d'euros et une émission subordonnée de + 0,4 milliard d'euros.

Outre le bénéfice semestriel de + 0,6 milliard d'euros, **les fonds propres CET1** intègrent une prévision de distribution de dividendes en numéraire de - 0,3 milliard d'euros au titre du premier semestre 2016, une réduction de la déduction prudentielle au titre des gains latents sur portefeuilles d'actifs disponibles à la vente de + 0,1 milliard d'euros et l'effet phasing des impôts différés, qui passe de 10% en 2015 à 20% en 2016, combiné à la consommation d'impôts différés sur reports déficitaires, pour un montant net - 0,1 milliard d'euros. Enfin, l'émission subordonnée de - 0,4 milliard d'euros est reclassée en compartiment Fonds propres de catégorie 1, celle-ci ne répondant pas aux critères d'éligibilité CET1.

Les fonds propres de catégorie 1 progressent de + 0,5 milliard d'euros principalement du fait de l'émission subordonnée de + 0,4 milliard d'euros et de l'effet phasing des déductions pour + 0,1 milliard d'euros.

Les fonds propres de catégorie 2 progressent de + 0,2 milliard d'euros, l'effet d'une émission au premier trimestre 2016 de + 0,3 milliard d'euros étant partiellement compensé par l'impact conjugué du phase out et de la décote prudentielle sur les émissions existantes pour le solde.

Les risques pondérés à 112,9 milliards d'euros sont en léger retrait sur le semestre.

| (en milliards d'euros) | Risque de crédit | CVA | Risque de marché | Risque opérationnel | Total RWA |
|---|------------------|------------|------------------|---------------------|--------------|
| 31/12/15 Bâle 3 | 83,7 | 4,7 | 12,2 | 12,7 | 113,3 |
| Evolution des taux de change | - 0,7 | | | | - 0,7 |
| Evolution des volumes | - 0,1 | - 1,3 | 0,1 | | - 1,3 |
| Evolution des paramètres de risques | 1,5 | | - 0,8 | | 0,7 |
| Acquisition & cession de participations | | | | | - |
| Effets des garanties | | 0,4 | 0,4 | | 0,8 |
| 30/06/16 Bâle 3 | 84,5 | 3,8 | 11,9 | 12,7 | 112,9 |

L'évolution des risques pondérés de - 0,4 milliard d'euros sur le semestre résulte principalement des facteurs suivants :

- l'effet de la baisse du dollar (- 0,7 milliard d'euros) ;
- la baisse des encours (- 1,3 milliard d'euros) portée notamment par l'évolution de l'activité et la mise en place d'opérations de couverture sur la CVA ;
- une stabilité des paramètres de risque, les évolutions favorables sur le risque de marché se compensant avec celles sur le risque de crédit ;
- l'effet des paramètres de risques (principalement induit par l'évolution des PD, LGD et pondérations attachées aux expositions), l'accroissement sur le risque de crédit se compensant partiellement avec la baisse sur le risque de marché ;
- l'effet des garanties pour un montant de 0,8 milliard d'euros ;
- le risque opérationnel est inchangé en cours d'exercice.

Risques et adéquation des fonds propres

3

Gestion du capital et adéquation des fonds propres

TABLEAU 1 : EAD, RWA ET EFP PAR APPROCHE ET CATEGORIE D'EXPOSITION BALOISE

| (en millions d'euros) | 30/06/2016 | | | 31/12/2015 | | |
|--|----------------|----------------|--------------|----------------|----------------|--------------|
| | EAD | RWA | EFP | EAD | RWA | EFP |
| Risque de crédit | | | | | | |
| Approche interne | 176 799 | 65 048 | 5 204 | 157 675 | 60 867 | 4 869 |
| Actions | 5 619 | 16 785 | 1 343 | 5 485 | 16 380 | 1 310 |
| Administrations et banques centrales | 37 673 | 635 | 51 | 30 801 | 562 | 45 |
| Autres actifs | 934 | 222 | 18 | 893 | 234 | 19 |
| Clientèle de détail | 768 | 218 | 17 | 778 | 231 | 18 |
| Entreprises | 111 193 | 42 466 | 3 397 | 103 529 | 39 367 | 3 150 |
| Établissements | 11 919 | 3 384 | 271 | 8 568 | 3 093 | 247 |
| Titrisation | 8 693 | 1 338 | 107 | 7 621 | 1 000 | 80 |
| Approche standard | 61 749 | 10 863 | 869 | 82 239 | 14 866 | 1 189 |
| Actions | 54 | 54 | 4 | 87 | 87 | 7 |
| Administrations et banques centrales | 6 934 | 1 917 | 153 | 5 262 | 1 899 | 152 |
| Autres actifs | 4 323 | 3 890 | 311 | 8 151 | 8 094 | 648 |
| Clientèle de détail | 2 705 | 1 995 | 160 | 2 390 | 1 709 | 137 |
| Entreprises | 2 260 | 1 291 | 103 | 2 318 | 1 491 | 119 |
| Établissements | 21 209 | 444 | 35 | 25 176 | 581 | 46 |
| Expositions en défaut | 436 | 457 | 37 | 588 | 649 | 52 |
| Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier | 228 | 99 | 8 | 199 | 92 | 7 |
| Organisme de placement collectif | 75 | 75 | 6 | 5 | 5 | |
| Expositions sur des établissements et des entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court terme | 22 908 | 334 | 27 | 37 841 | 151 | 12 |
| Titrisation | 617 | 307 | 25 | 222 | 108 | 9 |
| Contribution au fonds de défaillance d'une CCP | 250 | 188 | 15 | 213 | 196 | 16 |
| Sous total risque de crédit | 238 798 | 76 099 | 6 088 | 240 127 | 75 929 | 6 074 |
| Risque de contrepartie | | | | | | |
| Approche interne | 41 100 | 7 604 | 609 | 34 207 | 6 932 | 555 |
| Administrations et banques centrales | 6 613 | 61 | 5 | 3 473 | 22 | 2 |
| Entreprises | 17 301 | 4 843 | 388 | 14 186 | 4 225 | 339 |
| Établissements | 16 462 | 2 591 | 207 | 15 952 | 2 580 | 206 |
| Titrisation | 724 | 109 | 9 | 596 | 105 | 8 |
| Approche standard | 17 460 | 804 | 64 | 21 434 | 816 | 65 |
| Administrations et banques centrales | 1 353 | 168 | 13 | 1 518 | 86 | 7 |
| Clientèle de détail | 2 | 1 | | | | |
| Entreprises | 1 790 | 82 | 7 | 1 934 | 141 | 11 |
| Établissements | 13 489 | 251 | 20 | 16 473 | 281 | 22 |
| Expositions en défaut | 271 | 271 | 22 | 284 | 285 | 23 |
| Expositions sur des établissements et des entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court terme | 555 | 31 | 2 | 1 225 | 23 | 2 |
| Sous total risque de contrepartie | 58 560 | 8 408 | 673 | 55 641 | 7 748 | 620 |
| Risque de marché | | | | | | |
| Approche interne | | 6 721 | 538 | | 6 863 | 549 |
| Approche standard | | 5 203 | 416 | | 5 371 | 430 |
| Risque action | | 381 | 30 | | 285 | 23 |
| Risque de change | | 2 677 | 214 | | 2 588 | 207 |
| Risque sur matières premières | | 633 | 51 | | 1 110 | 89 |
| Risque de taux | | 1 512 | 121 | | 1 388 | 111 |
| Sous total risque de marché | | 11 924 | 954 | | 12 234 | 979 |
| CVA | 11 090 | 3 743 | 299 | 12 297 | 4 678 | 374 |
| Risque de règlement livraison | | 45 | 4 | | 23 | 2 |
| Risque opérationnel (approche standard) | | 12 719 | 1 017 | | 12 719 | 1 017 |
| TOTAL | | 112 938 | 9 035 | | 113 331 | 9 066 |

Risques et adéquation des fonds propres

3

Gestion du capital et adéquation des fonds propres

TABLEAU 2 : RWA EN BALE 3 PAR PRINCIPAUX METIERS NATIXIS

(en millions d'euros)

| Pôle | TOTAL | RWA Bâle 3 au 30/06/2016 | | |
|---------------------------------------|----------------|--------------------------|-----------------------|---------------|
| | | Crédit ^(a) | Marché ^(b) | Opérationnel |
| Banque de Grande Clientèle (BGC) | 68 803 | 49 046 | 13 563 | 6 194 |
| Services Financiers Spécialisés (SFS) | 14 761 | 12 538 | | 2 223 |
| Épargne | 16 977 | 13 070 | 7 | 3 900 |
| Hors pôles métiers | 6 906 | 4 791 | 2 142 | - 27 |
| Participations financières | 5 491 | 5 062 | | 429 |
| TOTAL 30/06/2016 | 112 938 | 84 507 | 15 712 | 12 719 |
| TOTAL 31/12/2015 | 113 331 | 83 677 | 16 935 | 12 719 |

(a) : Y compris le risque de contrepartie.

(b) : Dont le risque de règlement livraison pour 45 millions d'euros et 3 743 millions d'euros au titre du RWA CVA.

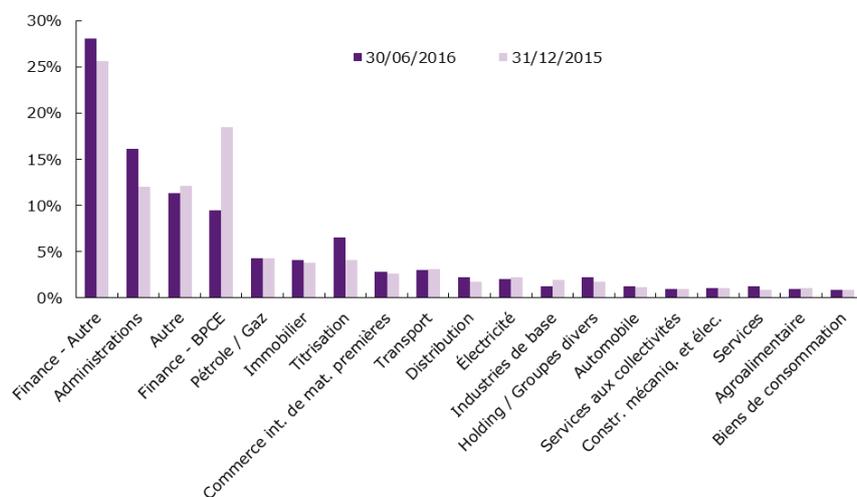
3.4 Risques de crédit et de contrepartie

Évolution des risques au cours de la période

Dans un contexte d'incertitude sur les marchés financiers suite au vote en faveur du Brexit, Natixis a maintenu un profil de risque mesuré et ciblé tout au long de ce premier semestre.

3.4.8 Exposition aux risques de crédit

■ TABLEAU 4 : EAD PAR SECTEUR D'ACTIVITE



Risques et adéquation des fonds propres

3

Risques de crédit et de contrepartie

TABLEAU 5 : EAD PAR ZONE GEOGRAPHIQUE ET PAR CLASSE D'ACTIF

(en millions d'euros)

| Catégorie d'exposition | France | Europe* | Amérique du Nord | Autre | Total |
|---|----------------|---------------|------------------|---------------|----------------|
| Entreprises | | | | | |
| Autres que PME et FS | 47 916 | 31 305 | 15 058 | 16 295 | 110 574 |
| Financements spécialisés (FS) | 4 219 | 6 199 | 3 759 | 4 278 | 18 455 |
| PME | 2 922 | 239 | 16 | 338 | 3 515 |
| Sous total | 55 057 | 37 743 | 18 833 | 20 911 | 132 544 |
| Établissements | 29 814 | 15 197 | 10 790 | 7 528 | 63 329 |
| Administrations et banques centrales | | | | | |
| Administrations centrales et banques centrales | 25 291 | 4 182 | 14 452 | 5 596 | 49 521 |
| Organisation internationales | | 495 | | | 495 |
| Banques multilatérales de développement | | | | | |
| Administrations régionales ou locales | 572 | 383 | | | 955 |
| Entités du secteur public | 1 136 | 443 | 20 | 3 | 1 602 |
| Sous total | 26 999 | 5 503 | 14 472 | 5 599 | 52 573 |
| Titrisation | 3 719 | 1 612 | 4 148 | 555 | 10 034 |
| Autres actifs | 4 013 | 458 | 575 | 211 | 5 257 |
| Action | 4 914 | 522 | 145 | 92 | 5 673 |
| Clientèle de détail | | | | | |
| Autres que PME | 1 025 | 5 | | 67 | 1 097 |
| PME | 2 378 | | | | 2 378 |
| Sous total | 3 403 | 5 | | 67 | 3 475 |
| Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier | 227 | | | 1 | 228 |
| Expositions sur des établissements et des entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court terme | 22 229 | 104 | 203 | 927 | 23 463 |
| Expositions en défaut | 161 | 68 | | 478 | 707 |
| Organisme de placement collectif | 75 | | | | 75 |
| Total 30/06/2016 | 150 611 | 61 212 | 49 166 | 36 369 | 297 358 |
| Total 31/12/2015 | 160 946 | 61 255 | 39 187 | 34 380 | 295 768 |

* Europe = Union Européenne + Europe (hors UE)

Note : la variation des expositions relatives à la France et à l'Amérique du Nord est à rapprocher de la hausse des placements auprès des banques centrales de ces zones.

Risques et adéquation des fonds propres

3

Risques de crédit et de contrepartie

TABLEAU 7 : EAD PAR CLASSE D'ACTIF ET PAR APPROCHE

Sont traités en approche standard les affiliés au Groupe BPCE (à compter du 30/06/2015), les filiales bancaires européennes, les expositions sur les dérivés listés, sur les impôts différés actif et sur la clientèle de détail.

(en millions d'euros)

| Catégorie d'exposition | Exposition | EAD | | | Total |
|---|----------------|----------------|----------------|-------------------|----------------|
| | | Approche IRB-A | Approche IRB-F | Approche Standard | |
| Entreprises | | | | | |
| Autres que PME et FS | 135 794 | 87 428 | 19 396 | 3 750 | 110 574 |
| Financements spécialisés (FS) | 20 475 | 18 446 | 8 | | 18 454 |
| PME | 3 671 | 2 766 | 450 | 300 | 3 516 |
| Sous total | 159 940 | 108 640 | 19 854 | 4 050 | 132 544 |
| Établissements | 66 306 | 27 467 | 913 | 34 948 | 63 328 |
| Administrations et banques centrales | | | | | |
| Administrations centrales et Banques centrales | 49 826 | 43 821 | 465 | 5 234 | 49 520 |
| Organisation internationales | 495 | | | 495 | 495 |
| Banques multilatérales de développement | | | | | |
| Administrations régionales ou locales | 960 | | | 956 | 956 |
| Entités du secteur public | 1 788 | | | 1 602 | 1 602 |
| Sous total | 53 069 | 43 821 | 465 | 8 287 | 52 573 |
| Titrisation | 10 148 | 9 417 | | 617 | 10 034 |
| Autres actifs | 5 257 | 912 | 22 | 4 323 | 5 257 |
| Actions | 5 679 | | 5 619 | 54 | 5 673 |
| Clientèle de détail | | | | | |
| Autres que PME | 13 644 | 216 | | 2 162 | 2 378 |
| PME | 1 179 | 553 | | 545 | 1 098 |
| Sous total | 14 823 | 769 | | 2 707 | 3 476 |
| Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier | | | | 228 | 228 |
| Expositions sur des établissements et des entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court terme | 24 233 | | | 23 463 | 23 463 |
| Expositions en défaut | 1 370 | | | 707 | 707 |
| Organisme de placement collectif | 75 | | | 75 | 75 |
| TOTAL 30/06/2016 | 340 900 | 191 026 | 26 873 | 79 459 | 297 358 |
| TOTAL 31/12/2015 | 339 812 | 166 982 | 24 900 | 103 886 | 295 768 |

Note : à compter du 30/06/2016, les banques multilatérales de développement sont traitées en approche interne et apparaissent dorénavant dans la catégorie « Établissements ». Auparavant, elles étaient traitées en approche standard et apparaissaient alors dans la catégorie éponyme.

Risques et adéquation des fonds propres

3

Risques de crédit et de contrepartie

TABLEAU 11 : EAD PAR CATEGORIE D'EXPOSITION ET PAR NOTE EN STANDARD

Sur les seules expositions en approche standard, hors titrisations, actions et autres actifs.

(en millions d'euros)

| Catégorie | Groupe de note | Exposition | | | EAD | RWA | Taux de pondération |
|---|----------------|----------------|---------------|-----------------|---------------|--------------|---------------------|
| | | Total | dont bilan | dont hors bilan | | | |
| Entreprise | | | | | | | |
| | A+ | 23 | | 23 | 22 | 11 | 50,0% |
| | A | 14 | 9 | 5 | 14 | 4 | 26,2% |
| | A- | 80 | 75 | 5 | 79 | 28 | 35,5% |
| | BBB+ | 3 | 3 | | 3 | 2 | 70,0% |
| | BBB | 7 | 7 | | 7 | 5 | 70,0% |
| Sous-total | | 127 | 94 | 33 | 125 | 50 | 40,0% |
| Administrations et banques centrales | | | | | | | |
| | AAA | 315 | 283 | 32 | 314 | 13 | 4,3% |
| | AA+ | 831 | 366 | 465 | 647 | 23 | 3,5% |
| | AA | 1 229 | 900 | 329 | 1 203 | 55 | 4,6% |
| | AA- | 327 | 5 | 322 | 327 | 61 | 18,5% |
| | A+ | 295 | 167 | 128 | 294 | 56 | 19,2% |
| | BBB+ | 7 | 7 | | 7 | 3 | 35,1% |
| | BBB- | 4 | 1 | 3 | 3 | 2 | 94,9% |
| Sous-total | | 3 008 | 1 729 | 1 279 | 2 795 | 213 | 7,6% |
| Établissements | | | | | | | |
| | AAA | 229 | 229 | | 229 | 66 | 28,9 % |
| | AA+ | 2 | 2 | | 2 | | 20,0% |
| | AA | 13 | 11 | 2 | 13 | 3 | 20,2% |
| | A+ | 41 | | 41 | 41 | 20 | 50,0% |
| | A | 15 | 7 | 8 | 16 | 6 | 36,6% |
| | BBB | 208 | 208 | | 208 | 8 | 3,7% |
| | BB | | | | | | 100,0% |
| Sous-total | | 508 | 457 | 51 | 509 | 103 | 20,3% |
| Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier | | | | | | | |
| | AA | 23 | 22 | 1 | 22 | 11 | 50,0% |
| Sous-total | | 23 | 22 | 1 | 22 | 11 | 50,0% |
| Expositions sur des établissements et des entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court terme | | | | | | | |
| | AA+ | 1 526 | 1 500 | 26 | 1 526 | 36 | 2,3% |
| | AA | 883 | 730 | 153 | 883 | 175 | 19,9% |
| | A | 19 | 18 | 1 | 18 | 2 | 9,0% |
| | BB+ | 39 | 39 | | 39 | 1 | 2,0% |
| | B+/CC | 2 | 2 | | 2 | 3 | 150,0 % |
| Sous-total | | 2 469 | 2 289 | 180 | 2 468 | 217 | 8,5% |
| Affiliés | | 44 961 | 39 995 | 4 966 | 43 640 | 0 | 0 % |
| Tiers génériques^(a) /non notés^(b) | | 37 412 | 11 654 | 25 758 | 24 906 | 7 010 | 28,1% |
| Total 30/06/2016 | | 88 508 | 56 240 | 32 268 | 74 465 | 7 604 | 10,2 % |
| Total 31/12/2015 | | 109 105 | 73 739 | 35 366 | 95 426 | 7 589 | 8,0 % |

(a) Tiers regroupés en classes homogènes de risque.

(b) Dont 13,8 milliards d'euros d'expositions face aux chambres de compensation (pondérées à 2%).

Risques et adéquation des fonds propres

3

Risques de crédit et de contrepartie

TABLEAU 12 : EAD PAR NOTE INTERNE (EQUIVALENT S&P)

Répartition des expositions en risque par note interne (équivalent S&P) pour les classes d'actifs traitées en méthode IRB après exclusion :

- des expositions sur actions (traitées en approche pondération simple) ;
- des encours traités en pools (créances achetées) et des tiers regroupés en classes homogènes de risque ;
- des positions de titrisation.

(Répartition en %)

| Grade | Note interne | 30/06/2016 | 31/12/2015 |
|-----------------------------|-----------------|----------------|----------------|
| Investment Grade | AAA | 0,5 % | 0,1 % |
| | AA+ | 18,3 % | 14,0 % |
| | AA | 2,6 % | 1,6 % |
| | AA- | 8,6 % | 7,6 % |
| | A+ | 6,1 % | 6,9 % |
| | A | 10,4 % | 11,8 % |
| | A- | 7,9 % | 8,2 % |
| | BBB+ | 7,4 % | 8,0 % |
| | BBB | 7,7 % | 8,5 % |
| | BBB- | 8,7 % | 8,8 % |
| Investment Grade | | 78,2 % | 75,5 % |
| Non Investment Grade | BB+ | 5,0 % | 5,4 % |
| | BB | 4,2 % | 4,7 % |
| | BB- | 3,9 % | 4,3 % |
| | B+ | 2,1 % | 2,7 % |
| | B | 1,0 % | 1,3 % |
| | B- | 0,4 % | 0,5 % |
| | CCC+ | 0,2 % | 0,2 % |
| | CCC | 0,3 % | 0,2 % |
| | CCC- | | |
| | CC | | |
| C | | | |
| Non Investment Grade | | 17,1 % | 19,3 % |
| Non noté | Non noté | 1,9 % | 2,4 % |
| Défaut | D | 2,8 % | 2,8 % |
| Total | | 100,0 % | 100,0 % |

Risques et adéquation des fonds propres

3

Risques de crédit et de contrepartie

TABLEAU 13 : EAD PAR CATEGORIE D'EXPOSITION ET PAR NOTE INTERNE

Sur les seules expositions en approche IRB-A, hors titrisations et autres actifs.

| (en millions d'euros) | | 30/06/2016 | | | | | 31/12/2015 | | |
|---|--|----------------|----------------|-----------------|----------------|---------------|---------------------|---------------|---------------------|
| Catégorie | Groupe de note | Exposition | dont bilan | dont hors bilan | EAD | RWA | Taux de pondération | RWA | Taux de pondération |
| Entreprises | | | | | | | | | |
| | AAA | 218 | 201 | 17 | 217 | 16 | 7,2 % | 2 | 9,0 % |
| | AA+ | 1 257 | 47 | 1 210 | 1 112 | 61 | 5,5 % | 37 | 4,5 % |
| | AA | 4 291 | 2 244 | 2 047 | 4 001 | 467 | 11,7 % | 191 | 9,6 % |
| | AA- | 6 443 | 3 724 | 2 719 | 5 727 | 523 | 9,1 % | 314 | 8,2 % |
| | A+ | 9 950 | 3 155 | 6 795 | 7 135 | 714 | 10,0 % | 739 | 10,5 % |
| | A | 12 525 | 2 633 | 9 892 | 8 845 | 1 140 | 12,9 % | 1 140 | 12,8 % |
| | A- | 13 399 | 3 557 | 9 842 | 9 783 | 2 229 | 22,8 % | 1 707 | 23,6 % |
| | BBB+ | 10 534 | 4 629 | 5 905 | 9 050 | 2 611 | 28,9 % | 2 696 | 30,2 % |
| | BBB | 15 409 | 7 084 | 8 325 | 12 616 | 3 902 | 30,9 % | 4 107 | 32,2 % |
| | BBB- | 18 059 | 8 187 | 9 872 | 13 830 | 5 597 | 40,5 % | 4 665 | 39,9 % |
| | BB+ | 10 295 | 5 272 | 5 023 | 8 581 | 4 444 | 51,8 % | 3 945 | 48,7 % |
| | BB | 8 378 | 5 514 | 2 864 | 7 257 | 4 111 | 56,6 % | 3 862 | 54,4 % |
| | BB- | 7 874 | 4 306 | 3 568 | 6 232 | 3 832 | 61,5 % | 3 328 | 55,8 % |
| | B+/CC | 7 969 | 5 026 | 2 943 | 6 835 | 5 290 | 77,4 % | 5 042 | 70,6 % |
| | C | 102 | 46 | 56 | 86 | 114 | 133,3 % | 106 | 151,4 % |
| | D | 5 075 | 4 271 | 804 | 4 903 | 3 330 | 67,9 % | 1 994 | 45,4 % |
| | Sous-total | 131 778 | 59 896 | 71 882 | 106 210 | 38 381 | 36,1 % | 33 875 | 35,3 % |
| Administrations et Banques centrales | | | | | | | | | |
| | AAA | | | | | | | | |
| | AA+ | 31 649 | 27 579 | 4 070 | 31 649 | | | | |
| | AA- | 8 129 | 6 449 | 1 680 | 7 968 | | | | |
| | A | 2 556 | 1 008 | 1 548 | 2 503 | 59 | 2,3 % | 59 | 2,0 % |
| | BBB+ | 1 404 | 1 055 | 349 | 1 352 | 155 | 11,4 % | 125 | 9,0 % |
| | BBB- | 156 | 139 | 17 | 156 | 63 | 40,4 % | 40 | 21,2 % |
| | BB | 31 | 7 | 24 | 30 | 12 | 41,1 % | 9 | 47,5 % |
| | BB- | 117 | 68 | 49 | 103 | 148 | 143,2 % | 233 | 63,1 % |
| | B+/CC | 9 | 9 | | 9 | 40 | 465,9 % | 48 | 453,1 % |
| | D | 50 | 50 | | 50 | | | | |
| | Sous-total | 44 101 | 36 364 | 7 737 | 43 820 | 477 | 1,1 % | 514 | 1,5 % |
| Établissements | | | | | | | | | |
| | AAA | 579 | 348 | 231 | 574 | 23 | 4,0 % | 4 | 3,4 % |
| | AA+ | 1 888 | 252 | 1 636 | 1 888 | 71 | 3,8 % | 2 | 4,1 % |
| | AA | 644 | 326 | 318 | 644 | 49 | 7,7 % | 60 | 12,7 % |
| | AA- | 2 385 | 1 082 | 1 303 | 2 356 | 112 | 4,7 % | 87 | 4,5 % |
| | A+ | 4 411 | 1 225 | 3 186 | 3 474 | 199 | 5,7 % | 197 | 5,3 % |
| | A | 8 255 | 3 049 | 5 206 | 8 007 | 727 | 9,1 % | 651 | 8,9 % |
| | A- | 3 354 | 532 | 2 822 | 3 299 | 535 | 16,2 % | 707 | 15,5 % |
| | BBB+ | 3 162 | 1 032 | 2 130 | 3 129 | 981 | 31,4 % | 762 | 30,6 % |
| | BBB | 1 671 | 956 | 715 | 1 584 | 865 | 54,6 % | 616 | 50,1 % |
| | BBB- | 1 845 | 612 | 1 233 | 1 222 | 686 | 56,1 % | 569 | 56,3 % |
| | BB+ | 363 | 196 | 167 | 312 | 448 | 143,7 % | 472 | 117,8 % |
| | BB | 174 | 98 | 76 | 143 | 209 | 145,8 % | 154 | 132,9 % |
| | BB- | 71 | 41 | 30 | 64 | 141 | 218,6 % | 118 | 222,2 % |
| | B+/CC | 357 | 78 | 279 | 174 | 431 | 247,2 % | 282 | 249,4 % |
| | D | 59 | 59 | | 59 | | | | |
| | Sous-total | 29 218 | 9 886 | 19 332 | 26 929 | 5 477 | 20,3 % | 4 681 | 19,8 % |
| | Tiers génériques^(a) et non notés | 4 133 | 1 710 | 2 423 | 3 215 | 2 709 | 84,3 % | 4 497 | 116,5 % |
| | Total | 209 230 | 107 856 | 101 374 | 180 174 | 47 044 | 26,1 % | 43 567 | 27,7 % |

(a) Tiers regroupés en classes homogènes de risque.

Risques et adéquation des fonds propres

3

Risques de crédit et de contrepartie

(en millions d'euros)

| Catégorie | Groupe de note | 30/06/2016 | | | | | 31/12/2015 | | |
|----------------------------|----------------|------------|------------|-----------------|------------|------------|---------------------|------------|---------------------|
| | | Exposition | dont bilan | dont hors bilan | EAD | RWA | Taux de pondération | RWA | Taux de pondération |
| Clientèle de détail | | | | | | | | | |
| | BBB | 74 | 74 | | 74 | 8 | 10,5 % | 8 | 11,3 % |
| | BBB- | 80 | 79 | 1 | 80 | 12 | 15,0 % | 11 | 15,9 % |
| | BB+ | 79 | 79 | | 79 | 16 | 20,8 % | 16 | 21,4 % |
| | BB | 66 | 65 | 1 | 66 | 17 | 25,4 % | 14 | 25,0 % |
| | BB- | 48 | 43 | 5 | 48 | 17 | 34,6 % | 12 | 33,2 % |
| | B+/CC | 121 | 110 | 11 | 121 | 45 | 37,0 % | 37 | 36,6 % |
| | C | 6 | 6 | | 6 | 3 | 41,6 % | 2 | 35,4 % |
| | D | 48 | 48 | | 48 | | | | |
| Total | | 522 | 504 | 18 | 522 | 118 | 22,6% | 100 | 21,7 % |

Risques et adéquation des fonds propres

3

Risques de crédit et de contrepartie

TABLEAU 15 : ÉCART ENTRE LES PROVISIONS ET LES PERTES ATTENDUES (EL)

Sur les expositions traitées en approche interne (IRB) et après exclusion des classes baloises actions, titrisations et autres actifs.

(en millions d'euros)

| Catégorie d'exposition | 30/06/2016 | | | 31/12/2015 | | |
|------------------------|--------------|--------------|------------|--------------|--------------|-----------|
| | Provisions | EL | Écart | Provisions | EL | Écart |
| Douteux | | | | | | |
| Souverain | 49 | 49 | | 55 | 55 | |
| Banque | 53 | 59 | - 6 | 61 | 67 | - 6 |
| Entreprise | 2 246 | 2 195 | 51 | 2 161 | 2 160 | 1 |
| Clientèle de détail | 118 | 63 | 55 | 120 | 69 | 51 |
| Sous total | 2 466 | 2 366 | 100 | 2 397 | 2 351 | 46 |
| Sains | | | | | | |
| Souverain | 3 | 3 | | 5 | 5 | |
| Banque | 6 | 20 | - 14 | 5 | 21 | - 16 |
| Entreprise | 334 | 285 | 49 | 299 | 262 | 37 |
| Clientèle de détail | 1 | 9 | - 8 | 1 | 10 | - 9 |
| Sous total | 344 | 317 | 27 | 310 | 298 | 12 |
| Total | 2 810 | 2 683 | 127 | 2 707 | 2 649 | 58 |

Risques et adéquation des fonds propres

3

Risques de crédit et de contrepartie

TABLEAU 22 : EAD SUR LES DERIVES ET PENSIONS

(en millions d'euros)

| Type d'exposition | Catégorie d'exposition | EAD | |
|-------------------|---|---------------|---------------|
| | | 30/06/2016 | 31/12/2015 |
| Dérivés | | | |
| | Administrations et Banques centrales | 3 869 | 2 421 |
| | Administrations centrales ou banques centrales | 2 738 | 1 034 |
| | Administrations régionales ou locales | 533 | 525 |
| | Entités du secteur public | 597 | 126 |
| | Organisations internationales | 1 | 1 |
| | Banques multilatérales de développement | 0 | 735 |
| | Clientèle de détail | 2 | 0 |
| | PME | 2 | 0 |
| | Entreprises | 10 832 | 10 129 |
| | Autres que PME et FS | 9 095 | 8 938 |
| | Financements spécialisés (FS) | 1 709 | 1 170 |
| | PME | 28 | 21 |
| | Établissements | 19 676 | 21 733 |
| | Expositions en défaut (Standard) | 271 | 284 |
| | Expositions sur des établissements et des entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court terme | 84 | 92 |
| | Titrisation | 725 | 596 |
| Sous total | | 35 459 | 35 255 |
| Pensions | | | |
| | Administrations et Banques centrales | 4 097 | 2 571 |
| | Administrations centrales ou les banques centrales | 3 931 | 2 523 |
| | Organisations internationales | 0 | 1 |
| | Entités du secteur public | 166 | 0 |
| | Banques multilatérales de développement | 0 | 47 |
| | Entreprises | 8 259 | 5 990 |
| | Autres que PME et FS | 8 259 | 5 990 |
| | Établissements | 10 275 | 10 692 |
| | Expositions sur des établissements et des entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court terme | 470 | 1 133 |
| Sous total | | 23 101 | 20 386 |
| TOTAL | | 58 560 | 55 641 |

3.4.10 Exposition sur actions du portefeuille bancaire

TABLEAU 24 : EAD PAR TYPE ET NATURE D'EXPOSITION (HORS FRANCHISES)

Les participations dans les sociétés d'assurance sont incluses dans les EAD car elles sont pondérées en RWA.

(en millions euros)

| Type et Nature d'exposition | EAD | | | Total 30/06/2016 | Total 31/12/2015 |
|---|--------------|------------|----------------|------------------|------------------|
| | Action | OPCVM | Participations | | |
| Capital investissement détenu dans des portefeuilles suffisamment diversifiés | 1 079 | | 2 | 1 081 | 1 115 |
| Autres expositions sur actions | 319 | 23 | 2 113 | 2 455 | 2 453 |
| Actions cotées | 47 | 464 | 591 | 1 102 | 983 |
| Actions en standard | 17 | 15 | 22 | 54 | 87 |
| Total | 1 462 | 502 | 2 728 | 4 692 | 4 638 |

Risques et adéquation des fonds propres

3

Risques de crédit et de contrepartie

TABLEAU 25 : RWA PAR PONDERATION (HORS FRANCHISES)

(en millions euros)

| Type d'exposition | RWA | | Total 30/06/2016 | Total 31/12/2015 |
|---|---------------|-------------------|------------------|------------------|
| | Approche IRB | Approche standard | | |
| Capital investissement détenu dans des portefeuilles suffisamment diversifiés | 2 053 | | 2 053 | 2 119 |
| Autres expositions sur actions | 9 084 | | 9 084 | 9 076 |
| Actions cotées | 3 196 | | 3 196 | 2 849 |
| Actions en standard | | 54 | 54 | 87 |
| Total | 14 333 | 54 | 14 387 | 14 131 |

3.5 Titrisation

TABLEAU 31 : EAD SELON LE ROLE JOUE PAR NATIXIS

Positions de titrisation du portefeuille bancaire

Le risque de contrepartie est intégré dans ces positions.

| (en millions d'euros) | EAD | RWA | EFP |
|-------------------------|---------------|--------------|------------|
| Investisseur | 2 593 | 831 | 66 |
| Bilan | 1 717 | 694 | 55 |
| Hors Bilan | 876 | 137 | 11 |
| Originateur | 1 901 | 194 | 16 |
| Bilan | 1 901 | 194 | 16 |
| Sponsor | 5 540 | 730 | 58 |
| Bilan | 2 210 | 195 | 15 |
| Hors Bilan | 3 330 | 535 | 43 |
| Total 30/06/2016 | 10 034 | 1 755 | 140 |
| Total 31/12/2015 | 8 439 | 1 213 | 97 |

Positions de titrisation du portefeuille de négociation

| (en millions d'euros) | EAD | RWA | EFP |
|-------------------------|------------|------------|-----------|
| Investisseur | 242 | 97 | 8 |
| Sponsor | 36 | 4 | 0 |
| Total 30/06/2016 | 278 | 101 | 8 |
| Total 31/12/2015 | 516 | 129 | 11 |

Note : Natixis agit en tant que sponsor dans des opérations de titrisation de type ABCP, auprès de trois véhicules dénommés Versailles, Bleachers et Magenta.

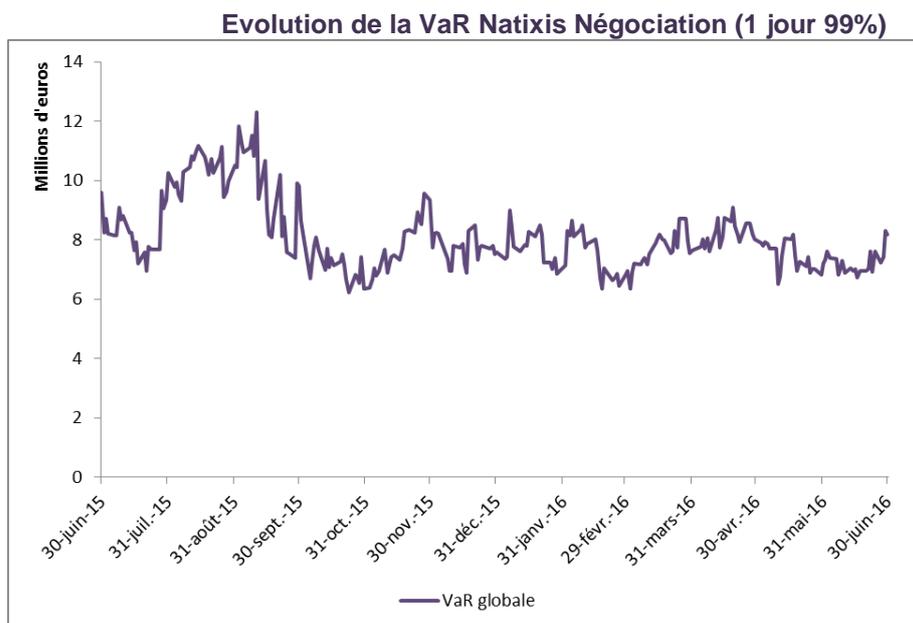
3.6 Risques de marché

DONNEES QUANTITATIVES DE MESURE DES RISQUES DE MARCHE

Évolution de la VaR sur le périmètre de Natixis

Le niveau de VaR des portefeuilles de négociation de Natixis s'est établi en moyenne à 8,1 millions d'euros sur un an glissant, avec un maximum constaté de 12,3 millions d'euros le 10 septembre 2015, un minimum de 6,2 millions d'euros le 23 octobre 2015 et une valeur de 8,2 millions d'euros au 30 juin 2016.

VaR GLOBALE NATIXIS – PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION (VAR 99 % 1 JOUR)



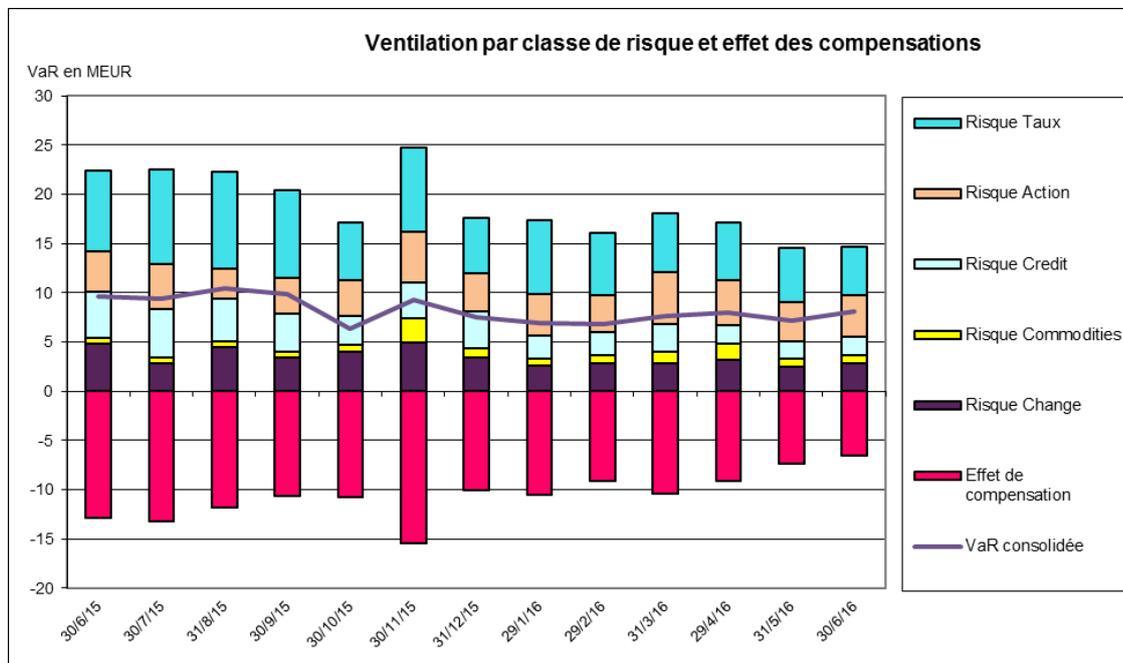
Ventilation de la VaR globale négociation par périmètre

Le tableau suivant présente les chiffres de VaR :

| <i>en millions d'euros</i> | | Limite | VaR au 30/06/2016 |
|--------------------------------------|-----------|--------|-------------------|
| Périmètre Natixis Negociation | | | |
| NATIXIS | 25 | | 8,2 |
| BGC | 25 | | 8,2 |
| Dont | | | |
| Activités en extinction | 6 | | 2,2 |
| Solutions de Marché | 18 | | 8,6 |
| Equity Markets | 10 | | 4,6 |
| Fixed Income | 16 | | 5,7 |
| Commodities | 2,5 | | 0,8 |

Ventilation de la VaR globale négociation par classe de risque

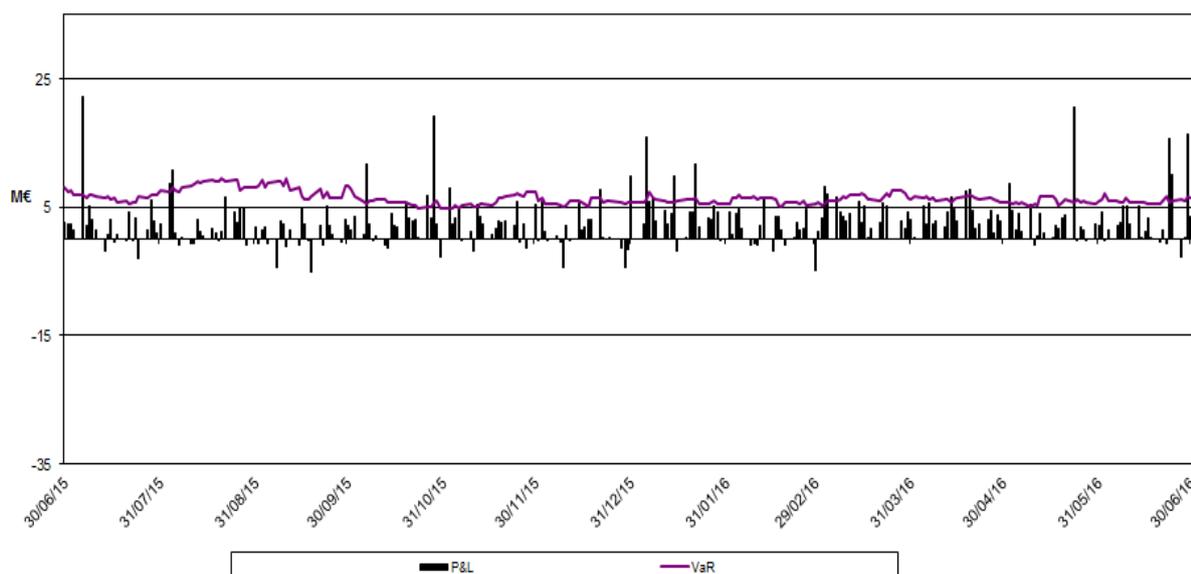
Le tableau suivant présente les chiffres de VaR par classes de risques, et les effets des compensations entre classes de risques :



Backtesting de Natixis sur le périmètre réglementaire

Le graphique présenté ci-dessous rend compte du backtesting (comparaison a posteriori du potentiel de perte, tel que calculé ex ante par la VaR, avec les réalisations effectivement constatées en résultat) sur le périmètre réglementaire, et permet de vérifier la robustesse de l'indicateur de VaR :

Backtesting Natixis Périmètre Réglementaire



Sur un an glissant, le backtesting réglementaire de Natixis ne présente pas d'exception.

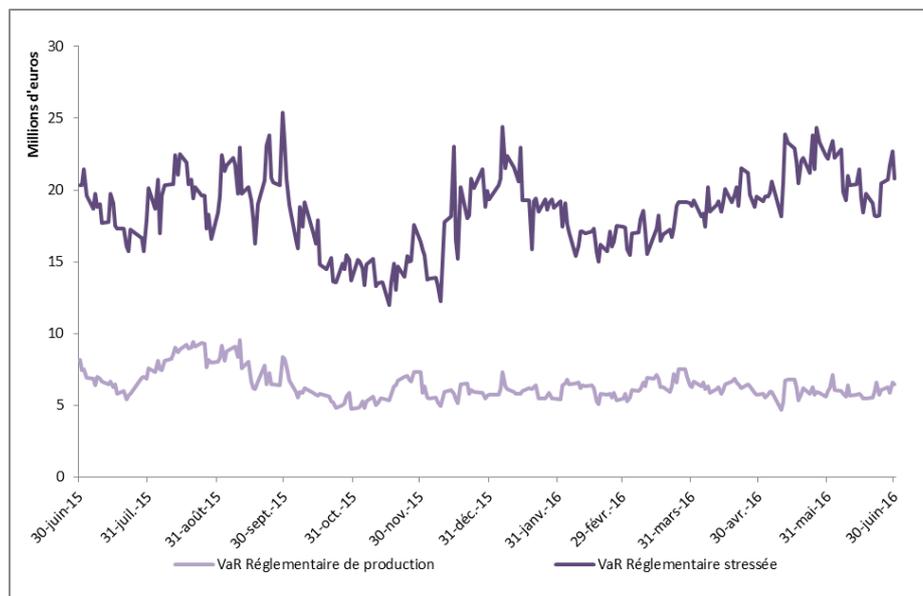
Risques et adéquation des fonds propres

Risques de marché

VAR STRESSÉE DE NATIXIS (PÉRIMÈTRE RÉGLEMENTAIRE)

Le niveau de VaR réglementaire Stressée s'est établi en moyenne à 18,6 millions d'euros sur un an glissant, avec un maximum constaté de 25,4 millions d'euros le 29 septembre 2015, un minimum de 11,9 millions d'euros le 16 novembre 2015 et une valeur de 20,8 millions d'euros au 30 juin 2016.

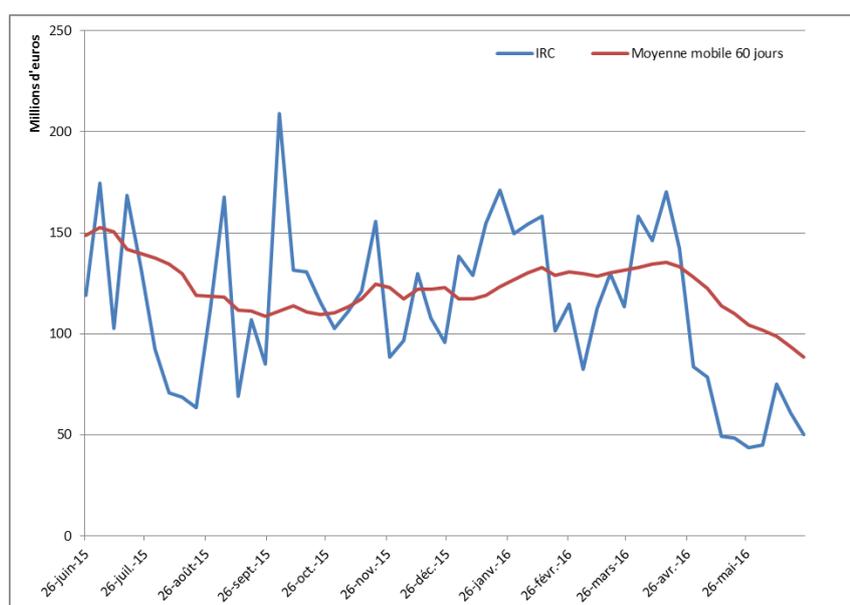
Évolution de la VaR Réglementaire de production et stressée :



INDICATEUR IRC

Le niveau d'IRC de Natixis s'est établi en moyenne à 113 millions d'euros, avec un maximum constaté de 209 millions d'euros le 2 octobre 2015, un minimum de 43,8 millions d'euros le 27 mai 2016 et une valeur de 50 millions d'euros au 24 juin 2016.

Cet indicateur porte sur le périmètre réglementaire :



Résultats des stress tests sur le périmètre de Natixis

Les niveaux de stress tests globaux affichent une moyenne de 15,8 millions d'euros au 30 juin 2016. Le stress test historique reproduisant la crise des souverains de 2011 conduit à la perte maximale (- 49 millions d'euros au 30 juin 2016).

STRESS TESTS GLOBAUX AU 30 JUIN 2016

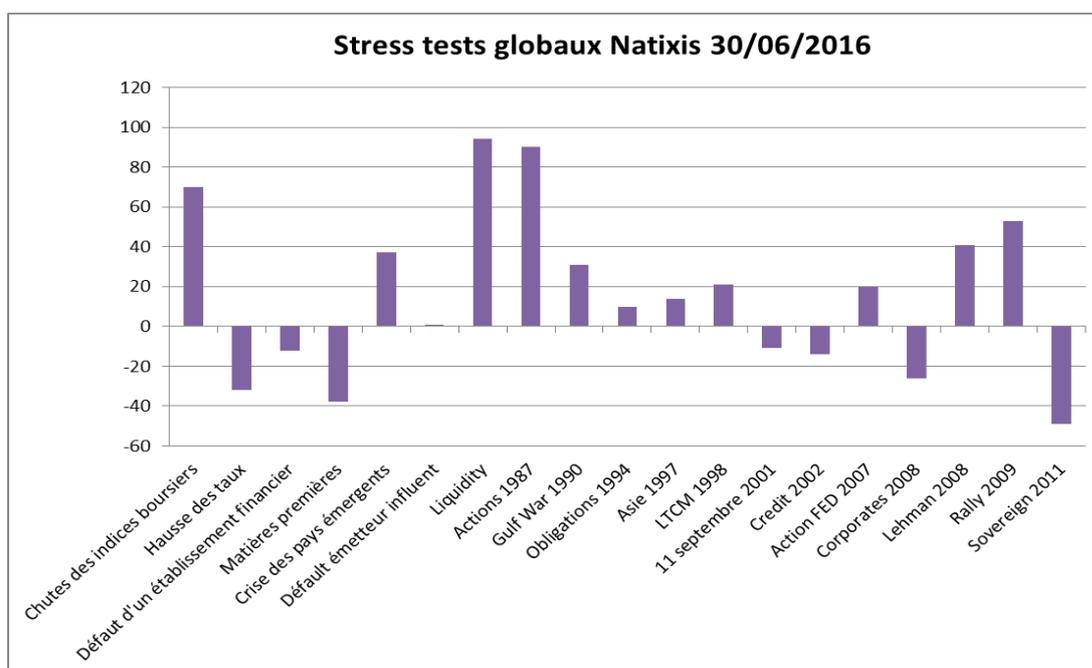


TABLEAU 36 : EFP AU TITRE DES RISQUES DE MARCHE

Les exigences en fonds propres au 30 juin 2016 sont les suivantes :

| Nature de risque | Type de risque | | | Total 30/06/2016 | Total 31/12/2015 |
|-----------------------|----------------|------------|-----------|---------------------|---------------------|
| | Général | Spécifique | Optionnel | | |
| Standard | 295 | 69 | 52 | 416 | 430 |
| Taux | 46 | 41 | 26 | 113 | 101 |
| Matières premières | 49 | | 2 | 51 | 89 |
| Action | 7 | 20 | 3 | 30 | 23 |
| Change | 193 | | 21 | 214 | 207 |
| Titrisation | | 8 | | 8 | 10 |
| Modèle interne | | | | 538 | 549 |
| VaR | | | | 98 | 93 |
| SVaR | | | | 332 | 254 |
| IRC | | | | 108 | 202 |
| Sous total | | | | 954 | 979 |
| Règlement-livraison | | | 4 | 4 | 2 |
| CVA | | | | 299 | 374 |
| Total | | | | 1 257 | 1 355 |

3.8 Risques de taux d'intérêt global, de liquidité, de change structurel

3.8.2 Le risque de taux d'intérêt global

Le risque de taux d'intérêt global reste un risque modéré pour Natixis eu égard à l'encours des positions gérées.

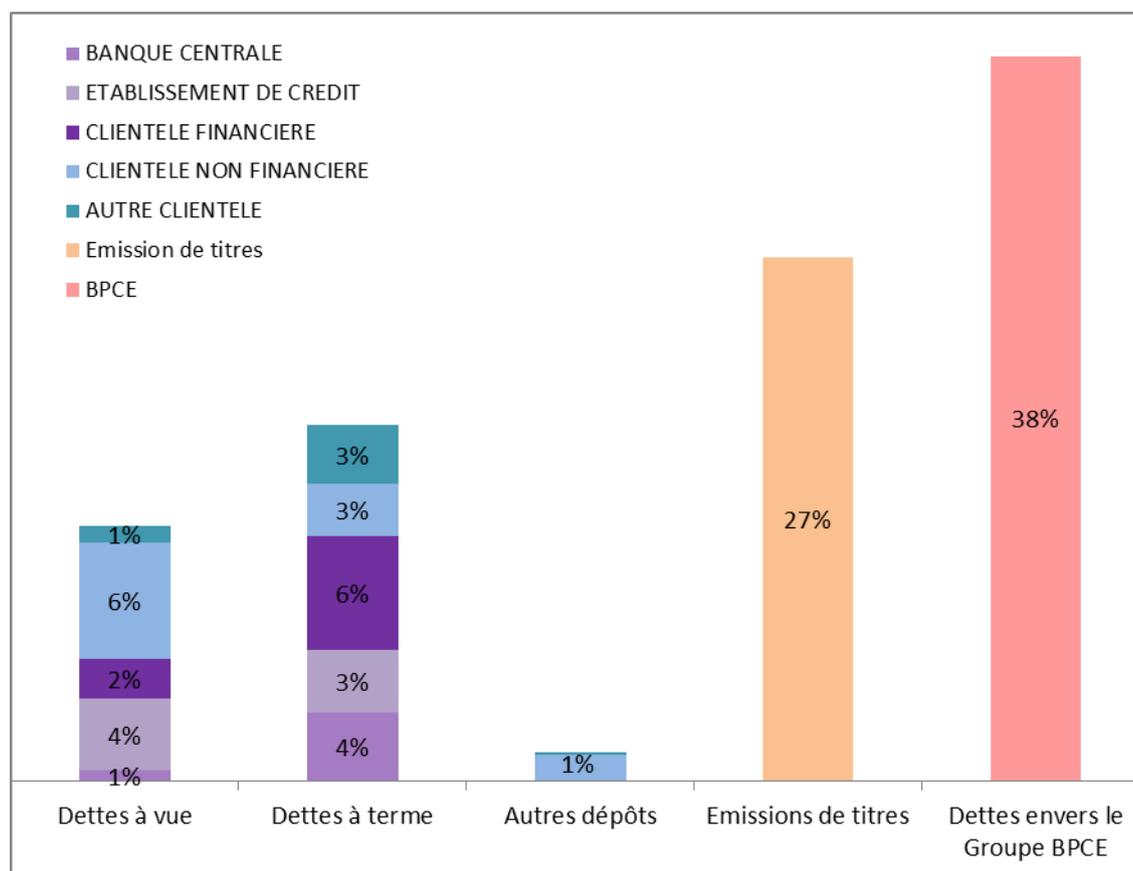
Le choc normatif de « Bâle 2 » (+ 200 pb de variation instantanée des courbes des taux) au 30 juin 2016 conduirait à une variation de la valeur économique des portefeuilles inclus dans le périmètre de ce choc d'un montant de + 209 millions d'euros.

3.8.4 Risque de liquidité et stratégie de refinancement

3.8.4.3 Stratégie de refinancement

(Mise à jour des pages 172-173 du Document de référence 2015)

- **POIDS DES SOURCES DE REFINANCEMENT « BRUTES » DISPONIBLES DANS LE BILAN DE LA BANQUE, PAR GRANDE FAMILLE DE SUPPORTS ET/OU PAR NATURE DE CLIENTELE AU 30 JUIN 2016**

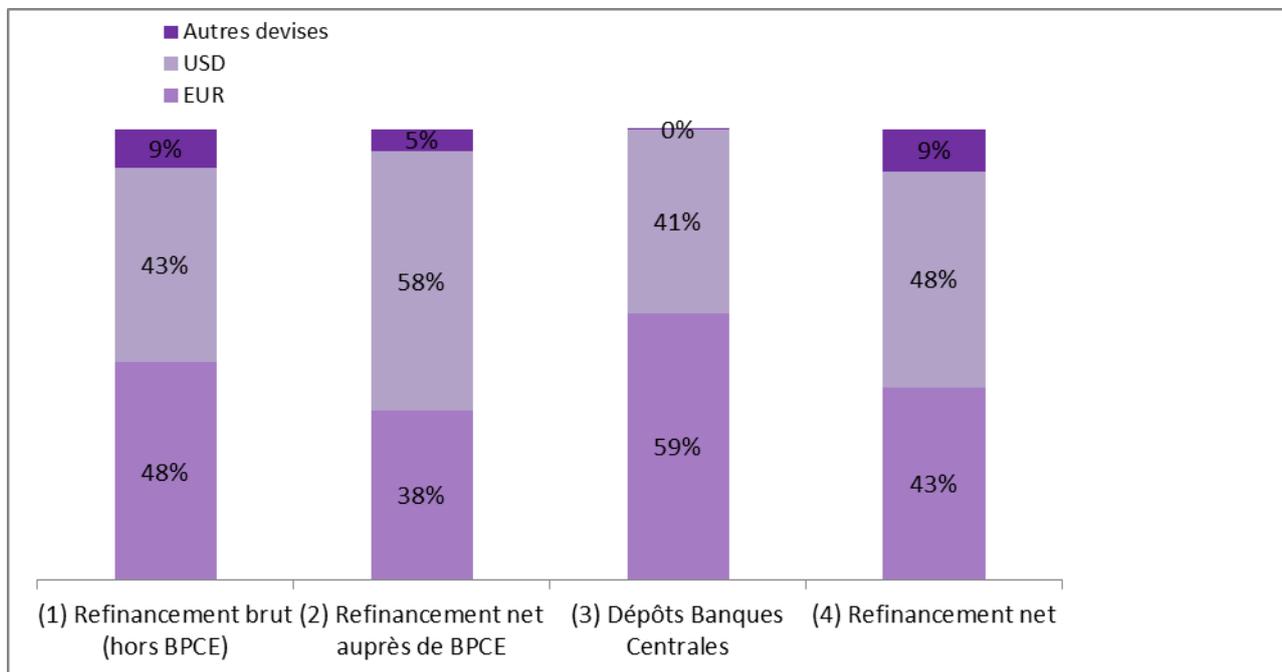


Risques et adéquation des fonds propres

3

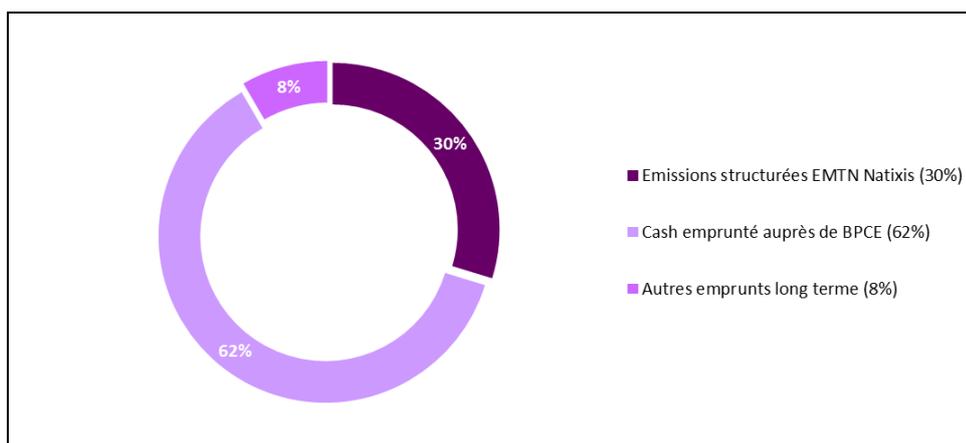
Risques de taux d'intérêt global, de liquidité, de change structurel

REPARTITION PAR DEVISE DE LA STRUCTURE DU REFINANCEMENT - A CHANGE COURANT - 30/06/2016



Environ 3/4 du programme annuel de refinancement moyen long terme était réalisé au premier semestre 2016.

REPARTITION INDICATIVE DE LA REALISATION DU PROGRAMME DE REFINANCEMENT MOYEN LONG TERME AU 30/06/2016



3.8.5 Pilotage du ratio de levier

(Mise à jour de la page 174 du Document de référence 2015)

Natixis a réduit son bilan de 100 milliards d'euros à change constant au cours de l'année 2015 et atteint son objectif de ratio de levier supérieur à 4 % fin 2015, ainsi que sur les deux premiers trimestres de 2016.

3.8.6 Autres informations

3.8.6.1 Rating Triggers

(Mise à jour de la page 176 du Document de référence 2015)

Couverts dans le cadre de la gestion du LCR, ces montants étaient évalués à environ 3,4 milliards en contre-valeur euro au 30/06/2016, contre environ 3,5 milliards au 31/12/2015.

3.9 Risques de non-conformité et de réputation, et risques juridiques

3.9.2 Risques juridiques

3.9.2.1 Procédures judiciaires et d'arbitrage

Les litiges Jerry Jones et autres c/Harris Associates LP et Commune de Sanary-sur-Mer ont été indiqués comme clos dans le document de référence 2015 et ne figureront plus dans le document de référence 2016.

Les litiges suivants font l'objet d'une actualisation par rapport au document de référence 2015 :

Natixis Asset Management (ex-CDC Gestion) – Participation des salariés

En 2012, Natixis Asset Management a été assignée devant le tribunal de grande instance de Paris par 187 personnes ayant été salariées de la société CDC Gestion (aujourd'hui dénommée Natixis Asset Management). L'objet de cette assignation est de faire reconnaître leurs droits au régime de participation de droit commun pour les exercices sociaux de 1989 à 2001.

Suite à la question prioritaire de constitutionnalité administrative posée par Natixis Asset Management sur l'interprétation d'un article du Code du travail, le Conseil constitutionnel a, le 1er août 2013, déclaré contraire à la Constitution le premier alinéa de l'article L. 442-9 du Code du travail dans sa rédaction antérieure à la loi n°2004-1484 du 30 décembre 2005, et considéré que les salariés des entreprises dont le capital est majoritairement détenu par des personnes publiques ne peuvent demander qu'un dispositif de participation leur soit applicable au titre de la période pendant laquelle les dispositions déclarées inconstitutionnelles étaient en vigueur. La procédure suit son cours devant le tribunal de grande instance de Paris.

En septembre 2014, le tribunal de grande instance de Paris a rendu un jugement en faveur de Natixis Asset Management et a débouté les salariés en totalité de leurs demandes. Ces derniers ont interjeté appel de ce jugement devant la Cour d'appel de Paris. La Cour d'appel a confirmé le jugement le 9 mai 2016 et a rejeté l'appel des demandeurs.

SEEM

Natixis a reçu en janvier 2013 une assignation en intervention forcée à la demande de la société SEEM. Cette dernière cherche à obtenir la condamnation solidaire de Natixis avec notamment la société Cube Energy SCA au versement d'un montant global d'environ 30 millions d'euros, en alléguant un manquement par Cube Energy SCA à son obligation de loyauté envers son associée la société SEEM. Natixis a une appréciation positive de cette affaire en ce qui la concerne elle et les sociétés de son groupe.

3.10 Autres risques

3.10.1 Risques liés aux activités d'assurance

NATIXIS ASSURANCES

Natixis Assurances constitue le pôle assurances de Natixis et est organisé autour de deux métiers :

- Le métier assurances de personnes, orienté sur le développement de portefeuilles d'assurance vie et de capitalisation à vocation d'épargne ou de retraite, ainsi que de portefeuilles de prévoyance ;
- Le métier assurances non vie, orienté sur le développement de portefeuilles d'assurance Auto, MRH, Accidents de la vie, protection juridique, santé et diverses garanties dommages.

Étant donné la prépondérance de l'activité d'Épargne, le risque majeur de Natixis Assurances correspond au risque de marché. La compagnie est par ailleurs exposée aux risques de souscription (vie et non vie), ainsi qu'au risque de contrepartie.

Risque de marché

Le risque de marché est principalement supporté par la filiale BPCE Vie à travers les actifs financiers en face de ses engagements à capital et taux garantis (contrats en Euros, 35 milliards d'euros en valeur bilan sur le fond général). La société est confrontée aux risques de dépréciation de ses actifs (baisse des marchés actions, immobilier, hausse des spread, hausse des taux), ainsi qu'au risque de baisse des taux générant une insuffisance de rendement pour faire face aux capital et taux garantis.

Au mois de juin 2016, le contexte de taux particulièrement bas accentue le coût des options et des garanties des contrats en Euros pour Natixis Assurances. La gestion de ce risque consiste en la diversification des sources de rendement, notamment via les investissements dans de nouvelles classes d'actifs (financement de l'économie, actions low vol,...) cadrée par une allocation stratégique définie annuellement tenant compte des contraintes réglementaires, des engagements envers les assurés et des exigences commerciales.

Risque de souscription vie

Le principal risque de souscription vie est lié à l'activité d'Épargne. En situation de taux particulièrement bas, le risque majeur correspond au risque de baisse des rachats et/ou de trop fortes collectes sur le support en Euros : les réinvestissements obligatoires diluant le rendement du fond général. Des actions ont été mises en place pour prioriser la collecte en Unités de compte : création de produits favorisant les Unités de compte, campagnes communication orientées sur les Unités de compte, campagne communication envers les clients et le réseau, ...

Risque de souscription non vie

Le risque de souscription non vie de Natixis Assurances est principalement porté par la filiale BPCE Assurances :

- **Risque de prime** : afin de s'assurer que les primes payées par les assurés correspondent bien au risque transféré, BPCE Assurances a mis en place une politique de surveillance de son portefeuille basée sur l'attribution d'un score pour chaque contrat à partir des événements passés sur un historique de trois ans. Sont pris en compte notamment la nature des sinistres, leur nombre, leur coût et d'autres variables spécifiques à l'activité concernée (taux de responsabilité et niveau de bonus/malus par exemple en assurance automobile).

Cette politique de surveillance contribue également à identifier les risques potentiels de survenance de sinistres graves et participe ainsi à la mise en place des couvertures de réassurance adéquates;

- **Risque de sinistre** : lors de chaque inventaire est effectuée une évaluation actuarielle des provisions pour sinistres à payer à partir de méthodes largement reconnues par la profession et exigées par le régulateur.
- **Risque catastrophe** : le risque catastrophe se définit par l'exposition à un événement de forte ampleur générant une multitude de sinistres (tempête, risque de responsabilité civile...). Ce risque fait donc l'objet de couvertures en réassurance, soit provenant de l'État dans le cadre, par exemple, de catastrophes naturelles ou d'attentats, soit auprès des réassureurs privés notamment dans le cadre des tempêtes ou de sinistres responsabilités civiles ou encore auprès de pools de réassurance.

Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie de Natixis Assurances porte principalement sur les contreparties de réassurance. La sélection des réassureurs est l'élément clé de la gestion de ce risque :

- Les réassureurs avec lesquels traitent Natixis Assurances ont en pratique une notation financière, par l'une au moins des trois agences de notation reconnues au niveau international, égale ou supérieure à A- en équivalent Standard & Poor's.
- La multiplicité des réassureurs est favorisée dans une optique de diversification de la contrepartie à fins de dilution du risque.

COFACE

De par ses activités, Coface est exposé à deux types de risques principaux. Le premier est le risque technique qui est le risque de pertes générées par le portefeuille de polices d'assurance de Coface. Le second est le risque financier qui est le risque de pertes en raison de variations défavorables des taux d'intérêt, des taux de change ou de la valeur de marché des titres ou des placements immobiliers. Coface a mis en place des outils appropriés destinés à contrôler ces risques afin qu'ils restent dans des limites prudentes.

Compte tenu de la cotation en bourse de Coface, les principaux facteurs de risques et incertitudes auxquels Coface est confronté sont décrits de façon détaillée dans le paragraphe 2.4 « Rapport du président sur le gouvernement d'entreprise, les procédures de contrôle interne et de gestion des risques » et dans le chapitre 5 « Principaux facteurs de risque et leur gestion au sein du Groupe » du document de référence du Groupe Coface, déposé auprès de l'AMF le 13 avril 2016 sous le numéro R.16-020.

Au cours du 1er semestre 2016, Coface a fait face à une hausse des risques plus forte qu'anticipée sur les pays émergents. Dans ce contexte, et selon les principes de gestion décrits aux paragraphes susmentionnés, le Groupe a d'ores et déjà pris des mesures fortes d'ajustement de la politique de gestion des risques sur ces régions et continue de renforcer ses équipes en conséquence.

CEGC

La Compagnie Européenne de Garanties et Cautions étant la plateforme multi-métiers cautions et garanties du Groupe, ses principaux risques portent sur le risque de souscription, le risque de marché, le risque de défaut des réassureurs et le risque opérationnel.

Risque de souscription

Le risque de souscription est le risque principal porté par la Compagnie. Il s'agit essentiellement d'un risque de contrepartie : les engagements donnés par la Compagnie aux bénéficiaires des cautions se traduisent par une exposition directe sur les souscripteurs.

Les engagements réglementés inscrits au passif du bilan s'élèvent à plus de 1,5 milliard d'euros au 30 juin 2016 (+ 5 % par rapport à fin 2015). Cette croissance s'inscrit dans la continuité de l'exercice 2015, soutenue principalement par l'activité de cautions de prêts immobiliers aux particuliers.

MONTANT DES ENGAGEMENTS REGLEMENTES DE CEGC (EN MILLIONS D'EUROS)

| Marchés de CEGC | Juin 2016 | Évolution juin 2016 par rapport à décembre 2015 |
|---|--------------|---|
| Particuliers | 1 333 | 4% |
| Constructeurs de maisons individuelles | 14 | 0% |
| Administrateurs de biens – Agents immobiliers | 14 | 100% |
| Entreprises | 18 | 6% |
| Promotion Immobilière | 19 | 46% |
| Professionnels | 63 | 7% |
| Économie Sociale – Logement Social | 31 | 11% |
| Activités en run-off gérées en extinction | 10 | - 9% |
| TOTAL | 1 501 | 5% |

La forte évolution des engagements réglementés des garanties aux administrateurs de biens est due au renouvellement en 2016 des garanties annuelles échues au 31/12/2015.

Risque de marché

CEGC détient un portefeuille de placements de près de 1,53 milliard d'euros en valeur bilan au 30 juin 2016. Ce portefeuille est en légère augmentation (+4 % depuis fin 2015). Le risque de marché issu du portefeuille de placements est limité par les choix d'investissements de la Compagnie. Les limites de risque de la compagnie sont reprises dans le mandat de gestion établi avec Natixis Asset Management. Encaissant les primes de cautions lors de l'engagement, CEGC n'a pas de besoin de refinancement. CEGC ne supporte pas non plus de risque de transformation : le portefeuille de placements est intégralement adossé à des fonds propres et à des provisions techniques.

La poche Actions a nettement diminué depuis fin 2015 car CEGC a procédé à une désensibilisation de son exposition actions afin d'éviter un éventuel impact de la chute des cours en cas de sortie de la Grande Bretagne de l'UE.

| (en millions d'euros) | 30/06/2016 | | | 31/12/2015 | | |
|-----------------------|---------------------------------|-------------|------------------|---------------------------------|-------------|------------------|
| | Valeur Bilan brute de provision | en % | Valeur de marché | Valeur Bilan brute de provision | en % | Valeur de marché |
| Actions | 76 | 5,0% | 88 | 131 | 8,9% | 154 |
| Obligations | 1 171 | 76,8% | 1 337 | 1 081 | 73,6% | 1 183 |
| Diversifié | 88 | 5,8% | 91 | 110 | 7,5% | 117 |
| Liquidités | 100 | 6,6% | 100 | 54 | 3,7% | 54 |
| Immobilier | 70 | 4,6% | 92 | 71 | 4,8% | 93 |
| FCPR | 19 | 1,2% | 23 | 20 | 1,4% | 23 |
| Autres | 1 | 0,1% | 1 | 1 | 0,1% | 1 |
| TOTAL | 1 525 | 100% | 1 731 | 1 470 | 100% | 1 626 |

Risque de réassurance

CEGC couvre son portefeuille d'engagements par la mise en place d'un programme de réassurance adapté aux activités exercées. Ce programme permet, d'une part, de sécuriser le résultat technique et la marge de solvabilité sur les cautions de prêt et, d'autre part, de protéger les fonds propres en cas de survenance de sinistres d'intensité sur les activités autres que les cautions de prêts. Du fait de leur forte granularité, les cautions de prêts ne présentent pas de risque de concentration.

Chaque année, les besoins de couverture en réassurance sont définis en fonction de l'évolution de l'activité et du risque constaté sur le portefeuille.

Le risque de défaut des réassureurs est encadré par des limites de concentration et de rating. Le programme de réassurance de CEGC est souscrit par quinze réassureurs dont le niveau de notation minimum est A sur l'échelle Standard&Poor's.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel de la Compagnie est limité grâce aux dispositifs de maîtrise des risques mis en place dans les procédures d'octroi de chacun des métiers.

CEGC dispose d'une cartographie et d'un référentiel de défaillances adaptés à ses activités et élaborés sur la base des process des métiers. Ce référentiel constitue le cadre normatif pour le recensement des incidents, des situations de risque et le suivi des plans d'actions correctives, selon la méthodologie déployée par Natixis.

Risques et adéquation des fonds propres

3

Expositions sensibles selon les recommandations du FSB

3.11 Expositions sensibles

(Ces données font partie intégrante de l'information financière semestrielle objet du rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière consolidée résumée.)

Natixis est exposée aux risques suivants au 30 juin 2016.

Expositions sur les réhausseurs de crédit

Le stock de réfections progresse sur la période 2016 de 6 millions d'euros (hors effet de la garantie BPCE), s'établissant à 112 millions d'euros au 30 juin 2016 contre 106 millions d'euros au 31 décembre 2015.

| en millions d'euros | Données au 30 juin 2016 | | | Données au 31 décembre 2015 | | |
|----------------------|-------------------------|--|-----------------------|-----------------------------|--|-----------------------|
| | Notionnel | Expositions avant ajustement de valeur | Ajustements de valeur | Notionnel | Expositions avant ajustement de valeur | Ajustements de valeur |
| Protections sur CLO | 89 | 5 | - | 124 | 7 | (0) |
| Protections sur RMBS | 46 | 9 | (1) | 50 | 8 | (1) |
| Autres risques | 2 083 | 413 | (111) | 2 364 | 431 | (105) |
| Total | 2 217 | 427 | (112) | 2 538 | 446 | (106) |

| Données en millions d'euros | 30-juin-16 | 31-déc-15 |
|--|------------|------------|
| Exposition avant ajustements de valeur | 427 | 446 |
| Ajustements de valeur | (112) | (106) |
| Exposition résiduelle | 315 | 340 |
| % de décote | 26% | 24% |

RMBS européens

Expositions nettes RMBS UK

| RMBS UK (en millions d'euros) | Exposition nette au 31/12/2015 | Variations de valeur 1er semestre 2016 | Autres variations | Exposition nette au 30/06/2016 | AAA | AA | A | BBB | BB | B | CCC | CC |
|-------------------------------|--------------------------------|--|-------------------|--------------------------------|----------|----------|---|----------|----|---|-----|----|
| Portefeuille de transaction | 4 | | 4 | 8 | 2 | 5 | | 1 | | | | |
| TOTAL | 4 | - | 4 | 8 | 2 | 5 | | 1 | | | | |

Expositions nettes RMBS ES

| RMBS ES (en millions d'euros) | Exposition nette au 31/12/2015 | Variations de valeur 1er semestre 2016 | Autres variations | Exposition nette au 30/06/2016 | AAA | AA | A | BBB | BB | B | CCC | CC |
|-------------------------------|--------------------------------|--|-------------------|--------------------------------|-----|-----------|----------|-----|----|---|-----|----|
| Portefeuille de transaction | 13 | | (2) | 11 | | 10 | 1 | | | | | |
| TOTAL | 13 | 0 | (2) | 11 | | 10 | 1 | | | | | |

CMBS

| CMBS (en millions d'euros) | Exposition nette au 31/12/2015 | Variations de valeur 1er semestre 2016 | Autres variations | Exposition nette au 30/06/2016 |
|-----------------------------|--------------------------------|--|-------------------|--------------------------------|
| Portefeuille de transaction | 3 | | (3) | - |
| TOTAL | 3 | 0 | (3) | 0 |

Risques et adéquation des fonds propres

3

Expositions sensibles selon les recommandations du FSB

Expositions aux pays sensibles

Au 30 juin 2016, les expositions au risque souverain des pays sous plan d'aide ou soumis à des incertitudes (politiques, change, ...) sont les suivantes :

| En millions d'euros | 30/06/2016 (1) | | | | 31/12/2015 (1) | | | |
|---------------------|-------------------|-------------|-----------|--------------|-------------------|-------------|-----------|--------------|
| | Titres souverains | Dérivés (2) | Autres | Total | Titres souverains | Dérivés (2) | Autres | Total |
| Espagne (*) | 776 | 6 | 3 | 785 | 1 076 | 5 | 4 | 1 085 |
| Grèce (*) | 2 | | | 2 | 0 | | | 0 |
| Irlande (*) | 128 | | | 128 | 172 | | | 172 |
| Portugal (*) | 106 | | | 106 | 109 | | | 109 |
| Russie | 2 | 3 | 6 | 11 | 14 | 2 | | 16 |
| Ukraine | | | | 0 | | | | 0 |
| Vénézuéla | 29 | 2 | 75 | 106 | 33 | (30) | 58 | 61 |
| Total | 1 044 | 11 | 84 | 1 139 | 1 404 | (23) | 62 | 1 443 |

(*) Pays ayant bénéficiés de plan d'aide de l'Union Européenne

(1) Hors corporate

(2) Yc compris dérivés de crédit

Au 30 juin 2016, l'exposition au risque non souverain, concernant la Grèce et certains pays soumis à des incertitudes (politiques, change, ...), détenue directement par Natixis est la suivante :

| En millions d'euros | Exposition brute au 30 juin 2016 (1) | | | | | Exposition nette au 30 juin 2016 | Exposition brute au 31 décembre 2015 (1) | | | | | Exposition nette au 31 décembre 2015 |
|---------------------|--------------------------------------|--|------------|------------------------|----------------|----------------------------------|--|--|------------|------------------------|----------------|--------------------------------------|
| | Banque | Financement d'actifs et opérations structurées | Corporate | Total exposition brute | Provisions (2) | | Banque (**) | Financement d'actifs et opérations structurées | Corporate | Total exposition brute | Provisions (2) | |
| Grèce (*) (3) | 11 | 232 | 64 | 307 | (62) | 245 | 36 | 234 | 22 | 291 | (59) | 232 |
| Russie | 761 | 666 | 743 | 2 170 | (31) | 2 139 | 474 | 985 | 683 | 2 143 | (31) | 2 112 |
| Ukraine | 2 | 130 | 23 | 155 | (20) | 134 | 3 | 173 | 12 | 188 | (18) | 169 |
| Vénézuéla | | | | 0 | | - | | | | | | - |
| Total | 774 | 1 027 | 830 | 2 631 | (113) | 2 518 | 513 | 1 392 | 717 | 2 622 | (108) | 2 513 |

(*) Pays ayant bénéficiés de plan d'aide de l'Union Européenne

(**) Montants ajustés par rapport au 31 décembre 2015 ;

(1) Exposition brute : valeur brute comptable au bilan au 30 juin 2016 et au 31 décembre 2015 ;

(2) Provision individuelle et provision collective ;

(3) L'exposition correspond principalement au secteur « financements maritimes » pour 138 millions d'euros au 30 juin 2016 contre 145 millions d'euros au 31 décembre 2015.

IV CHAPITRE 4 : COMMENTAIRES SUR L'EXERCICE

4.1 Rapport d'activité au 30 juin 2016

4.1.1 Précisions méthodologiques

Conformément au règlement européen 809/2004 relatif aux informations contenues dans les prospectus, les informations relatives à l'activité concernant l'arrêté des comptes du 30 juin 2014 publié dans la mise à jour du document de référence 2014 déposée auprès de l'AMF le 6 août 2015 sont comprises par référence dans le présent document.

La **présentation des pôles en 2016** est inchangée par rapport au 31 décembre 2015.

A compter de 2016, l'allocation des charges de fonctions transversales au pôle SFS a été revue afin de traduire plus fidèlement la contribution de ces fonctions à l'activité du pôle. Un pro forma des charges du Hors pôles métiers et de SFS a été réalisé en conséquence sur l'année 2015.

Appréciation de la performance des pôles

Les résultats des pôles de Natixis sont présentés dans un cadre réglementaire Bâle 3.

L'allocation de capital aux métiers de Natixis s'effectue sur la base de 10 % de leurs actifs pondérés moyens en Bâle 3.

L'allocation de capital spécifique aux métiers d'Assurance est basée sur le traitement en Bâle 3 des titres des compagnies d'assurance, tel que transposé dans les textes CRD4/CRR (« compromis Danois »). Le capital alloué à CEGC tient compte de son exclusion du « Compromis Danois ». Il repose sur une pondération à 250 % en RWA de la valeur des titres de cette structure, représentative de son traitement prudentiel dans le cadre des mécanismes de franchises appliqués à la détention d'instruments de fonds propres émis par des entités financières.

Les **conventions appliquées pour la détermination des résultats issus des différents pôles métiers** sont rappelées ci-après :

- les pôles métiers bénéficient de la rémunération des fonds propres normatifs qui leur sont alloués. Par convention, le taux de rémunération des fonds propres normatifs est maintenu à 3 % ;
- la rémunération des capitaux propres sociaux des entités qui constituent les pôles est neutralisée ;
- à compter de 2016, précédemment affecté au Hors pôles métiers, le coût de subordination des dettes Tier two est désormais réalloué aux pôles au prorata de leurs fonds propres normatifs ;
- les pôles se voient allouer la majeure partie des charges de Natixis, la part non facturée de celles-ci représentant moins de 3 % (hors FRU) du total des charges de Natixis. La contribution au FRU (Fonds de Résolution Unique) est portée par le Hors pôles métiers et n'est pas réallouée aux pôles.

La valorisation du spread émetteur est enregistrée dans le hors pôles métiers.

Les Titres Super Subordonnés (TSS) sont classés en instruments de capitaux propres, les charges d'intérêt sur ces instruments ne sont pas comptabilisées dans le compte de résultat.

Les **ROE et ROTE** de Natixis et des métiers sont calculés de la façon suivante :

- pour le calcul du **ROE de Natixis**, le résultat pris en compte est le résultat net part du groupe duquel sont déduits les coupons sur les TSS nets d'impôt. Les capitaux propres retenus sont les capitaux propres part du groupe moyens en IFRS, après distribution de dividendes, dont sont exclus les dettes hybrides moyennes et en neutralisant les gains et pertes latents ou différés enregistrés en capitaux propres ;
- le **ROE des métiers** est calculé en considérant ;

- au numérateur le résultat avant impôt du pôle selon les règles précédemment citées auquel est appliqué un impôt normatif. Celui-ci retrace les conditions moyennes d'imposition du pôle et est mis à jour une fois par an en début d'exercice ;
- au dénominateur les fonds propres normatifs, calculés sur la base de 10% des RWA affectés au pôle auxquels sont ajoutés les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles relatifs au pôle. A compter de 2016, au niveau du pôle Épargne, prise en compte d'un impôt différé passif relatif à un écart d'acquisition faisant suite à un changement de traitement comptable intervenu courant 2015 ;
- le **ROTE de Natixis** est calculé en considérant au numérateur le résultat net part du groupe duquel sont déduits les coupons sur les TSS nets d'impôt. Les capitaux propres retenus sont les capitaux propres part du groupe moyens en IFRS, après distribution de dividendes, dont sont exclus les dettes hybrides moyennes, les immobilisations incorporelles moyennes et les écarts d'acquisition moyens.

En synthèse, un pro forma a été réalisé sur les données 2015 sur la réallocation au pôle SFS de certaines charges des fonctions transversales.

4.1.2 Faits marquants de la période

Au cours du premier semestre 2016, Natixis a évolué dans un environnement marqué par une poursuite de la baisse des taux longs et un aplatissement de la courbe dans un contexte de politiques monétaires très accommodantes et d'aversion du marché au risque. La volatilité est restée très forte sur les marchés actions, les indices européens étant par ailleurs affectés par le résultat du référendum britannique sur la fin de la période.

Dans ce contexte, Natixis a poursuivi la mise en œuvre de son plan stratégique New Frontier qui porte l'ambition pour Natixis de devenir une banque de solutions financières à forte valeur ajoutée, entièrement dédiée aux clients. Cette mise en œuvre s'est illustrée notamment ce semestre par l'acquisition de 51 % de Peter J. Solomon Company, société basée à New York, spécialisée en conseil indépendant en fusions et acquisitions, opérations de haut de bilan et restructurations.

De plus, Natixis a conforté ses positions dans les métiers cœurs et a poursuivi le développement commercial de ses principaux métiers, tournés tant vers les réseaux de BPCE que vers sa clientèle propre.

Le **pôle de Banque de Grande Clientèle** a annoncé, mi-mars 2016, un projet de mise en place d'une nouvelle organisation, dont l'objectif est de mieux accompagner les clients en approfondissant le dialogue stratégique, de franchir une nouvelle étape dans la mise en œuvre du modèle Originate-to-Distribute et d'accentuer le développement de ses métiers à l'international.

Au terme de ce projet, la Banque de Grande Clientèle créerait deux nouvelles lignes métiers :

- **Global Finance** comprenant les métiers Global Energy & Commodities, Financements aéronautiques, d'exportations et d'infrastructures, Financements immobiliers, la syndication pour ces trois expertises et, enfin, la Gestion du portefeuille de financement ;
- **Investment Banking** regroupant les métiers Strategic Equity Transactions (exercé en JV avec le métier Global Market), Financements stratégiques et d'acquisitions, Conseil en stratégie financière et en notation, Marchés primaires actions et la Structuration de prêts corporate.

Au premier semestre 2016, Natixis a confirmé son positionnement, que ce soit sur le marché primaire obligataire, les marchés primaires actions ou dans les financements structurés :

- 1^{er} bookrunner en France sur les augmentations de capital en montant et en nombre d'opérations (*Source : Bloomberg*) ;

- 1^{er} bookrunner sur le marché primaire obligataire en euro auprès des émetteurs français (*Source : Dealogic*) ;
- 2^e bookrunner de financements immobiliers en région EMEA (*Source : Dealogic*) ;
- 3^e conseil en fusions et acquisitions en France en nombre d'opérations conclues au 1^{er} semestre 2016 (*Sources : Mergermarket/Dealogic*).

Natixis est reconnue par ses clients pour la qualité de sa **recherche** : la recherche crédit a été primée pour la 5^e année consécutive et classée en 2016 en tant que « Meilleure recherche crédit » dans 3 catégories (agences et supranationaux, covered bonds et utilities) en Europe (*Source: Euromoney – Fixed Income Research Survey 2012, 2013, 2014, 2015 et 2016*). Natixis a également été récompensée en tant que « Meilleure recherche sur matières premières » (*Source : Energy Risk Awards 2016 « Commodities Research House of the Year »*), tandis que la recherche actions s'est classée en 2^e position en France (*Source : Thomson Reuters Analyst Awards 2016*). Ces récompenses soulignent l'expertise, l'engagement des équipes et l'accompagnement proposés aux clients.

Sur les activités dérivés actions, Natixis a été récompensée, pour la deuxième année consécutive, pour ses solutions apportées sur le secteur de l'assurance pour la zone EMEA (*Source: Structured Retail Products - 2016 European Structured Product Awards : Best Insurance Deal in EMEA for 2016*). Ce prix illustre une opération réalisée en faveur d'un assureur de renom, ainsi que l'expertise et la compréhension des besoins clients des équipes d'ingénierie financière, de vente et de trading.

Les réalisations de la Banque de Grande Clientèle ont été significatives au 1^{er} semestre 2016 et s'inscrivent dans la stratégie de développement de la banque.

• Par ailleurs, Natixis a poursuivi le développement à l'international :

- de sa franchise primaire obligataire :
 - sur le segment des covered bonds, avec notamment la première émission de covered bond en euros réalisée pour une banque singapourienne (**UOB**) et la première émission de covered bond en Turquie pour **Vakifbank** ;
 - sur les émissions obligataires en dollars, avec notamment l'émission de 2,5 milliards de dollars pour le **Sultanat d'Oman** (sa première émission depuis 1997) ;
- dans la région Asie :
 - lancement de l'activité Global Structured Credit & Solutions (GSCS), avec une première opération de « Capital call facility » pour un fonds de capital investissement d'Asie du sud-est, Natixis proposant désormais une couverture mondiale (origination et structuration) sur ce type de produits ;
 - accroissement des équipes de vente pour le Japon, Taïwan et la Corée pour répondre aux succès du développement de l'activité,
 - élargissement de la plateforme Infrastructure (déjà bien établie en Europe) à l'Asie, et aux actifs aéronautiques, avec la signature de deux nouveaux accords de coopération avec d'importants investisseurs institutionnels sud-coréens (**KB Insurance Co.,Ltd.** et **Samsung Life Insurance Co.,Ltd/Samsung Asset Management Co.,Ltd**) pour co-investir dans de la dette d'infrastructures et aéronautique originée par Natixis ;
- dans la région Amériques :
 - avec en Amérique latine, l'ouverture du bureau de représentation en Colombie ;
 - une activité soutenue en matière de titrisation de prêts corporate aux États-Unis.

En matière de fusions et acquisitions, comme déjà mentionné, acquisition de 51 % de Peter J. Solomon Company. Cette opération étend l'activité de fusions et acquisitions de Natixis aux États-Unis, après les acquisitions de Leonardo & Co. en France (devenue Natixis Partners) et de 360 Corporate en Espagne (devenue Natixis Partners España).

- **Sur les activités dérivés actions, poursuite du développement de solutions destinées aux investisseurs retail et institutionnels :** Natixis a élargi sa gamme d'indices NXS et élaboré de nouvelles solutions d'investissement à valeur ajoutée, en collaboration avec les plus grands fournisseurs d'indices (Euronext, STOXX, FTSE, Standard's & Poors). La banque et Swiss Life Asset Managers ont également conçu le fond Swiss Life Funds (LUX) Equity Global NXS Protect pour répondre aux enjeux économiques et réglementaires des investisseurs institutionnels via une exposition optimisée aux marchés actions internationaux.

- **La Banque a renforcé la démarche d'accompagnement de la clientèle mid cap** avec notamment l'organisation, début 2016, en partenariat avec EnterNext, d'une session de formation à la démarche d'introduction en Bourse pour des entreprises européennes innovantes en forte croissance.
- **Elle a poursuivi le développement de la recherche « cross expertise »** regroupant, sur une même thématique, les analyses des recherches actions, crédit et économique, ce qui permet d'offrir aux clients une vision globale des marchés.
- **Enfin, Natixis a joué un rôle de premier plan dans des opérations significatives, parmi lesquelles :**
 - marché primaire actions : Natixis a notamment agi en qualité de coordinateur global et teneur de livre associé dans l'émission d'obligation convertible sans effet dilutif de 600 millions de dollars pour **LVMH**, ainsi que dans l'augmentation de capital de 480 millions d'euros de **Vallourec** avec maintien du droit préférentiel de souscription (DPS).
 - fusions et acquisitions : Natixis a notamment été conseil financier du Conseil d'administration de **Casino** dans le cadre de la cession de sa participation (59 %) dans Big C Supercenter PCL (coté en Thaïlande) au conglomérat thaïlandais TCC, ainsi que conseil financier exclusif de **Vivendi**, pour son entrée au capital de la Fnac à hauteur de 15 %, et du **Groupe PSA** pour son entrée au capital de la start-up innovante Koolicar.
 - marché primaire obligataire : Natixis confirme son statut d'acteur de référence sur le marché de l'euro auprès de toutes les catégories d'émetteurs, avec des savoir-faire reconnus sur des segments tels que les covered bonds, les green bonds, les Euro PP. Parmi les opérations emblématiques : l'offre d'échange pour **Salini Impregilo** d'une émission obligataire 6,125% 2018 contre une nouvelle obligation investment grade de 300 millions d'euros à 5 ans pour laquelle Natixis a agi en qualité de bookrunner actif ; l'émission high yield de **Tereos** de 400 millions d'euros où Natixis était coordinateur global ; l'émission obligataire subordonnée Tier two de **Axa**, d'un montant de 1,5 milliard d'euros, pour laquelle Natixis est intervenue en tant que joint bookrunner.
 - titrisation : Natixis a agi en tant que bookrunner de **Towd Point Mortgage Funding 2016 GR1**, la plus importante titrisation de prêts hypothécaires résidentiels britanniques « prime » depuis la crise. Aux États-Unis, Natixis est notamment intervenue en tant que seul arrangeur et seul bookrunner pour l'opération **KKR CLO 14 Ltd** de 508 millions de dollars pour le gestionnaire d'actif KKR Fi.
 - financements d'acquisitions : Natixis a arrangé des transactions transfrontalières de grande envergure en accompagnant le groupe chinois ChemChina dans deux acquisitions en Europe : celles de l'agrochimiste suisse **Syngenta** (MLA bookrunner d'un financement de 12,7 milliards d'euros) et de l'Allemand **KraussMaffei**, leader mondial des équipements de transformation de matières plastiques (MLA bookrunner d'un financement de 925 millions d'euros). Elle a également arrangé dans le monde entier de nombreuses opérations d'acquisitions à effet de levier pour des fonds d'investissements : Natixis a notamment finalisé le financement d'acquisition de **Academic Colleges Group** par Pacific Equity Partners, marquant la reprise de cette activité en Australie, et a poursuivi son essor en Scandinavie en arrangeant le financement d'acquisition de **GreenFood** par Nordic Capital.
 - financements d'infrastructures : dans le cadre de son modèle de co-investissement dans de la dette d'infrastructure élargi aux actifs aéronautiques et à l'Asie, Natixis a permis à quatre investisseurs coréens d'investir dans le refinancement de la centrale thermique **Rabigh 1** en Arabie Saoudite. Natixis a également conforté sa franchise dans le financement des infrastructures éoliennes (N°1 sur l'éolien offshore en Europe en 2015, source : IJ Global), arrangeant notamment la transaction **Beatrice**, au large des côtes britanniques (2,6 milliards de livres sterling).
 - financements aéronautiques : Natixis a confirmé son rôle de premier plan sur le marché mondial des financements aéronautiques, en arrangeant notamment le financement (646 millions de dollars) d'une flotte de 22 appareils pour le loueur d'avions **Goshawk Aviation Limited** basé à

Hong Kong, ou en accompagnant le lancement de **French Blue**, nouvelle compagnie aérienne française, grâce au financement de son premier avion.

- **financements immobiliers** : Natixis a été très active en financements immobiliers, tant en Europe (refinancement hypothécaire de 300 millions d'euros de 11 immeubles de bureaux à Paris pour Foncière des Régions, financement de 384 millions d'euros d'un portefeuille paneuropéen de 85 actifs hôteliers pour le compte d'Eurazeo & Accor) qu'aux États-Unis (financement de 285 millions de dollars (Hersha-Cindat NYC Hotel Portfolio) de 7 hôtels situés à Manhattan ; refinancement de commerces (Plaza Mexico) situés à Lynwood en Californie à hauteur de 120 millions de dollars).

Concernant le pôle Epargne, au cours du semestre écoulé, le développement de Natixis Global Asset Management (NGAM) a été marqué par :

- La cession début janvier de la participation de 50% de NGAM dans Capital Growth Management (CGM) aux États-Unis.
- La cession début janvier de l'intégralité de la participation de NGAM dans Snyder aux États-Unis.
- L'annonce fin février par Natixis et La Banque Postale qu'ils négociaient les conditions d'un rapprochement de leurs gestionnaires d'actifs immobiliers AEW Europe et Ciloger. Le projet renforcerait la position d'AEW Europe comme l'un des leaders européens de la gestion d'actifs immobiliers en Europe avec des encours combinés dépassant 23 milliards d'euros. Le nouveau groupe deviendrait également le troisième acteur du marché grand public français. Préalablement au rapprochement entre AEW Europe et Ciloger (Banque Postale), NGAM a acquis en juin 2016 la participation de 40% détenue auparavant par la CDC dans AEW Europe. Le taux de détention de NGAM est ainsi passé de 60% à 100% au deuxième trimestre 2016. La phase suivante de l'opération prévoit une cession de 40% d'AEW Europe à la Banque Postale, en échange de l'apport de Ciloger d'ici la fin 2016, sous réserve de l'obtention des autorisations réglementaires.
- La décision annoncée en avril de fermer Aurora aux États-Unis.
- L'augmentation du taux de détention de NGAM dans DNCA&Cie suite au rachat par NGAM, courant du deuxième trimestre, d'une partie des parts détenues par les managers dans DNCA management. NGAM détient désormais 74,4% de DNCA&Cie (71,0% fin 2015).
- Le rachat par NGAM en avril 2016, conformément au protocole d'acquisition, d'une participation complémentaire de 10% dans Euro Private Equity. NGAM détient désormais 80% du capital.

Pour le métier de l'**Assurance**, conformément au planning du programme Assurément#2016, le déploiement de la nouvelle offre Vie et Prévoyance au sein du réseau Caisse d'Épargne a été engagé à la fin du mois janvier 2016. Les premières étapes ont été franchies avec succès et la totalité des Caisses d'Épargne distribuera l'offre de Natixis Assurances à compter du mois d'octobre, faisant du métier l'assureur exclusif des affaires nouvelles réalisées par le réseau Caisses d'Épargne sur ces produits. En parallèle, les nouveaux accords de partenariat BPCE-CNP sont entrés en vigueur le premier janvier 2016 ; ainsi, le métier a accepté la réassurance en quote-part à 10 % des encours vie « Caisse d'Épargne » constitués par CNP en date du 31/12/2015 (11,7 milliards d'euros) et BPCE Vie co-assure à 34 % les affaires nouvelles des contrats collectifs Emprunteurs distribuées par les réseaux BPCE dont CNP est désormais l'apérateur.

Les métiers du pôle de **Services Financiers Spécialisés** ont poursuivi le développement des synergies avec les réseaux de BPCE. Ils ont par ailleurs persévéré dans une gestion rigoureuse des charges d'exploitation et de consommation de ressources rares tout en conduisant une stratégie basée sur l'efficacité opérationnelle et l'innovation.

A noter, l'intégration dans le pôle SFS de la société Midt Factoring (auparavant rattachée aux participations financières) à compter du 1^{er} janvier 2016.

Ce développement des trois métiers cœurs s'est accompagné d'une gestion financière stricte :

- les besoins de liquidité sont restés contenus au cours du premier semestre 2016, et s'inscrivent en hausse modérée de 3 % sur un an ;
- la consommation de RWA Bâle 3 est en baisse de 2 % sur un an à 112,9 milliards d'euros.

Après prise en compte d'une projection de dividende établie sur la base d'un taux de 50 % du résultat net distribuable, les niveaux de ratio s'établissent comme suit :

- le ratio CET1 réglementaire de Natixis s'établit à 11,1 % au 30 juin 2016 contre 11,0 % au 31 décembre 2015.
- le ratio CET1 (full sauf IDA) s'élève à 11,3 % au 30 juin 2016 contre 11,2 % au 31 décembre 2015.
- pro forma de l'acquisition de PJSC (au 31 décembre 2015) et de l'application du taux de phase in de 40 % concernant les impôts différés sur report déficitaire, il s'élèverait à 11,0 % contre 10,6 % au 31 décembre 2015.

Enfin, lors de l'Assemblée générale de Natixis du 24 mai 2016, il a été décidé de verser un dividende de trente-cinq centimes d'euros par action, correspondant à une quote-part ordinaire de 25 centimes d'euros par action et à une quote-part exceptionnelle de 10 centimes d'euros par action.

4.1.3 Résultats consolidés

| Natixis | | | | |
|---------------------------------------|--------------|----------------------|-------------------------------|-----------------|
| (en millions d'euros) | 6M-2016 | 6M-2015 pro forma | Variation 2016 / 2015 (**) | |
| Produit net bancaire | 4 274 | 4 491 | - 4,8 % | - 4,8 % |
| dont Métiers (*) | 4 346 | 4 399 | - 1,2 % | - 1,2 % |
| Charges | - 3 127 | - 2 984 | + 4,8 % | + 4,8 % |
| Résultat brut d'exploitation | 1 147 | 1 507 | - 23,8 % | - 23,8 % |
| Coût du risque | - 176 | - 141 | + 24,5 % | |
| Résultat net d'exploitation | 971 | 1 365 | - 28,9 % | |
| Mises en équivalence | 14 | 22 | - 35,7 % | |
| Gains ou pertes sur autres actifs | 60 | - 30 | | |
| Variation valeur écarts d'acquisition | - 75 | 0 | | |
| Résultat avant impôt | 970 | 1 357 | - 28,5 % | |
| Impôt | - 383 | - 551 | - 30,5 % | |
| Intérêts minoritaires | - 6 | - 69 | - 91,0 % | |
| Résultat net part du groupe | 581 | 737 | - 21,2 % | |
| <i>Coefficient d'exploitation</i> | 73,2 % | 66,5 % | | |
| <i>Capitaux propres moyens</i> | 16 332 | 16 693 | | |
| <i>ROE</i> | 6,7 % | 8,5 % | | |
| <i>ROTE</i> | 8,4 % | 10,7 % | | |

(*) Métiers cœurs et participations financières

(**) à change constant

Analyse de l'évolution des principales composantes du compte de résultat consolidé

PRODUIT NET BANCAIRE

L'effet de change est quasiment nul entre le premier semestre 2015 et le premier semestre 2016. Les commentaires sont établis à change courant.

Le **Produit Net Bancaire (PNB)** de Natixis s'élève à 4 274 millions d'euros au 30 juin 2016, en baisse de 4,8 % par rapport au 30 juin 2015. La réévaluation de la dette propre senior compte pour - 26 millions d'euros dans le PNB du semestre. La remise au cours historique des TSS en devises pèse pour - 7 millions d'euros sur le semestre.

Le **PNB des métiers** ⁽¹⁾ est en baisse de 1,2 % par rapport au premier semestre 2015 à 4 346 millions d'euros. Les métiers cœurs affichent des revenus globalement en hausse, avec une progression de + 1 % pour la BGC, une légère baisse de - 1 % pour le pôle Épargne et une hausse de + 4 % pour le pôle SFS. Le PNB des Participations financières est en forte baisse de - 20 %.

Le **PNB du Hors Pôle Métiers** s'établit à - 39 millions d'euros au premier semestre 2016 (hors spread émetteur et remise au cours historique des TSS en devises).

(1) Métiers cœurs et participations financières.

Par ailleurs, les synergies de revenus réalisées avec les réseaux de BPCE sont conformes aux objectifs linéarisés du plan stratégique.

CHARGES ET EFFECTIFS

Les **charges courantes** à 3 127 millions d'euros sont en hausse de 4,8 % par rapport au premier semestre 2015. La hausse des coûts atteint 4 % pour les pôles BGC et SFS, alors que les charges du pôle Épargne sont en légère baisse de 1 %. Les charges des Participations financières sont en baisse de 9 %. Les charges du Hors pôles métiers sont, quant à elles, en forte hausse à 204 millions d'euros au premier semestre 2016 contre 100 millions au premier semestre 2015, sous l'effet de la hausse de la contribution au Fonds de Résolution Unique.

Les **effectifs** fin de période s'établissent à 20 575 ETP, en baisse de 1 % sur un an, la hausse des effectifs sur les métiers cœurs (+ 3 %) est compensée par la baisse de ceux des Participations financières (- 10 %), les effectifs des directions fonctionnelles étant stables.

RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION

Le **résultat brut d'exploitation** est de 1 147 millions d'euros au premier semestre 2016, en retrait de 23,8 % par rapport au premier semestre 2015.

RESULTAT AVANT IMPOT

Le **coût du risque** s'élève à 176 millions d'euros au premier semestre 2016 en hausse de 24,5 % par rapport à celui du premier semestre 2015. Le coût du risque des métiers cœurs rapporté aux encours s'établit à 41 points de base au premier semestre 2016, contre 38 points de base au premier semestre 2015.

Les **Gains et pertes sur autres actifs** atteignent 60 millions d'euros au premier semestre 2016. Ce poste intègre au premier trimestre des gains liés à la cession des entités CGM et Snyder à la Gestion d'actifs et Altus au sein des Participations financières, et, au second trimestre, un gain lié à la cession d'un immeuble appartenant à CEGC (31 millions d'euros). Au premier semestre 2015, ce poste avait enregistré une dépréciation de - 30 millions d'euros lié aux activités de CDS (Corporate Data Solutions).

Le poste **variation de valeur des écarts d'acquisition** enregistre au second trimestre 2016 une dépréciation de 75 millions d'euros au titre du goodwill de Coface.

Le **résultat courant avant impôt** s'établit ainsi à 970 millions d'euros au premier semestre 2016 contre 1 357 millions d'euros au premier semestre 2015.

RESULTAT NET PART DU GROUPE COURANT

La charge d'**impôt** courante s'élève à 383 millions d'euros au 30 juin 2016. Le taux effectif d'impôt s'établit à 37,2 % au 30 juin 2016.

Après prise en compte des **intérêts minoritaires** à hauteur de - 6 millions d'euros, le **résultat net part du groupe courant** s'élève à 581 millions d'euros.

Le **ROE consolidé de gestion** après impôt s'établit à 8,3 % sur le semestre (hors impact IFRIC21 et éléments exceptionnels) pour un ROE comptable de 6,7 %.

4.1.4.1 Pôle Épargne

| Épargne | | | | |
|-------------------------------------|--------------|----------------------|------------------------------|----------------|
| <i>(en millions d'euros)</i> | 6M-2016 | 6M-2015 pro forma | Variation 2016 / 2015 (*) | |
| Produit net bancaire | 1 656 | 1 669 | - 0,8 % | - 0,8 % |
| <i>Gestion d'actifs</i> | 1 249 | 1 272 | - 1,8 % | - 1,9 % |
| <i>Banque privée</i> | 67 | 70 | - 3,3 % | - 3,3 % |
| <i>Fonds capital-investissement</i> | 18 | 31 | - 42,2 % | - 42,2 % |
| <i>Assurances</i> | 322 | 296 | + 8,8 % | + 8,8 % |
| Charges | - 1 169 | - 1 159 | + 0,9 % | + 0,9 % |
| Résultat brut d'exploitation | 487 | 510 | - 4,5 % | - 4,5 % |
| <i>Gestion d'actifs</i> | 339 | 347 | - 2,3 % | - 2,3 % |
| <i>Banque privée</i> | - 2 | 2 | | |
| <i>Fonds capital-investissement</i> | 14 | 27 | - 47,0 % | - 47,0 % |
| <i>Assurances</i> | 136 | 134 | + 1,3 % | + 1,3 % |
| Coût du risque | 0 | - 1 | | |
| Résultat avant impôt | 509 | 518 | - 1,6 % | |
| <hr/> | | | | |
| <i>Coefficient d'exploitation</i> | 70,6 % | 69,4 % | | |
| <i>Capitaux propres moyens</i> | 4 366 | 4 034 | | |
| <i>ROE</i> | 13,9 % | 16,2 % | | |

(**) à USD constant

Les **revenus** du pôle **Épargne** sont en léger recul de 0,8 % sur le semestre à 1 656 millions d'euros.

Les **charges** progressent modérément de 0,9 %.

Le **résultat brut d'exploitation** est en recul de 4,5 % à 487 millions d'euros.

Le **ROE du pôle** s'élève à 13,9 %, en baisse de 2,2 points par rapport au premier semestre 2015.

A GESTION D'ACTIFS

Au classement Cerulli Associates, au 31 décembre 2015, Natixis Global Asset Management se classe au 16^e rang des plus importantes sociétés de gestion mondiales (17^e rang sur l'exercice précédent).

NGAM s'est vu décerner de nombreuses distinctions au cours du semestre écoulé. Les principales récompenses sont détaillées ci-après.

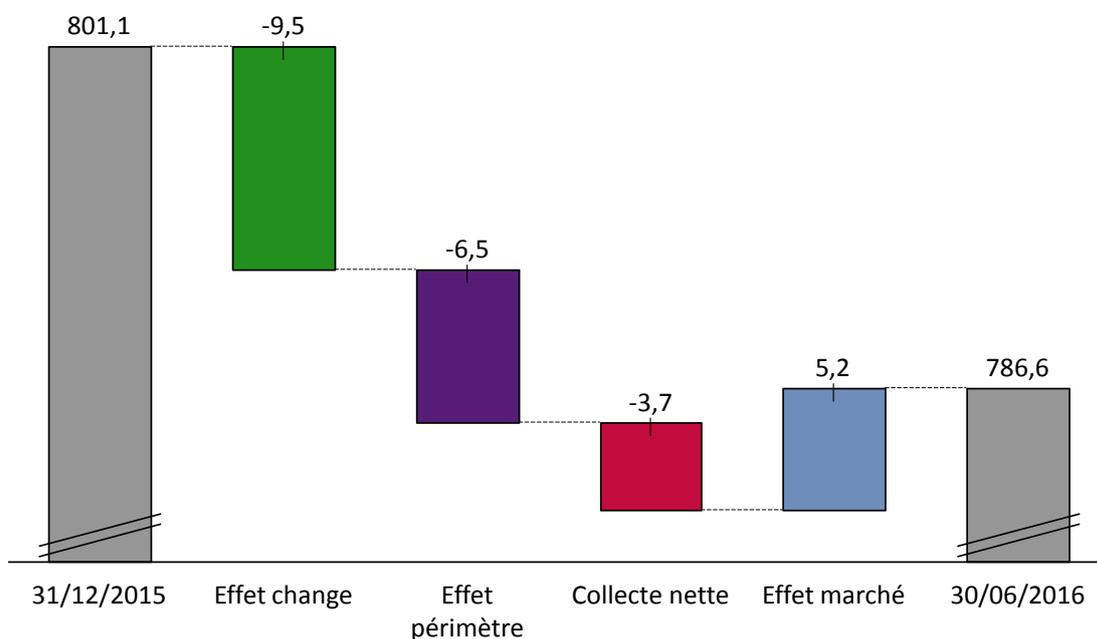
- Prix Lipper (Lipper Fund Awards) : aux États-Unis, ASG et Harris ont obtenu un prix Lipper, tandis qu'en Europe, DNCA (4 prix), H₂O (3 prix), Dorval et VEGA IM (chacun 1 prix) ont été distingués.
- Alpha Simplex a obtenu un CTA Intelligence US Performance Award pour son fonds Alpha Simplex Managed Futures.
- Les labels « Mieux vivre votre argent » ont récompensé NAM, DNCA Finance et Dorval : le Label Excellence (performance sur 5 ans) a été attribué aux sicav « Natixis Actions US Growth » de NAM et « Gallica » de DNCA, tandis que le Label Performance (performance sur 5 ans) a été obtenu par les fonds « Dorval Manageurs C » et « Dorval Convictions PEA » de Dorval AM, « Eurose C » de

DNCA Finance, « Natixis Souverains Euro R » et « AAA Actions Agro-Alimentaire » de Natixis Asset Management.

- Natixis Global Asset Management US Distribution a obtenu le prix du « Advisory Solutions Established Manager of the Year », conjointement avec l'équipe de Managed Portfolios Advisers (MPA) à San Francisco lors de la remise annuelle du prix des « Industry leaders » créé par le Money Management Institute (MMI).
- Natixis Asset Management, H₂O Asset Management et DNCA ont été distinguées lors des European Funds Trophy 2016 : NAM en tant que meilleure société de gestion française dans la catégorie de 101 à 200 fonds, H₂O en tant que meilleure société de gestion française dans la catégorie de 4 à 7 fonds, DNCA en tant que meilleure société de gestion multi-pays dans la catégorie de 16 à 25 fonds et meilleure société de gestion européenne sur le long terme (7 ans) dans la catégorie de 8 à 15 fonds.
- L'édition 2016 de l'enquête EXTEL, réalisée auprès des professionnels de la finance, a classé Natixis Asset Management à la 2^{ème} place (sur 64) dans la catégorie des sociétés de gestion françaises.
- Mirova a reçu le prix "Actif d'Or de la Performance" au prix de l'AGEFI pour le fonds Actifs Impact ES Obligation Euro.
- Aux récompenses du magazine Le Revenu, Mirova Ecureuil Bénéfices Environnement et NAM AAA Actions Agro-Alimentaire ont reçu un Trophée d'or pour la meilleure gamme actions sectorielles sur 3 ans (catégorie banques à réseau).
- Aux Pyramides de la Gestion de Patrimoine, organisées par le magazine Investissement Conseils, DNCA a reçu le prix des CGPI tandis que le fonds H₂O Multibonds, a reçu le Prix Obligations Internationales pour sa performance sur 5 ans.
- Aux Morningstar Awards 2016, DNCA Invest Value Europe a reçu le prix du Meilleur fonds actions européennes.

Les **encours sous gestion** à fin juin 2016 s'élèvent à 786,6 milliards d'euros, en recul de 4,9 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2015 à change constant, du fait d'une décollecte nette de - 3,7 milliards (dont - 9,9 milliards aux États-Unis et + 6,7 milliards en Europe), d'un effet marché positif de 5,2 milliards et de la sortie nette de 6,5 milliards d'encours notamment chez Aurora (- 2,8 milliards d'euros), Capital Growth Management (- 2,7 milliards d'euros) et Snyder (- 1,4 milliard d'euros).

ÉVOLUTION DES ENCOURS SOUS GESTION SUR 6 MOIS (EN MILLIARDS D'EUROS)



La **décollecte nette** s'élève à 3,7 milliards d'euros avec des disparités selon les zones :

- les États-Unis enregistrent une décollecte nette de 9,9 milliards d'euros, essentiellement chez Harris sur les produits actions (chez Loomis, collecte nette légèrement positive, la décollecte nette sur les produits obligataires étant plus que compensée par la collecte nette sur les produits actions) ;
- l'Europe affiche une collecte nette de 6,7 milliards d'euros soutenue par NAM (4,0 milliards d'euros) et dans une moindre mesure AEW Europe (0,9 milliard d'euros), DNCA (0,7 milliard d'euros) et Mirova (0,6 milliard d'euros).

Les **encours moyens** à 770,6 milliards à la fin du premier semestre 2016 sont en baisse de 1,4 % par rapport au premier semestre 2015.

Le taux de rémunération moyen des encours à 28,5 bp est en progression par rapport au premier semestre 2015 (28,1 bp au premier semestre 2015).

Le mix produits à fin juin 2016 confirme la prépondérance dans les encours des produits obligataires à 31 %, des produits assurance à 25 % et des produits actions à 20 %.

Au 30 juin 2016, le **Produit Net Bancaire**, à 1 249 millions d'euros, est en recul de 2 % par rapport au 1^{er} semestre 2015, impacté par le recul des commissions de surperformance en Europe concentré au 1T16 et la baisse des autres revenus (sortie de Reich and Tang au T3 2015). Les commissions sur encours sont en léger recul, la baisse aux États-Unis étant compensée par la zone Europe qui bénéficie de l'entrée dans le périmètre de DNCA.

B ASSURANCES

Le premier semestre 2016 a été marqué par une dynamique commerciale très forte dans la quasi-totalité des branches d'assurance.

Avec 3,1 milliards de primes, la **collecte** d'Assurance Vie progresse de 44 % par rapport au premier semestre 2015, ce qui s'explique par l'impact de l'acceptation de 10 % de l'encours Vie CE de CNP (538 millions d'euros, hors acceptation de l'encours d'ouverture). Les primes relatives aux supports en Unités

de Compte, sont en hausse de 42 % à 619 millions d'euros et représentent 20 % de la collecte brute totale. La collecte investie sur le fonds « Euro » augmente de 45 % à 2,4 milliards d'euros.

Les cotisations de **Prévoyance** et d'**Assurance Des Emprunteurs** (382 millions d'euros, soit + 9,3 % par rapport au premier semestre 2015) affichent une croissance principalement portée par l'activité ADE dont les cotisations ont augmenté de 11 %. Analysée par réseau, cette évolution est plus contrastée et résulte de la croissance du réseau Banque Populaire (+ 18 %), sensiblement plus élevée que celle du réseau Caisse d'Epargne (+ 3 %). Les activités de prévoyance individuelle affichent une hausse de 4 % des cotisations (87 millions d'euros au premier semestre).

Sur des marchés matures et très concurrentiels, l'activité **Dommages** continue de profiter de la Loi Hamon, et gagne des parts de marchés en faible croissance: par rapport au premier semestre 2015, les 648 614 nouveaux contrats souscrits représentent une hausse de 5 % par rapport à un premier semestre 2015 déjà satisfaisant. Les primes acquises « Dommages » de l'ensemble des réseaux BP et CE sont en hausse de 8,5 % à 629 millions d'euros portées par la croissance des garanties Multirisque Habitation et des garanties Auto.

Dans un environnement marqué par la baisse continue des taux d'intérêt et la survenance de sinistres climatiques au 2^{ème} trimestre, le **PNB des activités d'Assurance** atteint 322 millions d'euros, soit une amélioration de 9 % par rapport à 2015 et qui reflète notamment :

- la croissance élevée du PNB acquis par l'Assurance Vie (123 millions d'euros / + 25 %), supportée par la croissance rapide des encours (+ 5 % hors encours acceptés de la CNP, + 32 % en incluant les 11,7 milliards acceptés). En outre, les produits réalisés sur les portefeuilles « Actions » et la diversification entreprise sur les actifs de taux d'intérêt ont permis une compensation partielle de la dilution observée sur les rendements des instruments obligataires « vanille » ;
- la hausse (+ 6 % à 79 millions d'euros) du PNB des activités de Prévoyance et surtout d'Assurance Des Emprunteurs, portée par un développement significatif des cotisations sans dérive de la sinistralité ;
- la stabilité du PNB Dommages (124 millions d'euros / + 0 %), largement expliquée par l'impact des événements climatiques du 2^{ème} trimestre sur le ratio combiné de l'activité MRH. Le ratio combiné global s'établit à 92,8 %, en légère hausse, la dégradation du ratio combiné MRH étant plus que compensée par l'amélioration du ratio combiné Auto.

C BANQUE PRIVÉE

La Banque Privée enregistre **une collecte nette** de 1,0 milliard d'euros sur le premier semestre 2016. La collecte demeure soutenue par les réseaux BPCE sur la gestion privée, par la gestion de fortune qui enregistre de belles performances ainsi que par la plateforme CGPI Sélection 1818.

Les encours sous gestion s'établissent à 28,5 milliards d'euros au 30 juin 2016, en hausse de 5 % par rapport au premier semestre 2015 soutenus par la collecte nette.

Le PNB de la Banque Privée à 67,4 millions d'euros est en baisse de 3 % par rapport au premier semestre 2015.

4.1.4.2 Pôle Banque de Grande Clientèle

| BGC | | | | |
|-------------------------------------|--------------|----------------------|------------------------------|----------------|
| (en millions d'euros) | 6M-2016 | 6M-2015 pro forma | Variation 2016 / 2015 (*) | |
| Produit net bancaire | 1 668 | 1 648 | + 1,2 % | + 1,2 % |
| <i>Banque commerciale</i> | 163 | 189 | - 13,8 % | - 13,8 % |
| <i>Financements structurés</i> | 551 | 588 | - 6,4 % | - 6,4 % |
| <i>Activités de marchés</i> | 969 | 878 | + 10,3 % | + 10,3 % |
| Fixed income & trésorerie | 659 | 571 | + 15,3 % | + 15,2 % |
| Actions | 310 | 307 | + 1,1 % | + 1,1 % |
| Divers | - 14 | - 7 | + 90,1 % | + 90,1 % |
| Charges | - 994 | - 951 | + 4,5 % | + 4,4 % |
| Résultat brut d'exploitation | 675 | 697 | - 3,1 % | - 3,1 % |
| Coût du risque | - 124 | - 105 | + 18,2 % | |
| Résultat avant impôt | 558 | 601 | - 7,1 % | |
| <i>Coefficient d'exploitation</i> | 59,6 % | 57,7 % | | |
| <i>Capitaux propres moyens</i> | 6 854 | 7 515 | | |
| <i>ROE</i> | 11,0 % | 10,6 % | | |

(*) à change constant

Au premier semestre 2016, le **Produit Net Bancaire** de la Banque de Grande Clientèle s'élève à 1 668 millions d'euros en progression de 1,2 %, par rapport au premier semestre 2015.

A 163 millions d'euros, les revenus de la **Banque commerciale** sont en repli de 14 % subissant un effet de base défavorable. Les résultats du premier semestre 2015 intégraient des produits de cessions sur deux dossiers pour un montant total de 15 millions d'euros. Retraités de ces produits, les revenus sont en baisse de 6 % sous l'effet de la pression sur les marges, tant sur les financements classiques Corporate que sur les activités de Trade Finance, ainsi que de la stricte gestion des encours en portefeuille.

A 551 millions d'euros, les activités de **Financements structurés** affichent des revenus en repli de 6 %, par rapport au premier semestre 2015. La production nouvelle a souffert sur le début d'année de conditions de marché défavorables notamment pour les activités de financements de matières premières avec un cours du pétrole ayant touché un point bas à moins de 30 dollar le baril fin janvier. L'activité a été plus dynamique sur le deuxième trimestre, portée notamment par les financements d'acquisition et les financements immobiliers en région EMEA. Par ailleurs, l'activité Aéronautique affiche une progression de 23 % de ses résultats par rapport au premier semestre 2015 avec deux transactions significatives réalisées en Asie.

Les revenus des **activités de marchés** s'élèvent à 969 millions d'euros au premier semestre 2016, en hausse de 10 %, par rapport au premier semestre 2015.

A 659 millions d'euros au premier semestre 2016, les revenus des **activités de Taux, Change, Crédit, Matières premières et Trésorerie** sont en croissance de 15 % par rapport au premier semestre 2015. Par segment, on note les évolutions suivantes :

- les revenus des activités **Taux et Change** sont en augmentation de 27 % à 332 millions d'euros principalement portés par les activités de Taux en croissance 42 % à 182 millions d'euros bénéficiant d'une activité commerciale dynamique en Asie ;
- les revenus des activités de **Crédit** sont en hausse de 15 % par rapport au premier semestre 2015 à 227 millions d'euros, avec la poursuite de la croissance des activités de titrisation et de prêts / emprunts, un développement des activités de solutions sur le segment du crédit secondaire qui avait souffert au premier semestre 2015. L'activité primaire est stable par rapport au premier semestre 2015 après un début d'année 2016 très difficile avec un marché fermé jusqu'à mi-février et l'intervention de la BCE.

A 310 millions d'euros, les activités **Actions** affichent des revenus en hausse de 1 % sur un an, soutenus par la franchise **M&A** dont les revenus ont triplé sur un an bénéficiant de l'intégration de la filiale Natixis Partners en France. Sur le segment des **Dérivés Actions**, la performance des activités Solutions dont les revenus progressent de 88 % sur un an, compensent les reculs constatés sur les activités d'Equity Finance et de Flux.

Au premier semestre 2016, les **charges** de la Banque de Grande Clientèle s'élèvent à 994 millions d'euros, en progression de 4,5 % par rapport au premier semestre 2015.

Le **résultat brut d'exploitation** s'élève à 675 millions d'euros, en diminution de 3 % par rapport au premier semestre 2015. Le **coefficient d'exploitation** ressort à 59,6 % au premier semestre 2016. Après retraitement des effets IFRIC 21, le coefficient d'exploitation du premier semestre 2016 s'établit à 58,3 % en dégradation de 1,9 point par rapport au premier semestre 2015 (56,4 %).

A 124 millions d'euros, le **coût du risque** est en augmentation de 18 % par rapport au premier semestre 2015, concentré sur un nombre limité de corporates et sur le secteur pétrolier.

Sur la base des actifs pondérés (RWA) moyens, les **fonds propres alloués** à la Banque de Grande Clientèle s'élèvent à 6,9 milliards d'euros au premier semestre 2016, en baisse de près de 0,7 milliard d'euros résultant d'une gestion rigoureuse des RWA.

Le **ROE après impôt** s'élève à 11 % au premier semestre 2016, en progression de 0,4 point par rapport au premier semestre 2015 (10,6 %). Après retraitement des effets IFRIC 21, le ROE après impôt du premier semestre 2016 ressort à 11,4 %.

4.1.4.3 Pôle Services Financiers Spécialisés

| Services Financiers Spécialisés | | | |
|-------------------------------------|------------|----------------------|-----------------|
| (en millions d'euros) | 6M-2016 | 6M-2015 pro forma | Variation |
| Produit net bancaire | 684 | 659 | + 3,8 % |
| Financements spécialisés | 425 | 395 | + 7,6 % |
| Affacturage | 77 | 70 | + 9,6 % |
| Cautions et garanties financières | 98 | 87 | + 12,0 % |
| Crédit-bail | 109 | 97 | + 12,3 % |
| Crédit consommation | 131 | 131 | - 0,3 % |
| Financement du cinéma | 11 | 9 | + 14,1 % |
| Services financiers | 258 | 264 | - 2,0 % |
| Ingénierie sociale | 67 | 67 | - 0,3 % |
| Paiements | 144 | 145 | - 0,4 % |
| Titres | 47 | 52 | - 9,0 % |
| Charges | - 446 | - 429 | + 3,9 % |
| Résultat brut d'exploitation | 238 | 230 | + 3,6 % |
| Coût du risque | - 29 | - 34 | - 13,3 % |
| Résultat avant impôt | 240 | 196 | + 22,4 % |
| Financements spécialisés | 204 | 149 | + 36,6 % |
| Services financiers | 43 | 51 | - 14,4 % |
| | | | |
| Coefficient d'exploitation | 65,2 % | 65,1 % | |
| Capitaux propres moyens | 1 628 | 1 691 | |
| ROE | 19,3 % | 14,9 % | |

L'activité commerciale des **Financements spécialisés** est restée soutenue et la croissance des résultats commerciaux est notable par rapport au premier semestre 2015. Cette croissance est d'abord liée à l'activité réalisée avec les réseaux de BPCE et, dans une moindre mesure, à celle conduite avec la clientèle propre.

Concernant l'**Affacturage**, le chiffre d'affaires affacturé a crû de 22% par rapport à mi-2015. Il est porté par le développement au sein des clients entreprises de Natixis et du réseau des Caisses d'Épargne.

Cautions et garanties conserve un niveau d'activité soutenu avec des primes émises en hausse de 5% par rapport à mi-2015 qui constituait une référence élevée. Malgré un marché en retrait, le volume de prêts aux particuliers cautionnés reste important, en raison du dynamisme des réseaux sur les prêts immobiliers dans un contexte de taux historiquement bas source d'un nombre élevé de refinancements.

Le **Crédit consommation** poursuit le développement de son activité de crédit renouvelable au sein des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne, ses encours moyens au 30 juin 2016 progressant de 1% sur un an à plus de 1,8 milliard d'euros, suite notamment à la mise en place du service « Alerte dépassement » fin 2015. Les encours moyens de prêts personnels, gérés par ce métier mais comptabilisés dans les livres des réseaux, s'élèvent à 17,2 milliards d'euros à mi-2016, en hausse de 13% sur un an.

La production nouvelle des activités de **Crédit-bail** enregistre une belle dynamique avec une hausse de 36% sur un an. Elle permet de faire progresser les encours fin de période de 2% à 11,6 milliards d'euros. Dans ce contexte, le PNB des activités de Financement spécialisés s'élève à 425 millions d'euros en progression de 8% par rapport au premier semestre 2015.

L'activité des **Services financiers** est plus contrastée.

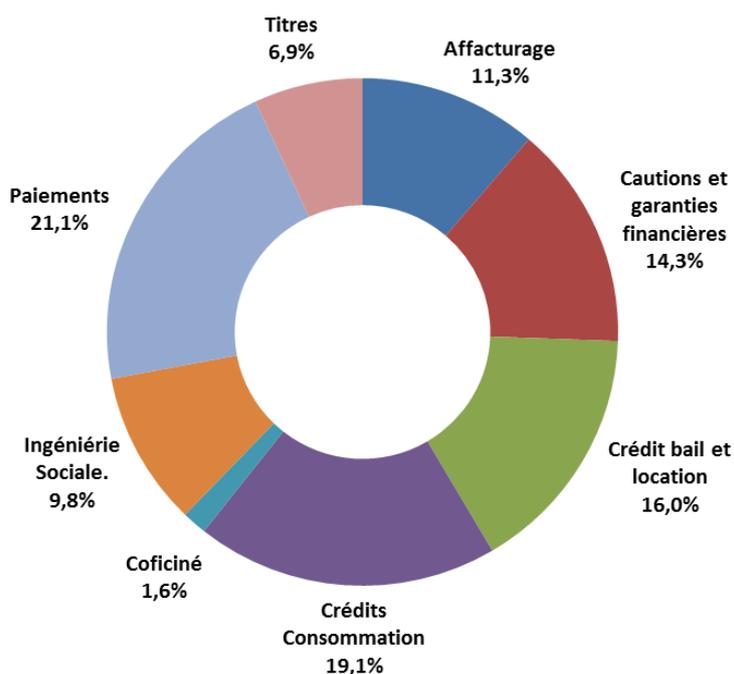
Concernant l'**Ingénierie sociale**, le développement commercial de l'activité épargne salariale avec les réseaux est soutenu au premier semestre 2016. Les encours Perco conservés ont progressé de 10% par rapport au premier semestre 2015. Les titres de services poursuivent leur développement ; la part de marché du Chèque de Table® s'établissant à 16,3% en progression de 0,4 point par rapport à mi-2015.

Sur le métier **Titres**, l'environnement demeure défavorable à l'épargne financière et le nombre de transactions recule de 28% par rapport à mi-2015.

L'activité des **Paiements** reste dynamique sur la monétique avec une hausse de 9% des transactions de compensation.

Au total, le PNB des Services Financiers s'établit à 258 millions d'euros sur le semestre, en repli de 2% par rapport au premier semestre 2015.

REPARTITION DU PNB DU PREMIER SEMESTRE 2016 DES METIERS DE SFS



Les **revenus** du pôle SFS, à 684 millions d'euros, progressent de 4% par rapport au premier semestre 2015. Grâce à une hausse des charges contenue, le **coefficient d'exploitation** est stable à 65,2%. Le **résultat brut d'exploitation** à 238 millions d'euros augmente de 4% par rapport au premier semestre 2015.

4.1.4.4 Pôle Participations financières

| Participations financières | | | |
|-------------------------------------|-------------|----------------------|-----------------|
| (en millions d'euros) | 6M-2016 | 6M-2015 pro forma | Variation |
| Produit net bancaire | 338 | 423 | - 20,2 % |
| <i>Coface</i> | 289 | 347 | - 16,7 % |
| <i>Corporate Data Solutions</i> | 24 | 40 | - 39,7 % |
| <i>NPE</i> | - 3 | - 2 | + 81,2 % |
| <i>Natixis Algérie</i> | 28 | 37 | - 24,5 % |
| <i>Ho Chi Minh</i> | 0 | 1 | |
| Charges | - 315 | - 345 | - 8,7 % |
| Résultat brut d'exploitation | 23 | 78 | - 70,8 % |
| Coût du risque | - 24 | - 7 | |
| Résultat avant impôt | - 65 | 43 | |
| | | | |
| <i>Coefficient d'exploitation</i> | 93,2 % | 81,6 % | |

A COFACE

Le **chiffre d'affaires** du semestre, à 717 millions d'euros, est en retrait de 5,7 %. A change constant, la baisse ressort à 3,4 % par rapport au premier semestre 2015 : l'assurance-crédit qui représente 95 % du chiffre d'affaires est en recul de 3,5 % et l'affacturage de 1,5 %.

Le **ratio sinistres sur primes** net de réassurance ressort à 60,8 % au premier semestre 2016 contre 52,0 % pour le premier semestre 2015, soit une dégradation de 8,8 points en raison d'une sinistralité accrue sur les pays émergents.

Le **Produit Net Bancaire** du premier semestre 2016 atteint 289 millions d'euros, en baisse de 17 % par rapport au premier semestre 2015 et de 15 % à change constant.

Les charges d'exploitation sont maîtrisées, en baisse de 2 % à 272 millions d'euros (- 0,2 % à change constant).

B CORPORATE DATA SOLUTIONS

Les activités de Midt Factoring ont été transférées au pôle SFS au 1^{er} janvier 2016.

Les activités Altus et HCP North Amercia ont été cédées à fin mars 2016 générant une plus-value de cession de 10,9 millions d'euros.

A la fin du 1^{er} semestre 2016, CDS ne regroupe plus que l'entité Ellisphère et la holding.

Le **Produit Net Bancaire** du premier semestre 2016 atteint 24 millions d'euros, en hausse de 6,4 % par rapport au premier semestre 2015 à périmètre constant (hors Kompass, Midt Factoring et Altus).

Ellisphère présente un chiffre d'affaires, à 22,9 millions, au même niveau que le premier semestre 2015 et un résultat brut d'exploitation de 1,1 millions au premier semestre 2016.

C NATIXIS PRIVATE EQUITY (NPE)

Natixis Private Equity poursuit son processus de gestion extinctive des principales lignes de son portefeuille.

Par rapport au premier semestre 2015, les engagements en quote-part Natixis (ou « cash at risk ») sont en retrait de 13 % pour atteindre 99 millions d'euros à fin juin 2016.

Le **Produit Net Bancaire** du premier semestre 2016 est en retrait de 1,6 million d'euros par rapport au premier semestre 2015, à - 3,5 millions d'euros.

D NATIXIS ALGERIE

A change constant, les encours moyens de crédit du premier semestre 2016 reculent de 9 % par rapport au premier semestre 2015 et les encours hors-bilan baissent de 14 % en raison de la réglementation contraignant les encours de crédits documentaires. Sur cette même période, les dépôts clientèles sont en hausse de 10 %.

Natixis Algérie présente un **Produit Net Bancaire** en retrait de 24 % par rapport au premier semestre 2015, à 28 millions d'euros. Hors effet change, le PNB ressort en baisse de 14 %.

4.1.4.5 Hors pôles métiers

| Hors pôles métiers | | | |
|--|--------------|----------------------|-----------|
| (en millions d'euros) | 6M-2016 | 6M-2015 pro forma | Variation |
| Produit net bancaire | - 72 | 91 | |
| <i>dont Spread émetteur</i> | - 26 | 130 | |
| <i>dont Variation de change des TSS en devises</i> | - 7 | 24 | |
| Charges | - 204 | - 100 | |
| Résultat brut d'exploitation | - 276 | - 8 | |
| Coût du risque | 2 | 5 | - 65,4 % |
| Résultat avant impôt | - 272 | - 0 | |

Le **Produit Net Bancaire** du hors pôles métiers s'établit à - 72 millions d'euros contre + 91 millions d'euros à fin juin 2015. Hors spread émetteur et variation de change des titres super-subordonnés en dollar, le Produit Net Bancaire est ramené à - 39 millions d'euros à fin juin 2016 contre - 63 millions d'euros à fin juin 2015.

Les **Charges** du hors pôles métiers correspondent aux charges non refacturées aux métiers de Natixis. La contribution au Fond de Résolution Unique est portée par le Hors pôle métiers : elle s'établit à 114 millions d'euros au premier semestre 2016 pour 48 millions d'euros au premier semestre 2015. Hors cet élément les charges du Hors pôles métiers représentent 3 % du total des charges de Natixis.

Annexe sur 4.1.3 – résultats consolidés

Tableau de passage des résultats de gestion aux résultats publiés.

| Natixis (Juin 2016) | | | |
|---------------------------------------|--|---------------------------|-------------------|
| (en millions d'euros) | 6M-2016 gestion hors exceptionnels | Éléments exceptionnels | 6M-2016 publié |
| Produit net bancaire | 4 307 | - 33 | 4 274 |
| Charges | - 3 127 | | - 3 127 |
| Résultat brut d'exploitation | 1 180 | - 33 | 1 147 |
| Coût du risque | - 176 | | - 176 |
| Résultat net d'exploitation | 1 004 | - 33 | 971 |
| Mises en équivalence | 14 | | 14 |
| Gains ou pertes sur autres actifs | 60 | | 60 |
| Variation valeur écarts d'acquisition | 0 | - 75 | - 75 |
| Résultat avant impôt | 1 078 | - 108 | 970 |
| Impôt | - 395 | 11 | - 383 |
| Intérêts minoritaires | - 50 | 44 | - 6 |
| Résultat net part du groupe | 633 | - 53 | 581 |
| <i>Coefficient d'exploitation</i> | 72,6 % | | 73,2 % |

| Natixis (Juin 2015) | | | |
|---------------------------------------|--|---------------------------|-------------------|
| (en millions d'euros) | 6M-2015 gestion hors exceptionnels | Éléments exceptionnels | 6M-2015 publié |
| Produit net bancaire | 4 336 | 155 | 4 491 |
| Charges | - 2 984 | | - 2 984 |
| Résultat brut d'exploitation | 1 352 | 155 | 1 507 |
| Coût du risque | - 141 | | - 141 |
| Résultat net d'exploitation | 1 211 | 155 | 1 365 |
| Mises en équivalence | 22 | | 22 |
| Gains ou pertes sur autres actifs | - 0 | - 30 | - 30 |
| Variation valeur écarts d'acquisition | 0 | | 0 |
| Résultat avant impôt | 1 232 | 125 | 1 357 |
| Impôt | - 498 | - 53 | - 551 |
| Intérêts minoritaires | - 69 | | - 69 |
| Résultat net part du groupe | 665 | 72 | 737 |
| <i>Coefficient d'exploitation</i> | 68,8 % | | 66,5 % |

4.1.4.6 Coût du risque

Le **coût du risque courant** s'élève à - 176,2 millions d'euros au 30 juin 2016, dont - 150,5 millions d'euros au titre des risques individuels et - 25,7 millions d'euros au titre de la provision collective. Au 30 juin 2015, le coût du risque hors GAPC s'élevait à - 141,5 millions d'euros.

COUT DU RISQUE GLOBAL PAR POLE

| <i>(en millions d'euros)</i> | 30/06/2016 | 30/06/2015 |
|---------------------------------|----------------|----------------|
| Banque de Grande Clientèle | (124,3) | (105,2) |
| Épargne | 0,1 | (0,5) |
| Services Financiers Spécialisés | (29,0) | (33,6) |
| Participations Financières | (24,3) | (6,5) |
| Autres | 1,3 | 4,3 |
| COUT DU RISQUE GLOBAL | (176,2) | (141,5) |

COUT DU RISQUE GLOBAL PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

| <i>(en millions d'euros)</i> | 30/06/2016 | 30/06/2015 |
|------------------------------|----------------|----------------|
| Afrique et Moyen-Orient | (48,1) | (57,2) |
| Amérique centrale et latine | 45,5 | (0,4) |
| Amérique du Nord | (65,4) | 24,4 |
| Asie et Océanie | (4,5) | (8,7) |
| Europe de l'Est | 6,0 | (17,4) |
| Europe de l'Ouest | (109,7) | (82,2) |
| COUT DU RISQUE GLOBAL | (176,2) | (141,5) |

4.1.4.7 Parties liées

Les informations financières concernant les transactions entre parties liées figurent dans la note 8.4 des annexes aux comptes semestriels consolidés présentés section 5.1 de la présente actualisation.

4.2 Refinancement

REFINANCEMENT COURT TERME

Après la hausse des taux directeurs de la Réserve Fédérale Américaine et la baisse de la Banque Centrale Européenne (BCE) en décembre 2015, le premier semestre 2016 a été marqué par des politiques monétaires particulièrement accommodantes devant les craintes suscitées par les économies émergentes et le référendum britannique sur la sortie de l'Union Européenne.

En février 2016, la Banque du Japon décide de fixer le taux de reprise des excédents de liquidité en territoire négatif à - 0,10%.

En mars, la Banque Centrale Européenne annonce une nouvelle baisse de ses taux directeurs ainsi qu'une augmentation de ses achats d'actifs de 60 à 80 milliards d'euros par mois avec la possibilité d'acheter des obligations de grandes entreprises. La BCE annonce également qu'elle mettra en place, à partir du mois de juin 2016, de nouvelles opérations de refinancement à 4 ans avec une bonification du taux d'emprunt en fonction de l'augmentation des prêts en faveur de l'économie réelle.

L'excédent de liquidité dans la Zone Euro passe ainsi de 650 à plus de 900 milliards d'euros durant le premier semestre 2016.

Dans ce contexte les investisseurs s'efforcent toujours de placer leur liquidité sur les durées les plus longues possibles afin d'atténuer l'effet des taux négatifs et anticiper l'aplatissement de la courbe de taux.

Aux États-Unis, si la Réserve Fédérale a reporté ses hausses de taux directeurs, la liquidité à court terme a été principalement affectée par la poursuite de la préparation de la réforme des Money Markets Funds qui sera définitivement implémentée au mois d'octobre.

De nombreuses sociétés de gestion ont transféré leurs placements de dettes privées vers des dettes gouvernementales, entraînant parfois une hausse des prix payés par les émetteurs non-résidents. Néanmoins, le mouvement avait déjà largement eu lieu au second semestre de 2015 et la liquidité en US Dollar reste abondante.

▪ ENCOURS DES DIFFÉRENTS PROGRAMMES D'ÉMISSION COURT TERME DE NATIXIS

| <i>(montant en millions d'euros ou contrevalet euros)</i> | Certificats de dépôt | Commerciaux Papers |
|---|----------------------|--------------------|
| Montant du programme | 45 000* | 25 511 |
| Encours 30/06/2016 | 21 560** | 4 457 |

* Programme de CDN français.
 ** Y compris l'encours d'USCD's.

REFINANCEMENT LONG TERME

Suite à l'annonce d'une série de nouvelles mesures de la BCE (baisse du taux directeur, programme de rachats de dettes publiques, TLTRO II...), les taux longs des obligations d'États de la zone Euro n'ont cessé de se replier au cours du premier semestre de l'année 2016. Le rendement du 10 ans Allemand « BUND », qui était à 0,60 % au début de l'année, a touché un point bas historique le 8 juillet 2016 à - 0,189%. Les spreads de crédits bancaires ont été très volatils tout au long du premier semestre. Le « Brexit » ajouté au soutien du gouvernement italien à son secteur bancaire en difficulté ont eu pour conséquence un élargissement du spread de crédit de la dette senior unsecured. Toutefois, celui-ci a été sensiblement contenu par la présence de la Banque Centrale Européenne sur le marché.

Aux États-Unis, après 7 années de croissance, le taux d'intérêt des Fed Funds est toujours de 0,50%. La Réserve Fédérale déclare que les conditions de marché ne sont pas entièrement réunies pour déclencher un cycle de remontée des taux directeurs (mauvaise qualité des emplois, baisse du taux de participation, freinage des créations d'emplois, faiblesse de l'économie mondiale, Brexit...).

Dans ce contexte de marché, Natixis a levé au premier semestre 2016 au titre du programme de refinancement à moyen et long terme 10,9 milliards d'euros (vs. 14,5 milliards d'euros sur l'année 2015). Seul émetteur long terme sur le compartiment des émissions publiques, BPCE a financé Natixis à hauteur de 6,5 milliards en contre-valeur euro.

- **ÉMISSION ET ENCOURS DES DIFFERENTS PROGRAMMES D'ÉMISSIONS DE DETTE MOYEN LONG TERME DE NATIXIS**

| <i>(montants en millions d'euros ou contre-valeur euros)</i> | EMTN | BMTN | USMTN | Émissions obligataires |
|--|-------------|-------------|--------------|-------------------------------|
| Émissions 30/06/2016 | 3 002 | 0 | 17 | 1 778 |
| Encours 30/06/2016 | 11 111 | 625 | 250 | 6 849 |

V CHAPITRE 5 : ÉLÉMENTS FINANCIERS**5.1 Comptes semestriels consolidés et notes annexes****BILAN CONSOLIDE****COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE****ETAT DU RESULTAT NET ET DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL****TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (du 30 juin 2015 au 30 juin 2016)****TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE****SOMMAIRE DES NOTES ANNEXES**

| | |
|--------|--|
| NOTE 1 | PRINCIPES COMPTABLES |
| NOTE 2 | PERIMETRE DE CONSOLIDATION |
| NOTE 3 | NOTES RELATIVES AU BILAN |
| NOTE 4 | NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT |
| NOTE 5 | NOTES RELATIVES AUX VARIATIONS DES GAINS ET PERTES COMPTABILISEES DIRECTEMENT EN AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL |
| NOTE 6 | INFORMATION SECTORIELLE |
| NOTE 7 | GESTION DES RISQUES |
| NOTE 8 | AUTRES INFORMATIONS |
| NOTE 9 | EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE |

BILAN CONSOLIDE ACTIF

| En millions d'Euros | Notes | 30/06/2016 | 31/12/2015 |
|--|-------|----------------|----------------|
| Caisse, Banques Centrales | | 27 911 | 21 190 |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 3.1 | 192 072 | 191 639 |
| Instruments dérivés de couverture | | 2 138 | 1 035 |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 3.2 | 55 318 | 52 673 |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 3.5 | 54 108 | 71 462 |
| <i>dont activité institutionnelle</i> | | | |
| Prêts et créances sur la clientèle | 3.5 | 144 267 | 107 189 |
| <i>dont activité institutionnelle</i> | | 680 | 682 |
| Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux | | | |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 3.6 | 2 232 | 2 298 |
| Actifs d'impôts courants | | 356 | 483 |
| Actifs d'impôts différés | | 2 196 | 2 316 |
| Comptes de régularisation et actifs divers | | 47 467 | 42 967 |
| Actifs non courants destinés à être cédés | | | 22 |
| Participation aux bénéficiaires différés | | | |
| Participations dans les entreprises mises en équivalence | | 678 | 698 |
| Immeubles de placement | | 1 168 | 1 274 |
| Immobilisations corporelles | | 691 | 680 |
| Immobilisations incorporelles | | 756 | 770 |
| Ecarts d'acquisition | 3.7 | 3 524 | 3 559 |
| Total des actifs | | 534 882 | 500 257 |

BILAN CONSOLIDE PASSIF

| En millions d'Euros | Notes | 30/06/2016 | 31/12/2015 |
|---|-------|----------------|----------------|
| Banques centrales | | | |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | 3.1 | 164 785 | 158 990 |
| Instruments dérivés de couverture | | 3 786 | 1 918 |
| Dettes envers les établissements de crédit | 3.5 | 106 472 | 113 743 |
| <i>dont activité institutionnelle</i> | | 46 | 46 |
| Dettes envers la clientèle | 3.5 | 84 710 | 64 090 |
| <i>dont activité institutionnelle</i> | | 739 | 818 |
| Dettes représentées par un titre | 3.8 | 35 526 | 40 426 |
| Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux | | 291 | 227 |
| Passifs d'impôts courants | | 387 | 539 |
| Passifs d'impôts différés | | 538 | 426 |
| Comptes de régularisation et passifs divers | | 44 243 | 39 937 |
| <i>dont activité institutionnelle</i> | | 3 | 4 |
| Dettes sur actifs destinés à être cédés | | | 9 |
| Provisions techniques des contrats d'assurance | | 67 322 | 52 915 |
| Provisions | 3.9 | 1 651 | 1 668 |
| Dettes subordonnées | 3.10 | 5 191 | 4 869 |
| Capitaux propres part du groupe | | 18 764 | 19 160 |
| - Capital et réserves liées | | 10 869 | 10 812 |
| - Réserves consolidées | | 6 509 | 6 088 |
| - Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | 919 | 995 |
| - Gains et pertes non recyclables comptabilisés directement en capitaux propres | | (114) | (78) |
| - Résultat de l'exercice | | 581 | 1 344 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | | 1 219 | 1 341 |
| Total des passifs et capitaux propres | | 534 882 | 500 257 |

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

| En millions d'Euros | Notes | 1er semestre 2016 | 1er semestre 2015 |
|---|-------|----------------------|----------------------|
| Intérêts et produits assimilés | 4.1 | 2 484 | 2 423 |
| Intérêts et charges assimilés | 4.1 | (1 234) | (1 292) |
| Commissions (produits) | 4.2 | 2 522 | 2 542 |
| Commissions (charges) | 4.2 | (1 029) | (913) |
| Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat | 4.3 | 862 | 1 341 |
| Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente | 4.4 | 130 | 375 |
| Produits des autres activités | 4.5 | 16 294 | 3 540 |
| Charges des autres activités | 4.5 | (15 756) | (3 524) |
| Produit Net Bancaire | | 4 274 | 4 491 |
| Charges générales d'exploitation | 4.6 | (3 014) | (2 877) |
| Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles | | (113) | (107) |
| Résultat Brut d'Exploitation | | 1 147 | 1 507 |
| Coût du risque | 4.7 | (176) | (141) |
| Résultat Net d'Exploitation | | 971 | 1 365 |
| Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence | | 14 | 22 |
| Gains ou pertes sur autres actifs | | 60 | (30) |
| Variation de valeur des écarts d'acquisition | 1.3 | (75) | |
| Résultat avant impôt | | 970 | 1 357 |
| Impôts sur les bénéfices | 4.8 | (383) | (551) |
| Résultat sur activité abandonnée | | | |
| Résultat net de la période | | 587 | 806 |
| dont : - Part revenant au Groupe | | 581 | 737 |
| - Part des participations ne donnant pas le contrôle | | 6 | 69 |
| Résultat par action (en euro) | | | |
| <i>Résultat net attribuable aux actionnaires (c.f. annexe 8.1.2) - part du groupe - par action, calculé en retenant le nombre moyen d'actions sur l'exercice hors actions propres</i> | | 0,17 | 0,23 |
| Résultat dilué par action (en euro) | | | |
| <i>Résultat net attribuable aux actionnaires (c.f. annexe 8.1.2) - part du groupe - par action, calculé en retenant le nombre moyen d'actions sur l'exercice hors actions propres et incluant les actions potentielles provenant de l'exercice d'options de souscription d'actions et les actions gratuites</i> | | 0,17 | 0,23 |

ETAT DU RESULTAT NET ET DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

| En millions d'Euros | Notes | 1er semestre 2016 | 1er semestre 2015 |
|---|--|----------------------|----------------------|
| Résultat net | | 587 | 806 |
| Ecarts de revalorisation des régimes à prestations définies | | (54) | 47 |
| Effets d'impôts sur éléments non recyclables en résultat | | 19 | (17) |
| Quote part de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence non recyclable en résultat | | | 0 |
| Eléments non recyclables en résultat | | (35) | 31 |
| Ecarts de conversion | | (157) | 349 |
| Réévaluation des actifs disponibles à la vente | | 228 | (147) |
| Réévaluation des instruments dérivés de couverture | | (95) | 115 |
| Effets d'impôts sur éléments recyclables en résultat | | (39) | 13 |
| Quote part de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence recyclable en résultat | | 3 | (1) |
| Eléments recyclables en résultat | | (60) | 328 |
| Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global (nets d'impôts) | | (96) | 359 |
| RESULTAT GLOBAL | | 491 | 1 165 |
| | Part du Groupe | 470 | 1 087 |
| | Participations ne donnant pas le contrôle | 22 | 77 |

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

| En millions d'euros | Capital et réserves liées | | Réserves consolidées | | | Gains / pertes directement comptabilisés en capitaux propres | | | | Résultat net part du groupe | Capitaux propres part du groupe | Intérêts ne donnant pas le contrôle | Total capitaux propres consolidés |
|--|---------------------------|-------------------------------|---|-------------------------------------|-----------------------------|--|-------------------------------|-----------------------------------|--|-----------------------------|---------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------|
| | Capital | Réserves liées au capital (1) | Autres instruments de capitaux propres émis (2) | Elimination des titres auto-détenus | Autres réserves consolidées | Recyclables | | Non recyclables | | | | | |
| | | | | | | Ecart de conversion | Actifs disponibles à la vente | Instruments dérivés de couverture | Ecart de réévaluation des régimes à prestations définies | | | | |
| Capitaux propres au 31 décembre 2014 après affectation du résultat | 4 986 | 5 780 | 989 | -11 | 6 689 | 393 | 697 | -527 | -125 | 0 | 18 871 | 1 289 | 20 158 |
| Effets des changements de méthode (3) | | | | | 15 | | | | | | 15 | 0 | 16 |
| Augmentation de capital | 5 | -5 | | | | | | | | | 0 | | 0 |
| Elimination des titres auto-détenus | | | | 1 | 1 | | | | | | 2 | | 2 |
| Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions | | | | | 2 | | | | | | 2 | | 2 |
| Distribution 2015 au titre du résultat 2014 | | | | | -1 059 | | | | | | -1 059 | -73 | -1 133 |
| Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires | 5 | -5 | 0 | 1 | -1 057 | | | | | | -1 056 | -73 | -1 129 |
| Emissions et remboursement de TSSDI et d'actions de préférence | | | 0 | | 0 | | | | | | 0 | | 0 |
| Rémunérations des TSSDI et d'actions de préférence (7) | | | | | -26 | | | | | | -26 | | -26 |
| Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | | | | | 377 | -267 | 250 | | | 360 | 8 | 369 |
| Variation des écarts actuariels IAS19 R | | | | | | | | | 31 | | 31 | | 31 |
| Résultat au 30 juin 2015 | | | | | | | | | | 737 | 737 | 69 | 806 |
| Effet des acquisitions et des cessions (4) | | | | | -193 | | | | | | -193 | -1 | -194 |
| Autres (5) | | | | | -386 | -40 | | | | | -426 | 0 | -427 |
| Capitaux propres au 30 juin 2015 | 4 991 | 5 775 | 989 | -10 | 5 042 | 730 | 430 | -277 | -94 | 737 | 18 313 | 1 289 | 19 607 |
| Augmentation de capital | 14 | 31 | | | | | | | | | 45 | | 45 |
| Elimination des titres auto-détenus | | | | -2 | -1 | | | | | | -2 | | -2 |
| Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions | | | | | 1 | | | | | | 1 | | 1 |
| Distribution exceptionnelle 2015 au titre du résultat 2014 | | | | | 0 | | | | | | 0 | 0 | 0 |
| Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires | 14 | 31 | 0 | -2 | 0 | | | | | | 44 | 0 | 43 |
| Emissions et remboursement de TSSDI et d'actions de préférence | | | 224 | | 0 | | | | | | 224 | | 224 |
| Rémunérations des TSSDI et d'actions de préférence (7) | | | | | -30 | | | | | | -30 | | -30 |
| Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | | | | | 96 | 27 | -13 | | | 111 | -16 | 95 |
| Variation des écarts actuariels IAS19 R | | | | | | | | | 15 | | 15 | 2 | 18 |
| Résultat du 2 ^{ème} semestre 2015 | | | | | | | | | | 607 | 607 | 89 | 695 |
| Effet des acquisitions et des cessions | | | | | 13 | -1 | 0 | 0 | 0 | | 13 | -27 | -14 |
| Autres (6) | | | | | -140 | 0 | 2 | 1 | 0 | | -136 | -1 | -137 |
| Capitaux propres au 31 décembre 2015 | 5 005 | 5 807 | 1 213 | -12 | 4 886 | 825 | 459 | -289 | -78 | 1 344 | 19 160 | 1 341 | 20 500 |
| Affectation du résultat de l'exercice 2015 | | 57 | | | 1 287 | | | | | -1 344 | | | |
| Capitaux propres au 31 décembre 2015 | 5 005 | 5 864 | 1 213 | -12 | 6 173 | 825 | 459 | -289 | -78 | 0 | 19 160 | 1 341 | 20 500 |
| Augmentation de capital | 2 | -2 | | | | | | | | | 0 | | 0 |
| Elimination des titres auto-détenus | | | | 16 | 1 | | | | | | 17 | | 17 |
| Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions | | | | | 0 | | | | | | 0 | | 0 |
| Distribution 2016 au titre du résultat 2015 | | | | | -1 094 | | | | | | -1 094 | -111 | -1 205 |
| Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires | 2 | -2 | 0 | 16 | -1 093 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -1 077 | -111 | -1 188 |
| Emissions et remboursement de TSSDI et d'actions de préférence | | | 398 | | 0 | | | | | | 398 | | 398 |
| Rémunérations des TSSDI et d'actions de préférence (7) | | | | | -37 | | | | | | -37 | | -37 |
| Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | | | | | -115 | 142 | -62 | | | -34 | 16 | -19 |
| Variation des écarts actuariels IAS19 R | | | | | | | | | -35 | | -35 | | -35 |
| Résultat au 30 juin 2016 | | | | | | | | | | 581 | 581 | 6 | 587 |
| Effet des acquisitions et des cessions (8) | | | | | -139 | -42 | 0 | | | | -181 | -34 | -214 |
| Autres (6) | | | | | -10 | | | | | | -10 | 0 | -10 |
| Capitaux propres au 30 juin 2016 | 5 007 | 5 862 | 1 611 | 5 | 4 894 | 668 | 602 | -351 | -114 | 581 | 18 764 | 1 216 | 19 982 |

- Primes d'émission, réserve légale, réserves statutaires, réserve des plus-values à long terme et autres réserves de Natixis ;
- Autres instruments de capitaux propres émis : il s'agit des titres super subordonnés à durée indéterminée. Au 30 juin 2016, 257 millions d'euros de plus-value de reclassement de certains des TSSDI sont inclus dans la colonne « autres réserves consolidées » contre 259 millions d'euros au 31 décembre 2015 ;
- Impacts du changement de méthode liés à la mise en place de l'interprétation d'IFRIC 21 ;
- Les options d'achat accordées aux actionnaires minoritaires des entités DNCA France et Natixis Partners sont enregistrées en capitaux propres pour -181 millions d'euros ;
- Dont -385 millions d'euros relatifs à la reconnaissance d'un impôt différé passif sur l'amortissement fiscal d'un écart d'acquisition ;
- Dont -142 millions d'euros relatif à la sortie de la plus-value de reclassement suite au remboursement d'une ligne de TSSDI souscrit par BPCE au 31 décembre 2015 et -2 millions d'euros au 30 juin 2016 ;
- Le montant brut des rémunérations des TSSDI est de 41 millions d'euros au 30 juin 2015 (26 millions d'euros net d'impôt), 88 millions d'euros au 31 décembre 2015 (56 millions d'euros net d'impôt) et 57 millions d'euros au 30 juin 2016 (37 millions d'euros net d'impôt) ;
- Les capitaux propres part du groupe comprennent les effets suivants :
 - 70 millions d'euros relatifs aux options d'achat accordées aux actionnaires minoritaires de la société Peter J. Solomon Company (PJSC)
 - 61 millions d'euros d'effet lié à la réévaluation des options d'achat accordées aux actionnaires minoritaires de l'entité DNCA France ;
 - 18 millions d'euros relatifs à l'acquisition de 40% d'AEW Europe ;
 - 44 millions d'euros d'écart de conversion faisant suite au remboursement de 400 millions de dollars de report à nouveau par la succursale de New York.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE

Le solde des comptes de trésorerie et assimilés est constitué des soldes nets des comptes de caisse et des banques centrales ainsi que des soldes nets des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit.

Les variations de la trésorerie résultant de l'activité opérationnelle enregistrent les flux de trésorerie générés par les activités du groupe, à l'exception de ceux relatifs aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et aux immeubles de placement.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations d'investissement résultent des flux de trésorerie liés aux acquisitions et aux cessions des participations consolidées et non consolidées, des immobilisations corporelles et incorporelles, ainsi que ceux liés aux acquisitions et aux cessions d'immeubles de placement, d'immeubles donnés en location simple et aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance.

| En millions d'euros | 1 ^{er} semestre 2016 | Exercice 2015 | 1 ^{er} semestre 2015 |
|---|----------------------------------|------------------|----------------------------------|
| Résultat avant impôts | 969 | 2 473 | 1 357 |
| +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles | 143 | 282 | 140 |
| +/- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations | 76 | 5 | 2 |
| +/- Dotations nettes aux autres provisions (y compris provisions techniques d'assurance) | 13 596 | 2 875 | 1 868 |
| +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés MEE | (14) | (46) | (22) |
| +/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement | (216) | (264) | (114) |
| +/- Perte nette/(gain net) des activités de financement | 74 | 137 | 63 |
| +/- Autres mouvements | (11 370) | 948 | 209 |
| = Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements | 2 289 | 3 939 | 2 147 |
| +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit | 12 571 | (14 074) | 3 825 |
| +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle | (3 949) | 3 419 | (3 265) |
| +/- Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs financiers | (300) | (24 452) | (19 704) |
| +/- Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers | (329) | (955) | (247) |
| - Impôts versés | (256) | (286) | (72) |
| = Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles | (7 736) | (36 349) | (19 464) |
| Total Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle | 10 993 | (29 937) | (15 960) |
| +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations ⁽¹⁾ | 1 | 139 | (339) |
| +/- Flux liés aux immeubles de placement | 68 | 98 | 53 |
| +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles | (74) | (283) | (138) |
| Total Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement | (4) | (46) | (424) |
| +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires ⁽²⁾ | (1 199) | (1 088) | (1 123) |
| +/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement ⁽³⁾ | 201 | 701 | (180) |
| Total Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement | (998) | (387) | (1 303) |
| Flux de trésorerie liés aux actifs et passifs destinés à être cédés | | 15 | 76 |
| Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie | (99) | 3 281 | 2 940 |
| Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | 9 891 | (27 075) | (14 670) |
| Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles | 10 993 | (29 937) | (15 960) |
| Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement | (4) | (46) | (424) |
| Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement | (998) | (387) | (1 303) |
| Flux de trésorerie liés aux actifs et passifs destinés à être cédés | | 15 | 76 |
| Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie | (99) | 3 281 | 2 940 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture | 25 656 | 52 732 | 52 732 |
| Caisse, Banques Centrales (actif & passif) | 21 190 | 56 598 | 56 598 |
| Comptes et prêts à vue auprès des établissements de crédit | 4 466 | (3 866) | (3 866) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture | 35 548 | 25 656 | 38 062 |
| Caisse, Banques Centrales (actif & passif) | 27 911 | 21 190 | 33 826 |
| Comptes et prêts à vue auprès des établissements de crédit | 7 636 | 4 466 | 4 236 |
| Variation de la trésorerie nette | 9 891 | (27 075) | (14 670) |

(1) Les flux liés aux actifs financiers et aux participations comprennent notamment :
- les flux liés aux actifs détenus jusqu'à l'échéance pour + 113 millions d'euros ;

- les flux liés aux titres de participation consolidés pour -133 millions d'euros correspondant à l'achat de Peter J. Solomon (- 71 millions d'euros), 40% d'AEW Europe et Coinvest (- 41 millions d'euros), la cession de Snyder Capital Management (+ 1 million d'euros), la cession de Capital Growth Management (+16 millions d'euros), l'exercice d'une partie du put sur DNCA (- 37 millions d'euros) et Euro Private Equity (- 1 million d'euros)
 - les flux liés aux titres de participation non consolidés pour + 21 millions d'euros.
- (2) Les flux provenant ou à destination des actionnaires comprennent les dividendes versés à BPCE à hauteur de - 780 millions d'euros et ceux versés au hors groupe – 419 millions d'euros.
- (3) Les flux provenant des activités de financement se décomposent notamment de la manière suivante :
- émission de dettes subordonnées pour + 300 millions d'euros souscrites par BPCE ;
 - intérêts payés sur les titres subordonnés pour – 62 millions d'euros ;
 - rémunération des titres super subordonnés inscrits en capitaux propres pour - 37 millions d'euros.

NOTE 1 PRINCIPES COMPTABLES**1.1 Normes applicables**

Les comptes consolidés semestriels de Natixis au 30 juin 2016 comprennent un jeu d'états financiers résumés établis et présentés conformément aux dispositions de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ces états résumés doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés au 31 décembre 2015 publiés dans le document de référence 2015 déposé auprès de l'Autorité des Marchés financiers (AMF) le 10 mars 2016. Ils sont composés :

- du bilan ;
- du compte de résultat ;
- de l'état du résultat net et des autres éléments du résultat global ;
- du tableau de variation des capitaux propres ;
- du tableau des flux de trésorerie nette ;
- et d'une sélection de notes annexes.

Ils sont présentés avec un comparatif au 31 décembre 2015 et/ou au 30 juin 2015.

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés semestriels de Natixis au 30 juin 2016 sont identiques à ceux utilisés pour l'élaboration des comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2015 établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et détaillés dans la note 1 « Normes comptables appliquées » des comptes consolidés et annexes de l'exercice 2015 (présentés au chapitre 5.2 « Eléments financiers - comptes consolidés et annexes » du document de référence 2015), à l'exception des amendements et interprétations suivants nouvellement applicables au 1^{er} janvier 2016 :

- L'amendement à la norme IAS 19 « Avantages du personnel » intitulé « Régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel » adopté par la Commission européenne le 17 décembre 2014 et applicable de manière obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2016 dans les comptes de Natixis. Cet amendement s'applique aux cotisations versées par les membres du personnel ou par des tiers à des régimes à prestations définies. L'objectif est de clarifier et de simplifier la comptabilisation des cotisations qui sont indépendantes du nombre d'années de service des membres du personnel (ex : les contributions des membres du personnel qui sont calculées en fonction d'un pourcentage fixe du salaire). Les cotisations peuvent être comptabilisées comme une réduction du coût des services rendus de la période pendant laquelle le service est rendu, au lieu d'être affectées aux périodes de services. Cet amendement n'a pas d'impact sur les comptes de Natixis ;
- L'amendement « Améliorations annuelles des IFRS Cycle 2010 - 2012 », adopté par la Commission européenne le 17 décembre 2014 et applicable de manière obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2016 dans les comptes de Natixis. Cet amendement relève du processus annuel d'amélioration qui vise à simplifier et à clarifier les normes comptables internationales. Les normes suivantes sont modifiées : IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », IFRS 8 « Secteurs opérationnels », IAS 16 « Immobilisations corporelles », IAS 38 « Immobilisations incorporelles » et IAS 24 « Informations relatives aux parties liées ». Cet amendement n'a pas d'impact sur les comptes de Natixis ;

- L'amendement à la norme IFRS 11 « Partenariats » intitulé « Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des entreprises communes » adopté par la Commission européenne le 24 novembre 2015 et applicable de manière obligatoire, de façon prospective, à compter du 1^{er} janvier 2016 dans les comptes de Natixis. Cet amendement clarifie comment comptabiliser l'acquisition d'une participation dans une activité conjointe qui constitue une entreprise au sens d'IFRS 3 « regroupements d'entreprises ». Il convient donc d'appliquer, à hauteur de la quote-part acquise, les principes de la norme IFRS 3. Cet amendement n'a pas d'impact sur les comptes de Natixis ;
- Les amendements aux normes IAS 16 « Immobilisations corporelles » et IAS 38 « Immobilisations incorporelles », intitulés « Clarifications sur les modes d'amortissement acceptables » adopté par la Commission européenne le 2 décembre 2015 et applicable de manière obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2016 dans les comptes de Natixis. Cet amendement précise que l'utilisation de méthodes fondées sur le chiffre d'affaires pour calculer la dépréciation ou l'amortissement d'un actif n'est pas appropriée et est désormais interdite pour les immobilisations corporelles. Cet amendement n'a pas d'impact sur les comptes de Natixis ;
- L'amendement « Améliorations annuelles des IFRS Cycle 2012-2014 » adopté par la Commission européenne le 15 décembre 2015 et applicable de manière obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2016 dans les comptes de Natixis. Cet amendement relève du processus annuel d'amélioration qui vise à simplifier et à clarifier les normes comptables internationales. Les normes suivantes sont modifiées : IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir », IAS 19 « Avantages du personnel » et IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Cet amendement n'a pas d'impact sur les comptes de Natixis ;
- L'amendement à la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » intitulé « Initiative concernant les informations à fournir » adopté par la Commission européenne le 18 décembre 2015 et applicable de manière obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2016 dans les comptes de Natixis. Cet amendement vise à encourager les entreprises à exercer un jugement professionnel pour déterminer quelles informations fournir dans leurs états financiers et à améliorer l'efficacité de la présentation d'informations. Cet amendement n'a pas d'impact sur les comptes de Natixis ;
- L'amendement à la norme IAS 27 « États financiers individuels » intitulé « Utilisation de la méthode de la mise en équivalence dans les états financiers individuels » adopté par la Commission européenne le 18 décembre 2015 et applicable de manière obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2016 dans les comptes de Natixis. Cet amendement permet aux entités d'utiliser la méthode de la mise en équivalence, décrite dans la norme IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises », pour comptabiliser leurs participations dans des filiales, des coentreprises et des entreprises associées dans leurs états financiers individuels. Cet amendement n'a pas d'impact sur les comptes consolidés de Natixis.

L'IASB a publié en juillet 2014 la version complète et définitive de la norme IFRS 9 « Instruments financiers » qui remplacera de façon obligatoire, à compter du 1^{er} janvier 2018, la norme IAS 39. Cette nouvelle norme introduit :

- pour les actifs financiers, un nouveau modèle de classification fondé sur la nature de l'instrument (instrument de dette ou instrument de capitaux propres). Pour les instruments de dette, la norme revoit la séparation Coût amorti / Juste valeur, en se fondant sur le modèle de gestion des actifs et les caractéristiques des flux contractuels. Ainsi, seuls les instruments avec des caractéristiques simples ou standards pourront être éligibles à la catégorie coût amorti (s'ils sont gérés dans un modèle de collecte) ou juste valeur par contrepartie des autres éléments du résultat global (s'ils sont gérés dans un modèle de collecte et vente) ;
- pour les passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat, l'obligation d'enregistrer dans les autres éléments du résultat global les variations de juste valeur afférentes au risque de crédit propre (sauf dans le cas où cette comptabilisation créerait ou accroîtrait une non-concordance comptable au niveau du résultat net) ;
- un modèle unique de dépréciation, prospectif, fondé non plus sur les pertes de crédit avérées, mais sur les pertes de crédit attendues calculées sur l'ensemble des portefeuilles comptabilisés au coût amorti ou à la juste valeur par contrepartie des autres éléments du résultat global (recyclable). Dans le nouveau dispositif, il ne sera plus nécessaire d'identifier un événement de défaut pour constater une dépréciation. D'une façon générale, la norme IFRS 9 impose de constater, à l'initiation, les pertes attendues à un an, puis dans un second temps, si le risque de contrepartie s'est détérioré de façon significative depuis l'origine, il convient de constater les pertes attendues à maturité. Dans un troisième temps, si la qualité du crédit se dégrade au point que la recouvrabilité de la créance est menacée, les pertes attendues à maturité doivent être provisionnées, à l'identique de ce que prescrit la norme IAS 39 pour la dépréciation sur base individuelle des créances en défaut ;
- un modèle de comptabilité de couverture modifié, plus en adéquation avec les activités de gestion des risques.

Bien que la norme IFRS 9 n'ait pas encore été adoptée par l'Union européenne, Natixis a, compte tenu de l'importance des changements apportés par cette norme, engagé, dès le 1^{er} semestre 2015, des travaux d'analyse normative et de déclinaison opérationnelle conduits dans le cadre d'une organisation de projet faisant intervenir l'ensemble des métiers et des fonctions supports concernés. Ces travaux se poursuivent en 2016 avec notamment, la mise en œuvre des développements informatiques nécessaires à la correcte application de la norme.

La norme IFRS 15 « Comptabilisation du chiffre d'affaires » remplacera les normes et interprétations actuelles relatives à la comptabilisation des produits. Elle sera applicable au 1^{er} janvier 2018 de façon rétrospective, sous réserve de son adoption par l'Union européenne.

Selon IFRS 15, la comptabilisation du produit des activités ordinaires doit refléter le transfert des biens et services promis aux clients pour un montant correspondant à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange de ces biens et services.

La norme IFRS 15 s'applique aux contrats qu'une entité conclut avec ses clients à l'exception notamment des contrats de location (couverts par la norme IAS 17), des contrats d'assurance (couverts par la norme IFRS 4), des instruments financiers (couverts par la norme IFRS 9).

Les travaux d'analyses d'impacts de l'application de cette nouvelle norme seront menés par Natixis au cours du second semestre 2016.

En outre, Natixis a tenu compte pour l'établissement des comptes consolidés au 30 juin 2016 :

- pour la valorisation de ses instruments financiers, de la recommandation publiée le 15 octobre

2008 par l'AMF, le Conseil National de la Comptabilité, la Commission Bancaire et l'Autorité de Contrôle des Assurances et des Mutuelles, ainsi que du guide intitulé « Evaluation et informations à fournir sur la juste valeur lorsque les marchés deviennent inactifs » publié par l'IASB le 31 octobre 2008. Ces deux documents soulignent l'importance du recours au jugement pour déterminer la juste valeur des instruments dans un contexte de marché illiquide. Cette recommandation a conduit Natixis à ne pas systématiquement recourir à des modèles utilisant des données observables au 30 juin 2016, à l'instar des précédents arrêtés, compte tenu de l'illiquidité des marchés affectant certaines classes d'actifs ;

- pour l'information relative aux expositions à risques, de la déclinaison française des recommandations du Forum de Stabilité Financière (FSF). Ces informations présentées suivant le format proposé par la Commission Bancaire dans son document « Note de présentation relative à la déclinaison française des recommandations formulées par le FSF en matière de transparence financière », publié le 29 mai 2008, ont été intégrées dans la partie 3.11 du chapitre « Risques et adéquation des fonds propres » de l'actualisation du document de référence.

1.2 Faits marquants de la période

Le Groupe BPCE et CNP Assurances ont conclu un nouveau partenariat, qui a pris effet au 1^{er} janvier 2016. Il s'inscrit dans le contexte de l'arrivée à échéance en date du 31 décembre 2015 des accords de distribution entre CNP Assurances et le Groupe BPCE et la décision de ce dernier de confier à Natixis Assurances la conception et la gestion de l'ensemble des contrats épargne et retraite qui seront distribués par le réseau Caisse d'Épargne à partir du 1^{er} janvier 2016.

Ce partenariat, d'une durée de 7 ans, comprend les volets suivants :

- La mise en place d'un partenariat privilégié en assurance des emprunteurs (ADE) collective entre CNP Assurances et Natixis Assurances d'une part et l'ensemble des réseaux du Groupe BPCE d'autre part. Ce partenariat repose sur un accord de coassurance à hauteur de 66% pour CNP Assurances et 34% pour Natixis Assurances ;
- La mise en place de partenariats spécifiques en prévoyance avec (i) en prévoyance collective, le développement par CNP Assurances d'une offre couvrant les principaux risques des clientèles professionnelles et entreprises du Groupe BPCE, complétée d'un volet sur la dépendance, et (ii) en prévoyance individuelle, un partenariat ciblé sur les produits de dépendance et la garantie du locataire ;
- Une diminution progressive de l'exposition de CNP Assurances sur les activités d'épargne et de retraite réalisées avec les Caisses d'Épargne comprenant l'arrêt des souscriptions nouvelles de manière progressive en 2016, la conservation des versements ultérieurs sur les affaires en stock et des mécanismes d'alignement d'intérêts entre CNP Assurances et le Groupe BPCE concernant la gestion de ces encours. Les encours d'épargne réalisés avec les Caisses d'Épargne sont cédés à Natixis Assurances au travers d'une réassurance en quote-part de 10% y compris les reversements liés (cf. note 3.5.2) ;
- Inversement, CNP Assurances réassure à hauteur de 40% la production en matière de contrats épargne retraite euros distribués par le réseau Caisse d'Épargne et émis par Natixis Assurances sur la période 2016 à 2019.

Au 30 juin 2016, Natixis, via Natixis North America LLC, a finalisé l'acquisition de la société de conseil américaine Peter J. Solomon Company « PJSC », spécialisée dans la délivrance de conseils en fusions-acquisitions et restructurations.

Natixis détient 51% du capital de « PJSC » au 30 juin 2016 et aura la faculté d'acquérir le cas échéant, l'intégralité du capital d'ici 2026 par l'exercice de promesses croisées d'achat et de vente d'actions.

Natixis, au travers de Natixis North America LLC, exerce le contrôle sur cette entité suivant IFRS 10 et consolide cette entité par intégration globale.

Cette opération a généré un écart d'acquisition calculé selon la méthode du goodwill partiel de 72 millions d'euros.

En juillet 2015, l'État a décidé de transférer à Bpifrance l'activité de gestion des procédures publiques de soutien à l'exportation. Le principe du transfert est acté à l'article 103 de la loi de finances rectificative pour 2015, qui entrera en vigueur à une date fixée par décret et au plus tard le 31 décembre 2016. Le transfert se traduira par la cession à Bpifrance de la branche autonome d'activité de gestion des garanties publiques composée des équipes et des moyens dédiés (systèmes informatiques, contrats...) ainsi que de ses actifs et passifs correspondants.

Le protocole préliminaire signé entre l'État, BPI Groupe et Coface le 29 juillet 2015 prévoit, en contrepartie de ce transfert, une compensation d'un montant de 89,7 millions d'euros avant impôts se décomposant en un versement de 77,2 millions d'euros et un transfert de passif estimé à fin décembre 2015 à 12,5 millions d'euros.

Cette somme permettra à Coface de faire face aux charges immédiates de dépréciation (estimées à 16,3 millions d'euros avant impôts) et de contribuer à l'absorption de la perte de marge (12,6 millions d'euros) et des coûts fixes (20,3 millions d'euros) restants à la charge de Coface (montant avant impôts au 31 décembre 2015).

Coface continuera d'être rémunérée par l'État français jusqu'au transfert effectif de l'activité.

1.3 Recours à des estimations

La préparation des états financiers de Natixis exige dans certains domaines la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations sur la base des informations disponibles susceptibles de faire appel au jugement d'experts. Ces sources d'incertitude peuvent affecter la détermination des produits et charges du compte de résultat, l'évaluation des actifs, passifs du bilan et/ou certains éléments d'informations présentés dans les notes annexes. Dans ce contexte, les résultats futurs de certaines opérations pourraient s'avérer significativement différents des estimations retenues pour l'arrêté des comptes au 30 juin 2016.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur

La détermination de la juste valeur des instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques d'évaluation. Les valorisations issues de ces modèles sont ajustées pour tenir compte en fonction des instruments concernés et des risques associés, du cours acheteur et vendeur de la position nette, des risques de modèles, des hypothèses de coût de financement des flux futurs de trésorerie des dérivés non collatéralisés ou imparfaitement collatéralisés, des risques de contrepartie et de paramètres. Les justes valeurs ainsi comptabilisées peuvent diverger des prix auxquels ces opérations seraient négociées en cas de cession effective sur le marché.

Les modèles de valorisation qui ont été utilisés pour l'évaluation d'instruments financiers devenus non liquides du fait de la crise financière sont présentés en note 1.4.

- Dépréciations des prêts et créances

Natixis apprécie en date d'arrêté s'il existe une indication objective de dépréciation des prêts et créances sur base individuelle ou sur base collective par famille de risques. Pour la détection des indices de dépréciation, Natixis analyse l'évolution d'un certain nombre de critères objectifs mais se fonde également sur le jugement de ses experts. De même, Natixis peut avoir recours à son jugement d'expert pour positionner dans le temps les flux futurs de recouvrement (quand il s'agit de calculer le montant des dépréciations individuelles), ou pour ajuster le montant de pertes attendues issu du dispositif Bâlois sur lequel se fonde le montant des dépréciations sur base de portefeuilles.

- **Evaluation des instruments de capitaux propres non cotés classés dans les « Actifs disponibles à la vente »**

Les instruments de capitaux propres non cotés classés dans les « Actifs disponibles à la vente » sont constitués essentiellement des titres de participation non consolidés. La juste valeur des titres de participation non cotés peut être obtenue notamment par application des méthodes de valorisation du type multiples ou DCF (actualisation des flux de trésorerie futurs). L'utilisation de ces méthodes conduit à faire au préalable certains choix et à prendre des hypothèses (notamment en matière de projections de flux futurs attendus et de taux d'actualisation).

- **Evaluation des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT)**

Chaque écart d'acquisition est affecté à une UGT de façon à pouvoir être testé. Des tests de dépréciation durable sont réalisés à chaque fois qu'un indicateur objectif de dépréciation met en exergue l'existence d'un tel risque et en tout état de cause au minimum une fois par an. Les tests réalisés par Natixis consistent à comparer la valeur comptable de l'UGT (valeur comprenant l'écart d'acquisition) et sa valeur recouvrable. Lorsque la valeur recouvrable correspond à la valeur d'utilité, elle est déterminée en appliquant la méthode d'actualisation des cash flows libres annuels à l'infini (hors UGT de Capital Investissement). Pour l'UGT Coface, la valeur d'utilité est complétée par d'autres approches s'appuyant sur des données de marché à l'instar de la méthode mise en œuvre lors des précédents arrêtés dont méthodes de valorisation par multiples boursiers, par cours de bourse et par cours cible des brokers. Une valorisation moyenne est déterminée en pondérant les différentes approches. La détermination de la valeur d'utilité repose principalement sur l'actualisation des flux futurs des UGT.

La mise en œuvre de cette méthode conduit donc à :

- estimer les flux de trésorerie futurs. Pour cette estimation, Natixis s'est fondée sur les prévisions des plans à moyen terme des métiers ;
- projeter à l'infini les flux de la dernière année sur la base d'un taux représentatif de la croissance annuelle attendue ;
- actualiser les flux sur la base d'un taux différencié par UGT.

Au 30 juin 2016, des tests ont été menés sur l'UGT Coface et l'une des entités de l'ex UGT Corporate Data Solution dont la valorisation apparaissait la plus sensible à un certain nombre de paramètres (tels que la réalisation effective du plan d'affaires). Pour l'UGT Coface, la baisse du niveau du « loss ratio » mentionnée dans le communiqué de presse du 4 juillet 2016 constitue également un indice de la dégradation de la valeur recouvrable de l'UGT.

La détermination de la valeur d'utilité de Coface par la méthode des cash-flow recouvrables s'est appuyée sur le dernier plan d'affaires connu, auquel a été appliquée une décote afin de tenir compte du niveau de « loss ratio » communiqué par la société le 4 juillet 2016. En outre, les cours spot et les cours cible des brokers ont été retenus postérieurement à la publication du communiqué de presse précité. Ces tests ont conduit à déprécier de 75 millions d'euros (31 millions d'euros en part du groupe) l'écart d'acquisition de l'entité Coface. Le montant net de l'écart d'acquisition après dépréciation s'élève à 281 millions d'euros au 30 juin 2016 contre 357 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Les taux d'actualisation pris en compte dans le cadre de ces travaux ont été déterminés comme suit :

- Pour l'UGT Coface, en considérant le taux sans risque de la zone Euro-Bund moyenné sur une profondeur de 10 ans, auquel s'ajoute une prime de risque calculée en s'appuyant sur des échantillons de sociétés comparables pour les activités d'assurances, de services et d'affacturage ;
- pour l'entité de l'ex UGT CDS, les taux sans risque à 10 ans des pays dans lesquels interviennent les différentes entités, auxquels s'ajoute une prime de risque calculée sur la base d'un échantillon de sociétés représentatives du secteur et une prime de risque complémentaire pour tenir compte de la taille relative de l'entité en comparaison des références de l'échantillon.

Une augmentation de 20 bp des taux d'actualisation (hypothèse basée sur la variabilité annuelle historique observée sur les quatre dernières années) associée à une diminution de 50 bp des taux de croissance à l'infini contribuerait à minorer la valeur d'utilité des UGT de :

- ✓ - 4,1% pour l'UGT Coface ;
- ✓ - 6,3% pour l'entité de l'ex UGT CDS.

et conduirait à constater une dépréciation complémentaire de l'écart d'acquisition de l'entité Coface de 44 millions d'euros.

De même, la sensibilité de la valeur recouvrable aux flux futurs des plans d'affaires est la suivante :

- ✓ pour Coface, le principal vecteur de sensibilité est le « loss ratio ». Un niveau cible de 54% de ce ratio (net de réassurance) a été retenu pour conduire le test de dépréciation de l'UGT au 30 juin 2016. Une hausse d'un point du niveau de « loss ratio » conduirait à constater une dépréciation complémentaire de l'UGT. Par ailleurs, une valorisation au cours le plus bas au cours du 1^{er} semestre 2016 conduirait à un impact limité sur la valorisation moyenne pondérée ;
- ✓ pour l'entité de l'ex UGT CDS, le principal facteur de sensibilité est le niveau de réalisation des plans d'affaires. Une variation de - 5% desdits plans n'amènerait pas à constater de dépréciation.

- **Juste valeur des prêts et créances comptabilisés au coût amorti (hors prêts reclassés dans le cadre de l'amendement aux normes IAS 39 et IFRS 7)**

La juste valeur des prêts pour lesquels il n'existe pas de cotation est déterminée suivant la technique de l'actualisation des flux futurs. Le taux d'actualisation est fondé sur l'observation des taux pratiqués par l'établissement au cours de l'exercice pour des ensembles de prêts présentant des caractéristiques de risques similaires. Le regroupement des prêts par ensembles homogènes de risques a été opéré à partir d'études statistiques permettant d'identifier les critères ayant une incidence sur le niveau des « spread ». Natixis a également fait appel au jugement d'expert pour parfaire cette segmentation.

- **Passifs sociaux**

Natixis recourt à des actuaires indépendants pour le calcul de ses principaux engagements sociaux. Ces engagements sont déterminés au moyen d'hypothèses tel que le taux de croissance de salaires, les taux d'actualisation et les taux de rendement des actifs du régime. Ces taux d'actualisation et de rendement reposent sur les valeurs de taux de marché observés à la date d'arrêt (ex : courbe de taux des obligations Corporates AA pour le taux d'actualisation). Appliqués à des engagements long terme, ces taux induisent sur la valorisation un facteur d'incertitude.

- **Passifs relatifs aux contrats d'assurance**

Les provisions techniques des contrats d'assurance sont déterminées à partir d'hypothèses et d'estimations, pouvant entraîner des ajustements des montants comptabilisés au cours de la période suivante :

- En prévoyance, les provisions pour sinistres reposent principalement sur la modélisation de la sinistralité observée ;
- En assurance vie, les provisions techniques sont calculées à partir d'hypothèses conjoncturelles, financières, de tables d'expérience (mortalité, morbidité) et de lois comportementales (comportement des assurés en matière de rachats) ;
- En assurance-crédit, les provisions pour sinistres comprennent une estimation du coût de l'ensemble des sinistres déclarés et non réglés à la clôture de la période. Ce montant de sinistres à payer est complété par une provision pour sinistres inconnus calculée sur une base statistique correspondant à l'estimation du montant final de sinistres qui sera réglé après extinction du risque et toute action de recouvrement. Les provisions de recours qui représentent les estimations des récupérations attendues, sont calculées en appliquant à l'ensemble des exercices de souscription non encore liquidés un taux ultime de récupération.

- **Participation aux bénéfices différée**

Le taux de participation à retenir pour le calcul de la participation aux bénéfices différée est déterminé à partir des taux de distribution prévisionnels sur la durée du Plan à Moyen Terme et en cohérence avec le taux de distribution effectif du dernier exercice.

En situation de participation aux bénéfices différée active, un test de recouvrabilité est mené afin de vérifier que les besoins de liquidité survenant dans un environnement économique défavorable n'imposent pas de vendre des actifs en situation de moins-value latente. Ce test de recouvrabilité repose sur des projections de flux de trésorerie s'appuyant sur différentes hypothèses économiques de collecte et de rachats historiques.

L'application du mécanisme de comptabilité reflet a conduit à reconnaître une participation aux bénéfices différée passive au 30 juin 2016 ; aucun test de recouvrabilité n'a donc été réalisé.

- Impôts différés

Natixis comptabilise un actif net d'impôt différé correspondant à sa capacité à générer des bénéfices imposables sur un horizon déterminé (10 ans au maximum) alors même que les reports déficitaires sont imputables sur des durées bien supérieures (20 ans aux États-Unis) ou sans limitation de durée en France ou en Grande-Bretagne.

A cette fin, Natixis établit des business plans fiscaux glissants à partir du dernier arrêté fiscal et extrapolé sur la base d'hypothèses de croissance retenues dans les plans à moyen terme des métiers.

Des ajustements relatifs aux régimes fiscaux spéciaux sont effectués.

- Autres provisions pour risques et charges

Les provisions enregistrées au passif du bilan consolidé, autres que celles relatives aux instruments financiers, aux engagements sociaux et aux contrats d'assurance, concernent principalement les provisions pour litiges, amendes et pénalités, ainsi qu'une provision pour restructuration constituée au 31 décembre 2013 au titre d'un plan d'adaptation des effectifs.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources, représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un évènement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable. Pour la détermination de ce montant, Natixis est amenée à évaluer la probabilité de réalisation du risque. Il y a actualisation des flux dès lors que celle-ci présente un caractère significatif.

1.4 Evaluation de la juste valeur**1.4.1 Principes généraux**

La juste valeur d'un instrument (actif ou passif) est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est donc basée sur le prix de sortie (notion d'exit price).

A l'initiation, la juste valeur correspond normalement au prix de transaction et donc au prix payé pour acquérir l'actif ou reçu pour assumer le passif.

Lors des évaluations ultérieures, la juste valeur des actifs et passifs doit être estimée et déterminée en ayant recours en priorité à des données de marché observables, tout en s'assurant que l'ensemble des paramètres qui composent cette juste valeur est convergent avec le prix que les « intervenants de marché » utiliseraient lors d'une transaction.

Cette juste valeur se compose d'un prix milieu de marché et d'ajustements additionnels de valorisation déterminés en fonction des instruments concernés et des risques associés.

Le prix milieu de marché est obtenu à partir :

- de prix coté lorsque l'instrument est coté sur un marché actif. Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si les cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un secteur d'activité, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles qui interviennent régulièrement sur le marché principal, ou à défaut le marché le plus avantageux, dans des conditions de concurrence normale ;
- d'une valeur déterminée à partir de techniques de valorisation en l'absence de cotation sur un marché actif. Les techniques d'évaluation utilisées doivent maximiser l'utilisation de données d'entrée observables pertinentes et minimiser celle de données d'entrée non observables. Elles peuvent utiliser des données observables issues de transactions récentes, des justes valeurs d'instruments similaires, des modèles d'actualisation de flux ou de valorisation d'options, des modèles propriétaires dans le cas d'instruments complexes ou bien des données non observables lorsque celles-ci résultent d'hypothèses ne reposant ni sur des prix de transaction, ni sur des données de marché.

Les ajustements additionnels de valorisation intègrent des facteurs liés à des incertitudes de valorisation, tel que des risques de marché, de crédit et de liquidité afin de prendre en compte notamment les coûts induits par une opération de sortie sur le marché principal. De même, un ajustement (« Funding Valuation Adjustment – FVA ») visant à prendre en compte à travers des hypothèses, les coûts liés au coût de financement des flux futurs de trésorerie des dérivés non collatéralisés ou imparfaitement collatéralisés est également pris en compte.

Les principaux ajustements additionnels de valorisation sont présentés ci-après :

Ajustement bid/ask (cours acheteur / cours vendeur) – Risque de liquidité :

Cet ajustement représente l'écart entre le cours acheteur et le cours vendeur correspondant au coût de sortie. Il reflète le coût demandé par un intervenant de marché au titre du risque à acquérir une position ou à devoir la céder à un prix proposé par un autre intervenant de marché.

Ajustement pour incertitude de modèle :

Cet ajustement permet de prendre en compte les imperfections des techniques de valorisation utilisées et en particulier, les facteurs de risques non considérés, alors même que des paramètres de marché observables sont disponibles. C'est le cas lorsque les risques inhérents aux instruments diffèrent de ceux portés par les paramètres observables utilisés pour les valoriser.

Ajustement pour incertitude sur les paramètres :

L'observation de certains prix ou de paramètres utilisés par les techniques de valorisation peut être difficile ou le prix ou paramètre peuvent ne pas être disponibles de façon suffisamment régulière pour déterminer le prix de sortie. Dans ces circonstances, un ajustement peut être nécessaire pour refléter la probabilité que les intervenants de marché adopteraient des valeurs différentes pour ces mêmes paramètres dans l'évaluation de la juste valeur de l'instrument financier considéré.

Ajustement de valeur pour risque de contrepartie (Credit Valuation Adjustment – CVA) :

Cet ajustement s'applique aux évaluations qui ne tiennent pas compte de la qualité de crédit de la contrepartie. Il correspond à l'espérance de perte liée au risque de défaut d'une contrepartie et vise à prendre en compte le fait que Natixis ne puisse pas recouvrer la totalité de la valeur de marché des transactions.

La méthodologie de détermination du CVA repose essentiellement sur le recours aux paramètres de marché en lien avec les pratiques des opérateurs de marché pour l'ensemble des segments de contreparties faisant l'objet de ce calcul. En l'absence de paramètres de marché liquides, des proxies par type de contrepartie, notation, géographie ont été utilisés.

Ajustement de valeur pour risque de crédit propre (Debit Valuation Adjustment – DVA) :

L'ajustement DVA est le symétrique du CVA et représente l'espérance de perte du point de vue de la contrepartie sur les valorisations passives des instruments financiers. Il reflète l'effet de la qualité de crédit de Natixis sur la valorisation de ces instruments. Cet ajustement est établi à partir de l'observation des spreads de crédit d'un échantillon d'établissements comparables, compte tenu du niveau de liquidité du spread de CDS de Natixis au cours de la période (sans impact significatif sur le compte de résultat au 30 juin 2016). L'ajustement DVA est établi après prise en compte de l'ajustement du coût de financement (FVA).

La détermination du caractère actif ou non d'un marché s'appuie notamment sur les critères suivants :

- niveau d'activité du marché et évolution (dont niveau d'activité sur le marché primaire) ;
- ancienneté des prix provenant de transactions observées ;
- raréfaction des prix restitués par une société de service ;
- fort écartement des cours acheteurs-vendeurs (bid/ask) ;
- importante variation des prix dans le temps ou entre les intervenants au marché.

Dispositif de contrôle

La détermination de la juste valeur est soumise à un dispositif de contrôle visant à vérifier que les justes valeurs sont déterminées ou validées par une fonction indépendante.

Les justes valeurs déterminées par référence à des cotations externes ou des paramètres de marché font l'objet d'une validation par un service indépendant (le service de suivi des données de marchés). Un contrôle de second niveau est opéré par la direction des Risques.

Sur les marchés moins liquides, d'autres informations de marché sont utilisées pour valider la juste valeur des instruments en privilégiant les données observables.

Les facteurs qui sont pris en compte sont notamment les suivants :

- l'origine de la source externe (cotation sur pages, services de contribution..) ;
- l'homogénéité entre des sources différentes ;
- la périodicité d'alimentation des données ;
- le caractère représentatif du paramètre au regard de transactions de marché récentes.

Pour les justes valeurs déterminées à partir de modèles d'évaluation, le dispositif de contrôle comprend la validation de manière indépendante de la construction des modèles et des paramètres intégrant ces modèles.

Cette validation est réalisée sous la responsabilité de la direction des Risques.

Elle consiste à vérifier la cohérence et la pertinence du modèle par rapport à la fonction qu'il doit remplir (fixation des prix, évaluation, couverture, mesure et contrôle des risques) et au produit auquel il s'applique, à partir de :

- l'approche théorique : les fondements financiers et mathématiques du modèle ;
- l'application du modèle : les « pricers » retenus pour la production des risques et résultats ;
- la stabilité du modèle sous stress des paramètres ;
- l'étude de la stabilité et de la convergence des méthodes numériques employées ;
- la ré-implémentation indépendante du modèle dans le cadre de la validation algorithmique ;
- l'analyse comparative de la calibration des paramètres de modèle ;
- l'étude du risque de modèle via notamment l'analyse comparative du modèle avec d'autres modèles de valorisation, afin de s'assurer de l'adéquation du modèle et du payoff ;
- la mise en place d'ajustement au titre du risque de modèle pour prendre en compte les insuffisances éventuelles du modèle ou de sa calibration ;
- l'intégration du modèle dans les systèmes d'information.

Par ailleurs, les modalités de détermination de la juste valeur font l'objet d'un suivi au travers de plusieurs instances réunissant la Direction des risques, la Direction financière, le service de suivi des données de marché et des valorisations tels que le Comité d'observabilité et de paramètre, le Comité de valorisation, le Comité des réfections, le Comité de validation de modèles.

• Niveaux de juste valeur

Pour les besoins de l'information financière, la norme IFRS 13 requiert que la juste valeur des instruments financiers et non financiers soit ventilée selon les trois niveaux de juste valeur ci-dessous :

a) Niveau 1 : Évaluation utilisant des cotations de marché sur marché liquide

Il s'agit d'instruments dont la juste valeur est déterminée à partir de cotations sur des marchés actifs directement utilisables.

Le niveau 1 comprend principalement les titres cotés sur une bourse ou échangés en continu sur d'autres marchés actifs, les dérivés négociés sur des marchés organisés (futures, options...) dont la liquidité peut être démontrée et les parts d'OPCVM dont la valeur liquidative est calculée et communiquée quotidiennement.

b) Niveau 2 : Évaluation utilisant des données de marché observables

Ce niveau de juste valeur regroupe les instruments autres que les instruments mentionnés en niveau 1 de juste valeur et les instruments évalués à partir d'une technique de valorisation utilisant des paramètres observables soit directement (prix), soit indirectement (dérivé de prix) jusqu'à la maturité de l'instrument. Il s'agit principalement :

Des instruments simples :

La plupart des dérivés négociés de gré à gré, swaps, accords de taux futurs, caps, floors et options simples, sont traités sur des marchés actifs, c'est-à-dire sur des marchés liquides sur lesquels des transactions sont régulièrement opérées.

Leur valorisation résulte de l'utilisation de modèles communément admis (méthode d'actualisation des cash flows futurs, modèle de Black and Scholes, techniques d'interpolation) et faisant intervenir des paramètres directement observables.

Pour ces instruments, le caractère répandu du modèle utilisé et le caractère observable des paramètres ont été documentés.

Figurent également en niveau 2 :

- les titres moins liquides que ceux classés en niveau 1 dont la juste valeur est déterminée à partir de prix externes proposés par un nombre raisonnable de teneurs de marché actifs et qui sont régulièrement observables sans qu'ils soient pour autant nécessairement directement exécutables (prix issus notamment des bases de contribution et de consensus) ; à défaut du respect de ces critères, les titres sont classés en niveau 3 de juste valeur ;
- les titres non cotés sur un marché actif dont la juste valeur est déterminée sur la base de données de marché observables. Ex : utilisation de données de marché issues de sociétés comparables, ou méthode de multiple issue de techniques utilisées couramment par les acteurs du marché ;
- les titres souverains grecs, ainsi que les titres souverains portugais, dont la juste valeur est classée en niveau 2 compte tenu de l'écartement des fourchettes bid/ask concernant les prix de marché ;
- les parts d'OPCVM dont la valeur liquidative n'est pas calculée et communiquée quotidiennement mais qui fait l'objet de publications régulières ou pour lesquelles on peut observer des transactions récentes ;
- les dettes émises valorisées à la juste valeur sur option. La valorisation de la composante « risque de crédit émetteur » repose sur la méthode d'actualisation des « cash-flows » futurs utilisant des paramètres tels que courbe des taux, « spreads » de réévaluation. Cette valorisation correspond, pour chaque émission, au produit de son notional restant dû et sa sensibilité tenant compte de l'existence de calls et par l'écart entre le « spread » de réévaluation (basé sur la courbe cash reoffer BPCE au 30 juin 2016 à l'instar des arrêtés précédents) et le « spread » moyen d'émission. Les variations de spread émetteur sont généralement non significatives pour les émissions de durée initiale inférieure à un an.

Des instruments complexes :

Certains instruments financiers plus complexes et/ou d'échéance longue sont valorisés avec un modèle reconnu et utilisant des paramètres de marché calibrés à partir de données observables telles que les courbes de taux, les nappes de volatilité implicite des options et des données résultant de consensus de marché ou à partir de marchés actifs de gré à gré.

Les principaux modèles de détermination de la juste valeur de ces instruments sont décrits par nature de produits ci-dessous :

- *Produits Actions* : la valorisation des produits complexes est déterminée à partir :
 - de données de marché ;
 - d'un « payoff », c'est-à-dire de la formule des flux positifs ou négatifs attachés au produit à maturité ;
 - d'un modèle d'évolution du sous-jacent.

Les produits traités peuvent être mono sous-jacent, multi sous-jacents ou hybrides (taux /action par exemple).

Les principaux modèles utilisés pour les produits actions sont les modèles à volatilité locale, volatilité locale combiné au Hull & White 1 facteur (H&W1F), Tskew et Pskew.

Le modèle à volatilité locale repose sur la modélisation de la volatilité en fonction du temps et du cours du sous-jacent. Sa principale propriété est de prendre en compte la volatilité implicite de l'option par rapport à son prix d'exercice telle qu'elle ressort des évolutions de marché.

Le modèle hybride volatilité locale combiné au H&W1F consiste à coupler le modèle de volatilité locale décrit supra avec un modèle de taux de type Hull & White 1 Facteur dont la description est mentionnée plus bas (cf. produits de taux).

Le modèle Tskew est un modèle de valorisation d'options mono et multi sous-jacents. Son principe est de calibrer les distributions à maturité du ou des sous-jacents sur les prix d'options standards.

Le modèle Pskew est un modèle similaire au modèle Tskew utilisé tout particulièrement pour des produits actions à cliquet simple tels que les produits cliquets cappés/floorés.

- *Produits de taux* : les produits de taux présentent généralement des caractéristiques propres qui motivent le choix du modèle. Sont pris en compte les facteurs de risque sous-jacents au « payoff » à valoriser.

Les principaux modèles utilisés pour la valorisation et la gestion des produits de taux sont les modèles Hull & White (un facteur, 2 facteurs ou Hull & White un facteur à volatilité stochastique), le modèle Hunt Kennedy et le modèle BGM smile.

Les modèles Hull & White permettent une formulation simple du prix des produits vanilles de taux et peuvent être aisément calibrés. Les produits valorisés avec ces modèles contiennent, en général, une option d'annulation du type bermudéenne (i.e. exerçable à des dates fixées en début de contrat).

Les modèles SBGM et Hunt Kennedy sont utilisés pour valoriser les produits de taux sensibles au smile de volatilité (i.e. évolution implicite de la volatilité par rapport aux prix d'exercice) et à l'auto-corrélation (ou corrélation entre les taux).

- *Produits de Change* : les produits de change présentent généralement des caractéristiques propres qui motivent le choix du modèle.

Les principaux modèles utilisés pour la valorisation et la gestion des produits de change sont les modèles à volatilité locale et stochastique, ainsi que des modèles hybrides couplant une modélisation du sous-jacent change avec deux modèles Hull & White 1 Facteur pour appréhender les facteurs taux.

Pour l'ensemble de ces instruments de niveau 2, le caractère observable des paramètres a pu être démontré et documenté. Au plan méthodologique, l'observabilité des paramètres est basée sur quatre conditions indissociables :

- les paramètres proviennent de sources externes (notamment par exemple via un contributeur reconnu) ;
- les paramètres sont alimentés périodiquement ;
- les paramètres sont représentatifs de transactions récentes ;
- les caractéristiques des paramètres sont identiques à celles de la transaction. Le cas échéant un « proxy » peut être utilisé, sous réserve de démontrer et documenter sa pertinence.

La juste valeur des instruments issue de modèles de valorisation est ajustée afin de tenir compte du risque de liquidité (bid-ask), du risque de contrepartie, du risque de crédit propre (évaluation des positions dérivés passives), du risque de modèle et de paramètres.

La marge dégagée lors de la négociation de ces instruments financiers est immédiatement comptabilisée en résultat.

c) Niveau 3 : Évaluation utilisant des données de marché non observables

Ce niveau, regroupe les instruments valorisés à partir de modèles de valorisation non reconnus et/ou reposant sur des paramètres non observables sur le marché dès lors que ceux-ci sont susceptibles d'affecter significativement la valorisation. Il s'agit principalement :

- des actions non cotées, dont la juste valeur n'a pu être déterminée à partir d'éléments observables ;
- des titres non cotés sur un marché actif relevant du métier de Capital investissement évalués à leur juste valeur selon des modèles couramment utilisés par les acteurs du marché, en conformité avec les normes International Private Equity Valuation (IPEV), mais qui sont sensibles à l'évolution du marché et dont la détermination de la juste valeur fait nécessairement appel à une part de jugement ;
- des titres structurés ou représentatifs des portefeuilles de placements privés, détenus par le métier assurance ;
- des instruments hybrides dérivés de taux et de change qui ne sont pas classés en niveau 2 ;
- des instruments faisant l'objet d'une marge au premier jour qui a été différée ;
- des parts d'OPCVM pour lesquelles le fonds n'a pas publié d'actif net récent à la date d'évaluation, ou pour lesquelles il existe une période de « lock-up » ou toute autre contrainte qui nécessite un ajustement significatif des prix de marché disponible (valeur liquidative, NAV etc.) au titre du peu de liquidité observée pour ces titres ;
- des instruments affectés par la crise financière valorisés en juste valeur au bilan, alors qu'il n'existe plus de données de référence observables du fait de l'illiquidité du marché et qui n'ont pas fait l'objet d'un reclassement en « Prêts et créances » dans le cadre de l'amendement aux normes IAS 39 et IFRS 7 publié le 13 octobre 2008 (voir ci-dessous). Lorsque le niveau d'activité d'un marché connaît une baisse significative, un modèle de valorisation reposant sur les seules données pertinentes disponibles, est alors mis en œuvre.

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 20 février 2007, modifié par l'arrêté du 23 novembre 2011, relatives aux fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et au règlement européen du 26 juin 2013 (CRR) relatives aux exigences du dispositif de Bâle 3, pour chacun des modèles utilisés, une description des simulations de crise appliquées et du dispositif de contrôle ex post (validation de l'exactitude et de la cohérence des modèles internes et des procédures de modélisation) est communiqué dans la partie 3.6 du chapitre III « Risques et adéquation des fonds propres ».

La norme IAS 39 impose que la marge soit comptabilisée en résultat dès l'initiation uniquement dans la mesure où elle est générée par la variation de facteurs que les participants du marché prendraient en compte lors de la fixation d'un prix, c'est-à-dire uniquement si le modèle et les paramètres utilisés pour la valorisation sont observables.

Ainsi, en cas de non reconnaissance du modèle de valorisation par les pratiques de marché, ou de non observabilité d'un des paramètres affectant significativement la valorisation de l'instrument, la marge positive du jour de la négociation ne peut être inscrite immédiatement au compte de résultat. Elle est étalée en résultat, de façon linéaire, sur la durée de vie de l'opération ou jusqu'à la date à laquelle les paramètres deviendront observables. La marge négative du jour de la négociation, quant à elle, est prise en compte immédiatement en compte de résultat.

Au 30 juin 2016, le périmètre des instruments pour lesquels la marge du jour de la négociation a été différée est constitué essentiellement :

- des produits structurés actions & indices multi sous-jacents ;
- de financements synthétiques ;
- d'options sur fonds (multi assets et mutual funds) ;
- de produits structurés de taux ;
- de swaps de titrisation.

Pour ces instruments, le tableau ci-après fournit les principaux paramètres non observables ainsi que les intervalles de valeurs.

| Classe d'Instrument | Principaux types de produits composant le niveau 3 au sein de la classe d'Instrument | Techniques de valorisation utilisées | Principales données non observables | Intervalles de données non observables au sein des produits de niveau 3 considérés |
|--|--|---|---|--|
| Instruments dérivés de crédit | CDO, Index tranche | Technique d'estimation des défauts tenant compte des effets de corrélation et d'une modélisation du recouvrement | Courbe de corrélation spécifique du portefeuille sous-jacent du CDO | 5% - 95% (a) |
| | CDS sur des Private Finance Initiative (autres que des CDS sur actifs de titrisation) | Extrapolation à partir des prix sur la base d'hypothèse de recouvrement | Taux de recouvrement | 60% - 100% |
| Instruments dérivés de taux d'intérêt | Swaps de Titrisation | Actualisation des flux attendus sur la base d'hypothèses de remboursement anticipé du portefeuille sous-jacent | Taux de Remboursement anticipé | 3% - 18% |
| | Sticky CMS / Volatility Bond | Modèles de valorisation d'options sur taux d'intérêt | Paramètres de retour à la moyenne | 1% - 5% |
| | Callable Spread Option and Corridor Callable Spread Option | Modèle de représentation à plusieurs facteurs de la courbe des taux | Spread mean-reversion | 10% - 30% |
| | Swap Spread Lock et Option sur Spread Lock | Modèle normal bi-varié pour appréhender la valeur temps des options Spread Lock et répliquer pour les CMS et TEC Forwards | Courbe de Spread Lock, Volatilités TEC forward et corrélation TEC-CMS | Spread Lock : 3bp / +15bp Volatilité : 50% / 70% Correl TECCMS : 90% / 95% |
| Capital Protected Note | Pay-offs mono crédit, avec capital garanti, indexés sur la base cash-CDS d'émetteurs, intégrant une clause de rappel au pair au gré de Natixis | Modélisation qui prend en input modèle une volatilité de la base cash-cds, re-scalée en volatilité de prix, et ré-imputée dans un modèle Black associé à une méthode numérique permettant d'appréhender l'early exercise. | Volatilité de la base cash-cds | 2% - 4% |
| Pensions et TRS VRAC | TRS et Pensions indexés sur paniers d'actions VRAC | Modélisation synthétique du panier sous-jacent VRAC (avec un repo à estimer) et valorisation actuarielle dans le cas du TRS ou avec un modèle hybride standard Equity/Taux pour l'autocall TRS | Courbe de repo des paniers VRAC | -1% / 0,70% |
| Instruments dérivés Helvetix | Strip d'options long terme, Strip d'options quantos, Strip d'options digitales Spread Options et Spread Options digitales | Modèle Black & Scholes Copule gaussienne | Corrélation change/change Volatilité long terme USDCHF & EURCHF | Correl EURUSD/USDCHF : -84,98% ; -76,52% Volatilités Long Terme : 10% - 15% |
| Instruments dérivés sur fonds | Payoffs as Target Volatility strategy et CPPI sur Mutual Funds | L'approche retenue est un modèle hybride couplant un modèle multi sous-jacent equity de type volatilité locale avec un modèle de taux 1 facteur Heath-Jarrow-Morton (HJM1F) | Données sur les fonds | Correl Indices - Taux : 22% - 44% |
| Instruments dérivés collatéralisés | Payoffs multi sous-jacents | Modèle de valorisation basé sur les paramètres volatilité action et shortfall à terme | Shortfall à terme | |
| Instruments dérivés hybrides taux / change | PRDC / PRDKO / TARN long-terme | Modèle de valorisation des options hybrides taux de change / taux d'intérêt | Corrélation entre taux de change et taux d'intérêt ainsi que des niveaux de volatilité long-terme | Correl AUDJPY et USDJPY : 30% - 60% Volatilités Long Terme : 10% - 17% |
| Instruments dérivés hybrides Equity/Taux/Change (FX) | Range Accrual Callable Long (15Y) sur plusieurs classes d'actifs (Equity+Fx+Taux) | Modèle hybride couplant une diffusion Equity, une diffusion FX et une diffusion des taux | Paramètres de Corrélations (Equity-Fx, Equity-Taux, Taux-Fx) | (55%, [36%, 45%], 27%) |
| Instruments dérivés hybrides Taux/Crédit | Range Accrual Callable Long (15Y) sur Taux et Crédit (événement de défaut) | Modèle hybride couplant une diffusion des taux et une diffusion du crédit | Paramètres de Corrélation Taux-Crédit et Volatilité Crédit | ([-50%, 20%], [45%, 65%]) |
| Instruments dérivés sur actions | Payoffs Multi-sous-jacent de maturité longues | Modèle de valorisation d'options sur volatilité intégrant la corrélation entre les actifs | Paramètres de corrélation | 52% - 80% |

(a) L'ensemble des opérations intégrant ce type de données est en parfait back-to-back ; le paramètre de corrélation qui justifie la classification de niveau 3 est donc parfaitement hedgé ;

Politique suivie par Natixis concernant les transferts de niveau de juste valeur

Les transferts de niveau de juste valeur sont examinés et validés par des comités ad'hoc associant notamment Finance, Risques et Métiers. Pour ce faire, sont pris en compte différents indicateurs témoignant du caractère actif et liquide des marchés, tels qu'exposés dans les principes généraux. Pour tout instrument pour lequel ces critères ne seraient plus respectés ou pour lesquels ces critères redeviendraient observés, une étude est menée. Les transferts vers ou en dehors du niveau 3 sont soumis à validation préalable.

En application de cette procédure, les produits multi-sous-jacents actions dont la maturité résiduelle est comprise entre 4 et 5 ans ont fait l'objet d'un transfert en niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur au cours du 1^{er} semestre 2016 (cf. note 3.4.1.2).

- **Instruments affectés par la crise financière**

a) CDS conclus avec des réhausseurs de crédit (monoline et CDPC)

Depuis le 31 décembre 2015, le modèle de valorisation des réfections sur opérations avec les monolines conclues sous forme de CDS se rapproche, en terme de méthode, de l'ajustement mis en place pour risque de contrepartie (Credit Valuation Adjustment – CVA). Il tient compte également de l'amortissement attendu des expositions et du spread des contreparties implicite des données de marché.

En outre, concernant les opérations avec les CDPC (Credit Derivatives Product Companies), la méthode en vigueur consiste en la mise en œuvre d'une approche par transparence concernant les actifs sous-jacents, reposant sur une estimation de l'exposition au moment du défaut, la PD et la LGD étant basées sur la maturité de la tranche. Les probabilités de défaut ainsi déterminées des sous-jacents ont été stressées par un facteur de 1,2 en prenant en compte un taux de « recouvrement » de 27%. Il en résulte une probabilité de défaut de la contrepartie, celui-ci étant réputé survenir dès lors que les pertes ainsi déterminées excèdent l'actif net disponible de la CDPC.

Ces provisions sont complétées d'une réserve générale tenant compte de la volatilité de la juste valeur des opérations.

b) Autres instruments non exposés au risque résidentiel US pour la valorisation desquels Natixis recourt à un modèle de valorisation

Les valorisations des actifs suivants, issus des opérations de titrisation, pour lesquelles aucun prix n'a pu être identifié sur le marché, ont été réalisées à partir de modèles de valorisation reposant sur les principes suivants :

CLO :

Un modèle de scoring de certaines structures définissant le niveau de risque de chacune d'entre elles en fonction de critères discriminants est appliqué.

CDO Trups (Trust Preferred Securities):

Le modèle de valorisation est basé sur des projections de flux de trésorerie futurs et de taux de défaut déterminés selon une approche statistique déduisant la probabilité de défaut des établissements bancaires en fonction de leurs ratios financiers. Pour les autres secteurs, les estimations des taux de défaut sont effectuées en tenant compte des notations actuelles des actifs.

CDS sur Private Finance Initiative (CDS PFI) :

Le modèle de valorisation mis œuvre, pour les CDS portant sur les valeurs PFI (financement de projet en partenariat public privé), est basé sur une approche calibrée sur les prix de marchés des obligations « PFI » sous-jacentes et l'utilisation d'un taux de « recouvrement » uniforme.

1.4.2 Crédits enregistrés en « Prêts et créances » et encours de location financement

La grande majorité des crédits de Natixis sont des crédits à taux variable et leur juste valeur est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs. Le taux d'actualisation retenu pour un crédit donné est le taux que Natixis accorderait en date d'arrêté à une même contrepartie pour un prêt de caractéristiques similaires. S'agissant essentiellement de crédits à taux variable, la méthode consiste donc à ajuster le taux contractuel en fonction de l'évolution des taux pratiqués sur le marché des crédits et de l'évolution du risque de contrepartie.

Dès lors qu'il existe une cotation répondant aux critères de la norme IFRS 13, c'est le cours de cotation qui est utilisé.

La juste valeur des crédits dont la durée initiale est inférieure à un an est considérée correspondre à leur valeur comptable. C'est également généralement le cas des actifs financiers de durée inférieure ou égale à un an et des comptes courants.

1.5 Dispositif de garantie des actifs de l'ex GAPC

Le 12 novembre 2009, a été mis en place un dispositif de protection des actifs d'une partie des portefeuilles de l'ex GAPC par BPCE avec un effet rétroactif au 1^{er} juillet 2009. Ce mécanisme de garantie a permis à Natixis de libérer une part importante des fonds propres alloués aux actifs cantonnés et de se prémunir contre les risques de pertes de ces portefeuilles postérieures au 30 juin 2009. Ce dispositif de protection s'articule autour de deux mécanismes :

- une sous participation en risque revêtant les caractéristiques d'une garantie financière et couvrant 85% du nominal des actifs comptabilisés dans les catégories « Prêts et créances » et « Actifs disponibles à la vente ». Par cette garantie Natixis est indemnisée dès le premier euro de défaut et à hauteur de 85% du montant de défaut ;
- deux TRS, l'un en euros et l'autre en dollars, transférant à BPCE 85% des résultats comptabilisés depuis le 1^{er} juillet 2009 (latents et réalisés) sur le portefeuille d'instruments à la juste valeur par résultat (cash et dérivés). S'agissant d'instruments dérivés, les TRS sont valorisés au bilan en juste valeur par la contrepartie du compte de résultat. En parallèle, Natixis achète auprès de BPCE une option lui permettant de récupérer dans 10 ans, si celle-ci est exercée, la performance nette positive de ce portefeuille moyennant le paiement d'une prime évaluée à 367 millions d'euros, comptabilisée également à la juste valeur.

Le montant de prime réglé par Natixis, en contrepartie de la mise en place de la garantie financière est de 1 183 millions d'euros.

Ce montant de prime n'a pas donné lieu à une comptabilisation immédiate en compte de résultat ni à un étalement linéaire, la garantie couvrant des actifs dont les moins-values latentes ou dépréciations ont déjà été prises en compte en résultat.

Comptabilisée à l'initiation en compte de régularisation, elle est étalée en compte de résultat au même rythme, dans les mêmes proportions et au même niveau d'agrégat que :

- les reprises de provisions pour dépréciations (en coût du risque) ;
- les étalements de décote (en PNB) générée le 1^{er} octobre 2008 sur les actifs reclassés en « Prêts et créances » au 1^{er} octobre 2008 dans le cadre de l'amendement aux normes IAS 39 et IFRS 7 publié le 13 octobre 2008.

NOTE 2 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

2.1 Faits marquants

Les faits marquants sont mentionnés en note 1.2.

2.2 Évolution du périmètre de consolidation depuis le 1^{er} janvier 2016

Les principales évolutions du périmètre intervenues depuis le 1^{er} janvier 2016 ont été les suivantes :

2.2.1 Banque de Grande Clientèle

- Entrées de périmètre
 - Acquisition le 29 janvier 2016 de 75% du capital et des droits de vote de l'entité Natixis Capital Partners Spain ;
 - Création de la Sicav SPG le 21 avril 2016 ;
 - Acquisition le 7 juin 2016 de 51% du capital et des droits de vote des entités suivantes :
 - Peter J. Solomon Company LP ;
 - Peter J. Solomon Securities Company LLC.

2.2.2 Épargne

- Entrée de périmètre
 - Consolidation au 2^{ème} trimestre 2016 d'ABP Vie Mandat FCPI, fonds de capital investissement, suite au franchissement des seuils.
- Sorties de périmètre
 - Cession le 2 janvier 2016 des entités suivantes :
 - Capital Growth Management LP ;
 - Snyder Capital Management Inc ;
 - Snyder Capital Management LP.
 - Liquidation en janvier 2016 des entités suivantes :
 - MC Management Inc ;
 - MC Management LP ;
 - Kobrick Funds LLC.
 - Déconsolidation au 1^{er} trimestre 2016 du fonds de gestion d'actifs : Natixis Credit Opportunities I/A EUR suite au passage sous les seuils.
- Variations du pourcentage d'intérêts
 - Le taux de détention d'Ecureuil Vie Développement est passé de 49% à 51% suite au rachat au cours du 1^{er} trimestre 2016 des 2% anciennement détenus par CNP Assurances ;
 - NGAM a acquis, en juin 2016, la participation de 40% détenue auparavant par la CDC dans AEW Europe. Le taux de détention de NGAM passe ainsi de 60% à 100% pour les entités suivantes : AEW Europe SA, AEW Coinvest, NAMI AEW Europe, AEW Europe SGP, AEW

Europe Sarl (ex AEW Luxembourg), AEW Global Ltd, AEW Global UK Ltd, AEW Europe Advisory Ltd, AEW Europe CC Ltd, AEW Europe LLP, AEW Europe Investment Ltd, AEW Europe Partnership, AEW Europe Holding Ltd, AEW Central Europe, AEW Europe Italian Branch, AEW Europe German Branch, AEW Central Europe CZECH, AEW Central Europe Romania, EPI SLP LLC, EPISO SLP LLC. De même, le taux de détention de l'entité AEW UK Investment Management LLP passe de 30% à 50% ;

- Au cours du 2^{ème} trimestre 2016, le taux de détention de DNCA Management est passé de 8% à 42% suite au rachat de titres aux managers de la société. Cette opération modifie en cascade l'ensemble des taux de détention dans les entités DNCA. Celui-ci passe ainsi de 71% à 74% pour les entités suivantes : DNCA & Cie, DNCA Finance, DNCA Courtage, DNCA Luxembourg ;
- Au cours du 2^{ème} trimestre 2016, le taux de détention de Euro Private Equity SA et Euro Private Equity France est passé de 70% à 80% suite à l'acquisition complémentaire de 10% du capital conformément au protocole initial signé lors de l'acquisition de l'entité ;
- Au cours du 2^{ème} trimestre 2016, le taux de détention de Sélection 1818 est passé de 75% à 100% suite à l'exercice du put sur minoritaires ;
- Le taux de détention d'Ossiam est passé de 62% à 64% suite au rachat le 13 juin 2016 de 900 parts à un manager de l'entité.

2.2.3 Participations financières

- Sortie de périmètre

- Cession le 31 mars 2016 d'HCP NA LLC et Altus GTS Inc.

2.3 Entités destinées à être cédées

Le total des actifs et des passifs des entités contrôlées destinées à être cédées dans le délai maximum de douze mois et pour lesquelles Natixis a initié la recherche active d'un acquéreur, constitue des actifs et passifs non courants présentés de manière distincte sur deux lignes spécifiques du bilan consolidé.

Au 31 décembre 2014, Natixis avait engagé des discussions concernant la vente de sa filiale Altus GTS Inc. Natixis avait maintenu, au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2015, la consolidation par intégration globale de sa filiale et présenté, conformément aux dispositions de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », les actifs et passifs de cette entité de façon regroupée sur deux postes distincts du bilan : « Actifs non courants destinés à être cédés » et « Passifs non courants destinés à être cédés ». La cession ayant été réalisée au cours du 1^{er} semestre 2016 pour un impact en « Gains et pertes sur autres actifs » de 10,9 millions d'euros, cette entité n'est plus intégrée au périmètre de consolidation de Natixis au 30 juin 2016.

Par ailleurs, au 31 décembre 2015, Snyder Capital Management, filiale du pôle Épargne, consolidée par intégration globale, avait également été traitée sous IFRS 5, avec présentation de ses actifs et passifs regroupée sur les deux postes du bilan : « Actifs non courants destinés à être cédés » et « Passifs non courants destinés à être cédés ». La cession ayant été finalisée au cours du 1^{er} semestre 2016 pour un impact en « Gains et pertes sur autres actifs » de 2,3 millions d'euros, la filiale ne figure plus dans le périmètre de consolidation de Natixis au 30 juin 2016.

Enfin, au 31 décembre 2015, Capital Growth Management, entité du pôle Épargne, consolidée par mise en équivalence, a également été traitée sous IFRS 5, avec présentation de la participation en « Actifs non courants destinés à être cédés ». Conformément à la norme IFRS 5, les titres ont été évalués à leur valeur nette comptable, sans prise en compte de la quote-part de résultat postérieurement à la date de classement en « Actifs non courants destinés à être cédés ». La cession ayant été réalisée au cours du 1^{er} semestre 2016 pour un impact en « Gains et pertes sur autres actifs » de 17,5 millions d'euros, cette entité ne figure plus au bilan de Natixis au 30 juin 2016.

NOTE 3 NOTES RELATIVES AU BILAN

3.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Ces actifs et passifs sont valorisés en juste valeur à la date d'arrêté avec constatation des variations de valeur, coupon inclus, dans le poste du compte de résultat « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

3.1.1 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Le tableau ci-dessous présente la ventilation des actifs financiers à la juste valeur par résultat selon les natures d'instruments.

| En millions d'euros | Notes | 30/06/2016 | 31/12/2015 |
|---|----------------|----------------|----------------|
| Titres relevant des opérations de transaction | | 42 927 | 48 489 |
| Titres à revenu fixe | | 17 982 | 19 916 |
| Titres à revenu variable (1) | | 24 945 | 28 573 |
| Prêts ou créances relevant des opérations de transaction | | 2 354 | 2 621 |
| Sur les établissements de crédit | | 1 551 | 1 709 |
| Sur la clientèle | | 803 | 912 |
| Instruments dérivés hors couverture (2) | | 80 430 | 70 546 |
| Titres à la juste valeur sur option | <i>3.1.3.1</i> | 60 869 | 64 460 |
| Titres | | 13 332 | 13 202 |
| <i>Revenu fixe</i> | | 2 975 | 3 554 |
| <i>Revenu variable (1)</i> | | 10 357 | 9 648 |
| Financement contre valeurs ou titres reçus en pension (2) | | 47 537 | 51 257 |
| Prêts ou créances à la juste valeur sur option | <i>3.1.3.1</i> | 5 492 | 5 523 |
| Sur les établissements de crédit | | 1 396 | 1 100 |
| Sur la clientèle | | 4 096 | 4 424 |
| Total | | 192 073 | 191 639 |

(1) Y compris les parts d'OPCVM.

(2) Les informations sont présentées en tenant compte des effets de la compensation réalisée conformément à la norme IAS 32 (cf. note 3.3).

3.1.2 Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Les passifs financiers évalués en juste valeur par résultat sont principalement constitués des dérivés non utilisés comme instruments de couverture.

Les titres classés dans les instruments relevant des opérations de transaction sont constitués essentiellement des ventes à découvert d'actifs financiers.

| En millions d'euros | Notes | 30/06/2016 | 31/12/2015 |
|---|----------------|----------------|----------------|
| Instruments relevant des opérations de transaction | | 101 408 | 94 153 |
| Titres | | 23 799 | 23 181 |
| Instruments dérivés hors couverture (1) | | 77 178 | 70 207 |
| Autres dettes | | 431 | 765 |
| Instruments à la juste valeur sur option | <i>3.1.3.2</i> | 63 377 | 64 837 |
| Titres | | 16 799 | 15 531 |
| Titres ou valeurs donnés en pension (1) | | 45 243 | 48 080 |
| Autres dettes | | 1 335 | 1 225 |
| Total | | 164 785 | 158 990 |

(1) Les informations sont présentées en tenant compte des effets de la compensation réalisée conformément à la norme IAS 32 (cf. note 3.3).

3.1.3 Actifs et passifs financiers à la juste valeur sur option

Conditions de classification des actifs et passifs financiers à la juste valeur sur option

Les actifs et passifs financiers sont désignés à la juste valeur par résultat quand ce choix permet de délivrer une information plus pertinente ou quand ces instruments sont porteurs d'un ou de plusieurs dérivés incorporés significatifs et séparables.

L'utilisation de l'option juste valeur est supposée délivrer une information plus pertinente dans deux situations :

- en l'absence de concordance comptable entre un (ou des) actif(s) et un (ou des) passif(s) économiquement liés. C'est en particulier le cas entre un actif/passif et un dérivé de couverture lorsque les conditions de la comptabilité de couverture ne sont pas remplies : il s'opère alors une compensation naturelle entre les variations de juste valeur de l'instrument couvert et celle du dérivé de couverture ;
- en présence d'un portefeuille d'actifs et de passifs financiers gérés et évalués en juste valeur dans le cadre d'une politique documentée de gestion d'actifs et de passifs.

Les actifs financiers valorisés sur option à la juste valeur par résultat sont constitués essentiellement des pensions structurées à long terme et indexées sur un panier d'actions dont les risques sont gérés globalement et dynamiquement, ainsi que des actifs financiers représentatifs des contrats en unités de compte des activités d'assurance et dans une moindre mesure des actifs avec dérivés incorporés pour lesquels le principe de séparation de ces dérivés n'a pas été retenu.

Les passifs valorisés sur option à la juste valeur par résultat sont constitués principalement des pensions structurées à long terme et indexées sur un panier d'actions dont les risques sont gérés globalement et dynamiquement, ainsi qu'aux émissions originées et structurées pour le compte de la clientèle dont les risques et la couverture sont gérés dans un même ensemble. Ces émissions contiennent des dérivés incorporés significatifs dont les variations de valeur sont neutralisées par celles des instruments dérivés qui les couvrent économiquement.

3.1.3.1 Actifs financiers à la juste valeur sur option

| En millions d'euros | 30/06/2016 | | | | 31/12/2015 | | | |
|--|------------------|---------------------------|-------------------------|--------------------|------------------|---------------------------|-------------------------|--------------------|
| | Valeur comptable | Non concordance comptable | Gestion en juste valeur | Dérivés incorporés | Valeur comptable | Non concordance comptable | Gestion en juste valeur | Dérivés incorporés |
| Prêts ou créances sur les établissements de crédit | 1 395 | 1 395 | | | 1 100 | 1 100 | | |
| Prêts ou créances sur la clientèle | 4 098 | 152 | 540 | 3 405 | 4 424 | 141 | 530 | 3 753 |
| Titres à revenu fixe | 2 975 | 1 669 | 378 | 928 | 3 554 | 1 659 | 379 | 1 515 |
| Titres à revenu variable | 10 356 | 8 386 | 1 970 | | 9 648 | 7 890 | 1 758 | |
| Valeurs et titres reçus en pension | 47 537 | | 47 537 | | 51 257 | | 51 257 | |
| Total | 66 361 | 11 602 | 50 425 | 4 333 | 69 983 | 10 790 | 53 925 | 5 268 |

3.1.3.2 Passifs financiers à la juste valeur sur option

| En millions d'euros | 30/06/2016 | | | | 31/12/2015 | | | |
|--|------------------|---------------------------|-------------------------|--------------------|------------------|---------------------------|-------------------------|--------------------|
| | Valeur comptable | Non concordance comptable | Gestion en juste valeur | dérivés incorporés | Valeur comptable | Non concordance comptable | Gestion en juste valeur | dérivés incorporés |
| Dettes envers des établissements de crédit | 51 | 51 | | | 90 | 90 | | |
| Dettes envers de la clientèle | 29 | | | 29 | 29 | | | 29 |
| Dettes représentées par un titre | 16 702 | 14 046 | | 2 656 | 15 437 | 12 877 | | 2 560 |
| Dettes subordonnées | 97 | | | 97 | 95 | | | 95 |
| Valeurs et titres donnés en pension | 45 243 | 936 | 44 307 | | 48 080 | 647 | 47 433 | |
| Autres passifs | 1 255 | 1 255 | | | 1 106 | 1 106 | | |
| Total | 63 377 | 16 288 | 44 307 | 2 782 | 64 837 | 14 720 | 47 433 | 2 684 |

Certains passifs émis et comptabilisés en option juste valeur par résultat bénéficient d'une garantie. L'effet de cette garantie est intégré dans la juste valeur des passifs.

3.2 Actifs financiers disponibles à la vente

Le tableau ventile le poste des actifs financiers disponibles à la vente par nature d'instruments. Il fait apparaître la valeur brute avant dépréciations, les dépréciations et la valeur nette après dépréciations. Les actifs disponibles à la vente font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date d'arrêté publiable (soit sur un rythme trimestriel). Lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation et qu'une diminution de la juste valeur a été précédemment comptabilisée dans les capitaux propres, la perte cumulée est sortie des capitaux propres et comptabilisée en résultat.

| En millions d'euros | 30/06/2016 | 31/12/2015 |
|--|---------------|---------------|
| Encours de crédit | 17 | 17 |
| - Prêts ou créances | 17 | 17 |
| - Créances rattachées | | |
| Titres | 55 864 | 53 194 |
| - A revenu fixe | 48 782 | 45 541 |
| - A revenu variable (1) | 6 534 | 7 086 |
| - Créances rattachées | 549 | 567 |
| Total des actifs disponibles à la vente avant dépréciations | 55 881 | 53 211 |
| Dépréciation des actifs disponibles à la vente | (563) | (538) |
| - Prêts ou créances | (15) | (15) |
| - Titres à revenus fixes | (34) | (32) |
| - Titres à revenus variables (2) | (513) | (491) |
| Total | 55 318 | 52 673 |

(1) Y compris les parts d'OPCVM ;

(2) Au premier semestre 2016, la charge de dépréciation durable des titres à revenu variable s'établit à 36 millions d'euros contre 17 millions d'euros au 30 juin 2015. Cette charge concerne les portefeuilles de l'assurance pour 29 millions d'euros (11 millions d'euros au 30 juin 2015) dont l'impact est neutralisé compte tenu du mécanisme de la participation aux bénéfices.

La charge du 1^{er} semestre 2016 se répartit entre un complément de dépréciation sur des titres antérieurement dépréciés pour 11 millions d'euros dont 4 millions d'euros sur les portefeuilles de l'assurance (14 millions d'euros au 30 juin 2015 dont 8 millions d'euros sur les portefeuilles de l'assurance) et des dotations sur titres nouvellement dépréciés liées à l'application des critères d'analyse pour 25 millions d'euros portant exclusivement sur les portefeuilles de l'assurance (3 millions d'euros au 30 juin 2015 liés à l'application des critères automatiques tels que définis dans les principes et méthodes comptables exclusivement sur les portefeuilles de l'assurance).

3.3 Compensation des actifs et passifs financiers

Le tableau ci-dessous présente les montants compensés au bilan de Natixis déterminés conformément aux critères de la norme IAS 32, ainsi que les impacts liés à l'existence d'accords de compensation globale exécutoire ou d'accords similaires qui ne satisfont pas aux critères de la norme IAS 32 en matière de compensation.

Les montants bruts compensés correspondent aux dérivés et aux opérations de pensions livrées traités avec des chambres de compensation pour lesquels les critères de la norme IAS 32 sont respectés :

- Pour les dérivés, il s'agit de la compensation par devise des valorisations actives et des valorisations passives des dérivés traités avec la chambre de compensation « LCH Clearnet Ltd », dans le cadre du système de compensation « Swapclear » ;
- Pour les opérations de pension livrée, Natixis inscrit dans son bilan le montant net des contrats de prise et de mise en pensions livrées sur titres qui :
 - ✓ sont conclus avec la même chambre de compensation ;
 - ✓ présentent la même date d'échéance ;
 - ✓ portent sur même dépositaire ;
 - ✓ sont conclus dans la même devise.

Les impacts liés à l'existence d'accords de compensation globale exécutoire ou d'accords similaires correspondent aux montants de dérivés ou d'encours de pensions livrées faisant l'objet de conventions cadres au titre desquelles le critère du règlement net ou la réalisation d'un règlement simultanée de

l'actif et du passif ne peut être démontré ou bien pour lesquelles le droit à compenser ne peut être exercé qu'en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite de l'une ou l'autre des contreparties. Ces montants ne sont pas compensés au bilan.

Les garanties reçues et données sous forme de titres figurent dans la colonne « Instruments financiers » et sont prises en compte pour un montant correspondant à leur juste valeur.

3.3.1 Actifs financiers

| En millions d'euros | 30/06/2016 | | | 31/12/2015 | | |
|---|---|---|--|---|---|--|
| | Montant brut des actifs financiers comptabilisés au bilan (1) | Montant brut des passifs financiers compensés | Montant net des actifs financiers présentés au bilan | Montant brut des actifs financiers comptabilisés au bilan (1) | Montant brut des passifs financiers compensés | Montant net des actifs financiers présentés au bilan |
| | (a) | (b) | (c) = (a) - (b) | (a) | (b) | (c) = (a) - (b) |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 135 575 | 32 862 | 102 713 | 125 409 | 28 039 | 97 370 |
| <i>Dérivés</i> | 83 701 | 23 631 | 60 070 | 71 231 | 17 943 | 53 288 |
| <i>Opérations de pension</i> | 51 874 | 9 231 | 42 643 | 53 386 | 10 095 | 43 290 |
| <i>Autres instruments financiers</i> | 0 | 0 | 0 | 792 | - | 792 |
| Instruments dérivés de couverture | 4 719 | 4 363 | 356 | 1 636 | 1 254 | 382 |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 5 387 | 0 | 5 387 | 10 623 | | 10 623 |
| <i>Opérations de pension</i> | 5 385 | 0 | 5 385 | 8 739 | | 8 739 |
| <i>Autres instruments financiers</i> | 2 | 0 | 2 | 1 884 | | 1 884 |
| Prêts et créances sur la clientèle | 39 769 | 1 295 | 38 474 | 27 990 | 3 971 | 24 020 |
| <i>Opérations de pension</i> | 38 643 | 1 295 | 37 348 | 27 958 | 3 971 | 23 988 |
| <i>Autres instruments financiers</i> | 1 126 | 0 | 1 126 | 32 | | 32 |
| TOTAL | 185 450 | 38 520 | 146 930 | 165 658 | 33 264 | 132 394 |

(1) Montant brut des actifs financiers faisant l'objet d'une compensation ou d'un accord de compensation globale exécutoire ou similaire.

| En millions d'euros | 30/06/2016 | | | | 31/12/2015 | | | |
|--------------------------------------|--|--|-------------------------------------|------------------|--|--|-------------------------------------|------------------|
| | Montant net des actifs financiers présentés au bilan | Montants non compensés se rattachant à (a) | | Exposition nette | Montant net des actifs financiers présentés au bilan | Montants non compensés se rattachant à (a) | | Exposition nette |
| | | Instruments financiers | Garanties reçues sous forme de Cash | | | Instruments financiers | Garanties reçues sous forme de Cash | |
| (c) | (1) | | (e) = (c) - (d) | (c) | (1) | | (e) = (c) - (d) | |
| Dérivés | 60 426 | 38 608 | 14 368 | 7 451 | 53 669 | 36 358 | 12 414 | 4 897 |
| Opérations de pension | 85 376 | 84 873 | 84 | 419 | 76 017 | 75 421 | 167 | 429 |
| Autres instruments financiers | 1 128 | 0 | 0 | 1 128 | 2 708 | 1 492 | | 1 215 |
| TOTAL | 146 930 | 123 481 | 14 452 | 8 998 | 132 394 | 113 271 | 12 582 | 6 542 |

(1) Incluent la prise en compte des garanties reçues sous forme de titres.

3.3.2 Passifs financiers

| En millions d'euros | 30/06/2016 | | | 31/12/2015 | | |
|--|---|---|--|---|---|--|
| | Montant brut des passifs financiers comptabilisés au bilan (1) (a) | Montant brut des actifs financiers compensés (b) | Montant net des passifs financiers présentés au bilan (c) = (a) - (b) | Montant brut des passifs financiers comptabilisés au bilan (1) (a) | Montant brut des actifs financiers compensés (b) | Montant net des passifs financiers présentés au bilan (c) = (a) - (b) |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | 128 778 | 32 887 | 95 891 | 115 026 | 27 830 | 87 196 |
| <i>Dérivés</i> | 81 246 | 23 656 | 57 590 | 70 158 | 17 734 | 52 423 |
| <i>Opérations de pension</i> | 47 532 | 9 231 | 38 301 | 44 765 | 10 095 | 34 670 |
| <i>Autres instruments financiers</i> | 0 | 0 | 0 | 103 | | 103 |
| Instruments dérivés de couverture | 5 043 | 4 338 | 705 | 1 994 | 1 463 | 531 |
| Dettes envers les établissements de crédit | 12 543 | 0 | 12 543 | 12 883 | | 12 883 |
| <i>Opérations de pension</i> | 12 543 | 0 | 12 543 | 12 597 | | 12 597 |
| <i>Autres instruments financiers</i> | 0 | 0 | 0 | 286 | | 286 |
| Dettes envers la clientèle | 39 245 | 1 295 | 37 950 | 29 466 | 3 971 | 25 495 |
| <i>Opérations de pension</i> | 39 245 | 1 295 | 37 950 | 29 466 | 3 971 | 25 495 |
| <i>Autres instruments financiers</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | | 0 |
| TOTAL | 185 609 | 38 520 | 147 089 | 159 369 | 33 264 | 126 105 |

(1) Montant brut des passifs financiers faisant l'objet d'une compensation ou d'un accord de compensation globale exécutoire ou similaire.

| En millions d'euros | 30/06/2015 | | | | 31/12/2015 | | | |
|--------------------------------------|--|---|--------------------------------------|-------------------------------------|--|---|--------------------------------------|-------------------------------------|
| | Montant net des passifs financiers présentés au bilan (c) | Montants non compensés se rattachant à (a) (d) | | Exposition nette (e) = (c) - (d) | Montant net des passifs financiers présentés au bilan (c) | Montants non compensés se rattachant à (a) (d) | | Exposition nette (e) = (c) - (d) |
| | | Instruments financiers (1) | Garanties données sous forme de Cash | | | Instruments financiers | Garanties données sous forme de Cash | |
| Dérivés | 58 295 | 38 849 | 14 630 | 4 815 | 52 954 | 36 349 | 12 145 | 4 460 |
| Opérations de pension | 88 794 | 88 196 | 51 | 547 | 72 762 | 72 397 | 20 | 345 |
| Autres instruments financiers | 0 | 0 | 0 | 0 | 390 | 222 | | 167 |
| TOTAL | 147 089 | 127 045 | 14 681 | 5 362 | 126 105 | 108 968 | 12 164 | 4 973 |

(1) Incluent la prise en compte des garanties reçues sous forme de titres.

3.4 Juste valeur des actifs et passifs financiers évalués en juste valeur au bilan

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur de l'ensemble des actifs financiers comptabilisés en juste valeur au bilan.

La juste valeur des actifs financiers évalués en juste valeur au bilan est ventilée suivant la hiérarchie des paramètres utilisés pour valoriser les actifs décrits en note 1.4.1.

3.4.1 Juste valeur des actifs financiers évalués en juste valeur au bilan

| Actifs En millions d'euros | Au 30 juin 2016 | | | | Au 31 décembre 2015 | | | |
|--|------------------|---------------|----------------|---------------|---------------------|---------------|----------------|---------------|
| | Valeur comptable | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | Valeur comptable | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 |
| Actifs financiers détenus à des fins de transaction | 125 711 | 39 048 | 83 335 | 3 329 | 121 656 | 42 385 | 75 338 | 3 933 |
| Titres détenus à des fins de transaction | 42 927 | 38 455 | 4 014 | 458 | 48 489 | 41 958 | 6 189 | 343 |
| <i>dont titres à revenu fixe</i> | 17 982 | 14 928 | 2 596 | 458 | 19 916 | 16 217 | 3 357 | 343 |
| <i>dont titres à revenu variable</i> | 24 945 | 23 527 | 1 418 | | 28 573 | 25 741 | 2 832 | |
| Instruments dérivés hors couverture (juste valeur positive) | 80 429 | 593 | 77 728 | 2 109 | 70 546 | 427 | 67 263 | 2 856 |
| <i>dont dérivé de taux</i> | 50 385 | | 50 210 | 175 | 44 113 | | 43 250 | 863 |
| <i>dont dérivé de change</i> | 20 845 | | 20 182 | 663 | 18 280 | 5 | 17 746 | 529 |
| <i>dont dérivé de crédit</i> | 1 865 | | 976 | 889 | 2 305 | | 1 188 | 1 117 |
| <i>dont dérivé actions</i> | 6 022 | 496 | 5 149 | 376 | 4 499 | 332 | 3 824 | 343 |
| <i>dont autres</i> | 1 312 | 97 | 1 211 | 5 | 1 349 | 89 | 1 255 | 5 |
| Autres actifs financiers détenus à des fins de transaction | 2 354 | | 1 593 | 762 | 2 621 | | 1 886 | 735 |
| Actifs financiers désignés à la juste valeur sur option | 66 360 | 8 789 | 54 477 | 3 094 | 69 983 | 8 393 | 58 237 | 3 353 |
| Titres à la juste valeur sur option | 13 332 | 8 789 | 2 383 | 2 159 | 13 202 | 8 393 | 2 462 | 2 348 |
| <i>dont titres à revenu fixe</i> | 2 975 | 574 | 1 137 | 1 265 | 3 554 | 906 | 1 239 | 1 409 |
| <i>dont titres à revenu variable</i> | 10 357 | 8 216 | 1 246 | 895 | 9 648 | 7 487 | 1 222 | 939 |
| Autres actifs financiers à la juste valeur sur option | 53 029 | | 52 094 | 935 | 56 781 | | 55 775 | 1 006 |
| Instruments dérivés de couverture (actif) | 2 138 | | 2 138 | | 1 035 | | 1 035 | |
| <i>dont dérivé de taux</i> | 2 138 | | 2 138 | | 1 035 | | 1 035 | |
| <i>dont dérivé de change</i> | | | | | | | | |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 55 318 | 44 336 | 7 227 | 3 756 | 52 673 | 41 787 | 7 205 | 3 681 |
| Titres disponibles à la vente - Titres de participation | 879 | 3 | 876 | 3 | 883 | 3 | 880 | 880 |
| Autres titres disponibles à la vente | 54 438 | 44 333 | 7 227 | 2 878 | 51 787 | 41 784 | 7 205 | 2 798 |
| <i>dont titres à revenu fixe</i> | 49 293 | 40 230 | 6 296 | 2 767 | 46 075 | 37 432 | 5 960 | 2 683 |
| <i>dont titres à revenu variable</i> | 5 144 | 4 103 | 931 | 111 | 5 712 | 4 352 | 1 245 | 116 |
| Autres actifs financiers disponibles à la vente | 2 | | 2 | | 2 | | 2 | |
| Total | 249 528 | 92 173 | 147 177 | 10 178 | 245 347 | 92 565 | 141 815 | 10 967 |

3.4.1.1 Actifs financiers à la juste valeur présentés au niveau 3

Au 30 juin 2016

| En millions d'euros | Ouverture niveau 3 01/01/2016 | Gains et pertes comptabilisés au cours de la période | | Transactions de la période | | Recassements de la période | | | Variation de périmètre | Ecart de change | Clôture niveau 3 30/06/2016 |
|---|----------------------------------|--|--|----------------------------|---------------------------|----------------------------|------------------|------------------------|------------------------|-----------------|--------------------------------|
| | | Au compte de résultat (1) | | Achats/ Emissions | Ventes/ Remboursements | En dehors du niveau 3 | Vers le niveau 3 | Autres recassements | | | |
| | | Sur les opérations en vie à la clôture | Sur les opérations échues ou remboursées au cours de la période | | | | | | | | |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat - transaction | 3 933 | (41) | (256) | 1 131 | (861) | (346) | | (218) | | (15) | 3 329 |
| Titres à revenu fixe détenus à des fins de transaction | 343 | (6) | | 221 | (96) | (2) | | | | (1) | 458 |
| Instruments dérivés hors couverture (juste valeur positive) | 2 856 | (37) | (256) | 286 | (166) | (345) | | (218) | | (12) | 2 109 |
| <i>dont dérivé de taux</i> | 863 | (56) | (133) | | (30) | (345) | | (105) | | (9) | 175 |
| <i>dont dérivé de change</i> | 329 | 162 | | | (20) | | | (8) | | (12) | 663 |
| <i>dont dérivé de crédit</i> | 1 117 | (47) | (65) | 286 | (10) | | | (105) | | (1) | 889 |
| <i>dont dérivé actions</i> | 343 | (96) | (66) | | (86) | | | | | (1) | 376 |
| <i>dont autres</i> | 5 | | | | | | | | | | 5 |
| Autres actifs financiers détenus à des fins de transaction | 715 | 2 | | 624 | (598) | | | | | (1) | 762 |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat - sur option | 3 353 | (128) | 34 | 555 | (821) | | 135 | | | (27) | 3 094 |
| Titres à revenu fixe à la juste valeur sur option | 1 409 | (103) | 2 | 13 | (55) | | | | | (1) | 1 265 |
| Titres à revenu variable à la juste valeur sur option | 939 | (1) | 18 | 20 | (71) | | | | | (6) | 895 |
| Autres actifs financiers à la juste valeur sur option | 1 006 | (23) | 18 | 523 | (795) | | 135 | | | (19) | 935 |
| Instruments dérivés de couverture | | | | | | | | | | | |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 3 681 | 8 | 6 | 67 | (197) | (125) | | 111 | | (3) | 3 756 |
| Titres disponibles à la vente - Titres de participation | 880 | 8 | 3 | 5 | (35) | (125) | | 111 | | (3) | 876 |
| Autres titres disponibles à la vente | 2 683 | | 2 | 62 | (162) | (125) | | 111 | | (3) | 2 878 |
| <i>dont titres à revenu fixe</i> | 2 683 | | 2 | 62 | (162) | (125) | | 111 | | (3) | 2 767 |
| <i>dont titres à revenu variable</i> | 116 | | | 1 | (7) | | | | | | 111 |
| <i>dont autres</i> | 2 | | | | | | | | | | 2 |
| Autres actifs financiers disponibles à la vente | 2 | | | 2 | | | | | | | 2 |
| Total des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur | 10 967 | (161) | (216) | 67 | (1 898) | (471) | 246 | (218) | | (43) | 10 178 |

(1) Les principaux impacts comptabilisés en compte de résultat sont mentionnés en note 4.3.

Au 31 décembre 2015

| En millions d'euros | Ouverture niveau 3 01/01/2015 | Gains et pertes comptabilisés au cours de la période | | Transactions de la période | | Recassements de la période | | | Variation de périmètre | Ecart de change | Clôture niveau 3 31/12/2015 |
|---|----------------------------------|--|--|----------------------------|---------------------------|----------------------------|------------------|------------------------|------------------------|-----------------|--------------------------------|
| | | Au compte de résultat (1) | | Achats/ Emissions | Ventes/ Remboursements | En dehors du niveau 3 | Vers le niveau 3 | Autres recassements | | | |
| | | Sur les opérations en vie à la clôture | Sur les opérations échues ou remboursées au cours de la période | | | | | | | | |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat - transaction | 3 315 | 242 | (397) | 1 357 | (1 247) | (68) | 669 | | | 63 | 3 933 |
| Titres à revenu fixe détenus à des fins de transaction | 444 | 1 | 3 | 452 | (544) | (29) | 6 | | | 9 | 343 |
| Instruments dérivés hors couverture (juste valeur positive) | 2 494 | 241 | (400) | 171 | (327) | (39) | 663 | | | 53 | 2 856 |
| <i>dont dérivé de taux</i> | 1 353 | 4 | (442) | | (173) | (33) | 154 | | | 49 | 863 |
| <i>dont dérivé de change</i> | 8 | 1 | | | (6) | (2) | 527 | | | 1 | 529 |
| <i>dont dérivé de crédit</i> | 1 000 | 265 | (5) | 171 | (147) | (4) | | | | 4 | 1 117 |
| <i>dont dérivé actions</i> | 133 | (30) | 46 | | (5) | (17) | | | | 49 | 343 |
| <i>dont autres</i> | 5 | | | | | | | | | 1 | 5 |
| Autres actifs financiers détenus à des fins de transaction | 376 | 5 | | 734 | (376) | | | | | 1 | 715 |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat - sur option | 3 885 | 33 | (43) | 1 985 | (2 718) | (23) | 58 | | | 180 | 3 353 |
| Titres à revenu fixe à la juste valeur sur option | 1 290 | 77 | (1) | 302 | (290) | | 29 | | | 1 | 1 409 |
| Titres à revenu variable à la juste valeur sur option | 996 | 2 | (16) | 54 | (124) | | 2 | | | 23 | 939 |
| Autres actifs financiers à la juste valeur sur option | 1 600 | (46) | (28) | 1 629 | (2 303) | | 20 | | | 155 | 1 006 |
| Instruments dérivés de couverture | | | | | | | | | | | |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 3 750 | (7) | 28 | (41) | (997) | (540) | 102 | | (4) | (11) | 3 681 |
| Titres disponibles à la vente - Titres de participation | 955 | 10 | 28 | (28) | (109) | (540) | 0 | | (2) | (11) | 880 |
| Autres titres disponibles à la vente | 2 775 | 1 | (13) | (13) | (1 361) | (888) | 102 | | (2) | (2) | 2 798 |
| <i>dont titres à revenu fixe</i> | 2 618 | 1 | (13) | (13) | (1 357) | (873) | 102 | | (2) | (2) | 2 683 |
| <i>dont titres à revenu variable</i> | 156 | | | 1 | 3 | (16) | | | | | 116 |
| <i>dont autres</i> | 20 | (18) | | | | | | | | | 20 |
| Autres actifs financiers disponibles à la vente | 2 | | | 2 | | | | | | | 2 |
| Total des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur | 10 950 | 268 | (412) | (41) | (4 739) | (4 963) | (630) | 822 | (1) | (11) | 10 967 |

(1) Les principaux impacts comptabilisés en compte de résultat sont mentionnés en note 4.3.

3.4.1.2 Actifs financiers à la juste valeur : transfert de niveau de juste valeur

Au 30 juin 2016

| En millions d'euros | Au 30 juin 2016 | | | | | |
|--|-----------------|------------|------------|------------|----------|------------|
| | De | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 2 | Niveau 3 | Niveau 3 |
| | Vers | Niveau 2 | Niveau 1 | Niveau 3 | Niveau 1 | Niveau 2 |
| Actifs financiers détenus à des fins de transaction | | 53 | 393 | | | 346 |
| Titres détenus à des fins de transaction | | 53 | 393 | | | 2 |
| <i>dont titres à revenu fixe</i> | | 53 | 54 | | | 2 |
| <i>dont titres à revenu variable</i> | | | 339 | | | |
| Instruments dérivés hors couverture (juste valeur positive) | | | | | | 345 |
| <i>dont dérivé de taux</i> | | | | | | 345 |
| <i>dont dérivé de change</i> | | | | | | |
| <i>dont dérivé de crédit</i> | | | | | | |
| <i>dont dérivé actions</i> | | | | | | |
| <i>dont autres</i> | | | | | | |
| Autres actifs financiers détenus à des fins de transaction | | | | | | |
| Actifs financiers désignés à la juste valeur sur option | | | | 135 | | |
| Titres à la juste valeur sur option | | | | 135 | | |
| <i>dont titres à revenu fixe</i> | | | | | | |
| <i>dont titres à revenu variable</i> | | | | | | |
| Autres actifs financiers à la juste valeur sur option | | | | 135 | | |
| Instruments dérivés de couverture (actif) | | | | | | |
| Actifs financiers disponibles à la vente | | 931 | 666 | 111 | | 125 |
| Titres disponibles à la vente - Titres de participation | | 931 | 666 | 111 | | 125 |
| Autres titres disponibles à la vente | | 931 | 616 | 111 | | 125 |
| <i>dont titres à revenu fixe</i> | | | 50 | | | |
| <i>dont titres à revenu variable</i> | | | | | | |
| Autres actifs financiers disponibles à la vente | | | | | | |

Les montants des transferts correspondent à la dernière valorisation précédant le changement de niveau de juste valeur.

Au 31 décembre 2015

| En millions d'euros | Au 31 décembre 2015 | | | | | |
|--|---------------------|------------|------------|------------|----------|------------|
| | De | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 2 | Niveau 3 | Niveau 3 |
| | Vers | Niveau 2 | Niveau 1 | Niveau 3 | Niveau 1 | Niveau 2 |
| Actifs financiers détenus à des fins de transaction | | 386 | 901 | 669 | | 68 |
| Titres détenus à des fins de transaction | | 386 | 901 | 6 | | 29 |
| <i>dont titres à revenu fixe</i> | | 83 | 901 | 6 | | 29 |
| <i>dont titres à revenu variable</i> | | 302 | | | | |
| Instruments dérivés hors couverture (juste valeur positive) | | | | 663 | | 39 |
| <i>dont dérivé de taux (1)</i> | | | | 154 | | 33 |
| <i>dont dérivé de change</i> | | | | 527 | | 2 |
| <i>dont dérivé de crédit</i> | | | | | | |
| <i>dont dérivé actions (2)</i> | | | | (17) | | 4 |
| <i>dont autres</i> | | | | | | |
| Autres actifs financiers détenus à des fins de transaction | | | | | | |
| Actifs financiers désignés à la juste valeur sur option | | | | 50 | | 22 |
| Titres à la juste valeur sur option | | | | 30 | | |
| <i>dont titres à revenu fixe</i> | | | | 29 | | |
| <i>dont titres à revenu variable</i> | | | | 2 | | |
| Autres actifs financiers à la juste valeur sur option | | | | 20 | | 22 |
| Instruments dérivés de couverture (actif) | | | | | | |
| Actifs financiers disponibles à la vente | | 77 | 49 | 103 | | 540 |
| Titres disponibles à la vente - Titres de participation | | 77 | 49 | 103 | | 540 |
| Autres titres disponibles à la vente | | 69 | 49 | 80 | | 486 |
| <i>dont titres à revenu fixe</i> | | 8 | | 23 | | 55 |
| <i>dont titres à revenu variable</i> | | | | | | |
| Autres actifs financiers disponibles à la vente | | | | | | |

(1) Concernant les instruments dérivés Helvetix, la contribution des ajustements de valorisation étant devenue très significative, au regard de la juste valeur de ces instruments prise dans son ensemble, Natixis a procédé à un transfert en niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur au cours de l'exercice 2015 ;

(2) Les TRS et pensions indexés sur un panier d'actions ont été transférés en niveau 3 de juste valeur au cours de l'exercice 2015 suite à une évolution du modèle de valorisation basé sur des données propriétaires.

Les montants des transferts correspondent à la dernière valorisation précédant le changement de niveau de juste valeur.

Analyse de sensibilité de la juste valeur des instruments financiers évalués selon le niveau 3 - Actifs et Passifs

Une sensibilité de la juste valeur a été évaluée au 30 juin 2016, concernant les instruments valorisés à partir de paramètres non observables, pour lesquels des changements d'hypothèses de ces mêmes paramètres entraîneraient une variation de la valeur de marché. Cette sensibilité permet d'estimer à l'aide d'hypothèses probables, l'intervalle d'incertitude inhérente au recours au jugement dans la détermination de ces paramètres. Cette estimation a été effectuée par le biais :

- d'une variation « normée ¹ » des paramètres non observables en lien avec les hypothèses des ajustements additionnels de valorisation pour les instruments de taux, change et actions. La sensibilité calculée est de 15,5 millions d'euros ;
- d'une variation forfaitaire :
 - de 1% (à la hausse ou à la baisse) du taux de recouvrement de la dette non sécurisée sur les dérivés non collatéralisés ;
 - de 10% (à la hausse ou à la baisse) du cours des sous-jacents de la dette sécurisée ;
 - de 50 points de base (à la hausse ou à la baisse) appliqué à la marge utilisée pour l'actualisation des flux attendus des CDO Trups.

soit un impact de sensibilité correspondant à une amélioration de la valorisation de 47,6 millions d'euros en cas d'amélioration des paramètres ci-dessus ou à une baisse de la valorisation de 47,2 millions d'euros en cas de dégradation de ces mêmes paramètres².

3.4.2 Juste valeur des passifs financiers évalués en juste valeur au bilan

| Passifs En millions d'euros | Au 30 juin 2016 | | | | Au 31 décembre 2015 | | | |
|---|------------------|---------------|----------------|--------------|---------------------|---------------|----------------|--------------|
| | Valeur comptable | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | Valeur comptable | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 |
| Passifs financiers détenus à des fins de transaction | 101 407 | 23 536 | 76 956 | 915 | 94 153 | 23 213 | 69 380 | 1 560 |
| Titres émis à des fins de transaction | 23 799 | 23 069 | 725 | 6 | 23 181 | 22 707 | 450 | 24 |
| Instruments dérivés hors couverture (juste valeur négative) | 77 177 | 467 | 75 801 | 909 | 70 207 | 506 | 68 165 | 1 536 |
| Dont dérivés de taux | 44 739 | 16 | 44 460 | 263 | 41 525 | 75 | 40 743 | 707 |
| Dont dérivés de change | 23 190 | 9 | 23 162 | 19 | 19 876 | 8 | 19 851 | 17 |
| Dont dérivés de crédit | 1 325 | | 923 | 402 | 1 639 | | 1 135 | 504 |
| Dont dérivés actions | 7 298 | 339 | 6 734 | 224 | 6 199 | 352 | 5 540 | 308 |
| Dont autres | 625 | 103 | 522 | 968 | 968 | 72 | 896 | |
| Autres passifs financiers émis à des fins de transaction | 431 | | 431 | | 765 | | 765 | |
| Passifs financiers désignés à la juste valeur sur option | 63 377 | | 62 399 | 979 | 64 837 | 87 | 64 038 | 712 |
| Titres émis à la juste valeur sur option | 16 799 | | 16 766 | 33 | 15 531 | | 15 496 | 36 |
| Autres passifs financiers à la juste valeur sur option | 46 578 | | 45 633 | 946 | 49 306 | 87 | 48 543 | 676 |
| Instruments dérivés de couverture (passif) | 3 786 | | 3 786 | | 1 918 | | 1 918 | |
| Dont dérivés de taux | 3 786 | | 3 786 | | 1 918 | | 1 918 | |
| Dont dérivés de change | | | | | | | | |
| Dont dérivés de crédit | | | | | | | | |
| Total | 168 571 | 23 536 | 143 141 | 1 894 | 160 907 | 23 300 | 135 336 | 2 272 |

3.4.2.1 Passifs financiers à la juste valeur présentés au niveau 3

Au 30 juin 2016

| En millions d'euros | Ouverture niveau 3 01/01/2016 | Gains et pertes comptabilisés au cours de la période | | Transactions de la période | | Recensements de la période | | | Variation de périmètre | Écart de change | Clôture niveau 3 30/06/2016 | |
|--|----------------------------------|--|---|--|----------------------|----------------------------|-----------------------|------------------|------------------------|-----------------|--------------------------------|---------------------|
| | | Au compte de résultat | | En gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | Achats/ Emissions | Ventes/ Remboursements | En dehors du niveau 3 | Vers le niveau 3 | | | | Autres recensements |
| | | Sur les opérations en vie à la clôture | Sur les opérations échues ou remboursées au cours de la période | | | | | | | | | |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat - transaction | 1 560 | 253 | (365) | | 15 | (253) | 1 | | (223) | | 915 | |
| Titres émis à des fins de transaction | 24 | | | | 1 | (18) | | | | | 6 | |
| Instruments dérivés hors couverture (juste valeur négative) | 1 536 | 253 | (365) | | 15 | (307) | 1 | | (223) | | 909 | |
| Dont dérivés de taux | 707 | 9 | (225) | | 11 | (15) | (0) | | (223) | | 263 | |
| Dont dérivés de change | 17 | 10 | (12) | | 4 | | | | | | 19 | |
| Dont dérivés de crédit | 596 | 42 | (125) | | 1 | (18) | | | | | 402 | |
| Dont dérivés actions | 308 | 192 | (3) | | 1 | (274) | 2 | | | | 224 | |
| Dont dérivés autres | | | | | | | | | | | | |
| Autres passifs financiers émis à des fins de transaction | | | | | | | | | | | | |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat - sur option | 712 | 19 | (19) | | 944 | (680) | 3 | | | | 979 | |
| Titres émis à la juste valeur sur option | 36 | 1 | (1) | | 32 | (34) | | | | | 33 | |
| Autres passifs financiers à la juste valeur sur option | 676 | 19 | (18) | | 912 | (646) | 3 | | | | 946 | |
| Instruments dérivés de couverture | | | | | | | | | | | | |
| Total des passifs financiers comptabilisés à la juste valeur | 2 272 | 272 | (384) | | 959 | (1 004) | 1 | 3 | (223) | | 1 894 | |

¹ Soit l'écart type des prix de consensus utilisés pour l'évaluation des paramètres

² Impact calculé avant prise en compte de la garantie BPCE

Au 31 décembre 2015

| En millions d'euros | Ouverture niveau 3 01/01/2015 | Gains et pertes comptabilisés au cours de la période | | Transactions de la période | | Reclassements de la période | | | Variation de périmètre | Ecart de change | Clôture niveau 3 31/12/2015 | |
|--|----------------------------------|--|---|--|-------------------|-----------------------------|-----------------------|------------------|------------------------|-----------------|--------------------------------|----------------------|
| | | Au compte de résultat | | En gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | Achats/ Emissions | Ventes/ Remboursements | En dehors du niveau 3 | Vers le niveau 3 | | | | Autres reclassements |
| | | Sur les opérations en vis à vis à la clôture | Sur les opérations échues ou remboursées au cours de la période | | | | | | | | | |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat - transaction | 2 254 | 430 | (573) | 106 | (163) | (594) | 93 | | | 6 | 1 560 | |
| Titres émis à des fins de transaction | 10 | | 1 | 64 | (52) | | | | | | 24 | |
| Instruments dérivés hors couverture (juste valeur négative) | 2 244 | 430 | (574) | 42 | (111) | (594) | 93 | | | 6 | 1 536 | |
| Dont dérivés de taux | 1 997 | 288 | (535) | | (110) | (569) | 35 | | | | 707 | |
| Dont dérivés de change | 9 | (2) | 1 | | (1) | | 12 | | | | 17 | |
| Dont dérivés de crédit | 526 | 44 | (74) | | 1 | | | | | 6 | 504 | |
| Dont dérivés actions | 113 | 100 | 34 | | 41 | | (26) | | | | 308 | |
| Dont dérivés autres | | | | | | | | | | | | |
| Autres passifs financiers émis à des fins de transaction | | | | | | | | | | | | |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat - sur option | 14 | 3 | 79 | | (145) | (4) | 765 | | | | 712 | |
| Titres émis à la juste valeur sur option | | | | | (1) | | 33 | | | | 36 | |
| Autres passifs financiers à la juste valeur sur option | 14 | 3 | 79 | | (144) | (4) | 731 | | | | 676 | |
| Instruments dérivés de couverture | | | | | | | | | | | | |
| Total des passifs financiers comptabilisés à la juste valeur | 2 269 | 433 | (494) | 106 | (308) | (598) | 858 | | | 6 | 2 272 | |

3.4.2.2 Passifs financiers à la juste valeur : transfert de niveau de juste valeur

Au 30 juin 2016

| En millions d'euros | De Vers | Au 30 juin 2016 | | | |
|---|------------|-----------------|----------|----------|----------|
| | | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 2 | Niveau 3 |
| | | Niveau 2 | Niveau 1 | Niveau 3 | Niveau 2 |
| Passifs financiers détenus à des fins de transaction | | 6 | 1 | | 1 |
| Titres émis à des fins de transaction | | 6 | 1 | | |
| Instruments dérivés hors couverture (juste valeur négative) | | | | | 1 |
| Dont dérivés de taux | | | | | 0 |
| Dont dérivés de change | | | | | |
| Dont dérivés de crédit | | | | | |
| Dont dérivés actions | | | | | 2 |
| Dont autres | | | | | |
| Autres passifs financiers émis à des fins de transaction | | | | | |
| Passifs financiers désignés à la juste valeur sur option | | | | | 3 |
| Titres émis à la juste valeur sur option | | | | | |
| Autres passifs financiers à la juste valeur sur option | | | | | 3 |
| Instruments dérivés de couverture (passif) | | | | | |

Les montants des transferts correspondent à la dernière valorisation précédent le changement de niveau de juste valeur.

Au 31 décembre 2015

| En millions d'euros | De Vers | Au 31 décembre 2015 | | | |
|---|------------|---------------------|-----------|------------|------------|
| | | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 2 | Niveau 3 |
| | | Niveau 2 | Niveau 1 | Niveau 3 | Niveau 2 |
| Passifs financiers détenus à des fins de transaction | | 29 | 15 | 93 | 594 |
| Titres émis à des fins de transaction | | 29 | 15 | | |
| Instruments dérivés hors couverture (juste valeur négative) | | | | 93 | 594 |
| Dont dérivés de taux (1) | | | | 35 | 569 |
| Dont dérivés de change | | | | 12 | |
| Dont dérivés de crédit | | | | | |
| Dont dérivés actions (2) | | | | 46 | 26 |
| Dont autres | | | | | |
| Autres passifs financiers émis à des fins de transaction | | | | | |
| Passifs financiers désignés à la juste valeur sur option (2) | | | | 765 | 4 |
| Titres émis à la juste valeur sur option | | | | 33 | |
| Autres passifs financiers à la juste valeur sur option | | | | 731 | 4 |
| Instruments dérivés de couverture (passif) | | | | | |

(1) Concernant les instruments dérivés Helvetix, la contribution des ajustements de valorisation étant devenue très significative, au regard de la juste valeur de ces instruments prise dans son ensemble, Natixis a procédé à un transfert en niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur au cours de l'exercice 2015 ;

(2) Les TRS et pensions indexés sur un panier d'actions ont été transférés en niveau 3 de juste valeur au cours de l'exercice 2015 suite à une évolution du modèle de valorisation basé sur des données propriétaires.

Les montants des transferts correspondent à la dernière valorisation précédent le changement de niveau de juste valeur.

3.5 Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle et Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

3.5.1 Prêts et créances sur les établissements de crédit

| En millions d'euros | 30/06/2016 | 31/12/2015 |
|---------------------|---------------|---------------|
| Encours | 54 178 | 71 535 |
| Encours sains | 54 105 | 71 455 |
| Encours en défaut | 73 | 80 |
| Provisions | (70) | (73) |
| Total | 54 108 | 71 462 |

La juste valeur des prêts et créances sur les établissements de crédit s'établit à 54 643 millions d'euros au 30 juin 2016 contre un montant de 72 005 millions d'euros au 31 décembre 2015.

3.5.2 Prêts et créances sur la clientèle

| En millions d'euros | 30/06/2016 | 31/12/2015 |
|-----------------------|----------------|----------------|
| Encours | 146 397 | 109 436 |
| Encours sains (1) | 141 939 | 104 880 |
| Encours en défaut (2) | 4 458 | 4 556 |
| Provisions | (2 130) | (2 247) |
| Total | 144 267 | 107 189 |

(1) La variation correspond notamment à un dépôt espèce de 11,9 milliards d'euros constitué auprès de CNP Assurances dans le cadre du traité de réassurance de 10% du stock d'encours d'épargne de CNP. Ce dépôt espèce est adossé aux provisions techniques constatées pour un montant identique au passif du bilan en représentation des engagements envers les assurés. (cf. note 1.2)

(2) Les encours douteux bénéficient de suretés à hauteur de 1 823 millions d'euros au 30 juin 2016 contre 1 466 millions d'euros au 31 décembre 2015.

La juste valeur des prêts et créances sur la clientèle s'établit à 145 339 millions d'euros au 30 juin 2016 contre un montant de 108 496 millions d'euros au 31 décembre 2015.

3.5.3 Dettes envers les établissements de crédit

| En millions d'euros | 30/06/2016 | 31/12/2015 |
|--|----------------|----------------|
| Comptes ordinaires créditeurs et dettes rattachées | 7 333 | 5 974 |
| Comptes et emprunts | 84 200 | 93 818 |
| Titres donnés en pension livrée | 14 760 | 13 750 |
| Autres dettes | 54 | 18 |
| Dettes rattachées | 125 | 183 |
| Total | 106 472 | 113 743 |

La juste valeur des dettes envers les établissements de crédit s'établit à 106 807 millions d'euros au 30 juin 2016 contre un montant de 114 064 millions d'euros au 31 décembre 2015.

3.5.4 Dettes envers la clientèle

| En millions d'euros | 30/06/2016 | 31/12/2015 |
|------------------------------------|---------------|---------------|
| Comptes ordinaires créditeurs | 25 156 | 24 827 |
| Comptes et emprunts | 16 477 | 10 902 |
| Titres donnés en pension livrée | 39 565 | 25 987 |
| Comptes d'épargne à régime spécial | 167 | 122 |
| Comptes d'affacturage | 2 077 | 1 079 |
| Dettes rattachées | 47 | 42 |
| Autres | 1 221 | 1 131 |
| Total | 84 710 | 64 090 |

La juste valeur des dettes envers la clientèle s'établit à 84 723 millions d'euros au 30 juin 2016 contre un montant de 64 119 millions d'euros au 31 décembre 2015.

3.6 Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

| En millions d'euros | 30/06/2016 | 31/12/2015 |
|----------------------------|--------------|--------------|
| Effets publics | | |
| Valeur brute | 1 090 | 1 102 |
| Provisions | | |
| Effets publics nets | 1 090 | 1 102 |
| Obligations | | |
| Valeur brute | 1 145 | 1 199 |
| Provisions | (2) | (2) |
| Obligations nettes | 1 142 | 1 197 |
| Total | 2 232 | 2 298 |

La juste valeur des actifs détenus jusqu'à l'échéance s'établit à 2 725 millions d'euros au 30 juin 2016 contre un montant de 2 800 millions d'euros au 31 décembre 2015.

3.7 Ecarts d'acquisition

Au 30 juin 2016

| En millions d'Euros | 01/01/2016 | 30/06/2016 | | | | | | Valeur fin de période |
|---|-------------------------|----------------------------|--------------|-----------|---------------|----------------------|------------------------------------|-----------------------|
| | Valeur début de période | Acquisitions de la période | Affectations | Cessions | Dépréciations | Ecarts de conversion | Reclassements et autres mouvements | |
| BGC (1) | 5 | 76 | | | | 2 | | 82 |
| Epargne | 3 106 | | | | (1) | (36) | | 3 070 |
| Natixis Asset Management | 2 927 | | | | (1) | (36) | | 2 891 |
| Natixis Assurance | 93 | | | | | | | 93 |
| Gestion privée | 72 | | | | | | | 72 |
| Capital Investissement pour compte de tiers | 13 | | | | | | | 13 |
| Services Financiers Spécialisés | 59 | | | | | 0 | 6 | 64 |
| Natixis Interépargne | 31 | | | | | | | 31 |
| Cautions et garanties | 12 | | | | | | | 12 |
| Natixis Consumer Finance | 10 | | | | | | | 10 |
| Natixis Intertitres | 6 | | | | | | | 6 |
| Affacturage | | | | | | 0 | 6 | 6 |
| Participations Financières | 357 | | | | (75) | (0) | (1) | 281 |
| Coface (2) | 357 | | | | (75) | (0) | (1) | 281 |
| Autres activités | 31 | | | | | | (5) | 26 |
| Total | 3 558 | 76 | | -1 | -75 | -35 | | 3 524 |

(1) Dont 3,4 millions d'euros correspondant à l'écart d'acquisition constaté lors de l'acquisition de l'entité Natixis Capital Partners Spain (anciennement dénommée Espagnol 360 C) dédiée aux activités de conseil en fusions acquisitions et 72,4 millions d'euros

concernant l'écart d'acquisition constaté lors de l'acquisition de la société « PJSC » spécialisée en fusion-acquisition et restructuration ;

- (2) Au 30 juin 2016, l'écart d'acquisition de Coface a été déprécié à hauteur de 75 millions d'euros (cf. note 1.3). L'écart d'acquisition au 30 juin 2016 de 281 millions d'euros se ventile entre 116 millions d'euros au titre de la part groupe et 165 millions d'euros au titre des participations ne donnant pas le contrôle ;

Par ailleurs, le montant des écarts d'acquisition concernant les entités consolidées selon la méthode de la mise en équivalence s'élève à 27,1 millions d'euros au 30 juin 2016.

Certains écarts d'acquisition constatés aux Etats Unis donnent lieu à un amortissement fiscal sur 15 ans à l'origine d'une différence entre la valeur comptable et la valeur fiscale de l'écart d'acquisition. Cette différence de traitement génère un impôt différé passif de 504,1 M€ au 30 juin 2016 (cf. note 8.3).

Au 31 décembre 2015

| En millions d'Euros | 01/01/2015 | | 31/12/2015 | | | | Valeur fin de période |
|---|-------------------------|---|------------|---------------|----------------------|-----------------------------------|-----------------------|
| | Valeur début de période | Acquisitions de la période ⁽¹⁾ | Cessions | Dépréciations | Ecarts de conversion | Reclassement et autres mouvements | |
| BGC | | 5 | | | | | 5 |
| Epargne | 2 365 | 581 | (2) | | 153 | 9 | 3 106 |
| Natixis Asset Management | 2 186 | 581 | (2) | | 153 | 9 | 2 927 |
| Natixis Assurance | 93 | | | | | | 93 |
| Gestion privée | 72 | | | | | | 72 |
| Capital investissement pour compte de tiers | 13 | | | | | | 13 |
| Services Financiers Spécialisés | 59 | | | | | | 59 |
| Natixis Interépargne | 31 | | | | | | 31 |
| Cautions et garanties | 12 | | | | | | 12 |
| Natixis Consumer Finance | 10 | | | | | | 10 |
| Natixis Intertitres | 6 | | | | | | 6 |
| Participations Financières | 356 | | | | 1 | | 357 |
| Coface | 356 | | | | 1 | | 357 |
| Autres activités | 27 | | | | | 4 | 31 |
| Total | 2 807 | 586 | (2) | | 154 | 13 | 3 558 |

(1) dont 579,5 millions d'euros correspondant à l'écart d'acquisition constaté lors de l'acquisition de DNCA Finance durant l'exercice 2015.

Par ailleurs, le montant des écarts d'acquisition concernant les entités consolidées selon la méthode de la mise en équivalence s'élève à 27,8 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Certains écarts d'acquisition constatés aux Etats Unis donnent lieu à un amortissement fiscal sur 15 ans à l'origine d'une différence entre la valeur comptable et la valeur fiscale de l'écart d'acquisition. Cette différence de traitement génère un impôt différé passif de 483,5 M€ au 31 décembre 2015 (cf. note 8.3).

3.8 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre (bons de caisse, titres du marché interbancaire...) sont ventilées selon la nature de leur support à l'exclusion des titres subordonnés classés au poste « dettes subordonnées ».

Ces dettes sont inscrites au bilan à la juste valeur à l'initiation, puis évaluées au coût amorti.

| En millions d'euros | 30/06/2016 | 31/12/2015 |
|--|---------------|---------------|
| Titres de créances négociables | 31 266 | 36 097 |
| Emprunts obligataires | 2 476 | 2 474 |
| Autres dettes représentées par un titre | 1 741 | 1 824 |
| Dettes rattachées | 43 | 30 |
| Total | 35 526 | 40 426 |

La juste valeur des dettes représentées par un titre s'établit à 35 539 millions d'euros au 30 juin 2016 contre un montant de 40 415 millions au 31 décembre 2015.

3.9 Provisions et dépréciations

3.9.1 Synthèse des provisions et des dépréciations

| En millions d'euros | 01/01/2016 | Augmentations | Reprises utilisées (1) | Reprises non utilisées (2) | Ecarts de conversion | Variations de périmètre | Autres (3) | 30/06/2016 |
|---|--------------|---------------|------------------------|----------------------------|----------------------|-------------------------|--------------|--------------|
| Provisions déduites de l'actif | 3 334 | 369 | (174) | (175) | (19) | 16 | (104) | 3 247 |
| Dépréciations sur prêts et créances ⁽¹⁾⁽²⁾ | 2 320 | 284 | (128) | (161) | (15) | | (132) | 2 169 |
| Dépréciations durables sur actifs financiers disponibles à la vente | 538 | 36 | (14) | | (1) | 2 | 1 | 563 |
| Autres dépréciations | 476 | 49 | (32) | (15) | (3) | 14 | 26 | 515 |
| Provisions de passif | 1 907 | 75 | (115) | (19) | (19) | 2 | 57 | 1 888 |
| Provisions pour risques et charges | 1 668 | 74 | (115) | (19) | (18) | 2 | 60 | 1 651 |
| Provisions pour impôt courant | 239 | 2 | (0) | (0) | (0) | | (3) | 238 |
| Total | 5 241 | 445 | (290) | (194) | (37) | 18 | (47) | 5 135 |

Les montants présentés dans le tableau ci-dessus incluent les dépréciations des actifs détenus par les sociétés d'assurance vie. Ils sont présentés hors effet des mouvements de provisions techniques d'assurance.

- (1) Dont 42 millions d'euros de reprises utilisées suite aux cessions de créances réalisées au cours du semestre (139 millions d'euros au 31 décembre 2015) ;
- (2) Dont 1 million d'euros de reprises non utilisées suite aux cessions de créances réalisées au cours du semestre (30 millions d'euros au 31 décembre 2015) ;
- (3) Dont 53,8 millions d'euros sur le 1^{er} semestre concernant les variations des hypothèses actuarielles des engagements sociaux comptabilisés directement en autres éléments du résultat global non recyclables.

3.9.2 Provisions pour risques et charges

| En millions d'euros | 01/01/2016 | Augmentations | Reprises non utilisées | Reprises utilisées | Ecarts de conversion | Variations de périmètre | Autres | 30/06/2016 |
|---|--------------|---------------|------------------------|--------------------|----------------------|-------------------------|------------|--------------|
| Risques de contrepartie | 751 | 5 | (11) | (32) | (18) | | 1 | 695 |
| Engagements de financement et de garantie | 54 | 3 | (6) | (0) | (1) | | 0 | 50 |
| Litiges (1) | 680 | 0 | (1) | (27) | (17) | | | 635 |
| Autres provisions | 17 | 1 | (5) | (4) | (0) | | 1 | 10 |
| Risques de dépréciation | 67 | 4 | (1) | (4) | (0) | | (0) | 66 |
| Immobilisations financières | 53 | 1 | (1) | (3) | (0) | | (0) | 51 |
| Autres provisions | 14 | 2 | (0) | (1) | | | (0) | 15 |
| Engagements sociaux | 568 | 49 | (2) | (60) | (0) | 2 | 56 | 613 |
| Risques d'exploitation (2) | 281 | 17 | (5) | (20) | 0 | (0) | 3 | 276 |
| Total | 1 668 | 74 | (19) | (115) | (18) | 2 | 60 | 1 651 |

- (1) dont 461 millions d'euros de provisions au 30 juin 2016 au titre de l'encours net Madoff contre 475 millions d'euros au 31 décembre 2015;
- (2) dont 8,9 millions d'euros au 30 juin 2016 au titre du plan d'adaptation de l'emploi clôturé en 2015 contre 14,7 millions d'euros au 31 décembre 2015.

3.10 Dettes subordonnées

Les dettes subordonnées se distinguent des créances ou des obligations émises en raison du remboursement qui n'interviendra qu'après le désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires mais avant le remboursement des prêts et titres participatifs et des titres super subordonnés. Elles sont valorisées selon la méthode du coût amorti.

| En millions d'euros | 30/06/2016 | 31/12/2015 |
|--|--------------|--------------|
| Dettes subordonnées à durée déterminée (1) | 4 864 | 4 551 |
| Dettes subordonnées à durée indéterminée | 261 | 261 |
| Dettes rattachées | 66 | 57 |
| Total | 5 191 | 4 869 |

- (1) Les contrats d'émission de dettes subordonnées ne comprennent pas de clause prévoyant un remboursement anticipé en cas de non-respect d'un ratio financier.

La juste valeur des dettes subordonnées s'établit à 5 393 millions d'euros au 30 juin 2016 contre 5 108 millions au 31 décembre 2015.

Evolution des dettes subordonnées au cours de la période

| En millions d'euros | 01/01/2016 | Emissions (1) | Remboursements | Ecart de conversion | Var. de périmètre | Autres (2) | 30/06/2016 |
|--|--------------|------------------|----------------|------------------------|----------------------|---------------|--------------|
| Autres dettes subordonnées à durée déterminée | 4 551 | 300 | | | 1 | 11 | 4 864 |
| Titres subordonnés | 1 145 | 0 | | | 1 | 6 | 1 153 |
| Emprunts subordonnés | 3 406 | 300 | | | | 5 | 3 711 |
| Autres dettes subordonnées à durée indéterminée | 261 | | | | | | 261 |
| Titres super subordonnés | | | | | | | |
| Titres subordonnés | 10 | | | | | | 10 |
| Emprunts subordonnés | 251 | | | | | | 251 |
| Total | 4 812 | 300 | | | 1 | 11 | 5 125 |

Ce tableau ne prend pas en compte les dettes rattachées.

(1) Les émissions d'emprunts concernent :

- Un prêt accordé par BPCE pour 300 millions d'euros ;

(2) Les autres variations concernent essentiellement la réévaluation des dettes ayant fait l'objet d'une couverture ainsi que les mouvements enregistrés sur le stock de titres intra-groupes détenus par Natixis Funding dans le cadre de son activité d'animation de la dette de Natixis sur le marché secondaire

NOTE 4 NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

4.1 Marge d'intérêt

Les postes « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées » enregistrent les intérêts des titres à revenus fixes comptabilisés dans la catégorie actifs disponibles à la vente, les intérêts sur les prêts/emprunts et créances/dettes sur les établissements de crédit et sur la clientèle.

Ils enregistrent également les intérêts sur les titres détenus jusqu'à l'échéance.

Les actifs et passifs financiers évalués au coût amorti donnent lieu à la comptabilisation d'intérêts calculés sur la base du taux d'intérêt effectif.

| En millions d'euros | 1er semestre 2016 | | | 1er semestre 2015 | | |
|---|-------------------|----------------|--------------|-------------------|----------------|--------------|
| | Produits | Charges | Nets | Produits | Charges | Nets |
| Banque Centrale | 105 | (32) | 73 | 69 | (1) | 68 |
| Intérêts sur titres | 575 | (155) | 420 | 580 | (184) | 396 |
| Prêts et créances | 1 654 | (657) | 997 | 1 510 | (660) | 850 |
| <i>Sur les établissements de crédit</i> | 195 | (341) | (146) | 287 | (427) | (140) |
| <i>Sur la clientèle</i> | 1 281 | (309) | 973 | 1 038 | (218) | 820 |
| <i>Location financement</i> | 177 | (6) | 171 | 185 | (15) | 170 |
| Dettes subordonnées | 0 | (74) | (74) | 0 | (63) | (63) |
| Instruments de couverture | 142 | (316) | (174) | 254 | (385) | (130) |
| <i>Intérêts courus ou échus sur instruments dérivés</i> | 142 | (316) | (174) | 254 | (385) | (130) |
| Intérêts sur créances dépréciées yc créances restructurées | 7 | 0 | 7 | 9 | 0 | 9 |
| Total | 2 484 | (1 234) | 1 250 | 2 423 | (1 292) | 1 130 |

4.2 Commissions nettes

Les modalités de comptabilisation des commissions reçues rattachées à des services ou à des instruments financiers dépendent de la finalité des services rendus et du mode de comptabilisation des instruments financiers auquel le service est attaché. Les commissions rémunérant une prestation de service immédiate telles que les commissions d'apporteur d'affaires, sont enregistrées en produits dès l'achèvement de la prestation ; celles perçues dans le cadre d'une prestation de service continu, telles que les commissions de garantie ou les commissions de gestion, sont étalées prorata temporis sur la durée de la prestation.

Les commissions de fiducie ou d'activité analogues sont celles qui conduisent à détenir ou à placer des actifs au nom de particuliers, de régimes de retraite, ou d'autres institutions. La fiducie recouvre notamment les activités de gestion d'actif et de conservation pour compte de tiers.

Les commissions faisant partie intégrante du rendement effectif d'un instrument telles que les commissions d'engagements de financement donnés ou les commissions d'octroi de crédits sont comptabilisées et amorties comme un ajustement du rendement effectif du prêt sur la durée de vie estimée de celui-ci. Ces commissions figurent donc parmi les produits d'intérêt et non au poste « Commissions ».

| En millions d'euros | 1er semestre 2016 | | | 1er semestre 2015 | | |
|---|-------------------|----------------|--------------|-------------------|--------------|--------------|
| | Produits | Charges | Nets | Produits | Charges | Nets |
| Opérations avec les établissements de crédit | 1 | (17) | (16) | 1 | (15) | (13) |
| Opérations avec la clientèle | 318 | (2) | 317 | 331 | (7) | 324 |
| Opérations sur titres | 64 | (94) | (30) | 90 | (72) | 18 |
| Opérations sur moyens de paiement | 179 | (22) | 158 | 175 | (23) | 152 |
| Prestations de services financiers | 175 | (354) | (179) | 161 | (318) | (157) |
| Opérations de fiducie | 1 512 | 0 | 1 512 | 1 486 | 0 | 1 486 |
| Commissions sur engagements de financement, de garantie, de titres, d'instruments dérivés | 111 | (73) | 38 | 124 | (65) | 59 |
| Autres | 162 | (468) | (307) | 173 | (413) | (240) |
| Total | 2 522 | (1 029) | 1 493 | 2 542 | (913) | 1 629 |

La prime versée à BPCE au titre de la garantie des actifs de l'ex-GAPC classés en « Prêts et créances » et en « Actifs disponibles à la vente » est comptabilisée en charges au prorata des reprises de provisions et des étalements de décotes de reclassement intervenus sur la période pour ces actifs. La charge d'étalement de la prime au 30 juin 2016 comptabilisée en commission sur engagement de garantie s'élève à - 0,2 millions d'euros contre - 0,2 millions d'euros au 30 juin 2015.

4.3 Gains ou pertes sur actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Ce poste enregistre les gains et pertes sur actifs/passifs à la juste valeur par résultat qu'ils soient qualifiés de transaction ou juste valeur sur option, y compris les intérêts générés par ces instruments. La ligne « Dérivés de couverture et variation d'élément couvert » comprend les variations de juste valeur des dérivés, intérêts inclus, classés en couverture de juste valeur, ainsi que la réévaluation symétrique des éléments couverts. Elle enregistre également la part « inefficace » des couvertures de flux de trésorerie.

| En millions d'euros | 1er semestre 2016 | 1er semestre 2015 |
|---|----------------------|----------------------|
| Gains nets sur les actifs et passifs financiers hors dérivés de couverture | 862 | 1 331 |
| Gains nets sur les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction (2) | 1 394 | 680 |
| Gains et pertes nets sur les autres actifs et passifs financiers à la juste valeur sur option (4) | (560) | 589 |
| Autres (3) | 28 | 62 |
| Dérivés de couverture et variation de l'élément couvert | 0 | 10 |
| Inefficacité de la couverture de flux de trésorerie (CFH) | 0 | 14 |
| Inefficacité de la couverture de juste valeur (FVH) | 1 | (4) |
| Variation de la couverture de juste valeur | (181) | 49 |
| Variation de l'élément couvert | 182 | (53) |
| Total (1) | 862 | 1 341 |

(1) Dans la mesure où les charges et produits présentés dans le compte de résultat sont classés par nature et non par destination, le résultat net des activités sur instruments financiers à la juste valeur par résultat doit être appréhendé globalement. Il convient de noter que les résultats ci-dessus n'intègrent pas le coût de refinancement de ces instruments financiers, qui est présenté parmi les charges et produits d'intérêts.

(2) La ligne « Gains nets sur les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction » inclut :

- Les réfections appliquées à la juste valeur des CDS conclus avec les monolines, qui conduisent à une augmentation du stock de réfaction de 17 millions d'euros au 1^{er} semestre 2016, contre un produit de 3,9 millions d'euros au 30 juin 2015, (hors impact change et effet de la garantie BPCE) portant le stock total de réfaction à 111,7 millions d'euros au 30 juin 2016 contre 108 millions d'euros au 30 juin 2015 ;
- Une reprise de 0,1 million d'euros au 30 juin 2016 de la provision sur base de portefeuille constituée sur les expositions relatives aux CDPC (Crédit Derivatives Product Companies) portant le stock à 4,3 millions d'euros contre 4,4 millions d'euros au 31 décembre 2015. Au 30 juin 2015, une reprise de 1,2 millions d'euros avait été réalisée portant le stock à hauteur de l'exposition soit 10,8 millions d'euros.
- Au 30 juin 2016, un ajustement de valeur constaté sur la valorisation passive des dérivés au titre du risque de crédit propre (DVA) de -22,2 millions d'euros contre un produit de 10,6 millions au 30 juin 2015. Par ailleurs, l'ajustement de valeur concernant l'évaluation du risque de contrepartie (CVA) des actifs financiers est de -40,8 millions d'euros au 30 juin 2016 contre un produit de 0,5 millions d'euros au 30 juin 2015 ;
- L'ajustement du coût de financement (« Funding Valuation Adjustment » FVA) inclus dans la valorisation des dérivés non collatéralisés ou imparfaitement collatéralisés est également enregistré sur cette ligne pour un montant de 48,4 millions d'euros au 30 juin 2016 contre -26,2 millions d'euros au 30 juin 2015.

(3) Dont +47,1 millions d'euros correspondant au recyclage d'écarts de change lié à des remboursements, par certaines entités, de capital en devises ou d'éléments de situation nette assimilés à du capital ;

(4) Les gains et pertes nets comprennent notamment la valorisation du spread émetteur sur les émissions de Natixis classées dans les instruments à la juste valeur par résultat sur option qui a eu une incidence de -29,6 millions d'euros (montant brut) sur le résultat du 1^{er} semestre 2016 (pour un effet d'impôt de +9,7 millions d'euros) contre un produit de +130,6 millions d'euros au 30 juin 2015 (pour un effet d'impôt de -42,2 millions d'euros à cette date) ;

A noter que, la valorisation liée aux émissions seniors classées en « passifs financiers à la juste valeur sur option » comprise dans le spread émetteur mentionné supra, s'élève à -25,7 millions d'euros (montant brut et +8,4 millions d'euros d'impact en impôt associé) au 30 juin 2016 contre +130,3 millions d'euro (montant brut et -42,1 millions d'euros d'impact en impôt associé) au 30 juin 2015.

4.4 Gains ou pertes sur actifs financiers disponibles à la vente

Les gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente comprennent essentiellement les résultats de cession des titres et les pertes de valeur sur titres à revenu variable (dépréciation durable).

Les titres à revenu variable classés dans la catégorie « Actifs disponibles à la vente » font l'objet de test de dépréciation lorsque leur valeur comptable est supérieure à leur valeur recouvrable.

Les pertes de valeur des titres à revenu fixe sont comptabilisées en coût du risque.

Les encours dont la date de syndication était dépassée au 30 juin 2016 ont fait l'objet sur la base individuelle d'une analyse afin de prendre en compte dans le résultat les éventuelles décotes de marché observées à la date de clôture.

Ce poste enregistre également les dividendes sur titres à revenu variable.

| En millions d'euros | 1er semestre 2016 | 1er semestre 2015 |
|---|-------------------|-------------------|
| Dividendes | 78 | 91 |
| Résultats de cession | 87 | 292 |
| Pertes de valeur des titres à revenu variable | (36) | (17) |
| Décotes sur crédits syndiqués | 1 | 9 |
| Total | 130 | 375 |

4.5 Autres produits et charges

Les produits et charges des autres activités recouvrent notamment les produits et charges accessoires sur la location financement et les produits et charges sur les immeubles de placement.

Ce poste comprend également les charges et produits liés à l'activité d'assurance et de réassurance, dont notamment, les primes reçues de l'assurance vie, les charges de prestation et les dotations et reprises de provisions techniques des contrats d'assurance.

| En millions d'euros | 1er semestre 2016 | | | 1er semestre 2015 | | |
|--|-------------------|-----------------|------------|-------------------|----------------|-------------|
| | Produits | Charges | Nets | Produits | Charges | Nets |
| Opérations de location financement | 165 | (179) | (14) | 190 | (184) | 7 |
| Immeubles de placement | 90 | (44) | 46 | 55 | (25) | 30 |
| Sous total activités immobilières | 255 | (223) | 31 | 245 | (209) | 36 |
| Charges et produits d'assurance (1) | 15 783 | (15 385) | 398 | 3 067 | (3 095) | (28) |
| Opérations de location simple | 42 | (31) | 11 | 38 | (30) | 8 |
| Autres produits et charges accessoires | 215 | (117) | 98 | 190 | (191) | (1) |
| Total | 16 294 | (15 756) | 538 | 3 540 | (3 524) | 15 |

(1) La part du partenariat avec CNP assurances concernant les créances nées d'opération de réassurance, liées aux contrats réassurés dans les charges et produits d'assurances s'élève à 11,7 milliards d'euros au 30 juin 2016 (cf. note 1.2).

4.6 Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation comprennent essentiellement les frais de personnel, dont les salaires et traitements nets des refacturations, les charges sociales ainsi que les avantages au personnel tels que les charges de retraite (partie relative aux régimes à prestations définies) ou encore les paiements sur base d'actions, conformément à la norme IFRS 2.

Ce poste comprend également l'ensemble des frais administratifs et les services extérieurs.

| En millions d'euros | | 1er semestre 2016 | 1er semestre 2015 |
|--|---|-------------------|-------------------|
| Frais de personnel | Salaires et traitements (1) <i>dont paiements en actions (2)</i> | (1 251) (12) | (1 257) (46) |
| | Avantages de retraite et autres avantages à long terme | (116) | (118) |
| | Charges sociales | (290) | (288) |
| | Intéressement et participation | (81) | (80) |
| | Impôts et taxes liés aux rémunérations | (78) | (78) |
| | Autres (3) | (6) | 21 |
| Total Frais de personnel | | (1 823) | (1 799) |
| Autres charges d'exploitation | Impôts et taxes (4) | (224) | (162) |
| | Services extérieurs | (923) | (881) |
| | Autres | (44) | (36) |
| Total Autres charges d'exploitation | | (1 191) | (1 079) |
| Total | | (3 014) | (2 877) |

(1) Dont 3,2 millions d'euros au titre du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi au 30 juin 2016 contre 3,2 millions d'euros au 30 juin 2015 ;

(2) Le montant de l'étalement comptabilisé dans les comptes au 1^{er} semestre 2016, concernant les plans de fidélisation et de performance, comprend une charge de 11,7 millions d'euros pour la partie de la rémunération réglée en trésorerie et indexée sur la valeur de l'action Natixis et un complément de charges de 0,1 million d'euros pour la partie de la rémunération réglée en actions Natixis ;

(3) Dont la Contribution au fonds de résolution unique (FRU) de 114,1 millions d'euros au 30 juin 2016 contre 47,6 millions d'euros au 30 juin 2015 ;

Dont la Taxe sur risques bancaires systémiques (TSB) de 29,1 millions d'euros au 30 juin 2016 contre 31,3 millions d'euros au 30 juin 2015 ;

Dont la Contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) de 27,8 millions d'euros au 30 juin 2016 contre 24,7 millions d'euros au 30 juin 2015.

4.7 Coût du risque

Ce poste enregistre principalement la charge du risque sur les opérations de crédit : les dotations nettes de reprises de provisions, individuelles et collectives, les créances passées en perte sur l'exercice et les récupérations sur les créances amorties.

Sont également enregistrées dans ce poste les dépréciations éventuellement constituées en cas de risque de défaillance avéré de contreparties d'instruments financiers négociés de gré à gré.

| En millions d'euros | 1er semestre 2016 | | | | | 1er semestre 2015 | | | | |
|---|-------------------|-----------------|-----------------------------------|------------------------------------|--------------|-------------------|-----------------|-----------------------------------|------------------------------------|--------------|
| | Dotations | Reprises nettes | Pertes sur créances non couvertes | Récupérations s/ créances amorties | Net | Dotations | Reprises nettes | Pertes sur créances non couvertes | Récupérations s/ créances amorties | Net |
| Provisions pour risques et charges | (5) | 11 | | | 7 | (19) | 18 | | | (1) |
| Engagement par signature | (3) | 6 | | | 3 | (14) | 6 | | | (8) |
| Autres | (1) | 6 | | | 4 | (5) | 12 | | | 7 |
| Dépréciation des actifs financiers | (268) | 97 | (30) | 18 | (183) | (265) | 96 | (29) | 58 | (141) |
| Coût du risque | (273) | 109 | (30) | 18 | (176) | (285) | 114 | (29) | 58 | (141) |

dont Reprises de dépréciation sans objet

109

114

Reprises de dépréciations utilisées

191

143

Sous-total reprises

sous-total reprises : **300**

257

Pertes couvertes par provisions

- 191

(143)

Total reprises nettes

total reprises nettes : **109**

114

4.8 Gains et pertes sur autres actifs

Ce poste comprend les plus et moins-values de cession des immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres consolidés inclus dans le périmètre de consolidation.

| En millions d'euros | 30/06/2016 | | | 30/06/2015 | | |
|-------------------------|---------------------------|--|-----------|---------------------------|--|-------------|
| | Sur titres consolidés (1) | Sur immobilisations corporelles et incorporelles (2) | TOTAL | Sur titres consolidés (3) | Sur immobilisations corporelles et incorporelles | TOTAL |
| Résultat net de cession | 30 | 30 | 60 | (29) | (0) | (30) |
| Total | 30 | 30 | 60 | (29) | (0) | (30) |

(1) Dont +10,9 millions d'euros relatifs à la cession d'HCP NA LLC et d'Altus, +17,5 millions d'euros relatifs à la cession de Capital Growth Management, +2,3 millions d'euros concernant la cession de Snyder et -0,6 millions d'euros lié à la dissolution de Kobrick Funds LLC ;

(2) Dont +31,5 millions d'euros de plus-value de cession (+20,6 millions d'euros net d'impôt), suite à la vente d'un immeuble d'exploitation au cours du 1^{er} semestre 2016 ;

(3) Dont -29,6 millions d'euros de dépréciation de la valeur de Kompass International, filiale consolidée traitée sous IFRS 5 au 30 juin 2015 et dont la cession est intervenue en juillet 2015. Aucun effet impôt n'a été comptabilisé au 30 juin 2015.

4.9 Rapprochement entre la charge d'impôt totale et la charge d'impôt théorique

| En millions d'euros | 1er semestre 2016 | 1er semestre 2015 |
|--|-------------------|-------------------|
| + Résultat net- Part du groupe | 581 | 737 |
| + Résultat net- Part des minoritaires | 6 | 69 |
| + Impôt de l'exercice | 383 | 551 |
| + Dépréciations des écarts d'acquisition | 75 | 0 |
| - Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence | (14) | (22) |
| = Résultat comptable consolidé avant impôt, amortissement des écarts d'acquisition et résultat des sociétés mises en équivalence | 1 031 | 1 335 |
| +/- Différences permanentes (1) | 148 | 92 |
| = Résultat fiscal consolidé | 1 179 | 1 427 |
| x Taux d'impôt théorique | 33,33% | 33,33% |
| = Impôt théorique | (393) | (476) |
| + Contributions et impôt forfaitaire annuel | (5) | (9) |
| + Impôt au taux réduit | 0 | (1) |
| + Déficits de l'exercice limités par prudence | (14) | (5) |
| + Effets de l'intégration fiscale (2) | 0 | 25 |
| + Différence de taux d'impôt sur filiales étrangères | (1) | (8) |
| + Crédits d'impôt | 20 | 19 |
| + Impôt sur exercices antérieurs (3) | 49 | (51) |
| + Autres éléments (4) | (39) | (45) |
| = Charge d'impôt de l'exercice | (383) | (551) |
| dont : impôt exigible | (166) | (241) |
| impôt différé | (217) | (310) |

(1) Les principales différences permanentes sont constituées des plus-values taxées au régime du long terme, des résultats exonérés des filiales étrangères situées au Luxembourg, en Belgique et aux Etats-Unis. Les différences permanentes comprennent également les impacts de la TSB (Taxe systémique bancaire) et de la FRU (fonds de résolution unique) qui constituent des charges non déductibles.

(2) A compter de l'exercice 2016, suite à la loi de finances rectificative pour 2015 (tirant les conséquences de la jurisprudence européenne - CJUE 2-9-2015 aff. C-386/14, Groupe Stéria), la quote-part de frais et charges relative aux dividendes perçus par une société intégrée fiscalement d'une autre société intégrée ne donne plus lieu à neutralisation dans l'intégration fiscale. Le taux de cette quote-part est de 1 %. Ce taux est également applicable aux dividendes reçus par une société membre du groupe d'intégration fiscale à raison de la participation qu'elle détient dans une société soumise à l'impôt sur les sociétés dans un Etat membre de l'Union Européenne ou dans un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen qui, si elle était située en France, remplirait les conditions pour être membre du groupe d'intégration fiscale.

- (3) Dont : +48,5 millions d'euros liés à la constatation d'un produit d'impôt sur exercices antérieurs. Celui-ci se rapporte à hauteur de +42,5 millions d'euros à la constatation d'un produit d'impôt sur exercices antérieurs, suite aux développements jurisprudentiels (notamment la décision du Conseil Constitutionnel du 3 février 2016 et les conclusions favorables du rapporteur du Conseil d'Etat) rendant quasi certaine la possibilité de corriger le traitement fiscal de produits de dividendes perçus et imposés en 2012. Au 30 juin 2015, impact de -51 M€ au titre de la désactivation de déficit antérieur sur le groupe d'intégration fiscale France.
- (4) Dont : -21 millions d'euros de taxes sur les dividendes (-31 millions d'euros au 30 juin 2015).

NOTE 5 VARIATIONS DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

| En millions d'euros | 1er semestre 2016 | 1er semestre 2015 |
|--|-------------------|-------------------|
| Ecarts de revalorisation des régimes à prestations définies | (54) | 47 |
| <i>Autres mouvements</i> | (54) | 47 |
| Eléments non recyclables en résultat | (54) | 47 |
| Ecarts de conversion | (157) | 349 |
| <i>Reclassement vers le résultat</i> | (43) | 0 |
| <i>Autres mouvements</i> | (114) | 349 |
| Réévaluation des actifs disponibles à la vente | 228 | (147) |
| <i>Reclassement vers le résultat</i> | (11) | (81) |
| <i>Autres mouvements</i> | 239 | (67) |
| Réévaluation des instruments dérivés de couverture | (95) | 115 |
| <i>Reclassement vers le résultat</i> | 42 | 79 |
| <i>Autres mouvements</i> | (138) | 36 |
| Quote part de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence recyclable en résultat | 3 | (1) |
| <i>Reclassement vers le résultat</i> | 0 | (0) |
| <i>Autres mouvements</i> | 2 | (1) |
| Eléments recyclables en résultat | (21) | 315 |
| Impôts | (20) | (4) |
| TOTAL | (96) | 359 |

NOTE 6 INFORMATION SECTORIELLE

En 2012, compte tenu des contraintes réglementaires et d'un environnement économique demeurant incertain, Natixis a poursuivi sa politique de transformation. En particulier, s'agissant de la Banque de Financement et d'Investissement, son organisation a été adaptée afin de placer la relation client au cœur du développement et le pôle renommé en conséquence Banque de Grande Clientèle.

L'organisation est regroupée autour de trois métiers cœur :

- **La Banque de Grande Clientèle**, qui conseille les entreprises, les investisseurs institutionnels, les compagnies d'assurances, les banques et les entités du secteur public et leur propose une gamme diversifiée de solutions de financements ainsi qu'un accès aux marchés de capitaux. Sa mission est triple : renforcer l'orientation client de la banque, être un lieu de rencontre entre émetteurs et investisseurs, déployer le modèle « Originate to Distribute » destiné à optimiser la rotation du bilan de la banque au travers d'une gestion active du portefeuille de crédits ;
- **Le pôle Épargne**, qui comprend la gestion d'actifs, l'assurance, la banque privée et le métier de Capital investissement pour compte de tiers issu de la scission de Natixis Private Equity en 2010 ;
- **Les Services Financiers Spécialisés**, qui regroupent les métiers de l'Affacturage, du Crédit-bail, du Crédit à la consommation, des Cautions et garanties, du Financement du cinéma, de l'Ingénierie sociale, des Paiements et des Titres. Ces services s'inscrivent au cœur du développement de la banque de détail du Groupe BPCE.

Cette organisation a été confirmée dans le cadre du Plan Stratégique 2014-2017 de Natixis dénommé « **New Frontier** ».

Les activités de Coface, de Corporate Data Solutions, de Capital investissement (activité pour compte propre et quote-part dans les fonds sponsorisés) et de **Natixis Algérie** sont gérées comme des participations financières en raison des moindres synergies qu'elles présentent avec les autres métiers de Natixis. La succursale de Ho-Chi-Minh a été cédée à BPCE International en octobre 2015.

En 2011, les activités de **Coface** ont été recentrées sur ses métiers cœur (assurance-crédit et affacturage en Allemagne et Pologne), regroupés sous le périmètre **Coface**.

Les activités non stratégiques issues de Coface (activités de services principalement) ont été regroupées sous le périmètre **Corporate Data Solutions** et sont désormais pilotées directement par Natixis au sein de la Direction financière.

C'est sur la base de cette organisation que la Direction générale suit le résultat des différentes activités, établit ses « plans d'affaires » et effectue sa gestion opérationnelle. Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », c'est donc à partir de ce découpage interne des activités que Natixis a défini ses secteurs opérationnels.

6.1 Banque de Grande Clientèle

La Banque de Grande Clientèle conseille les entreprises, les investisseurs institutionnels, les compagnies d'assurances, les banques et les entités du secteur public en leur proposant une gamme diversifiée de solutions de financement sur mesure et un accès aux marchés de capitaux.

L'expertise et la technicité de ses équipes, associées à une recherche reconnue et régulièrement primée, permettent à Natixis de concevoir des solutions adaptées aux besoins de ses clients et intégrant les dernières évolutions des marchés.

Elle est structurée en deux sous-pôles aux objectifs complémentaires :

- **La Direction « Relations clients et conseils »** qui a pour missions de développer les relations avec les clients et de contribuer au renforcement des synergies entre les métiers de Natixis. Elle regroupe le Conseil en fusions-acquisitions, le Primaire actions, les Financements classiques ainsi que le Coverage. Celui-ci, en partenariat avec l'ensemble des métiers de Natixis, conçoit des solutions innovantes et sur mesure, adaptées aux besoins spécifiques de chacun de ses clients, allant des financements classiques aux montages les plus sophistiqués ;
- **La Direction « Financement et solutions de marché »**, qui réunit :
 - Les « Solutions de marché » qui regroupent les lignes métiers Actions, Taux, Crédit, Change, Matières premières et « Global structured Credit and Solutions » ;
 - Les « Financements structurés » qui originent et développent les financements d'avions, d'exportations et d'infrastructures, de l'énergie et des matières premières, les financements stratégiques et d'acquisition, les financements immobiliers et Strategic Equity Finance ;
 - « Global transaction banking », qui a en charge le développement de l'offre de flux et de Trade Finance ;
 - La « Gestion du portefeuille de financements », qui a en charge l'optimisation du portefeuille de financements. Ce département est un maillon essentiel du modèle Originate to Distribute ;
 - Le pilotage des plate-formes internationales, en ligne avec les objectifs généraux de la banque : Amériques, Asie-Pacifique et EMEA (Europe hors France, Moyen-Orient, Afrique).

6.2 Services Financiers Spécialisés

Ce pôle rassemble un ensemble d'activités de service dédiées principalement aux réseaux des Caisses d'Épargne et des Banques Populaires ainsi qu'aux clients de Natixis :

- **Affacturation** : ce métier apporte des solutions aux entreprises pour la gestion de leur poste clients (financement, assurance, recouvrement). Natixis Factor utilise les réseaux des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne qui assurent une part importante du flux d'affaires ;
- **Cautions et garanties financières** : cette ligne de métier est exercée par la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions (CEGC). Ce métier regroupe principalement : des cautions sur les crédits immobiliers aux particuliers et professionnels octroyés par le réseau des Caisses d'Épargne et plus récemment par le réseau des Banques Populaires, des garanties légales, des cautions financières ;
- **Crédits à la consommation** : la ligne de métiers de crédits à la consommation regroupe au sein de Natixis des activités larges sur la chaîne de valeur des prêts revolving (marketing, octroi, gestion administrative, recouvrement amiable...) et des activités de gestion administrative de prêts personnels. Ces activités sont exercées au travers de Natixis Financement, qui gère les encours revolving des réseaux du Groupe BPCE et assure la gestion des prêts personnels des Caisses d'Épargne et son extension au périmètre des Banques Populaires ;
- **Crédit-Bail** : cette ligne de métier apporte des solutions de financement pour des actifs mobiliers ou immobiliers sous forme de crédit-bail ou de location longue durée ;
- **Ingénierie sociale** : ce métier propose une offre complète pour l'ingénierie sociale des entreprises, autour de la gestion de leur épargne salariale (tenue de comptes salariés, gestion

administrative et comptable des fonds...) et des titres de services ;

- **Titres** : ce métier offre des prestations de back-office et de middle-office sur la conservation Titres Retail (tenue de comptes, sous-traitance back-office titres, service bureau, contrôle dépositaire...) pour les réseaux de BPCE et pour des clients externes ;
- **Paiements** : ce métier met à disposition des outils, infrastructures et services pour les paiements : monétique, émission et recouvrement des transferts électroniques de masse, traitement des chèques ;
- **Financement du cinéma** : cette ligne de métier est opérée au travers de la filiale Coficiné, établissement spécialisé dans le crédit structuré aux activités cinématographiques et audiovisuelles en France et en Europe.

6.3 Épargne

- **Gestion d'actifs** : les activités de gestion d'actifs sont rassemblées au sein de Natixis Global Asset Management. Elles couvrent l'ensemble des classes d'actifs et sont exercées principalement aux États-Unis et en France. Celles-ci sont assurées par une organisation fédérale d'entités autonomes (sociétés de gestion spécialisées et structures spécialisées pour la distribution) sous le contrôle d'une holding, qui assure la cohérence d'ensemble du modèle en prenant en charge les fonctions de pilotage. Ces sociétés peuvent se concentrer sur leur cœur de métier, la génération de performance, tout en gardant la possibilité de développer une clientèle institutionnelle propre et en bénéficiant des autres fonctions support du pôle avec des modèles économiques adaptés. Nombre de celles-ci bénéficient d'une forte notoriété, telles que Loomis Sayles, Harris Associates, AEW, DNCA ou Natixis Asset Management. Ensemble, ces sociétés de gestion spécialisées permettent au groupe d'offrir une gamme complète d'expertises qui répond à la demande de toutes les catégories de clients. L'organisation de la distribution autour de la plate-forme NGAM Distribution, ainsi que des fonds de commerce développés historiquement par les sociétés de gestion, notamment en direction des clientèles groupe, permet d'optimiser la couverture des différentes clientèles. Pour sa part, la distribution auprès des réseaux-actionnaires reste assurée en France par les sociétés de gestion ;
- **Assurances** : Natixis Assurances est un holding regroupant diverses filiales opérationnelles d'assurance. En mars 2014, conformément au plan de développement du modèle bancassurance, Natixis Assurances a réalisé l'acquisition de la filiale d'assurance dommage et prévoyance BPCE Assurances. Elle propose une gamme complète de produits en assurance vie individuelle et collective, en prévoyance et en assurance dommages aux biens. Son offre, diversifiée et modulable, s'adresse aux particuliers, aux professionnels, aux agriculteurs, aux entreprises et aux associations ;

- **Banque Privée** : cette ligne de métier couvre les activités de gestion de fortune en France et au Luxembourg, la gestion patrimoniale et une offre de services à destination des Conseillers en Gestion de Patrimoine Indépendants (CGPI). La Banque Privée 1818, issue de la fusion entre Banque Privée Saint Dominique (BPSD) et La Compagnie 1818, prend une place notable sur le marché français. La banque développe sa clientèle essentiellement à partir de la clientèle des Caisses d'Épargne, des Banques Populaires et complétées par celle de Natixis. Elle recouvre le conseil, l'expertise et la gestion de patrimoine, ainsi que la gestion financière d'OPCVM ;
- **Capital investissement pour compte de tiers** : depuis début 2014, les sociétés de gestion de Capital investissement pour compte de tiers ont été rattachées à Natixis Global Asset Management et un véhicule de sponsoring a été mis en place pour effectuer le suivi des engagements de Natixis dans les fonds. L'expertise des équipes est tournée vers le financement des petites et moyennes entreprises en général, non cotées, en France et en Europe, via des prises de participations sponsorisées. Ce métier couvre les segments d'activité du private equity pour compte d'investisseurs tiers tels que les opérations de capital développement (financements du haut de bilan de sociétés matures), de capital risque (sociétés jeunes et innovantes) et de fonds de fonds.

6.4 Coface

Les principales activités exercées sont : l'assurance-crédit, l'affacturage à l'étranger, l'information et notation d'entreprise (solvabilité et marketing), la gestion de créances (de l'émission au recouvrement) et la gestion des procédures publiques pour le compte de l'État français. La majeure partie du chiffre d'affaires est réalisée à l'international.

Depuis 2011, les activités de Coface ont été recentrées sur les activités stratégiques (assurance-crédit et affacturage en Allemagne et Pologne).

Natixis a procédé à l'introduction en Bourse de 58,65% du capital de Coface en juin 2014.

6.5 Autres participations financières

Les autres participations financières regroupent notamment :

- L'activité de capital investissement (activités non cœur de métier) regroupant le capital investissement exercé pour compte propre ainsi que la participation de Natixis dans certains fonds sponsorisés qui n'a pas vocation à être conservée au sein de Natixis. Après la cession en octobre 2010 à AXA Private Equity de l'essentiel de l'activité pour compte propre en France, la partie internationale organisée en plusieurs petites équipes d'investisseurs a fait l'objet de désengagements successifs dont la plus récente au deuxième trimestre 2015. L'expertise de ces équipes est tournée vers le financement des petites et moyennes entreprises à l'international en général non cotées, via des prises de participations ;
- Les activités de Corporate Data Solutions : correspondant aux activités non stratégiques de Coface (principalement des activités de services) regroupées début 2013 au sein de Corporate Data Solutions. A fin juin 2016, la principale entité est Ellisphere ;
- La filiale de Natixis en Algérie.

6.6 Hors pôle

A ces pôles opérationnels s'ajoutent les activités du Hors-pôle. A ce titre, il enregistre les mécanismes de centrale financière et les revenus liés à la gestion actif – passif de Natixis. Il regroupe également les résultats du portefeuille de participations de la banque ne relevant pas de l'activité d'un pôle, ainsi que la réévaluation de la dette propre.

En matière de coûts, ce pôle porte les coûts de structure de la banque, ainsi que certains coûts de restructuration non alloués aux métiers.

6.7 Information sectorielle du résultat

| 30/06/2016 | | | | | | | |
|-------------------------------------|----------------------------|--------------|---------------------------------|------------|-----------------------------------|-------------|--------------|
| En millions d'Euros | Banque de Grande Clientèle | Epargne * | Services financiers spécialisés | Coface | Autres participations financières | Hors pôle | Total |
| Produit net bancaire | 1 669 | 1 656 | 684 | 289 | 48 | -72 | 4 274 |
| évolution 2015/2016 | 1% | -1% | 4% | -17% | -36% | -5% | |
| Frais généraux et assimilés | -994 | -1 169 | -446 | -272 | -43 | -204 | -3 127 |
| évolution 2015/2016 | 4% | 1% | 4% | -2% | -37% | 104% | 5% |
| Résultat brut d'exploitation | 675 | 487 | 238 | 17 | 6 | -276 | 1 147 |
| évolution 2015/2016 | -3% | -4% | 4% | -76% | -28% | | -24% |
| Coût du risque | -124 | 0 | -29 | -3 | -21 | 2 | -176 |
| évolution 2015/2016 | 18% | | -13% | -8% | | -66% | 25% |
| Résultat courant avant impôt | 558 | 509 | 240 | -61 | -4 | -272 | 970 |
| évolution 2015/2016 | -7% | -2% | 22% | | -82% | | -29% |
| Résultat net part du groupe | 376 | 304 | 157 | -30 | -3 | -224 | 581 |
| évolution 2015/2016 | -6% | -7% | 25% | | -89% | | -21% |

Ces informations pro forma 2015 sont présentées suivant l'organisation analytique des métiers retenue par Natixis au 30 juin 2016

(*) Dont pour la gestion d'actifs :

| | |
|--------------------------------|-----------------------|
| Produit net bancaire : | 1249 millions d'euros |
| Frais généraux et assimilés : | -909 millions d'euros |
| Résultat brut d'exploitation : | 339 millions d'euros |
| Coût du risque : | 0 millions d'euros |
| Résultat courant avant impôt : | 211 millions d'euros |

Détail du Produit net bancaire

| En millions d'Euros | Produit Net Bancaire | évolution 2015/2016 |
|--|----------------------|---------------------|
| Banque de Grande Clientèle | 1 669 | 1% |
| <i>Marchés de capitaux (1)</i> | 969 | 10% |
| <i>Financements structurés</i> | 551 | -6% |
| <i>Banque commerciale</i> | 163 | -14% |
| <i>Autres</i> | -14 | 100% |
| Epargne | 1 656 | -1% |
| <i>Gestion d'actifs</i> | 1 249 | -2% |
| <i>Assurances</i> | 322 | 9% |
| <i>Banque privée</i> | 67 | -4% |
| <i>Autres</i> | 18 | -42% |
| Services financiers spécialisés | 684 | 4% |
| <i>Financements spécialisés</i> | 425 | 8% |
| <i>Services financiers</i> | 258 | -2% |
| Coface | 289 | -17% |
| Autres participations financières | 48 | -36% |
| Hors pôle | -72 | -179% |
| Total | 4 274 | -5% |

(1) Dont 943 millions d'euros hors produit net bancaire (PNB) des desks de XVA se décomposant en 633 millions d'euros de PNB pour FICT et 310 millions d'euros de PNB pour Actions.

| 30/06/2015 - pro forma | | | | | | | |
|-------------------------------------|----------------------------|--------------|---------------------------------|------------|-----------------------------------|------------|--------------|
| En millions d'Euros | Banque de Grande Clientèle | Epargne (*) | Services financiers spécialisés | Coface | Autres participations financières | Hors pôle | Total |
| Produit net bancaire | 1 648 | 1 669 | 659 | 347 | 76 | 91 | 4 491 |
| Frais généraux et assimilés | -951 | -1 159 | -429 | -277 | -68 | -100 | -2 984 |
| Résultat brut d'exploitation | 697 | 510 | 230 | 70 | 8 | -8 | 1 507 |
| Coût du risque | -105 | -1 | -34 | -3 | -3 | 5 | -141 |
| Résultat courant avant impôt | 601 | 518 | 196 | 67 | -25 | 0 | 1 357 |
| Résultat net part du groupe | 400 | 326 | 126 | 13 | -29 | -99 | 737 |

(*) Dont pour la gestion d'actifs :
 Produit net bancaire : 1272 millions d'euros
 Frais généraux et assimilés : -925 millions d'euros
 Résultat brut d'exploitation : 347 millions d'euros
 Coût du risque : 0 millions d'euros
 Résultat courant avant impôt : 219 millions d'euros

Détail du Produit net bancaire

| En millions d'Euros | Produit net bancaire |
|--|----------------------|
| Banque de Grande Clientèle | 1 648 |
| <i>Marchés de capitaux (1)</i> | 878 |
| <i>Financements structurés</i> | 588 |
| <i>Banque commerciale</i> | 189 |
| <i>Autres</i> | 7 |
| Epargne | 1 669 |
| <i>Gestion d'actifs</i> | 1 272 |
| <i>Assurances</i> | 296 |
| <i>Banque privée</i> | 70 |
| <i>Autres</i> | 31 |
| Services financiers spécialisés | 659 |
| <i>Financements spécialisés</i> | 395 |
| <i>Services financiers</i> | 264 |
| Coface | 347 |
| Autres participations financières | 76 |
| Hors pôle | 91 |
| Total | 4 491 |

(1) Dont 881 millions d'euros hors produit net bancaire (PNB) des desks de XVA se décomposant en 574 millions d'euros de PNB pour FICT et 307 millions d'euros de PNB pour Actions.

Ces informations pro forma 2015 sont présentées suivant l'organisation analytique des métiers retenue par Natixis au 30 juin 2016.

| 30/06/2015 Publié | | | | | | | |
|-------------------------------------|----------------------------|--------------|---------------------------------|------------|------------------------|------------------|--------------|
| En millions d'Euros | Banque de Grande Clientèle | Epargne | Services financiers spécialisés | Coface | Capital Investissement | Autres activités | Total |
| Produit net bancaire | 1 648 | 1 669 | 659 | 347 | -2 | 169 | 4 491 |
| Frais généraux et assimilés | -951 | -1 159 | -426 | -277 | -5 | -166 | -2 984 |
| Résultat brut d'exploitation | 697 | 510 | 233 | 70 | -7 | 3 | 1 507 |
| Résultat courant avant impôt | 601 | 518 | 200 | 67 | -6 | -22 | 1 357 |
| Résultat net part du groupe | 400 | 327 | 128 | 13 | -6 | -124 | 737 |

NOTE 7 GESTION DES RISQUES

7.1 Risque de crédit et risque de contrepartie

Les informations sur la gestion des risques de crédit requises par la norme IFRS 7, à l'exception de celles mentionnées ci-dessous, sont présentées dans la partie 3.4 du chapitre III « Risques et adéquation des fonds propres ».

7.1.1 Exposition brute aux risques de crédit

Le tableau ci-dessous présente l'exposition de l'ensemble des actifs financiers de Natixis au risque de crédit. Cette exposition est déterminée sans tenir compte des garanties, sûretés, achats de protection, collatéraux sur instruments financiers à terme négociés de gré à gré, effet de l'application de contrats cadres de compensation et autres rehaussements de crédit. Elle correspond à la valeur nette comptable des actifs financiers inscrits au bilan, nette de toutes dépréciations effectuées (individuelles ou collectives).

| En millions d'euros | Encours sains | Encours en défaut | Dépréciations | Encours nets 30/06/2016 | Encours nets 31/12/2015 |
|--|----------------|-------------------|----------------|-------------------------|-------------------------|
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenus variables) | 156 771 | 0 | 0 | 156 771 | 153 418 |
| Instruments dérivés de couverture | 2 138 | 0 | 0 | 2 138 | 1 035 |
| Actifs disponibles à la vente (hors titres à revenus variables) | 49 347 | 1 | (49) | 49 299 | 46 078 |
| Prêts et créances sur EC | 54 104 | 74 | (70) * | 54 108 | 71 462 |
| Prêts et créances sur la clientèle | 141 939 | 4 458 | (2 130) * | 144 267 | 107 189 |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance (1) | 2 235 | 0 | (3) | 2 232 | 2 298 |
| Engagements de financement donnés | 65 075 | 91 | (1) | 65 165 | 60 558 |
| Engagements de garantie financière donnés | 22 454 | 219 | (49) | 22 624 | 22 389 |
| TOTAL DE L'EXPOSITION BRUTE | 494 063 | 4 843 | (2 302) | 496 604 | 464 427 |

(1) Inclut les créances rattachées

* Y inclus les provisions collectives.

Le passage des encours comptables (périmètre consolidé) aux expositions brutes et expositions en risque du périmètre prudentiel risque de crédit (présenté dans la partie 3.4 du chapitre III « Risques et adéquation des fonds propres ») intègre les principales opérations suivantes :

- exclusion des expositions d'assurance (sociétés d'assurance mises en équivalence dans le périmètre prudentiel) retenues dans les expositions en risque prudentielles pour leur valeur de mise en équivalence ;
- exclusion des expositions classées en trading ;
- prise en compte des accords de compensation sur les opérations de marché ;
- retraitement des positions d'affacturage pour prendre en compte une exposition sur le risque de défaut et une position sur le risque de dilution ;
- application d'un facteur de conversion équivalent crédit sur les engagements de financement et les engagements de garantie.

7.1.2 Ventilation par zone géographique des provisions individuelles et collectives afférentes aux prêts et créances aux établissements de crédit et à la clientèle

| En millions d'euros Zones géographiques | 30/06/2016 | | | | | | 31/12/2015 | | | | | |
|--|------------------------|--------------------|-------------------|-------------------------------------|---------------------------------|---------------------|------------------------|--------------------|-------------------|-------------------------------------|---------------------------------|---------------------|
| | Risques individualisés | Risques collectifs | Total des risques | Dépréciation risques individualisés | Dépréciation risques collectifs | Total Dépréciations | Risques individualisés | Risques collectifs | Total des risques | Dépréciation risques individualisés | Dépréciation risques collectifs | Total Dépréciations |
| France | 1 434 | 9 315 | 10 748 | 721 | 104 | 824 | 1 571 | 8 569 | 10 140 | 875 | 100 | 975 |
| Autres pays d'Europe de l'Ouest | 1 562 | 9 513 | 11 075 | 576 | 87 | 663 | 1 538 | 8 106 | 9 644 | 548 | 94 | 643 |
| Europe de l'Est | 213 | 1 887 | 2 100 | 70 | 11 | 80 | 248 | 1 961 | 2 209 | 60 | 30 | 90 |
| Amérique du nord | 610 | 5 296 | 5 906 | 115 | 94 | 209 | 377 | 5 510 | 5 887 | 129 | 63 | 192 |
| Amérique centrale et latine | 195 | 1 719 | 1 914 | 108 | 13 | 121 | 226 | 1 467 | 1 693 | 168 | 12 | 180 |
| Afrique et Moyen-Orient | 376 | 3 547 | 3 924 | 159 | 56 | 215 | 382 | 2 978 | 3 360 | 156 | 34 | 191 |
| Asie et océanie | 450 | 4 276 | 4 726 | 81 | 25 | 106 | 503 | 3 910 | 3 910 | 71 | 35 | 104 |
| TOTAL | 4 840 | 35 547 | 40 387 | 1 830 | 389 | 2 220 | 4 846 | 31 997 | 36 843 | 2 008 | 366 | 2 374 |

7.1.3 Répartition des provisions collectives par secteur d'activité

| Secteurs d'activité (répartition en %) | 30/06/2016 | 31/12/2015 |
|---|---------------|---------------|
| Pétrole / Gaz | 24,7% | 18,6% |
| Immobilier | 10,3% | 10,1% |
| Industries de base | 9,1% | 12,3% |
| Distribution - commerce | 7,9% | 5,4% |
| Electricité | 5,8% | 7,2% |
| Transport | 4,8% | 8,4% |
| Services | 4,2% | 2,8% |
| Pharmacie / Santé | 3,9% | 1,8% |
| Holdings/ Groupes Divers | 3,7% | 11,0% |
| Finance | 3,3% | 3,9% |
| Communication | 3,3% | 2,7% |
| Commerce International des matières premières | 3,2% | 3,3% |
| Services aux collectivités | 3,0% | 1,7% |
| Hôtel /Tourisme /Loisirs | 2,3% | 2,3% |
| Biens de consommation | 2,1% | 2,1% |
| Agroalimentaire | 2,1% | 1,9% |
| Technologie | 1,8% | 0,7% |
| BTP | 1,4% | 0,6% |
| Télécommunications | 1,1% | 0,8% |
| Administrations | 0,9% | 1,2% |
| Construction mécanique électrique | 0,6% | 0,7% |
| Automobile | 0,4% | 0,3% |
| Autres | 0,3% | 0,2% |
| Aéronautique / Armement | 0,0% | 0,0% |
| TOTAL | 100,0% | 100,0% |

7.1.4 Evolution des provisions collectives

| En millions d'euros | Stock de provision au 31/12/15 | Dot (+) Rep (-) | Ecart de conversion | Stock de provision au 30/06/2016 |
|---------------------|--------------------------------|-----------------|---------------------|----------------------------------|
| Sectoriel | 289 | 29 | (2) | 316 |
| Géographique | 77 | (3) | (0) | 73 |
| TOTAL | 366 | 26 | (3) | 389 |

7.2 Risque de marché, risques de taux d'intérêt global, de liquidité et de change structurel

Les informations sur la gestion des risques de marché, risques de taux d'intérêt global, de liquidité et de change structurel requises par la norme IFRS 7 sont présentées dans la partie 3.6 et 3.8 du chapitre III « Risques et adéquation des fonds propres ».

NOTE 8 AUTRES INFORMATIONS

8.1 Instruments de capitaux propres émis

8.1.1 Capital social

| Actions ordinaires | Nombre d'actions (*) | Nominal | Capital en euros |
|----------------------------|----------------------|---------|----------------------|
| Valeur à l'ouverture | 3 128 127 765 | 1,60 | 5 005 004 424 |
| Augmentation de capital | 957 368 | 1,60 | 1 531 789 |
| Valeur à la clôture | 3 129 085 133 | | 5 006 536 213 |

(*) 2 655 921 d'actions auto détenues au 30 juin 2016 et 2 257 822 actions au 31 décembre 2015.

8.1.2 Calcul du résultat par action

| | 30/06/2016 | 30/06/2015 |
|--|---------------|---------------|
| Résultat par action | | |
| Résultat net - part du groupe en millions d'€ | 581 | 737 |
| Résultat net attribuable aux actionnaires en millions d'€ (1) | 544 | 711 |
| Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice | 3 128 748 476 | 3 118 572 496 |
| Nombre moyen d'actions propres en circulation au cours de l'exercice | 2 577 717 | 1 074 577 |
| Nombre moyen d'actions pour le calcul du résultat par action | 3 126 170 760 | 3 117 497 919 |
| Résultat par action en € | 0,17 | 0,23 |
| Résultat dilué par action | | |
| Résultat net part du groupe en millions d'€ | 581 | 737 |
| Résultat net attribuable aux actionnaires en millions d'€ (1) | 544 | 711 |
| Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice | 3 128 748 476 | 3 118 572 496 |
| Nombre moyen d'actions propres en circulation au cours de l'exercice | 2 577 717 | 1 074 577 |
| Nombre d'actions potentielles dilutives issues de l'exercice de plans d'options de souscriptions d'actions et de l'attribution d'actions gratuites (2) | 8 305 030 | 9 790 000 |
| Nombre moyen d'actions pour le calcul du résultat dilué par action | 3 134 475 790 | 3 127 287 919 |
| Résultat dilué par action en € | 0,17 | 0,23 |

(1) L'écart correspond aux intérêts versés sur les Titres super subordonnés - action de préférence après économie d'impôt (-37,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2016).

(2) Ce montant d'actions concerne les actions attribuées dans le cadre des plans de bonus différés dénoués en actions (plans 2012 et 2013) et du plan d'augmentation de capital réservé aux salariés mis en place en 2016.

8.1.3 Autres instruments de capitaux propres émis

8.1.3.1 Titres super subordonnés à durée indéterminée et actions de préférence

Conformément aux dispositions de la norme IAS 32, les instruments financiers émis sont qualifiés de dettes ou de capitaux propres selon qu'ils incluent ou non une obligation contractuelle de remettre de la trésorerie à leur détenteur.

Ainsi, les émissions de titres super subordonnés à durée indéterminée et les émissions d'actions de préférence s'analysent depuis le 31 décembre 2009 comme des instruments de capitaux propres émis en raison d'une clause devenue discrétionnaire concernant le paiement de dividende et figurent au poste « Capital et réserves liées » du bilan consolidé.

Les titres super subordonnés s'élève à 1 611 millions d'euros contre 1 213 millions d'euros au 31 décembre 2015, soit une augmentation de 398 millions d'euros correspondant aux émissions au cours du premier semestre 2016.

A noter, que le montant brut de la variation de change des titres super subordonnés en devises constatée en résultat au 30 juin 2016 s'élève à -7 millions d'euros, soit un montant net après impôts de -5 millions d'euros contre 24 millions d'euros au 30 juin 2015, soit un montant net après impôts de 16 millions d'euros.

8.2 Impacts liés à IFRIC 21

L'interprétation IFRIC 21 « Taxes », applicable depuis le 1^{er} janvier 2015, vise à clarifier la date à retenir pour la comptabilisation des droits ou taxes (« levies ») dans les états financiers. Cette interprétation entraîne :

- pour les taxes dont l'exigibilité de ces dernières est déclenchée par des faits générateurs survenant en date du 1^{er} janvier, la constatation d'une provision en totalité dès le 1^{er} trimestre alors qu'elles faisaient l'objet d'un étalement trimestriel conformément au traitement comptable précédemment applicable. Les taxes concernées sont principalement la taxe sur risques bancaires systémiques et la contribution au fonds de résolution unique ; ou
- pour les taxes basées sur le chiffre d'affaires dont l'exigibilité intervient cours de l'exercice suivant, la constatation de la totalité des taxes au 1^{er} janvier de l'exercice où la taxe est exigible, alors que précédemment elles étaient comptabilisées au prorata du chiffre d'affaires de la période. La contribution sociale de solidarité des sociétés est la principale taxe concernée.

Au 30 juin 2016, le différentiel de traitement s'élève en résultat net part du groupe à 78 millions d'euros contre 52 millions d'euros au 30 juin 2015.

8.3 Changement comptable concernant le traitement en impôt différé de l'amortissement fiscal d'un écart d'acquisition

Le traitement comptable lié à l'amortissement fiscal de l'écart d'acquisition (goodwill) constaté lors de l'achat en 2000 du sous-groupe Nvest par Ixis Asset Management a été revu au cours de la période.

Pour rappel, conformément à la législation fiscale américaine, ce goodwill est amorti fiscalement sur une durée de 15 ans, créant une différence temporelle entre la valeur comptable du goodwill (non amortissable) et sa valeur fiscale (amortie au fil du temps).

En 2005, lors de la mise en œuvre des normes IFRS, il avait été considéré que le renversement de cette différence ne pourrait intervenir qu'en cas de cession de titres de la Holding US par NGAM ou en cas de cession partielle de titres d'affiliés, sous forme « d'equity deal », réalisées depuis la France, les plus-values en résultant étant dégagées en France et imposées suivant le régime fiscal français.

En conséquence, en application d'IAS 12.51 qui dispose qu'il convient de tenir compte du mode de règlement / recouvrement de la valeur des actifs pour évaluer les actifs et passifs d'impôt différé qui leur sont afférents, le traitement comptable appliqué jusqu'à présent dans les comptes consolidés de Natixis a été de retenir le taux d'impôt applicable aux plus-values à long terme.

La publication par l'IFRIC, en juillet 2014, dans ses Interpretations Committee Agenda Decisions, d'une information complémentaire relative à « IAS12 Income Taxes : recognition of deferred tax for a single asset in a corporate wrapper » apporte une clarification et conduit à considérer, qu'au-delà du § 51 de la norme IAS 12 qui prend en compte le mode de recouvrement ou de règlement des actifs (dans notre cas, jusqu'alors, cession des titres depuis la France), il convient de constater un impôt différé passif à la fois sur la différence temporelle qui porte l'actif (ici le goodwill) dans la filiale, sur la base de la fiscalité qui lui est applicable («inside basis»), et la différence temporelle qui porte sur les titres consolidés (« outside basis »), né de l'écart entre la valeur comptable consolidée IFRS des titres et leur valeur fiscale (dès lors que la société n'a pas le contrôle du reversement de cette différence).

L'application de ce changement comptable avait entraîné la constatation d'un impôt différé passif au 1^{er} janvier 2015 d'un montant de 423,8 millions d'euros en contrepartie d'une diminution des capitaux propres comptables (-383,0 millions d'euros en réserves consolidées et -40,8 millions d'euros en réserves de conversion) correspondant à l'impôt différé sur « l'inside basis » explicité ci-avant. Une charge d'impôt différé passif avait par ailleurs été enregistrée au titre du 1^{er} semestre 2015 (dernière année d'amortissement) pour -14,5 millions d'euros. Natixis continue par ailleurs à ne pas constater d'impôt différé passif au titre de « l'outside basis » dans la mesure où elle a le contrôle du reversement de la différence.

8.4 Parties liées

8.4.1 Relations entre les sociétés consolidées du Groupe

Les principales opérations de Natixis avec les parties liées (BPCE et ses filiales, les Banques Populaires, les Caisses d'Epargne et l'ensemble des participations comptabilisées par mise en équivalence) sont détaillées ci-dessous :

| En millions d'euros | 30/06/2016 | | | 30/06/2015 | | | 31/12/2015 | | |
|--|------------|-------------------------|-------------------------|------------|-------------------------|-------------------------|------------|-------------------------|-------------------------|
| | BPCE | Groupe Banque Populaire | Groupe Caisse d'Epargne | BPCE | Groupe Banque Populaire | Groupe Caisse d'Epargne | BPCE | Groupe Banque Populaire | Groupe Caisse d'Epargne |
| ACTIF | | | | | | | | | |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 12 679 | 3 780 | 6 735 | 13 058 | 3 353 | 7 886 | 11 778 | 3 678 | 7 231 |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 2 219 | 280 | 29 | 2 664 | 282 | 70 | 2 253 | 279 | 25 |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 33 344 | 664 | 103 | 38 237 | 720 | 75 | 50 770 | 502 | 78 |
| Prêts et créances sur la clientèle | 149 | 105 | | 143 | 105 | | 140 | 105 | |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | | | | 2 | | | | | |
| PASSIF | | | | | | | | | |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | 10 579 | 1 151 | 1 080 | 10 033 | 1 407 | 1 002 | 11 275 | 1 356 | 1 047 |
| Dettes envers les établissements de crédit | 70 087 | 1 263 | 894 | 78 401 | 1 968 | 1 025 | 81 401 | 850 | 980 |
| Dettes envers la clientèle | 563 | 8 | 69 | 40 | 77 | 17 | 265 | 90 | 30 |
| Dettes représentées par un titre | | | | | 16 | | | 8 | |
| Dettes subordonnées | 3 350 | | | 2 056 | | 2 | 3 026 | | 2 |
| Capitaux propres part du groupe | 956 | | (0) | 355 | | 15 | 553 | | 15 |
| RESULTAT | | | | | | | | | |
| Intérêts et produits assimilés | 122 | 13 | 2 | 221 | 9 | 3 | 389 | 23 | 6 |
| Intérêts et charges assimilés | (273) | (5) | (9) | (340) | (13) | (17) | (626) | (26) | (23) |
| Commissions nettes | 9 | (151) | (17) | 13 | (128) | (28) | 17 | (309) | (3) |
| Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat | (1 289) | 345 | 911 | 300 | (41) | 94 | (578) | 81 | 258 |
| Gains ou pertes sur actifs financiers disponibles à la vente | | 0 | 2 | (0) | 0 | | 12 | 0 | 14 |
| Produits et charges des autres activités | (6) | 4 | (10) | (8) | 4 | (34) | (40) | 7 | (12) |
| Charges générales d'exploitation | (134) | (0) | (11) | (64) | (0) | (7) | (83) | 1 | (19) |
| ENGAGEMENTS | | | | | | | | | |
| Total des engagements de garantie donnés | 421 | 75 | 83 | 221 | 150 | 2 | 1 414 | 120 | 67 |
| Total des engagements de garantie reçus | 5 491 | 2 224 | 1 851 | 5 482 | 2 268 | 1 501 | 4 483 | 2 222 | 1 572 |

Les relations avec les entreprises associées ou coentreprise ne sont pas significatives.

8.5 Résultat des entreprises d'assurance

Les sociétés du périmètre Natixis concernées par la présentation assurance sont : Coface et ses filiales, Natixis Assurances et ses filiales (Assurance-vie, Prévoyance, IARD) et CEGC (Compagnie Européenne de Garanties et Cautions).

Le tableau ci-dessous permet d'opérer un passage entre les comptes des entreprises d'assurance et la traduction de ces comptes dans les comptes présentés au format bancaire. Il présente également la contribution consolidée des sociétés d'assurance au format bancaire.

Les principaux reclassements concernent la différence de comptabilisation des frais généraux, imputés par destination selon le format assurance et par nature selon le format bancaire.

- Au niveau du Produit Net Bancaire, les éléments d'assurance présentant une nature bancaire (intérêts et commissions principalement) ont été reclassés dans ces postes par homogénéisation avec les comptes bancaires présentés. Les provisions techniques et les charges de sinistres sont affectées en diminution du PNB et non en coût du risque ;
- Au bilan, les reclassements sont peu significatifs ; l'essentiel des postes spécifiques du bilan des entreprises d'assurance est présenté au poste « Placements des entreprises d'assurance » à l'actif et « Provisions techniques des entreprises d'assurance » au passif. Les créances et dettes rattachées, présentées en comptes de régularisation dans le format assurance ont été reclassées sur les mêmes lignes que le principal, conformément à la présentation bancaire.

30 juin 2016

| (en millions d'euros) | 30/06/2016 | 30/06/2016 | | | | | | |
|--|---------------------------------|-----------------------|----------------|------------|----------------|--------|-----------------|--------------|
| | Présentation assurance Total | Présentation bancaire | | | | | | |
| | | PNB | Frais Généraux | RBE | Coût du risque | Impôts | Autres éléments | Résultat net |
| Primes émises | 16 661 | 16 661 | | 16 661 | | | | 16 661 |
| Variation des primes non acquises | (183) | (183) | | (183) | | | | (183) |
| Primes acquises | 16 477 | 16 477 | | 16 477 | | | | 16 477 |
| Produits d'exploitation bancaire | 35 | 35 | | 35 | | | | 35 |
| Chiffre d'affaires ou produits des autres activités | 121 | 121 | | 121 | | | | 121 |
| Autres produits d'exploitation | 12 | 2 | 10 | 12 | | | | 12 |
| Produits des placements | 838 | 838 | | 838 | | | | 838 |
| Charges des placements | (210) | (205) | (4) | (210) | | | | (210) |
| Plus et moins-values de cession des placements nettes de reprises de dépréciation et d'amortissement | 80 | 76 | | 76 | | 4 | | 80 |
| Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat | (12) | (12) | | (12) | | | | (12) |
| Variation des dépréciations sur placements | (29) | (29) | | (29) | | | | (29) |
| Produits des placements nets de charges | 666 | 667 | (4) | 662 | | 4 | | 666 |
| Charges des prestations des contrats | (16 062) | (16 016) | (47) | (16 062) | | | | (16 062) |
| Produits des cessions en réassurance | 926 | 926 | | 926 | | | | 926 |
| Charges des cessions en réassurance | (924) | (924) | | (924) | | | | (924) |
| Charges ou produits nets des cessions en réassurance | 1 | 1 | | 1 | | | | 1 |
| Coût du risque | (2) | | | | (2) | | | (2) |
| Charges d'exploitation bancaire | (7) | (0) | (7) | (7) | | | | (7) |
| Frais d'acquisition des contrats | (456) | (341) | (116) | (456) | | | | (456) |
| Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés (1) | (75) | | | | | (75) | | (75) |
| Frais d'administration | (338) | (154) | (183) | (337) | (1) | | | (338) |
| Autres produits et charges opérationnels courants | (149) | (34) | (115) | (149) | (0) | | (0) | (149) |
| Autres produits et charges opérationnels (2) | 30 | 1 | (2) | (1) | | | 31 | 30 |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL | 253 | 759 | (464) | 296 | (3) | | (40) | 253 |
| Charge de financement | (21) | (21) | | (21) | | | | (21) |
| Quote-part dans les résultats des entreprises associées | 4 | | | | | | 4 | 4 |
| Impôts sur les résultats | (106) | | (1) | (1) | | (105) | | (106) |
| Résultat après impôt des activités discontinues | | | | | | | | |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 15 | | | | | | 15 | 15 |
| RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ | 144 | 738 | (465) | 273 | (3) | | (105) | 144 |

(1) Correspond à la dépréciation de l'écart d'acquisition de Coface ;

(2) Dont 31 millions d'euros de résultat de cession des immeubles d'exploitation de CEGC (présenté sous l'agrégat bancaire : Gains ou pertes sur autres actifs).

30 juin 2015

| (en millions d'euros) | 30/06/2015 | 30/06/2015 | | | | | | |
|--|------------------------|-----------------------|----------------|------------|----------------|--------------|-----------------|--------------|
| | Présentation assurance | Présentation bancaire | | | | | | |
| | | PNB | Frais Généraux | RBE | Coût du risque | Impôts | Autres éléments | Résultat net |
| Total | | | | | | | | |
| Primes émises | 3 847 | 3 847 | | 3 847 | | | | 3 847 |
| Variation des primes non acquises | (193) | (193) | | (193) | | | | (193) |
| Primes acquises | 3 654 | 3 654 | | 3 654 | | | | 3 654 |
| Produits d'exploitation bancaire | 36 | 36 | | 36 | | | | 36 |
| Chiffre d'affaires ou produits des autres activités | 127 | 127 | | 127 | | | | 127 |
| Autres produits d'exploitation | 19 | 2 | 17 | 19 | | | | 19 |
| Produits des placements | 791 | 791 | | 791 | | | | 791 |
| Charges des placements | (188) | (184) | (4) | (188) | | | | (188) |
| Plus et moins-values de cession des placements nettes de reprises de dépréciation et d'amortissement | 271 | 271 | | 271 | (0) | | | 271 |
| Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat | 183 | 183 | | 183 | | | | 183 |
| Variation des dépréciations sur placements | (12) | (12) | | (12) | | | | (12) |
| Produits des placements nets de charges | 1 045 | 1 048 | (4) | 1 045 | (0) | | | 1 045 |
| Charges des prestations des contrats | (3 821) | (3 777) | (44) | (3 821) | | | | (3 821) |
| Produits des cessions en réassurance | 904 | 904 | | 904 | | | | 904 |
| Charges des cessions en réassurance | (769) | (769) | | (769) | | | | (769) |
| Charges ou produits nets des cessions en réassurance | 135 | 135 | | 135 | | | | 135 |
| Coût du risque | (2) | | | (2) | (2) | | | (2) |
| Charges d'exploitation bancaire | (7) | (0) | (7) | (7) | | | | (7) |
| Frais d'acquisition des contrats | (438) | (312) | (127) | (438) | | | | (438) |
| Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés | | | | | | | | |
| Frais d'administration | (300) | (128) | (172) | (299) | (1) | | | (300) |
| Autres produits et charges opérationnels courants | (116) | (8) | (107) | (115) | (1) | | | (116) |
| Autres produits et charges opérationnels | (2) | (2) | (0) | (2) | | | | (2) |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL | 328 | 774 | (443) | 331 | (4) | | | 328 |
| Charge de financement | (23) | (23) | (0) | (23) | | | | (23) |
| Quote-part dans les résultats des entreprises associées | 7 | | | | | | 7 | 7 |
| Impôts sur les résultats | (107) | | (1) | (1) | | (107) | | (107) |
| Résultat après impôt des activités discontinues | | | | | | | (50) | (50) |
| Participations ne donnant pas le contrôle | (50) | | | | | | (50) | (50) |
| RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ | 154 | 751 | (443) | 308 | (4) | (107) | (43) | 154 |

8.6 Engagements de garantie et de financement

8.6.1 Engagements de garantie

Une garantie financière est un contrat qui exige de l'émetteur d'indemniser l'entreprise garantie suite aux pertes qu'elle a effectivement subies en raison de la défaillance d'un débiteur de payer les échéances contractuelles dues. L'exercice de ces droits est subordonné à la réalisation d'un événement futur incertain.

Le montant communiqué est la valeur nominale de l'engagement donné :

| En millions d'euros | 30/06/2016 | 31/12/2015 |
|---|---------------|---------------|
| Engagements de garantie donnés | | |
| Aux établissements de crédit | 2 733 | 2 495 |
| - Confirmation d'ouverture de crédits documentaires | 1 605 | 1 819 |
| - Autres garanties | 1 127 | 676 |
| A la clientèle | 19 940 | 19 946 |
| - Cautions immobilières | 301 | 264 |
| - Cautions administratives et fiscales | 335 | 330 |
| - Autres cautions et avals donnés | 9 371 | 9 977 |
| - Autres garanties | 9 934 | 9 376 |
| Total des engagements de garantie donnés | 22 673 | 22 441 |
| Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit | 10 648 | 10 294 |

Le 12 novembre 2009, BPCE a apporté sa garantie à Natixis pour la couverture de 85% de la valeur nominale d'un portefeuille d'instruments de dette logé dans l'ex canton GAPC classés en catégorie de « Prêts et créances » et « Actifs disponibles à la vente », à compter du 1^{er} juillet 2009. Cette garantie donne lieu à paiement d'une indemnité dès lors qu'un défaut de paiement (en capital, intérêt, commissions, frais, accessoires et toute autre somme due au titre de la documentation contractuelle relative à l'actif) sera

intervenu sur l'un des actifs du portefeuille couvert. Natixis est indemnisée dès le premier euro et à hauteur de 85% du défaut. Cette garantie figure pour 85% du nominal des actifs couverts sur la ligne des « Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit ».

8.6.2 Engagements de financement

Conformément à la norme IAS 39 (§2), les engagements de financement exclus du périmètre IAS 39 sont comptabilisés selon la norme IAS 37 « Provisions, actifs et passifs éventuels ».

Les engagements de financement entrant dans le périmètre d'IAS 39 sont les suivants :

- engagements qualifiés de passifs financiers à la juste valeur par résultat. Une entité qui a une pratique de revente ou de titrisation des crédits juste après leur émission les assujettit à IAS 39, dès la phase d'engagement ;
- ceux qui font l'objet d'un règlement net (c'est-à-dire d'une cession) ;
- ceux qui vont se déboucler par un prêt en dessous des conditions de marché.

Les autres engagements de financement relèvent de la norme IAS 37.

Un engagement de financement donné est un passif éventuel, défini dans IAS 37 comme :

- une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous contrôle de l'entreprise ; ou
- une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car :
 - il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, ou
 - le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

| En millions d'euros | 30/06/2016 | 31/12/2015 |
|--|---------------|---------------|
| Engagements de financement donnés | | |
| Aux établissements de crédit | 3 078 | 2 414 |
| A la clientèle | 62 088 | 58 145 |
| - Ouverture de crédits documentaires | 3 152 | 3 022 |
| - Autres ouvertures de crédits confirmés | 49 404 | 49 192 |
| - Autres engagements | 9 532 | 5 931 |
| Total des engagements de financement donnés | 65 166 | 60 559 |
| Engagements de financement reçus | | |
| - d'établissements de crédit | 6 066 | 5 690 |
| - de la clientèle | 2 739 | 391 |
| Engagements de financement reçus | 8 805 | 6 081 |

NOTE 9 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le 28 juillet 2016, Natixis a annoncé la finalisation de la restructuration d'AEW Europe qui prévoit l'apport par la Banque Postale des activités de Ciloger (5,2 Md€ d'encours à fin juin 2016) à AEW Europe. Cette opération permet la création d'un nouveau leader de la pierre papier en France avec une capacité d'investissement européenne et un adossement à trois grands réseaux de distribution : Caisses d'Epargne, Banque Populaire et La Banque Postale. Au terme de cette opération, qui reste conditionnée à l'obtention des autorisations réglementaires prévue pour fin 2016, le capital d'AEW Europe sera détenu à 60% par NGAM et 40% par La Banque Postale.

5.2 Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière consolidée résumée**DELOITTE & ASSOCIES**

185, avenue Charles De Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

PricewaterhouseCoopers Audit

63, Rue de Villiers,
92208 Neuilly-sur-Seine

MAZARS

61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1er janvier 2016 au 30 juin 2016

NATIXIS

30, avenue Pierre Mendès France
75013 Paris

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Natixis, relatifs à la période du 1er janvier 2016 au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris La Défense, le 29 juillet 2016

Les commissaires aux comptes

DELOITTE & ASSOCIES

PricewaterhouseCoopers Audit

MAZARS

Charlotte Vandeputte

Agnès Hussherr

Charles de Boisriou

Jean-Marc Mickeler

Patrice Morot

Emmanuel Dooseman

VI CHAPITRE 7 : ELEMENTS JURIDIQUES

7.1 Statuts de Natixis

NATIXIS

Société anonyme à conseil d'administration au capital de 5 019 319 328 euros
Siège social : 30, avenue Pierre-Mendès-France – 75013 PARIS
542 044 524 RCS PARIS

STATUTS

L'article 3 des statuts a été modifié, suite à la décision du directeur général de 26 juillet 2016 constatant l'augmentation de capital de Natixis d'un montant total de 26 173 428,38 euros par émission de 7 989 447 actions nouvelles de 1,60 euro de nominal (se décomposant en 12 783 115,20 euros de nominal et de 13 390 313,18 euros de prime d'émission) consécutive à l'opération Mauve 2016 d'augmentation de capital réservée aux salariés, décidée par le conseil d'administration du 10 février 2016 sur délégation de l'assemblée générale Mixte du 19 mai 2015 (19^{ème} résolution).

Cet article est désormais rédigé de la manière suivante :

Article 3 – Capital social

Le capital social est fixé à 5 019 319 328 euros divisé en 3 137 074 580 actions de 1,60 euro chacune entièrement libérées.

7.2 Renseignements de caractère général concernant le capital de Natixis

7.2.2 Capital social

Le capital social s'élève à 5 019 319 328 euros au 26 juillet 2016, divisé en 3 137 074 580 actions de 1,60 euro chacune entièrement libérées.

7.3 Répartition du capital et des droits de vote

7.3.1 Répartition du capital au 31 juillet 2016

Au 31 juillet 2016, les principaux actionnaires de Natixis sont les suivants :

| | % du capital | % des droits de vote |
|-------------------------------------|--------------|----------------------|
| BPCE | 71 % | 71,05 % |
| Actionnariat salarié ^(a) | 2,46% | 2,46 % |
| Titres auto détenus | 0,07 % | 0,00 % |
| Public | 26,47 % | 26,49 % |

(a) dont 0,95 % détenu au titre des augmentations de capital réservées aux salariés.

dont 0,73 % détenu au titre du FCPE BPCE Actions Natixis incluant les porteurs de parts du Groupe BPCE.

dont 0,78 % détenu par les salariés et anciens salariés, hors Plan d'Épargne salariale.

À la connaissance de Natixis, il n'existe aucun autre actionnaire, hormis ceux cités dans le tableau ci-avant, qui détienne plus de 5 % du capital ou des droits de vote.

7.3.4 Actionnariat salarié

En ce qui concerne les attributions gratuites d'actions :

Le conseil d'administration de Natixis, lors de sa séance du 28 juillet 2016 (en vertu de l'autorisation de l'assemblée générale du 24 mai 2016, 19^{ème} résolution) a décidé de procéder à l'attribution gratuite de 151 283 actions de performance aux membres du comité de direction générale de Natixis dont 47 463

au directeur général de Natixis. L'acquisition de ces actions ne sera définitive qu'à l'issue d'une période de 4 ans et sous conditions de présence et de performance.

Le conseil d'administration de Natixis, lors de sa séance du 28 juillet 2016 (en vertu de l'autorisation de l'assemblée générale du 24 mai 2016, 20^{ème} résolution) a décidé de procéder à l'attribution gratuite de 3 081 642 actions au profit de bénéficiaires désignés par le conseil d'administration. L'acquisition de ces actions sera définitive pour partie le 1^{er} mars 2018 et pour partie le 1^{er} mars 2019, sous réserve de conditions de présence et/ou de performance (conditions de performance systématiques pour la population « régulée »).

En ce qui concerne les augmentations de capital réservées aux salariés des sociétés adhérentes aux plans d'épargne salariale de Natixis :

Par décision en date du 26 juillet 2016, le directeur général de Natixis a constaté la réalisation d'une augmentation de capital de 26 173 428,38 euros par émission de 7 989 447 actions nouvelles de 1,60 euro de nominal se décomposant en 12 783 115,20 euros de nominal et 13 390 313,18 euros de prime d'émission, et modifié les statuts en conséquence.

VII CHAPITRE 8 : INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

8.1 Attestation du responsable de la présente actualisation du document de référence 2015

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils m'indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de la présente actualisation. »

Fait à Paris, le 4 août 2016

Laurent Mignon

Directeur Général de Natixis

8.2 Documents accessibles au public

Des exemplaires du présent document sont disponibles sans frais au siège social de Natixis, 30 avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris. Le présent document peut également être consulté sur les sites Internet de l'Autorité des Marchés Financiers (www.amf-france.org) et de Natixis (www.natixis.com).

8.3 Table de concordance du document de référence

Afin de faciliter la lecture du présent document, la table de concordance suivante renvoie aux principales rubriques exigées par l'annexe 1 du règlement CE n° 809/2004 du 29 avril 2004 pris en application de la Directive dite «Prospectus».

| Rubriques | N° page du document de référence 2015 | Actualisation du 4 août 2016 |
|---|---|------------------------------|
| 1. Personnes responsables | 454 | 182 |
| 2. Contrôleurs légaux des comptes | 322-323 | 187 |
| 3. Informations financières sélectionnées | | |
| 3.1. Informations financières historiques sélectionnées pour l'émetteur pour chaque exercice | 8-9 | |
| 3.2. Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires | N/A | |
| 4. Facteurs de risque | 108 à 113 | 60 |
| 5. Informations concernant l'émetteur | | |
| 5.1. Histoire et évolution de la société | 4 à 7 | |
| 5.2. Investissements | 190 à 193 ; 316 | |
| 6. Aperçu des activités | | |
| 6.1. Principales activités | 10 à 25 | |
| 6.2. Principaux marchés | 297 à 301 | |
| 6.3. Événements exceptionnels | N/A | |
| 6.4. Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication | 182 | |
| 6.5. Éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle | 10 à 24 | |
| 7. Organigramme | | |
| 7.1. Description sommaire du groupe | 4-5 ; 7 | |
| 7.2. Liste des filiales importantes | 224 à 228 ; 323 à 335 | |
| 8. Propriétés immobilières, usines et équipements | | |
| 8.1. Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée | 246 à 247 | |
| 8.2. Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles | 376 à 383 ; 401 à 413 | |
| 9. Examen de la situation financière et du résultat | | |
| 9.1. Situation financière | 108 à 113 ; 117 à 164 ; 170 à 177 ; 190 à 204 | 61 à 67 ; 115 |
| 9.2. Résultat d'exploitation | 8 ; 193-194 ; 208 | 92 à 110 ; 116 |
| 10. Trésorerie et capitaux | | |
| 10.1. Informations sur les capitaux de l'émetteur | 117 à 132 ; 210-211 | 61 à 67 ; 180 |
| 10.2. Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur | 212-213 | 119 |
| 10.3. Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement de l'émetteur | 201 | 112-113 |

| Rubriques | N° page du document de référence 2015 | Actualisation du 4 août 2016 |
|--|---------------------------------------|------------------------------|
| 10.4. Information concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sur les opérations de l'émetteur | N/A | |
| 10.5. Information concernant les sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2 et 8.1 | 201 ; 207 | 112-113 ; 115 |
| 11. Recherche et développement, brevets et licences | 182 | |
| 12. Information sur les tendances | 10 à 25 ; 108 à 113 ; 315 | |
| 13. Prévisions ou estimations du bénéfice | N/A | |
| 14. Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale | | |
| 14.1. Organes d'administration | 32 à 37 | 47 à 55 |
| 14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la direction générale | 77 | |
| 15. Rémunération et avantages | | |
| 15.1. Montant de la rémunération versée et avantages en nature | 78 à 92 | |
| 15.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages | 317-318 | |
| 16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction | | |
| 16.1. Date d'expiration des mandats actuels | 34 à 59 | |
| 16.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration | 77 | |
| 16.3. Information sur le comité d'audit et le comité des rémunérations | 69 à 72 | 58-59 |
| 16.4. Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme ou non au régime de gouvernement d'entreprise | 61 | |
| 17. Salariés | | |
| 17.1. Nombre de salariés | 393 | |
| 17.2. Participations et stock-options des administrateurs | 89 ; 427-428 | |
| 17.3. Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur | 250-251 | 180-181 |
| 18. Principaux actionnaires | | |
| 18.1. Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote | 429 | 180 |
| 18.2. Existence de droits de vote différents des actionnaires susvisés | 429 | |
| 18.3. Contrôle de l'émetteur | 430 | |

| Rubriques | N° page du document de référence 2015 | Actualisation du 4 août 2016 |
|---|---------------------------------------|------------------------------|
| 18.4. Accord, connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle | 431 | |
| 19. Opérations avec des apparentés | N/A | |
| 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur | | |
| 20.1. Informations financières historiques | 206 à 335 ; 338 à 372 | 114 à 177 |
| 20.2. Informations financières pro forma | 8-9 ; 299 à 301 | 167-168 |
| 20.3. États financiers | 206 à 335 ; 338 à 372 | 114 à 177 |
| 20.4. Vérification des informations financières historiques | 336-337 ; 373-374 | 178-179 |
| 20.5. Date des dernières informations financières | 336-337 ; 373-374 | 178-179 |
| 20.6. Informations financières intermédiaires et autres | N/A | |
| 20.7. Politique de distribution des dividendes | 26 ; 422 ; 432 | |
| 20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage | 180 à 182 | 85 |
| 20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale | 315 | |
| 21. Informations complémentaires | | |
| 21.1. Capital social | 363 ; 424 à 428 | 62-63 ; 180 |
| 21.2. Acte constitutif et statuts | 418 à 423 | 180 |
| 22. Contrats importants | N/A | |
| 23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts | N/A | |
| 24. Documents accessibles au public | 455 | 182 |
| 25. Informations sur les participations | 323 à 335 | |

8.4 Table de concordance du rapport financier semestriel

En application de l'article 212-13 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, la présente actualisation comprend les informations du rapport financier semestriel mentionné à l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et à l'article 222-4 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

| Rapport financier semestriel | N° page Actualisation du 4 août 2016 |
|---|---|
| 1. Etats financiers au 30 juin 2016 | 114 à 178 |
| 2. Rapport semestriel d'activité | 92 à 113 |
| 2.1. Évènements importants survenus pendant les 6 premiers mois de l'exercice et leur incidence sur les comptes semestriels | 93 à 97 |
| 2.2. Description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice | 60 |
| 2.3 Principales transactions intervenues entre parties liées | 111 ; 174 |
| 3. Attestation du responsable | 183 |
| 4. Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière du premier semestre de l'exercice 2016 | 179-180 |

8.5 Responsables du contrôle des comptes

Responsables du contrôle des comptes

Commissaires aux comptes titulaires

- Deloitte & Associés (représenté par les associés signataires Charlotte Vandeputte et Jean-Marc Mickeler) - 185, avenue Charles-de-Gaulle - 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex ;
- PriceWaterhouseCoopers Audit (représenté par les associés signataires Agnès Hussherr et Patrice Morot), 63, rue de Villiers – 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex ;
- Mazars (représenté par les associés signataires Charles de Boisriouet Emmanuel Dooseman), 61, rue Henri Regnault - 92075 La Défense Cedex.

Deloitte & Associés, PriceWaterhouseCoopers Audit et Mazars sont enregistrés comme commissaires aux comptes auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles et placés sous l'autorité du «Haut Conseil du Commissariat aux Comptes».

Commissaires aux comptes suppléants :

- BEAS, 7-9, Villa Houssay - 92200 Neuilly-sur-Seine représenté par l'associé Mireille Berthelot ;
- M. Jean-Baptiste Deschryver, 63, rue de Villiers – 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex ;
- M.Franck Boyer, Immeuble Exaltis, 61, rue Henri Regnault - 92075 La Défense Cedex.



30, avenue Pierre Mendès France

75013 Paris

Tél. : +33 1 58 32 30 00

www.natixis.com

 GROUPE BPCE